

CAUSES CELEBRES



ONDO PIZZOFALCONI



NAZIONALE

B. Prov.

XV

6

NAPOLI

BIBLIOTECA

VITT. EM. III

CA PROVINCIALE

radio



Palchetto

Num.^o d'ordine

934812

B. Prev.

XV

6

~~N 9
22
29~~



CAUSES
CÉLÈBRES

E T

INTÉRESSANTES.

TOME QUATRIÈME.

645092

CAUSES
CÉLÈBRES
ET
INTÉRESSANTES,
AVEC

LES JUGEMENTS
QUI LES ONT DÉCIDÉES;
RECUEILLIES

Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,
Avocat au Parlement de Paris.

TOME QUATRIÈME:
Nouvelle Édition, corrigée & augmentée.



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE;
Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
{ VANDEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. DCC. LXXV.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry must be clearly documented and verified by the relevant parties. This ensures transparency and accountability in the financial process.

2. The second part outlines the procedures for handling discrepancies. It states that any inconsistencies found during the audit process should be immediately reported to the management. A thorough investigation should then be conducted to identify the root cause of the error and implement corrective measures to prevent future occurrences.

3. The third part details the requirements for the annual financial statement. It specifies that the statement must be prepared in accordance with the latest accounting standards and regulations. All supporting documents and vouchers must be retained for a minimum of five years for audit purposes.

4. The fourth part discusses the role of the internal audit department. It highlights that the internal auditors are responsible for conducting regular audits of the company's financial and operational activities. Their findings should be used to improve internal controls and enhance the overall efficiency of the organization.

5. The fifth part covers the process of budgeting and forecasting. It explains that the budget should be based on realistic assumptions and historical data. Regular monitoring and adjustment of the budget are necessary to ensure that the company remains on track to meet its financial goals.

6. The sixth part addresses the issue of tax compliance. It stresses that the company must adhere to all applicable tax laws and regulations. Timely filing of tax returns and payment of taxes is crucial to avoid penalties and maintain a good standing with the tax authorities.

7. The seventh part discusses the importance of financial reporting. It states that the company should provide timely and accurate financial reports to its stakeholders, including investors, creditors, and regulatory bodies. This helps in building trust and maintaining the company's reputation in the market.

8. The eighth part covers the process of financial review and approval. It outlines the steps involved in reviewing the financial statements and obtaining the necessary approvals from the board of directors and other relevant authorities. This ensures that the financial information is reliable and trustworthy.

9. The ninth part discusses the role of the finance department in strategic planning. It explains that the finance team should actively participate in the company's strategic planning process, providing valuable insights and recommendations based on financial analysis and market trends.

10. The tenth part concludes the document by reiterating the commitment to financial integrity and transparency. It states that the company will continue to uphold the highest standards of financial management and reporting, ensuring the long-term success and sustainability of the organization.



CAUSES CÉLÈBRES

ET

INTÉRESSANTES,

Avec les Jugemens qui les ont décidées.

MADAME TIQUET,

*Condamnée pour avoir entrepris de faire
assassiner Mr. TIQUET, son mari.*



Es grands crimes demandent autant de courage & de fermeté, que les grandes vertus. On pourroit même dire, qu'ils en demandent davantage ; parce que la gloire, qui accompagne les grandes vertus, est un puissant aiguillon, un motif pressant qui nous excite à agir ; au-lieu que l'infamie, dont le criminel va se couvrir, est très-propre à l'abattre : il faut qu'il la sur-

Tome IV.

A.

monte, & qu'il affronte en même temps le péril; c'est une double victoire. Aussi a-t-on dit, que si on décernoit des récompenses aux grands crimes, comme aux grandes vertus, les exemples des fameux Criminels récompensés seroient encore plus rares. Quelque indignation, quelque horreur qu'ils inspirent, on les admire, & on a pour eux un certain genre d'estime. Nous les mettons intérieurement dans une classe à part : & lorsque nous les détestons, nous les envisageons comme une espece de personnes extraordinaires. Sur ce pied-là, leur mémoire est en possession de jouir de notre admiration.

Tels sont les sentiments que nous avons pour Madame Tiquet. J'entreprends de raconter l'histoire de son crime, & de sa condamnation.

Comme je me suis proposé de mêler l'agréable à l'utile, après avoir recueilli toutes les circonstances qui peuvent satisfaire la curiosité, je ferai une dissertation sur le genre de crime qui a été puni dans Madame Tiquet : je veux dire, sur le complot du premier assassinat qui n'eut point d'exécution; car lorsqu'elle avoua le second assassinat qui fut exécuté, quoiqu'il n'en coûtât pas la vie à M. Tiquet, elle avoit déjà été jugée & condamnée, pour avoir tramé le premier.

Histoire
de Madame
Tiquet.

Elle étoit fille d'un Libraire de Metz, fort riche, qui s'appelloit Carlier : elle vint au monde en 1657. Elle joignoit à la beauté un air grand, un port noble; sa taille étoit

au-dessus de la médiocre. Si l'empire des cœurs est destiné aux agréments du sexe, il semble être particulièrement réservé à celles qui ont un air imposant, & une noble prestance. Les belles femmes qui n'ont pas ces avantages, peuvent par degrés gagner les cœurs; mais celles-là les enlèvent d'abord. On peut dire que la beauté ne mérite jamais mieux le titre de Reine, que lorsqu'elle est rehaussée par cet air majestueux. Alors il est vrai de dire, qu'elle est née pour commander, & que telle a été l'intention de la nature. Mademoiselle Carlier étoit encore douée de beaucoup d'esprit. Avec de si beaux dons, quelle heureuse destinée ne pouvoit-elle pas se promettre, malgré sa naissance médiocre? Son cœur fut l'unique obstacle de son bonheur. Pour s'être portée à l'action horrible qui fut punie par la Justice, & pour avoir été esclave de ses plaisirs, il faut qu'elle ait eu en naissant un grand penchant au vice, & que la sève criminelle d'Adam ait conservé dans son ame toute sa force. Elle fut orpheline à quinze ans: son pere laissa un million, qu'elle partagea avec un frere cadet.

Quand elle n'auroit été qu'opulente, elle auroit eu beaucoup d'amants: quelle cour ne devoit-elle pas avoir, étant riche, belle, & spirituelle? M. Tiquet, Conseiller au Parlement, ne se seroit pas fait jour parmi ses soupirants, s'il n'eût gagné une tante de sa Maîtresse, & s'il n'eût profité de l'ascendant que cette tante avoit su acquérir sur Made-

moiselle Carlier. Il fit un présent à la tante de 4000 francs. L'éloquence elle-même n'est pas si persuasive qu'un grand présent ; & l'effet qu'il produit est plus prompt qu'un éclair. Des personnes qui observoient de près Mademoiselle Carlier, ont dit qu'ils lui ont vu dans ce temps-là des traits d'un mauvais naturel, qui a été le principe de ses crimes. Mais on n'a pas dit, que la complexion ardente qu'elle avoit pour le plaisir de l'amour, eût commencé dès-lors à lui en ouvrir la voie ; soit que son penchant ne fût pas encore assez vif pour se déclarer, ou soit que le voile d'un profond mystère ait dérobé ses premiers essais. M. Tiquet, qui s'occupoit tout entier du dessein qu'il avoit formé de l'épouser, lui faisoit des présents galants, dont la tante avoit soin de relever le prix : il lui fit, le jour de sa fête, un présent de fleurs, mêlées avec des diamants qui valoient quinze mille livres. Cela acheva de gagner Mademoiselle Carlier, déjà ébranlée par les discours de sa tante, & par l'idée qu'elle s'étoit faite de la richesse de M. Tiquet, qui s'étoit d'ailleurs assez bien possédé pour ne présenter à sa Maîtresse que les bonnes qualités qu'il pouvoit avoir. On devroit quand on veut se marier, se montrer de bonne-foi de part & d'autre, tel qu'on est, afin qu'on vît si les qualités, dont les deux sujets sont doués, peuvent s'assortir. On est bien éloigné de penser ainsi ; on borne ses vues aux dons de la fortune ; les graces de la personne qu'on épouse, &

la figure de l'époux ne sont pas même souvent le motif déterminant.

M. Tiquet unit enfin sa destinée à celle de Mademoiselle Carlier, plus frappé de sa fortune, que de ses charmes : & elle se fixa en sa faveur, à cause du rang qu'elle auroit, & à cause de la grande richesse qu'elle présuma dans cet amant; entraînée d'ailleurs par les impressions que sa tante lui avoit données. Tous deux s'aveuglerent; M. Tiquet, sur la vertu de sa maîtresse, dont il auroit pu connoître toute la fragilité, s'il eût bien voulu ouvrir les yeux, & sur son inclination portée à la dépense; & elle ne prévint point la bizarrerie de M. Tiquet, & ses vices contraires à l'esprit de société. L'Amant crut avec raison sa maîtresse riche; & la maîtresse crut l'amant opulent, & se trompa. Ils s'étourdirent sur le reste. Voilà comment se préparent les destinées les plus malheureuses. Ce mariage sembloit avoir été fait sous d'heureux auspices : les commencements en furent rians; un fils & une fille, qui en furent les fruits, vinrent, ce semble, pour être les gages de leur tendresse & le sceau de leur bonheur.

Ce temps heureux ne pouvoit pas être de longue durée. Les dépenses excessives de Madame Tiquet obligèrent M. Tiquet, qui n'étoit pas riche, à lui faire montre, malgré lui, de sa situation. Le Sieur Mongeorge, Capitaine aux Gardes, qui se présenta avec tout le mérite d'un galant homme, fit trouver à Madame Tiquet son mari

odieux, par le parallele qu'elle en fit avec cet Officier, qui lui inspira la passion qu'elle lui avoit donnée.

La jalousie du mari, que cette passion alluma, augmenta dans l'esprit de Madame Tiquet l'averfion qu'elle avoit prise pour son époux. Un mari qui semble travailler à se faire haïr, un amant qui travaille à se rendre aimable, ont bientôt fait tous deux un grand progrès dans le cœur d'une femme, le premier du côté de l'averfion, & le second du côté de l'amour; & ils s'aident tous deux, fans y penser, à faire leur chemin. Ce qui est de plus surprenant, & ce qui rend le cœur de Madame Tiquet incompréhensible, c'est qu'au milieu de la passion ardente qu'elle conservoit pour le Sieur de Mongeorge, qui devoit lui remplir le cœur, cependant, maîtrisée par sa complexion, elle satisfaisoit ses desirs avec les fujets les plus vils.

Dans tous ses désordres, elle gardoit de certains dehors, & savoit tellement se composer, qu'elle étoit reçue dans les meilleures compagnies, dont elle faisoit l'agrément: elle exprimoit dans ses conversations de grands sentimens, dont on la soupçonnoit; son cœur étoit un mélange affreux de grandeur, de bassesse, de passions nobles & indignes.

Mr. Tiquet, chargé de dettes, les ayant augmentées par la dépense qu'il avoit fait pour parvenir à son mariage, fut poursuivi par ses créanciers. Ces poursuites donne-

rent lieu à son épouse d'obtenir la séparation de biens au Châtelet. Elle avoit deux griefs contre lui ; le premier, d'avoir été trompée sur sa fortune ; le second, d'être contrainte dans ses plaisirs, & obsédée par un mari jaloux, qui épioit toutes ses démarches. Sa haine étant venue jusqu'à la fureur contre un époux qui la génoit si cruellement, elle forma le dessein de le faire assassiner. Ni l'éclat d'une pareille action, ni l'infamie qui la menaçoit, ni sa perte, à laquelle elle couroit en satisfaisant sa vengeance, rien ne l'arrêta. Elle parvint à connoître une ame de boue, un scélérat nommé Auguste Cattelain, qui servoit les Étrangers qui arrivoient à Paris : elle lui donna une grosse somme, & lui en promit davantage, s'il vouloit être le ministre de sa vengeance, en travaillant à la défaire de son mari. Elle gagna son Portier par les mêmes voies, & l'associa dans ce détestable complot avec Cattelain. Ils prirent mal leurs mesures, & manquèrent leur coup, un soir que M. Tiquet se retira, quoiqu'ils eussent aposté plusieurs personnes sur son passage. Cette entreprise ayant échoué, Madame Tiquet témoigna qu'elle n'avoit plus le même dessein : elle recommanda au Portier & à Cattelain, en leur donnant encore de l'argent, d'ensevelir ce projet dans un secret impénétrable ; leur représentant que leur indiscretion leur coûteroit la vie. M. Tiquet, qui soupçonnoit le Portier de favoriser le Sieur de Mongeorge, chassa ce do-

meftique : il garda lui-même fa clef; il tenoit fa porte fermée dès qu'il étoit nuit, perfonne ne pouvoit entrer qu'on ne s'adreffât à lui : quand il sortoit fur le soir, pour rentrer fort tard, il emportoit la clef; & quand il fe couchoit, il la mettoit fous le chevet. Monsieur & Madame avoient chacun leur appartement, & ils ne fe voyoient qu'à table. Ils vécurent trois ans dans une grande froideur, fans qu'ils éclataffent; ils gardoient en préfence l'un de l'autre un morne f Silence : ces fcenes muettes font quelquefois plus parlantes que les fcenes d'éclat. Ce fut dans cet intervalle de temps, qu'elle donna ordre au valet-de-chambre de fon mari de lui porter un bouillon qui étoit empoifonné; & comme le valet-de-chambre avoit découvert le crime, il affecta de faire un faux pas, & de laiffer tomber le bouillon : il demanda enfuite fon congé; & quand il fut forti, il révéla le myftère d'iniquité. Madame Tiquet reprit fon premier projet, quelque horrible qu'il fût : elle ne s'ouvrit qu'à fon Portier, qui fe chargea de lui trouver des gens de main. Un jour elle entra toute émue chez la Comteffe d'Aunoy, où fe rendoit une fort bonne compagnie. On lui demanda ce qu'elle avoit : Je viens, dit-elle, de paffer deux heures avec le diable. Vous avez eu là une vilaine compagnie, répondit la Comteffe d'Aunoy. Quand je dis, repliqua Madame Tiquet, que j'ai vu le diable, je veux dire une Devinereffe fameufe, qui prédit l'avenir. Que

vous a-t-elle prédit, demanda la Comtesse d'Aunoy? Rien que de flatteur, dit Madame Tiquet. Elle m'a assuré, que dans deux mois je serois au-dessus de mes ennemis, & hors d'état de craindre leur malice, & que je serois parfaitement heureuse. Vous voyez bien, Madame, ajouta-t-elle, que je ne dois pas compter là-dessus, puisqu'il ne serai jamais tranquille pendant la vie de M. Tiquet, qui se porte trop bien pour que je compte sur un si prompt dénouement.

Comme ce même jour fut celui de l'assassinat de M. Tiquet, ce discours auroit pu servir de preuve contre elle. Y a-t-il apparence que cette prédiction lui eût été faite précisément ce jour-là? Ce discours vraisemblablement lui échappa : elle bâtit sur le champ cette petite histoire, qui avoit du rapport au dessein funeste qu'elle rouloit alors dans sa tête, & qu'elle avoit suspendu long-temps sans y renoncer ; ou peut-être qu'elle voulut rendre une raison spécieuse du trouble où elle étoit sur le point de l'exécution d'un crime affreux.

Elle retourna chez elle, où elle trouva Madame de Senonville, une de ses amies, qui l'attendoit. Aux approches de l'assassinat, elle se posséda parfaitement : tous les mouvements qui s'élevoient dans son cœur, que la synderese y excitoit, elle les déroba à son ame avec grand soin, & les étouffa dans leur naissance. Son visage ne la trahit point, elle lui parla avec une grande tran-

quillité. Madame de Senonville avoit dessein de rester chez Madame Tiquet jusqu'à ce qu'il fût bien tard, afin de faire la petite malice à Mr. Tiquet, de le faire lever, pour lui ouvrir la grande porte lorsqu'elle sortiroit.

Mr. Tiquet, qui étoit chez Madame de Villemur sa voisine, se retira fort tard. On entendit tirer plusieurs coups de pistolet : les domestiques de M. Tiquet accoururent, & trouverent qu'on avoit assassiné leur Maître, qui ne voulut point rentrer chez lui, mais qui se fit reporter chez Madame de Villemur. Madame Tiquet, à qui les domestiques apprirent ce malheur, accourut chez cette Dame. Mais son mari ne voulut pas qu'on la laissât entrer dans la chambre où il étoit : elle fut obligée de s'en retourner. Il avoit reçu trois blessures, qui n'étoient pas mortelles : la plus dangereuse étoit auprès du cœur, qui auroit été blessé, suivant l'observation du Chirurgien qui le pansa, si cette partie avoit eu alors son étendue naturelle ; mais la frayeur la resserra à l'approche des assassins, & elle n'occupa pas dans ce temps-là le même espace. Ainsi, on peut dire, si cela est vrai, que la peur lui sauva la vie. Je ne garantis pas le fait : j'assure seulement, que la remarque, vraie ou fausse, a été faite.

Le Commissaire du Quartier, qui se transporta auprès de M. Tiquet, pour recevoir sa plainte, lui demanda quels ennemis il avoit ? Je n'en ai point d'autres, répondit

M. Tiquet, que ma femme. Cette réponse confirma les soupçons que tout le monde avoit jettés sur elle. Elle ne leur donna pourtant aucune prise par des dehors de trouble & d'inquiétude. L'agitation qui devoit sans doute régner au dedans d'elle, ne fut apperçue que d'elle-même : c'est ce que l'Ecriture-Sainte appelle *tenir son ame entre ses mains* (a). Mais on la verra bientôt à de plus grandes épreuves.

Elle alla voir le lendemain la Comtesse d'Aunoy : au milieu de la compagnie qui l'observa, elle se posséda toujours avec la même force d'esprit. La nature, en lui donnant le penchant au crime, lui avoit donné l'art de composer son visage. La Comtesse d'Aunoy lui demanda, si Mr. Tiquet ne connoissoit point ceux qui l'avoient assassiné ? Ah ! Madame, s'écria Madame Tiquet, quand il les connoîtroit, il ne le diroit pas : c'est moi qu'on assassine aujourd'hui. La Comtesse d'Aunoy lui dit, qu'on devoit s'assurer du Portier qu'on avoit chassé ; que c'étoit lui qui étoit l'objet des soupçons. Madame Tiquet, qui lisoit dans les yeux de toute la compagnie, qu'on la chargeoit d'opprobre par des soupçons accablants, ne se déconcerta point, & elle sembloit les braver avec les dehors imposants de l'innocence. Dès qu'elle fut de retour chez elle, on vint l'avertir de se sauver : les avis redoublèrent tous les jours jusqu'au hui-

(a) *Posui animam meam in manibus meis.* Judic. c. 12, v. 3.

tieme, qu'un Théatin monta dans sa chambre, & lui dit qu'il n'y avoit pas de temps à perdre, qu'elle alloit être arrêtée, à moins qu'elle ne prît promptement une robe de Théatin qu'il lui apporta, & qu'elle n'entrât dans une chaise à Porteurs qu'il venoit de laisser dans sa cour; que les Porteurs avoient ordre de la conduire en un endroit où elle trouveroit une chaise de poste, avec des gens qui la meneroient sûrement à Calais, d'où on la feroit passer en Angleterre. Madame Tiquet répondit au Théatin, que les Accusés criminels devoient prendre la fuite, & non les innocents; que Mr. Tiquet étoit l'auteur de tous ces bruits injurieux à son innocence; que le dessein de son mari étoit de lui tendre des pièges, afin de l'engager par une fausse allarme à s'enfuir, & lui abandonner son bien. Elle remercia le Théatin, & elle se prépara aux événements les plus tristes; ne voulant point chercher de ressources que dans sa défense en Justice, parce qu'elle croyoit, par les mesures qu'elle avoit prises, qu'on ne pourroit pas découvrir qu'elle étoit coupable du second assassinat: elle étoit tranquille sur le premier, qui n'avoit point éclaté.

Le lendemain, Madame de Senonville la vint voir; & comme elle vouloit se retirer, elle lui dit: Madame, je vous prie de rester; on doit venir m'arrêter dans un moment, je voudrois bien ne me pas trouver seule dans une pareille scène. A peine eut-elle cessé de parler, que le Sieur Deffita, Lieutenant-Criminel, entra. Elle lui dit,

sans être émue : Vous pouviez, Monsieur, vous dispenser de venir avec une si grande escorte : je vous attendois de pied ferme ; je n'avois garde de m'enfuir ; je vous aurois suivi, quand vous auriez été seul. Elle le supplia ensuite de mettre le scellé chez elle, pour la sûreté de ses effets : elle rassura son fils, qui étoit allarmé ; il avoit huit ou neuf ans, elle l'aimoit beaucoup ; elle lui donna de l'argent pour se divertir, & employa, pour lui persuader de ne rien craindre, son air serein, plutôt que ses paroles. Elle dit adieu à Madame de Senonville, & monta en carrosse avec le Lieutenant-Criminel. En passant dans le petit Marché, elle reconnut une Dame de ses amies, qu'elle salua gracieusement. Elle avoit conservé, au milieu des Archers qui l'escortoient, ce même maintien qu'elle avoit dans les actions ordinaires de la vie : on auroit dit qu'elle alloit faire une visite. Aux approches du petit Châtelet où on la mit, elle changea de couleur : mais elle reprit sur elle, un moment après, l'empire qu'elle avoit auparavant. On la transféra au grand Châtelet. Auguste Cattelain vint déclarer de lui-même en Justice, que, trois ans auparavant, elle lui avoit donné de l'argent pour assassiner son mari, & que le Portier étoit du complot. Celui-ci fut arrêté, aussi-bien que Cattelain. Il n'y eut point assez de preuves pour convaincre Madame Tiquet du dernier assassinat : mais on en trouva assez pour la déclarer coupable de la machination du premier, & la

condamner à une peine capitale suivant les Ordonnances.

C'est sur ce fondement que les Juges du Châtelet condamnerent, le 3 Juin 1699, Madame Tiquet à avoir la tête tranchée, & le Portier à être pendu.

La Cour confirma la Sentence. Voici la teneur de l'Arrêt : on y verra en même temps le dispositif du premier Jugement.

Arrêt
du Parle-
ment qui
condam-
ne Ma-
dame Ti-
quet.

VU par la Cour le Procès criminel fait au Châtelet par le Prévôt de Paris, & son Lieutenant, à la Requête de Messire Claude Tiquet, Conseiller en ladite Cour, Demandeur & Accusateur, contre Dame Angélique-Nicole Carlier, épouse séparée quant aux biens dudit Sieur Tiquet; Jaques Moura, ci-devant Portier de ladite Dame Tiquet; Claude Desmarques, ci-devant Soldat au Régiment des Gardes dans la Compagnie du Sieur de la Barre; Auguste Cattelain, servant les Etrangers; Philippe Langlet, dit S. Germain, laquais de ladite Dame Tiquet; Jeanne Lemmiraut, femme-de-chambre, & Claude Roussel, autre laquais de ladite Dame; Jean Desmarques, pauvre Gentilhomme, ci-devant employé dans les Gabelles en Poitou; Marie-Anne le Fort, femme-de-chambre de ladite Dame; Jeanne Bonnefond, fille débauchée, prisonniere en la Conciergerie du Palais; Madelaine Millotet, veuve de Leon, Ecuyer, autrement dite la Châtelain; Marguerite le Fevre, Servante à la cuisine chez la Dame Tiquet; Jean Loiseau, cocher de

ladite Dame; & Marie Biarche, femme de René Chasneau Grand-Maison, soldat dans la Compagnie des Grenadiers du Sieur de Mongeorge; Défendeurs & Accusés; & encore contre ledit Grand-Maison, & le nommé Seigneure, son neveu; Saint Jean, soldat dans la Compagnie du Sieur de Villiers; un autre Quidam vêtu de brun; deux autres Quidams absents, fugitifs, contumax & défaillants: Sentence rendue sur ledit Procès par ledit Juge le 3 de Juin présent mois & an, par laquelle ladite Carlier & ledit Moura auroient été déclarés dûment atteints & convaincus d'avoir, de complot ensemble, médité & concerté de faire assassiner ledit Sieur Tiquet, & pour parvenir audit assassinat, fourni, à plusieurs fois différentes, audit Cattelain, les sommes de deniers mentionnées au Procès: pour réparation de quoi, & autres cas dudit Procès, condamne, savoir ladite Carlier d'avoir la tête tranchée sur un échafaud, qui pour cet effet sera dressé en la Place de Grève; & ledit Moura pendu & étranglé, tant que mort s'ensuive, à une potence, qui pour cet effet sera plantée en ladite Place de Greve; son corps mort y demeurera vingt-quatre heures, puis porté au gibet de Paris; tous & un chacun leurs biens acquis & confisqués au Roi, ou à qui il appartiendra: sur iceux préalablement pris la somme de 1000 livres au profit du Roi, au cas que confiscation n'ait pas lieu, & cent mille livres de réparation civiles, dommages & intérêts, envers ledit Sieur Tiquet,

- dont il aura la jouissance sa vie durant, & la propriété appartiendra aux deux enfants de son mariage; & aux dépens du Procès: & , avant l'exécution, seront ladite Carlier & ledit Moura appliqués à la question ordinaire & extraordinaire, pour apprendre par leur bouche la vérité d'aucuns faits résultants du Procès, & les noms de leurs complices: sur sis au Jugement du Procès à l'égard de tous les autres accusés, & même à l'égard des contumax, jusqu'après ladite exécution; à la prononciation de laquelle Sentence ladite Carlier & ledit Moura en auroient interjetté Appel. Requête dudit Sieur Tiquet, à ce que où la Cour déclareroit ladite Dame son épouse convaincue, il fût reçu appelant de ladite Sentence, en ce qu'elle n'adjuge que la somme de cent mille livres en propriété à ses enfants, & l'usufruit au Suppliant; émendant, adjuger, outre ladite somme, celle de 150000 livres, l'y condamner solidairement avec tous les autres complices; sur laquelle requête auroit été ordonné, qu'en jugeant il y seroit fait droit. Ouis, interrogés ladite Carlier & ledit Moura sur leurs Causes d'Appel, & lesdits Claude & Jean Desmarques, Cattelain, Loiseau, Roussel, le Fort, Bonnefond, Milotet, le Fevre, Biarche, sur les cas résultants du Procès; le tout considéré: LA COUR a dit, qu'il a été bien jugé par le Lieutenant-Criminel, mal & sans griefs appelé par lesdits Carlier & Moura, & l'amenderont: faisant droit sur l'appel interjetté

jetté par ledit Tiquet , ayant aucunement égard à sa requête , ordonne que sur les biens confisqués de ladite Carlier , il sera préalablement pris la somme de 20000 livres de réparations civiles , outre les 100000 liv. adjudgées par ladite Sentence , desquelles 30000 livres la propriété appartiendra audit Tiquet ; condamne lesdits Carlier & Moura aux dépens de la Cause d' Appel ; & pour exécution du présent Arrêt , ladite Cour renvoie lesdits Carlier & Moura pardevant ledit Prévôt de Paris , & son Lieutenant-Criminel au Châtelet. Fait le 17 Juin 1699.

Auguste Cattelain fut dans la suite condamné aux galeres perpétuelles. A l'égard des autres Accusés, les uns furent renvoyés sur un plus amplement informé, & les autres furent mis hors de Cour & de Procès.

M. Tiquet, guéri de ses blessures, alla à Versailles, accompagné de ses deux enfants, se jeter aux pieds du Roi. Sire, lui dit-il, j'implore votre clémence pour Madame Tiquet. Ne soyez pas plus sévère que Dieu même, qui est disposé à lui pardonner. Votre Justice est-elle plus offensée que je ne le suis ? Je lui pardonne. Mes enfants levent pour leur mere leurs mains pures & innocentes vers vous, Sire. Le crime est expié par les tran-ses & les horreurs, que Madame Tiquet, comme une victime prête à être sacrifiée à la Justice, a déjà éprouvées. En voulant punir le crime, ne punissez pas l'innocence. Le

Discours
de M. Ti-
quet au
Roi.

Roi fut inflexible. Alors M. Tiquet se retrancha à demander la confiscation du bien de sa femme, qu'il obtint : & il gâta par-là le mérite de son discours, & de l'action qu'il venoit de faire ; parce qu'il ne mit point d'intervalle entre cette dernière demande & la première.

Le frère de Madame Tiquet, qui étoit Capitaine aux Gardes, aussi-bien que le Sieur de Mongeorge, mit tout en usage pour elle. Il employa des gens du premier rang pour demander la grace de sa sœur. Le Roi auroit pu céder à leurs prières ; mais M. l'Archevêque de Paris * représenta à ce Prince, que l'impunité de ce crime l'alloit rendre extrêmement fréquent ; que la sûreté de la vie des maris dépendoit de la punition de Madame Tiquet ; que déjà il étoit commun ; & que le Grand-Pénitencier avoit les oreilles rebattues des confessions des femmes qui s'accusoient d'avoir attenté à la vie de leurs époux. Cette remontrance détermina le Roi à laisser faire un grand exemple à la Justice.

* M. de
Noailles,
qui fut
depuis
Cardinal.

Les Reposoirs qu'on avoit faits dans les rues pour la solennité de la Fête de Dieu, Madame Tiquet ayant été condamnée la veille de cette Fête, furent cause qu'on renvoya l'exécution au Vendredi. Ce jour-là, on la conduisit à la chambre de la question. Pendant qu'elle y alloit, elle demanda si son affaire ne finiroit point ? On lui répondit : Bientôt. On ne l'avoit point avertie de son Arrêt. Le Sieur de la Chetardie, Curé de Saint-Sulpice, l'étoit venu voir, & avoit

tâché de lui inspirer les sentiments de Religion les plus propres à l'état où elle étoit. Elle avoit résisté à ces impressions, & s'étoit préparée à une constance païenne.

Quand elle fut devant le Lieutenant-Criminel, on lui lut l'Arrêt : on l'observa, pour voir l'impression que feroit sur elle un si terrible Jugement. Elle l'écouta sans sourciller, & changer de couleur. Le Lieutenant-Criminel lui dit alors : *Madame, vous venez d'entendre un Arrêt qui vous met dans un état bien différent de celui où vous avez été : vous étiez dans un rang honorable : les plaisirs où vous vous abandonniez, vous composoient une vie agréable & délicieuse : vous voilà dans le sein de l'ignominie, & à la veille de subir le dernier supplice. Encore une fois, quelle différence entre ces beaux jours, ces jours riants, & ce jour cruel & douloureux, ce jour horrible où vous êtes ! Il faut, Madame, que vous rappelliez toute votre fermeté pour avaler ce calice humiliant, mais salutaire, & que vous disiez avec le Prophète-Roi : J'accepte ce calice de salut : Calicem salutaris accipiam (a). Vous devez vous jeter entre les bras de Dieu, en invoquant son saint Nom, comme le même Prophète : Nomen Dei invocabo. Lui seul peut vous aider à porter le pié de votre croix, & mêler de la douceur à l'amertume de votre ca-*

Discours
du Lieutenant-
Criminel
à Madame
Tiquet.

(a) C'est le verset troisième du Pseaume cxv. *Credidi propter quod locutus sum. M. de Thou, qui eut à Lion la tête tranchée avec M. de Cinqmars, paraphrasa ce Pseaume sur l'échafaud.*

lice. Après tout , le supplice que vous allez souffrir , n'est qu'un passage qui ne vous paroîtra pas affreux , dès que vous considérez qu'il conduit à une meilleure vie.

Madame Tiquet répondit au Lieutenant-Criminel, qu'une circonstance si humiliante lui faisoit sentir la différence des beaux jours qu'elle avoit passés, d'avec le jour terrible où elle se trouvoit : *Je suis devant vous , lui dit-elle , en posture de Suppliante. Vous savez , Monsieur , que , dans ces beaux jours que vous m'avez rappelés , je faisois bien devant vous une autre figure.*

Elle tenoit ce langage , parce que le Sieur Dessita avoit été un de ses Adorateurs. *Au reste , Monsieur , poursuivit-elle , je ne suis point effrayée de mon supplice : le jour qui terminera ma vie , terminera mes malheurs ; sans braver la mort , je la supporterai avec constance. J'ai répondu sur la sellette sans me troubler : j'ai entendu mon Arrêt sans frémir ; je ne me démentirai point sur l'échafaud , & jusqu'au dernier soupir de ma vie.*

Le Lieutenant-Criminel l'exhorta d'avouer son crime, qu'elle avoit nié jusqu'alors, & de révéler ses complices, pour s'épargner le supplice de la question. Elle témoigna qu'elle ne feroit aucun aveu ; mais quand on lui eut donné le premier pot d'eau, elle fit réflexion que la fermeté ne lui feroit d'aucun usage : alors elle avoua tout. On lui demanda si le Sieur de Mongeorge avoit eu part à son crime ? Elle répondit en se récriant : *Ah ! je n'ai eu garde de lui en*

faire confidence , j'aurois perdu son estime sans ressource !

Le Curé de St. Sulpice l'approcha alors , & la disposa à mourir. Elle se trouva , pour ainsi dire , toute prête , par la grande docilité qu'elle eut à entrer dans les sentiments de Religion qu'il lui suggéra. Après qu'il eut répondu à quelques raisonnements qu'elle lui opposa , elle le pria très-instamment de demander pardon pour elle à son époux , & de l'assurer qu'elle mouroit avec le retour de cette tendresse qu'elle avoit eue pour lui au commencement de leur mariage.

Il n'y eut peut-être jamais une plus grande affluence de Peuple , que celle qui étoit répandue dans les rues par où Madame Tiquet devoit passer pour aller à la Grève. Plusieurs personnes , qui y furent étouffées , payerent cher leur curiosité. Elle étoit vêtue de blanc ce jour-là : cette couleur relevoit l'éclat de sa beauté. Elle étoit dans une charrette , accompagnée du Curé de Saint-Sulpice : le Portier y étoit aussi , avec un Confesseur. Quand elle vit cette quantité prodigieuse de personnes dont tous les regards étoient attachés sur elle , comme s'ils eussent voulu pénétrer jusqu'au fond de son ame , elle se figura son ignominie dans toute son étendue ; elle se considéra représentée dans l'ame de tout ce monde comme chargée d'opprobre. Elle ne put pas soutenir cette infinité de portraits humiliants qu'on se faisoit d'elle. Ce fut alors que le Curé de Saint-Sulpice lui dit : *Madame , regardez*

le Ciel où vous devez entrer, buvez ce calice amer avec le même courage que Jésus-Christ, qui étoit aussi innocent que vous êtes criminelle, but le sien. Un si grand modèle, & une si grande récompense de votre résignation à la volonté de Dieu, doivent vous faire soutenir tout le poids de l'ignominie : que les objets que vous voyez par les yeux de la foi, vous dérobent ceux que vous voyez par les yeux du corps. Cet affront étoit une ressource que Dieu avoit dans les trésors de sa Providence pour vous sauver. Admirez sa bonté à travers sa sévérité, & reconnoissez ici, qu'il est très-miséricordieux dans cette cruauté nécessaire. Après tout, il ne s'agit pour vous, que d'un instant d'ignominie : est-ce trop acheter le Ciel ? Ces paroles, dites d'un ton de maître, rappellèrent tout le courage de Madame Tiquet : elle avoit abaissé sa coëffure pour se couvrir le visage, elle la leva, & elle regarda les spectateurs d'un œil modeste, mais ferme & assuré.

Elle eut dans la charrette une conversation fort touchante avec son Portier, qui lui demanda pardon d'avoir contribué à sa mort en avouant son crime. Elle lui répondit, que son pardon n'étoit pas dans sa place, & que c'étoit elle qui étoit coupable envers lui de l'avoir engagé dans un crime si horrible, & de lui avoir procuré une si triste récompense de ses services. Ils s'exhortèrent tous deux à faire une mort chrétienne, avec une éloquence qui parloit du cœur, & qui

n'étoit pas moins forte dans le Portier, pour n'être pas si cultivée. Il y avoit dans la place plusieurs échafauds en amphitéatre. Toute la Cour & la Ville étoient accourues à ce spectacle : aux fenêtres des maisons, & partout, on étoit extrêmement pressé.

Quand Madame Tiquet arriva dans la place, il survint une si grande pluie, qu'il fallut attendre, pour faire l'exécution, que l'orage fût passé. Elle eut pendant ce temps-là devant les yeux l'appareil de son supplice, & un carrosse noir, auquel on avoit attelé ses chevaux, qui attendoit son corps. Tout cela ne l'ébranla point. Elle vit exécuter le Portier, dont elle plaignoit amèrement la destinée, sans qu'il parût qu'elle fît aucun retour humain sur la sienne. Lorsqu'il fallut monter sur l'échafaud, elle tendit la main au Bourreau, afin qu'il lui aidât. Avant que de la lui présenter, elle la porta à la bouche : ce qu'elle accompagna d'une inclination de tête, par une civilité qui montroit qu'elle étoit bien éloignée d'avoir pour lui de l'horreur. Quand elle fut sur l'échafaud, elle baissa le billot : on auroit dit qu'elle avoit étudié son rôle : elle accommoda ses cheveux & sa coëffure, dans un moment, & se plaça comme elle devoit être. Elle fit tout cela en se possédant parfaitement, comme si elle eût joué une comédie. Le Bourreau étoit si troublé, qu'il manqua trois fois son coup, & au moment que sa tête fut séparée de son corps, un cri universel s'éleva de tous côtés. Ainsi mou-

rut Madame Tiquet en héroïne Chrétienne, suivant le témoignage que lui rendit le Curé de Saint-Sulpice. On laissa quelque temps la tête de Madame Tiquet sur l'échafaud, sans doute afin que ce spectacle s'imprimât profondément dans l'esprit des femmes mariées présentes à cette exécution, qui pourroient être tentées de commettre un si grand crime. Cette tête étoit tournée vers l'Hôtel-de-Ville. Une Dame, qui a fait une relation de cette mort tragique, dont elle fut spectatrice, dit que rien n'étoit plus beau que cette tête, & qu'elle en fut éblouie.

Quoique Madame Tiquet eût alors quarante-deux ans, elle avoit conservé l'éclat de sa beauté; & comme elle mourut dans toute sa force & sa vigueur, la mort dans ces premiers instans sembloit n'avoir rien éteint de sa beauté.

De pareils exemples se gravent si profondément dans l'ame, qu'ils sont très-propres à étouffer dans les cœurs les semences de pareils crimes. Rien n'est plus salutaire pour le bien public, que ces impressions, auxquelles aide beaucoup tout l'appareil de la Justice.

Pendant ce temps-là, le Sieur de Mongeorge étoit à Versailles, & se promenoit tristement dans le Parc. Le Roi lui dit le soir, qu'il étoit ravi que Madame Tiquet l'eût justifié dans le Public; & il l'assura, qu'il ne l'avoit jamais soupçonné. Le Sieur de Mongeorge remercia le Roi, & lui demanda un congé de huit mois, pour aller

DE MADAME TIQUET. 25
voyager hors du Royaume, & s'éloigner de
tous les objets qui pouvoient rappeler sa
douleur.

On donna au Public, dans ce temps-là,
un Ouvrage sur Madame Tiquet, mêlé de
louange & de blâme, où tantôt l'une avoit
le dessus, tantôt l'autre. On jugea qu'elle
étoit bien représentée dans ce Tableau. J'ai
cru qu'afin de ne laisser rien desirer à la cu-
riosité du Public, il falloit lui faire part de
ce Morceau d'éloquence, moitié panegyri-
que, moitié satyre.

ORAI SON F U N E B R E

D E

MADAME TIQUET.

Spiritu magno vidit ultima.

Elle vit la mort avec beaucoup de grandeur d'ame.

POUR faire le portrait d'une Femme forte,
digne de l'admiration des siècles à venir,
après avoir dit l'usage qu'elle a fait de sa vie,
il faut apprendre la maniere dont elle a re-
gardé la mort. *Spiritu magno vidit ultima.*
La vue de la mort ne l'a point effrayée.

Etre belle sans entêtement, riche sans va-
nité, jeune sans emportement, quelques
femmes le peuvent : la seule femme forte
est capable d'envisager la mort sans crain-
te, & de voir sans frayeur toutes les hor-

reurs qui la précédent. *Spiritu magno vidit ultima.*

Je fais que celle, dont j'entreprends l'éloge funebre, n'a pas imité la vie des femmes fortes : des passions violentes, des engagements condamnables, des liaisons indignes, un amour criminel pour le plaisir, un fonds inépuisable de foiblesse : voilà ce qu'on voit dans sa vie. Mais, une vie si blâmable est terminée par une mort si héroïque, que ce qu'il y a de grand dans celle-ci couvre ce qu'il y a de bas dans celle-là. Et peut-être n'y eut-il jamais de sujet plus capable de nous confondre & de nous instruire tout à la fois, que la mort de Madame Tiquet.

Sa vie pleine de crimes nous apprend ce que l'homme doit craindre de la corruption de son cœur : sa mort, où la fermeté chrétienne brille avec tant d'éclat, nous montre ce que le Chrétien doit attendre de la grace de Jesus-Christ dans sa vie. Madame Tiquet a abusé des meilleures dispositions : tremblez, mondains. A sa mort, elle a pratiqué les plus héroïques vertus : instruisez-vous, pénitents.

Et vous, ô mon Dieu, qui tenez dans vos mains les cœurs des hommes, & qui suggérez ces traits d'éloquence qui peuvent les émouvoir, donnez-moi ces expressions vives & fortes, qui inspirent l'horreur du vice, & l'amour de la vertu, par la manière dont elles peignent l'un & l'autre.

I. P O I N T.

Avoir tous ces agréments qui peuvent toucher & plaire; ne craindre pas ces impressions de laideur que les années font sur les graces lès plus vives; trouver dans son esprit les insinuations qui gagnent la confiance; n'avoir besoin que des efforts ordinaires de sa raison pour soutenir les plus rudes épreuves; savoir le monde, en remplir toutes les bienséances, en suivant ses inclinations naturelles; ne devoir l'élévation des sentiments de son cœur qu'à la justesse des réflexions de son esprit: peut-on naître avec des inclinations plus heureuses? Ne se servir de la supériorité de son esprit, que pour donner à ses passions un degré de dérèglement que les autres n'osent leur donner; se plaire à tendre par sa beauté des pièges à la vertu & à l'innocence; savoir garder les bienséances qui peuvent faire aimer; manquer à toutes celles qui peuvent faire estimer; en un mot, n'avoir un esprit grand & sublime, que pour se former un cœur corrompu: peut-on faire un usage plus pernicieux des plus heureuses dispositions? Dans des couleurs si frappantes, jointes à des ombres si obscures, pouvez-vous méconnoître le portrait de Madame Tiquet?

Au sortir de l'enfance, elle eut tous les agréments d'une jeunesse brillante; sous ses pas naissoient les plaisirs, & les cœurs voloient à sa suite. Heureuse, si elle avoit ré-

sité à ces impressions de tendresse, que l'époux, qui lui étoit destiné, forma dans son cœur ! Ne croyez pas qu'elle se rendit d'abord : il fallut que la passion se revêtît des dehors du devoir, pour se faire écouter ; & ce ne fut que sous le nom d'un époux, qu'on gagna la tendresse qui fait le partage d'un amant.

Dans les premières années de son mariage, quel goût pour son devoir, quel attachement pour son époux, quels soins, quelle complaisance ! Pourquoi faut-il que de si beaux jours aient passé si rapidement, & qu'ils aient été suivis de jours si tristes & si funestes ? Apprenez ici l'origine de tous les malheurs & des dérèglements de cette célèbre criminelle, qui par sa mort magnanime, a eu l'art de se faire regretter.

Elle aima son époux en Païenne, & ce n'est que dans le cœur d'une Chrétienne qu'on trouve une passion solide & durable. Le devoir, soutenu par une passion sensuelle, cessa d'être agréable, dès que l'illusion des sens se dissipa ; bientôt il devint odieux. Dans ce dégoût, qui dégénéra en aversion, de quoi ne fut-elle pas capable ?

Je ne prétends pas dissimuler les désordres de Madame Tiquet : ils sont si grands, que, quelque loin que vous laissiez aller votre imagination, elle n'aura jamais assez d'étendue. L'esprit, la probité, la naissance, furent les premiers pièges qu'un amant employa pour la faire sortir de son devoir. Cessant d'être honnête femme, elle ne fut d'a-

bord que femme galante. Les sentiments de religion désertèrent de son cœur, mais la bienséance humaine y régna quelque temps. Ses premiers attachements furent de ceux qu'on peut avouer, quand, laissant à part les vues de religion, on n'agit que par des principes humains : plus d'une femme du monde se feroit fait honneur de ceux dont elle reçut les soins & les assiduités.

Mais, comme elle n'étoit pas faite pour une conduite ordinaire, & que, soit vice, soit vertu, tout devoit être marqué à un caractère de grandeur qui lui fût propre : bientôt, de femme galante, elle devint coquette ; & sa coquetterie eut bientôt fait place à une monstrueuse débauche.

Rappelez ici dans votre mémoire tout ce que les anciens Satyriques ont dit de ces femmes, dont les noms se sont fait jour, à force de crimes, à travers l'obscurité des temps anciens : les mêmes traits de libertinage & de honte, font le portrait naturel de Madame Tiquet.

Elle alloit d'objet en objet, de débauche en débauche : elle varioit ses voluptés. Ce dérèglement de conduite avoit sa source dans ce vuide affreux qu'elle sentoit au fond de son cœur, que rien ne pouvoit remplir. Aucun objet ne la fixoit, parce qu'un cœur, tel que le sien, ne pouvoit être touché que de la gloire & de la vertu. Ainsi, son inconstance marquoit la grandeur de son ame.

Aussi, au milieu de ses débauches les plus outrées, elle a toujours conservé le goût

pour le vrai mérite, qui distingue les belles ames des ames vulgaires. Vous la voyez, cette femme voluptueuse, entre les mains de gens dont le nom seul est une injure : & au milieu de ces choix bas & indignes, elle a une passion violente pour un homme qui fait honneur, par sa droiture, sa probité, son courage, à la plus glorieuse de toutes les professions. Étrange travers, dont la source se trouve dans un corps & un cœur qui ne sont pas d'accord ensemble, & qui, pour ainsi dire, n'étoient pas faits l'un pour l'autre !

En effet, de quoi n'étoit pas capable un cœur tel que celui de Madame Tiquet ? Jugez-en par le crime horrible qu'elle a tramé. Demandez-vous l'étendue des vues ? Peut-on les porter plus loin ? Demandez-vous de la fermeté ? Elle a soutenu pendant trois ans la vue & les suites funestes d'un crime affreux : c'est être capable de soutenir toute sa vie les efforts de la vertu la plus pénible, si elle avoit eu le bonheur de se tourner de ce côté-là. Demandez-vous de la dextérité ? De combien de formes n'étoit-elle pas susceptible pour venir à ses fins ? Elle a séduit par le plaisir ceux qui sont à l'épreuve de l'intérêt. Chercher dans sa beauté des attraits plus puissants & plus persuasifs que ceux de l'or, c'est s'ouvrir une voie sûre pour surmonter les difficultés d'une grande entreprise. Demandez-vous une ame capable de garder le secret ? Elle cache, durant trois ans, à son amant, le sacrifice san-

glant qu'elle veut faire à sa tendresse. Dans l'amitié, les femmes confient leurs secrets; dans l'amour, ils leur échappent : femmes vulgaires, voilà votre caractère. Madame Tiquet, au milieu de la plus tendre & de la plus violente passion, ne laisse jamais échapper son secret. Après que le crime fut consommé, elle fut prendre cet air de tranquillité, d'intrépidité, qui dérobe la connoissance du crime aux yeux les plus éclairés. Plût au Ciel, qu'elle eût été moins impénétrable ! Toute coupable qu'elle étoit, elle vivroit encore, & nous espérerions de la voir marcher dans la voie de la vertu avec autant de grandeur, qu'elle a erré avec bassesse dans la voie de l'iniquité.

Ce seroit ici le lieu de vous faire le détail de la vie de Madame Tiquet. Mais, pour vous dire ce qu'a été une telle femme, il faudroit vous dire ce que rendent les passions, lorsqu'elles trouvent un cœur capable d'une grande résolution, & un esprit qui fait conduire à sa fin les plus hasardeuses; qui trouve dans son fonds des ressources contre des événements qui déconcertent les gens les plus habiles. En un mot, pour bien faire un pareil détail, il faudroit faire l'histoire de toutes les passions; car elle s'est livrée à toutes : à l'orgueil; elle étoit belle; elle étoit idolâtre de sa beauté, & elle recevoit avec beaucoup de complaisance l'encens de ses adorateurs : au luxe; jamais femme ne fut plus magnifique, ni plus capricieuse dans sa magnificence : à la

haine ; il lui falloit du sang pour la satisfaire : à l'amour ; crainte de manquer d'amants , elle en prenoit dans tous les états : à la volupté ; elle laissoit le soin aux autres de garder la bienfiance , elle couroit à l'objet , dont elle lui faisoit naître le desir. Un tel portrait est trop affreux , pour en soutenir la vue ; plus il ressemble , plus il effraie : puisse-t-il vous instruire , & vous faire sentir qu'avec les meilleures dispositions , elles peuvent , dès que vous en abusez , vous précipiter dans les désordres les plus monstrueux !

Elévation de sentiments , justesse de vues , solidité d'esprit , fermeté de cœur : foibles & inutiles ressources , vous ne faites souvent que porter au crime , & tranquilliser ceux que vous y avez conduits : la Grace seule vous rend utiles. Vous l'allez voir dans la seconde Partie de ce Discours , où j'ai à vous montrer , que si , durant sa vie , Madame Tiquet a abusé des meilleures dispositions , à sa mort elle a pratiqué les vertus les plus héroïques : c'est ce que je vais vous démontrer.

II. P O I N T.

Les approches de la mort démasquent les hommes ; & comme ils n'ont qu'un moment à vivre , ils n'ont plus aucun intérêt de se déguiser : prêts à mourir , ils se montrent tels qu'ils sont. Si jamais personne a dû souhaiter qu'on l'envifageât dans ce point de vue , où , sortant du temps , on entre dans
l'Éter-

l'Éternité, c'est cette illustre Morte, dont je fais l'éloge. Ne soyez point surpris de l'épithète glorieuse que je lui donne : je respecte les opérations de la Grace dans elle ; & puisque, par les ressources de la Miséricorde divine, elle change de cœur & de sentiments, je crois être obligé de changer de langage. Tant que j'ai parlé d'une femme enchantée par l'amour, transportée par la haine, séduite par le plaisir, dominée par la volupté, occupée de sa parure, idolâtre de sa beauté, libertine dans ses sentiments, païenne dans sa morale, flottante dans sa Religion, incertaine dans la foi, indocile aux conseils, rebelle aux remontrances, sourde aux inspirations, inflexible aux mouvements de la Grace, sans modestie, sans retenue, vuide de Dieu, pleine d'elle-même ; j'ai cru que les noms les plus odieux ne l'étoient pas encore assez. Mais maintenant, que je parle d'une femme que l'humiliation éprouve & n'abat pas, qui gémit de bonne foi sur ses désordres, qui, cessant de vivre, n'a d'autre regret que celui d'avoir mal vécu, & qui n'a rien trouvé de plus rude dans une mort ignominieuse que l'impossibilité de faire une longue pénitence ; je rends à la Grace, source d'un pareil changement, l'honneur, la louange, & la gloire qui lui appartiennent, & je prodigue des épithètes glorieuses à celle qui en est le sujet.

Suivons donc les mouvements de la Grace dans Madame Tiquet. Sa conversion, cette parole abrégée que Dieu doit faire

dans les derniers temps, selon l'expression des Prophetes, & sa pénitence, furent l'ouvrage de six heures : dans ce court intervalle, elle accomplit tout ce qu'elle devoit faire.

Elle se flattoit que les ténèbres qu'elle avoit répandues par son habileté sur son crime, étoient impénétrables : dès qu'elle fut détrompée, & qu'elle vit la mort de près, elle ouvrit son ame aux lumieres de la Grace. Admirable Providence de Dieu, qui vouloit la sauver ! Philosophe comme elle étoit, elle auroit fait provision d'une confiance stoïcienne, dans le loisir qu'elle auroit eu. Mondains, vous admirez ces morts tranquilles des Philosophes ; mais vous, ô mon Dieu, qui ne pouvez approuver que la véritable vertu, vous punissez la fausse, qui est un vrai vice.

Ce fut donc dans le temps qu'elle se flattoit encore de l'espérance de vivre, & de vivre heureuse, qu'elle apprit qu'il falloit mourir avec infamie. Cette nouvelle la surprit, & ne la déconcerta point ; sa raison, dégagée tout-à-coup de cette contagion, dont les plaisirs & les voluptés criminelles l'avoient infectée, reprit toute sa force.

Il est vrai que perdant l'espérance de vivre par l'Arrêt de ses Juges, elle ne perdit pas celle de vivre par la bonté du Prince. Ce foible espoir l'accompagne jusques dans le lieu d'humiliation & de douleur, où, à la place de ces plaisirs vifs, de ces voluptés touchantes, qui lui formoient une vie dé-

licieuse, elle doit souffrir de cruelles douleurs, dont la Justice se sert pour éclaircir des crimes dont elle n'a que des soupçons. L'appareil d'un supplice humiliant & douloureux, ne fit que donner un nouveau relief à son héroïque fermeté. Les autres y parlent par foiblesse, elle y parle par grandeur d'ame : éclairée par des lumières pures, elle ne crut pas qu'elle dût braver inutilement les rigueurs d'un supplice préparatoire : la vérité seule la pressa. La plupart des criminels, en avouant leurs crimes, font connoître la foiblesse de leurs cœurs. Madame Tiquet, dans l'aveu de son crime, montre toute la grandeur de son ame : la bonne-foi, la droiture, la simplicité, lui dictent les expressions dont elle se sert ; elle rend justice à elle-même, elle la rend à son époux, elle la rend à son amant ; elle se condamne, elle justifie son époux, elle loue son amant. Dans son aveu, rien qui tende à exciter pour elle de la pitié : tout y va droit à découvrir la vérité. Son visage n'est ni abattu, ni troublé, par la confusion : il est tranquille ; l'on y voit seulement les traits d'une vertu qui reprend le dessus, & qui est indignée d'avoir été étouffée si long-temps.

Venez, Ministres du Seigneur, venez voir un spectacle qui vous paroîtra bien nouveau ; & pour le voir dans tout son éclat, ôtez à celle qui doit vous le donner, l'espérance qu'elle conserve encore de pouvoir obtenir sa grace. Ils le font, & à une femme qui aime à vivre, ils persuadent enfin,

que dans six heures il faut mourir. Quelles croyez-vous que soient ses premières pensées dans ce fatal moment ? Croyez-vous trouver en elle ces conversions timides, embarrassées, inquietes, qui mettent la douleur si près du désespoir, qu'il est presque impossible de les distinguer ? Je vous l'ai dit : la vue de la mort applique la raison de Madame Tiquet ; elle l'épure, & ne la déconcerte pas. Obligée de mourir, quelles croyez-vous que soient ses premières pensées ? N'ayant plus rien à attendre dans le temps, elle veut s'instruire, si elle peut espérer d'être heureuse dans l'Éternité. Ses doutes ne sont point des doutes de caprice : elle raisonne par principe. Il faut détruire par raison ce qu'elle oppose ; car ce n'est plus cette femme que les sens conduisent : la raison la guide ; & ce n'est que par conviction, que l'on peut la faire agir : ainsi il faut la convaincre.

Mais aussi, où ne la conduirez-vous pas, dès que vous aurez convaincu son esprit ? Vous n'aurez plus qu'à suivre les miséricordes de Dieu. En peu de temps, la conversion de notre femme forte a passé par tous les degrés. D'abord, saisie de frayeur à la vue de sa misère, & de la justice de son Dieu, elle entre dans ces sentiments de crainte, que saint Augustin appelle les commencements de la conversion. *Croyez-vous*, demande-t-elle à son Confesseur, *que je puisse encore espérer quelque chose de la miséricorde de Dieu ?* Point de discours étu-

diés, une douleur simple, un regret naturel, une vive persuasion de sa misère.

Elle ne pleure pas, mais elle n'en est pas moins pénétrée de douleur. Les larmes du sexe sont ordinairement des signes fort équivoques d'une douleur qu'on ne sent pas : il regrette plus les plaisirs dont il n'espère plus de jouir, que les péchés qu'il a commis. La douleur, pour être paisible, n'en est que plus solide & plus éclairée. Une seule fois la nature lui fait verser des larmes.

Madame Tiquet entre dans tous les sentimens de la pénitence. La voilà exposée à la vue d'une infinité de témoins de sa triste catastrophe : elle peut se refuser à la curiosité avide, qui veut observer ses traits & l'air de son visage, qui veut jouir de son trouble & de sa consternation. La Religion, qu'elle considère, lui inspire de sacrifier à sa pénitence le seul moyen qui lui restoit de se dérober à une partie de l'humiliation de son sort. Voyez avec quelle grandeur d'ame, ou plutôt avec quelle fermeté chrétienne, elle leve son voile, & boit à longs traits l'ignominie & la honte du plus humiliant de tous les calices.

C'est donc ainsi entre vos mains, ô mon Dieu ! que la foiblesse humaine devient capable des vertus les plus héroïques !

N'oublions pas ses dernières démarches envers son époux ; elles portent un si grand caractère de vérité, qu'elles le forcent d'oublier son attentat, & lui laissent un regret amer de perdre une telle femme. Puisse le

souvenir des vertus de sa femme s'effacer de sa mémoire ! Car , pour ses vices, sa mort héroïque n'en a pas laissé dans son ame la moindre impression. Puisse-t-il, encore une fois, oublier la grande idée qu'elle lui a donnée en mourant de tout ce qu'elle valoit ! Pourroit-il conserver une telle idée, sans se regarder comme l'homme du monde le plus infortuné ? C'est le souhait le plus avantageux que je puisse faire pour son repos.

Je ne puis me résoudre à vous parler du dernier moment qui nous enlève une telle femme. Tandis qu'elle monte sur l'échafaud avec tant de tranquillité, tout le monde est interdit & troublé. A peine paroît-elle sur ce théâtre d'ignominie, qu'on le regarde comme un théâtre de gloire pour elle. La douleur s'empare de tous les cœurs, elle regne sur tous les visages, on ne s'occupe que de sa fermeté : &, touché de cet air modeste & paisible avec lequel elle envisage la mort, on ne peut se résoudre à la voir mourir.

Illustre malheureuse, ne croyez pas qu'on vous refuse le secours des prières que vous demandez d'un air si touchant, & avec une politesse si chrétienne ! Dieu miséricordieux, auprès de qui les desirs forment un solide mérite, ne recevrez-vous pas en odeur de suavité le sacrifice qu'elle vous fait de sa vie ? Exaucez les prières des pauvres, que cette péchereuse a nourris. Si vous rejetez les vœux des pécheurs, vous les écoutez lorsqu'ils sont convertis. Si vous demandez

des souffrances cruelles & douloureuses pour l'expiation de ses péchés, en est-il de plus cruelles & de plus douloureuses, que de tendre le cou au glaive mortel, & d'en être frappé trois fois en vain, avant que le sacrifice soit consommé? La crainte de sa foiblesse lui avoit fait souhaiter de ne pas passer par de pareilles épreuves : votre grace toute-puissante les lui a fait soutenir ; & vous invoquer est tout ce qu'elle se permet au plus fort de ses souffrances. Détournez, ô mon Dieu ! vos yeux de dessus son sang criminel : ne les jetez que sur le sang de Jésus-Christ, avec lequel il est mêlé. Donnez le repos éternel à celle qui a expié par sa pénitence l'abus des qualités dont vous l'aviez douée, pour en faire une femme digne de mémoire immortelle.

L'Abbé Gastaud, Avocat au Parlement d'Aix, est l'Auteur de cet Ouvrage. Des Dames lui firent un défi de faire l'Oraison funebre de Madame Tiquet ; il le releva : elles l'enfermerent à clef dans une chambre. On lui dit qu'on ne lui donneroit point la liberté, que l'Ouvrage ne fût fait ; ce qu'il fit en quatre heures de temps : ainsi l'on peut bien dire que c'est un Impromptu. Il est mort en 1732 à Viviers, où il avoit été relégué. On voulut punir les indiscretions de sa plume sur les matieres du temps.

La Sentence, confirmée par Arrêt, condamne Madame Tiquet & son Portier à une peine capitale, *pour avoir de complot en-*

Le Complot de l'assassinat, qui

a en un commencement d'exécution, est puni. *semble médité & concerté de faire assassiner le Sieur Tiquet; & pour parvenir à cet assassinat, d'avoir fourni, à plusieurs fois différentes, à Cattelain, les sommes de deniers mentionnées au Procès.*

Ce n'est pas la simple volonté de l'assassinat qui est punie; mais c'est la volonté, qui a eu un commencement d'exécution. Madame Tiquet & son Portier, après avoir fait le complot de l'assassinat, avoient donné en différents temps de l'argent à Cattelain, pour exécuter l'assassinat. Suivant la maxime, qui est passée en Proverbe : *Les volontés ne sont point punies en France.* Et suivant la Loi : *Personne ne subit la peine d'un crime renfermé dans la pensée.* (a)

Dieu seul est Juge de notre intérieur : c'est son domaine particulier dont il est extrêmement jaloux ; il défend aux hommes d'empiéter sur la Jurisdiction.

Et même, lorsque la pensée du crime se manifeste par des paroles, elles ne lui donnent pas la qualité du crime dont elles sont l'objet : une menace d'assassiner n'est pas un assassinat : elle n'est pas punie, quand on s'en tient là ; mais elle l'est, lorsqu'on prend des mesures & des voies prochaines de l'exécution.

Voici la disposition de l'Ordonnance de Blois, de Henri III, rendue au mois de Mai 1579, article 196, qui est la première Loi précise sur cette matière. *Pour le regard des assassins, & ceux qui pour prix*

(a) *Cogitationis nemo pœnam patitur,*

d'argent , ou autrement , se louent pour tuer ou outrager , excéder aucuns , ou recourre prisonniers criminels des mains de Justice , ensemble ceux qui les auront loués ou induits pour ce faire , nous voulons la seule machination & attentat être punis de peine de mort à tous , encore que l'effet ne s'en soit pas ensuivi , dont nous n'entendons donner aucune grace , ni rémission : Et où aucune par importunité seroit oïroyée , défendons à nos Juges d'y avoir aucuns égards , encore qu'elle soit signée de notre main , & contre-signée par un de nos Secrétaires d'État.

L'Ordonnance criminelle de Louis XIV, rendue au mois d'Août 1670 , contient à peu près la même disposition , Titre xvi, article iv.

Ne seront données aucunes Lettres d'abolition pour les duels ni assassinats prémédités , tant aux principaux auteurs , qu'à ceux qui les auront assistés , pour quelque occasion , ou prétexte qu'ils puissent avoir été commis , soit pour venger les querelles , ou autrement , ni à ceux qui à prix d'argent , ou autrement , se louent ou s'engagent pour tuer , outrager , excéder , ou recourre des mains de la Justice les prisonniers pour crimes : ni à ceux qui les auront loués ou induits pour ce faire , encore qu'il n'y ait eu que la seule machination , ou attentat , & que l'effet n'en soit ensuivi..... Et si aucunes Lettres d'abolition ou rémission étoient expédiées pour les cas ci-dessus , nos Cours pourront nous en faire des remontrances , &

nos autres Juges représenter à notre Chancelier ce qu'ils estimeront à propos.

La machination est une action, par laquelle on dresse une embûche à quelqu'un pour le surprendre par adresse, ou par artifice : l'attentat est un outrage & violence, qu'on fait à quelqu'un. Suivant l'Ordonnance de Blois, il faut, pour établir la peine de l'assassinat, réunir la *machination* & l'*attentat* ; nous voulons la seule *machination* & *attentat* être punis de peine de mort : la conjonction est copulative. Suivant l'Ordonnance criminelle, pour être puni de la peine de l'assassinat, la *machination* seule suffit, encore qu'il n'y ait eu que la seule *machination*, ou *attentat*. Ou est une conjonction disjonctive & alternative.

Cette Jurisprudence, qui punit en France la volonté qui n'a pas eu toute son exécution, est plus ancienne que l'Ordonnance de Blois. Nous voyons dans les Pièces du recueil du Procès que le Sr. Dupuy, Bibliothécaire du Roi, a donné au Public, qu'il rapporte la Harangue faite au Roi Charles VII, par Ambassadeur du Duc de Bourgogne, pour obtenir du Roi le pardon du coupable. Il dit dans sa quatrième considération : *N'entendez que Monseigneur de Bourgogne veuille dire, qu'en tous les délits il convienne l'entreprise être consommée, avant que le délit soit formé ; car il fait & connoît, qu'en plusieurs crimes il est autrement, & que la volonté soit à punir comme l'effet.* Cicéron, dans l'Oraison pour Mi-

lon, s'écrie, *que la volonté soit punie, quoiqu'elle ne soit pas accomplie. (a)*

Il faut toujours supposer, que ces volontés criminelles que l'on punit, ont eu un commencement d'exécution. On use d'une plus grande rigueur dans les crimes de Leze-Majesté, où les Loix ont voulu que le coupable, dont on connoît la mauvaise intention, soit puni, quoiqu'elle n'ait eu aucune exécution. *Les Loix ont décidé, que la volonté soit punie dans les crimes de Leze-Majesté, avec la même sévérité que l'effet. (b)*

Decianus, dans son Traité des Matieres criminelles, dit que pour punir un accusé de la peine de l'assassinat, *il faut que trois choses concourent; qu'on ait commis une action qui puisse procurer immédiatement la mort; qu'il n'ait pas tenu à l'assassin, que le crime n'ait été consommé; & que celui, à la vie de qui on a attenté, ait échappé par hazard au péril d'être assassiné. (c)*

Notre Jurisprudence est bien plus sévère, puisqu'il n'est pas nécessaire que l'assassin ait attenté immédiatement à la vie de celui qui est l'objet de son dessein criminel: il suffit qu'il ait machiné l'assassinat, quoiqu'il ne soit pas parvenu à l'acte qui soit pro-

(a) *Voluntas puniatur, etiamsi non impleatur.*

(b) *Eâdem severitate voluntatem sceleris, quâ effectum, in reis læsæ majestatis puniri jura voluerunt. L. 5. Od. ad Legem Juliam Majestatis.*

(c) *Quod devotum sit ad actum morti proximum; quod non steterit per assassinum quin consummaretur delictum; quod occidendus fortuito casu evaserit. Libri 9. c. 30.*

chain de la mort, afin de parler le langage de Decianus, *ad actum morti proximum*.

Bruneau, dans ses Observations sur les Matieres criminelles, dans le Titre VI. de l'homicide de propos délibéré, rapporte, que deux scélérats, rodant dans un quartier, afin de trouver l'heure d'assassiner un Seigneur, qui avoit accoutumé de fortir le soir, par bonheur on surprit des lettres, qui donnoient de forts indices de leur dessein; on les arrêta : dans leurs Interrogatoires, ils avouerent la résolution qu'ils avoient formée d'assassiner ce Seigneur. Ils furent punis d'une peine capitale, le 11 Octobre 1553. Ils n'avoient pourtant point fait d'action qui eût pu procurer immédiatement la mort.

Une circonstance atroce dans le crime de Madame Tiquet, est d'avoir donné de l'argent pour faire assassiner M. Tiquet : c'étoit mettre à prix la vie de son époux. Nous voyons dans le Deutéronome, combien ce crime est énorme : *Maudit soit celui qui se laisse corrompre par présent pour tuer un innocent (a)*. Celui qui le corrompt est encore plus coupable que lui.

La même Jurisprudence n'est pas établie à l'égard du meurtre qui n'est pas un guet-à-pens : il n'est pas puni comme meurtre, dès qu'il n'est pas consommé, quelque exécution qu'il ait eue, & quoiqu'il n'ait pas tenu à celui qu'on accuse qu'il n'ait pro-

(a) *Maledictus qui accipit munera, ut percutiat animam innocentis. Deuteron. 27. v. 25.*

curé la mort, & qu'il ait même fait une action qui la pouvoit causer.

Voici la raison de la différence de cette Jurisprudence. Dans le guet-à-pens, dans l'assassinat il y a un marché, une convention, qui sont très-criminels : c'est ce marché, c'est cette convention, qui manifestent le dessein de tuer, que l'on punit. Mais le meurtre, qui n'est pas prémédité, ne devient un crime punissable de mort, que lorsqu'il est commis. Jusques-là on n'a pu juger si le meurtrier avoit le dessein de tuer, son action ne peut être qualifiée d'homicide, quand il ne donne pas la mort ; au lieu que l'assassinat, qui ne la cause pas, porte toujours le nom d'assassinat.

La machination de l'assassinat est-elle punie aussi sévèrement que l'assassinat consommé ? Par la nouvelle Jurisprudence criminelle, la machination est punie avec la même sévérité.

Une Actrice de l'Opéra comptoit parmi ses amants un Juif fort riche ; celui-ci fut jaloux d'un Joueur d'instrument, que l'Actrice aimoit par préférence ; il gagna son valet-de-chambre : on devinera bien comment il l'engagea à exécuter le dessein de faire donner des coups de bâton au Joueur d'instrument. Ceux à qui le valet-de-chambre s'ouvrit, & qui lui promirent d'être les acteurs de la scène, ayant été payés d'avance, le trahirent, & avertirent le Maître à chanter, qui profita de l'avis pour éviter sa mauvaise destinée : il poursuivit extraor-

dinairement le Maître & le Valet ; le Maître se laissa contumacer, & le Valet fut arrêté. Le 27 Avril 1731, ils furent condamnés à être pendus. M. le Procureur-Général se rendit appelant *à minima* *. Par Arrêt du Parlement, du 8 Mai de la même année, ils furent tous deux condamnés à être roués vifs ; ce qui fut exécuté réellement à l'égard du Valet, & en effigie à l'égard du Maître. On punit alors la seule machination, qui n'avoit été suivie d'aucun attentat.

* Parce
quelapei-
nen'étoit
pas assez
sévère.

Origine
du mot
Assassin.

Le mot d'assassin vient du Levant, d'un Prince des Arsacides, ou des Assassins : on l'appelloit Aloadin, ou le vieux de la Montagne. Il demouroit entre Antioche & Damas, dans un château, où il élevoit des jeunes gens dans toutes sortes de plaisirs & de délices ; leur promettant qu'après leur mort ils iroient dans un lieu encore plus délicieux, s'ils obéissoient aveuglément à ses commandements. Ils étoient tellement dévoués à leur Prince, qu'ils alloient hardiment exécuter les Arrêts de mort qu'il avoit prononcés contre les Rois & les Princes ses ennemis. Ils ne manquoient guères leur coup. Aussi les Rois n'oublioient rien pour avoir les bonnes grâces du vieux de la Montagne. Lui & ses Sujets étoient une Secte de Mahométans.





L E G S

D'UN TESTATEUR MARIÉ,

Fait à une Demoiselle, cassé & annullé, à cause de l'indignité présumée de la Légataire.

UN Arrêt rendu sur des présomptions d'un commerce criminel entre un Testateur & une Légataire, la dépouille d'un legs considérable. On lui en avoit ôté la moitié dans un premier Tribunal : elle en est dénuée entièrement dans le Tribunal souverain. Ce Jugement, qui fait honneur à la pureté des mœurs, paroît fort sévère. Comme la Légataire n'avoit point les caractères évidents d'une concubine, ne semble-t-il pas qu'elle méritoit plus d'indulgence ? La déclaration même du Testateur, qui donna à son legs un motif pieux, dont la vérité est prouvée par les Lettres mêmes de la Demoiselle, Lettres qu'on a fait servir de preuves contre elle, n'auroit-elle pas dû, ce semble, du moins faire confirmer le premier Jugement ?

Le respect que nous devons avoir pour les lumières & l'autorité du Tribunal supérieur, met à l'abri de la critique l'Arrêt qu'il a rendu ; sur-tout, après que le Conseil d'en haut de Sa Majesté n'a pas daigné

48 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,

écouter la Légataire, qui s'étoit pourvue en cassation du Jugement qui la condamnoit. Puisque le bien public, qui en a été le motif, a obligé les Juges de lui sacrifier la Légataire, on peut dire qu'on fait ordinairement des sacrifices de victimes bien plus coupables.

Cette fatale victime est Anne-Charlotte Gardel, Demoiselle, fille du Sieur Gardel, ancien Trésorier des Fortifications. Charles Béon de Luxembourg, Marquis de Boutteville, fut son parrain. La nature la partagea des graces de son sexe, d'autant plus dangereuses, qu'elles ornoient un esprit très-insinuant, qui n'étoit pas commun.

Histoire
du Procès.

Le Marquis de Boutteville prit soin de son enfance, à cause du dérangement des affaires de son pere : & on a dit au Procès, que dès ce temps-là elle se faisoit une habitude de le chérir comme son pere; & dans ces caresses innocentes, elle lui donnoit ces petits noms, qu'on a regardé dans ses Lettres comme le jargon d'une tendresse criminelle. Quand elle fut en âge d'être élevée dans le Couvent, on l'y plaça, où elle prit des sentiments de piété que nous voyons dans ses Lettres adressées au Marquis, mêlés avec des sentiments d'amour.

Elle a demeuré jusqu'à vingt-deux ans dans des Couvents, dont elle avoit la liberté de sortir. Elle voyoit assidument le Marquis, & a même été avec lui à sa campagne quelques mois. Ces assiduités ont été les moyens que l'on a employés contre elle.

On

On a présumé que le Marquis, qui pensoit comme un homme du monde, & qui n'étoit pas extrêmement réglé dans ses mœurs, n'avoit pu voir si souvent une Demoiselle aimable, sans prendre & sans inspirer une forte passion, qui les a conduits au crime.

C'est le jugement que suggerent les fréquentes visites que se rendent deux personnes d'un sexe différent. On ne cherche pas ordinairement d'autres preuves, que les agréments de la femme, & la sensibilité de l'un & de l'autre; &, pour autoriser cette opinion, on emploie l'expérience, & la comparaison d'une matiere combustible, qui s'enflamme dès qu'on l'approche du feu. Après tout, ce jugement n'est pas infailible : il n'est pas impossible, qu'une Demoiselle, élevée dans des sentimens de piété & de Religion, n'ait pas succombé, malgré les fréquentes occasions, quand elle auroit eu des tentations & même des desirs. La Demoiselle Gardel n'étoit-elle pas même soutenue par l'âge avancé du Marquis, qui n'est pas fait pour inspirer de l'amour? Quand on approche de la vieillesse, on porte sur son visage de tristes signes de sa fin prochaine : ils ne s'accordent point avec les idées riantes de la jeunesse, qui ne voit le bout de sa carrière que dans un grand éloignement.

D'ailleurs, quand l'honneur a jetté des racines dans le cœur d'une fille qui a de l'esprit & de l'éducation, les attrait d'une passion ne la surmontent pas entièrement avec autant de facilité que s'imaginent les

gens du monde, qui lui font faire le dernier pas, lorsqu'à peine a-t-elle fait le premier : il faut qu'elle effuie auparavant bien des combats entre son honneur & son amour ; & ce dernier n'est jamais victorieux , tant qu'il reste quelques lumieres dans l'esprit , & que l'aveuglement n'est pas consommé. Ainsi, la défaite d'une fille de ce caractère est plus difficile qu'on ne pense. On ne sauroit pourtant la justifier du scandale que causent les assiduités qu'elle souffre ; & elle semble autoriser les jugemens que l'on forme contre elle. Cependant, comme la Demoiselle Gardel n'avoit pas avec le Marquis une communauté de table & de logement, on ne se feroit pas déterminé à la condamner, s'il n'y avoit eu d'autres moyens que les fréquentes visites du Marquis & les siennes. On a cru trouver dans ses lettres des preuves parlantes, dans des épanchements d'un cœur amoureux, dans des expressions familières, qui sont les fruits des dernières privautés entre les deux sexes.

En effet, le style des Lettres tendres, malgré le soin qu'on a de le déguiser après le crime, est bien différent de celui qu'elles ont auparavant : les dernières ont une teinture d'amour, qui n'est point la même que celle des premières. On jugera dans ce qu'on rapportera pour la défense de la Demoiselle Gardel, si on l'a bien justifiée touchant ses Lettres. C'est la seule source où le Parlement a puisé les preuves de son crime.

Au milieu de ces idées qu'on a prises con-

DÉCHÛE DE SON LEGS. 51

tre sa vertu, on a admiré les efforts qu'elle a faits pour convertir le Marquis : elle lui suggéra de prendre un Pere de l'Oratoire pour Directeur, de faire une confession générale pour faire ses Pâques avec les sentimens d'un Chrétien pénétré de sa Religion. Il fut docile aux persuasions de la Demoiselle Gardel, & purifia sa conscience par les voies salutaires qu'elle lui insinua. Cette conversion fut-elle parfaite? Bien des gens ne le croiront pas, puisque la Demoiselle Gardel ne se sépara point de lui.

Quand il eut réglé ses affaires spirituelles, il s'adonna à l'arrangement de ses affaires temporelles.

Voici les principales dispositions de son Testament olographe, du 25 Mars 1725.

Item. Je donne & legue aux *Pauvres de la Paroisse de Saint-Sulpice* la somme de 300 livres une fois payée. Testament olographe du Marquis de Béon.

Item. Je donne & legue à *Mademoiselle Pouillet*, si elle me survit, & si elle est actuellement chez moi, la somme de trois cents livres sa vie durant.

A l'égard de mes dettes, je veux & entends qu'elles soient exactement payées, & par préférence à tout.

Item. Comme suivant la Coutume d'Angoumois, où ma Terre de Boutteville est située; je puis disposer du tiers de mes propres : j'en dispose, donne, & legue à *Mademoiselle Charlotte Gardel*, fille majeure, tout ce que la Coutume me permet de lui don-

ner, & veux & entends qu'elle en jouisse librement : permis cependant à mes héritiers de la rembourser en argent ou effets équivalents, dont elle sera contente.

A l'égard du surplus de ma dite Terre & autres biens, j'en laisse l'usufruit à Madame la Comtesse de Beaumont, ma sœur, en forme de pension alimentaire, qui ne pourra être saisie pour quelque raison que ce soit; voulant & entendant, que le revenu lui en soit payé par Monsieur l'Exécuteur de mon Testament ci-après nommé, ou par gens préposés de sa part, pour être employé à la subsistance de ladite Dame, Comtesse de Beaumont.

A l'égard de la propriété de mes biens, qui consiste aux deux tiers de ma Terre de Boutteville, à ma Ferme de Mitri, & à ma Maison de devant le Palais à Paris, que j'ai échappée du système de Mississipi, je les substitue au Sieur Hugues Betaud de Chemaut & au Chevalier de Chemaut son frere, tous deux fils de ma sœur, chacun selon les parts & portions qui leur appartiendront; & afin qu'ils ne puissent dissiper ces fonds, je les substitue après eux aux enfants dudit Hugues Betaud de Chemaut, procréés en légitime mariage, pour sa part; & pour la part du Chevalier, à ceux qu'il pourra avoir, & s'il n'en a point, aux enfants dudit Hugues Betaud de Chemaut; & seront lesdits biens libres en la personne desdits enfants.

Et au cas que ma dite sœur, ou ses enfants, veuillent disputer directement, ou indirectement, les dispositions de mon dit Tes-

tament, je déclare, veux, & entends, qu'ils soient privés de ma succession, sans pouvoir jamais y prétendre; comme dès à présent je les en prive, & fais don & donation par rapport à celui ou celle, ceux ou celles, qui la disputeront en façon que ce soit, en faveur des Pauvres de l'Hôtel-Dieu de Paris, de tout ce que les différentes Coutumes, dans lesquelles mes biens sont situés, me permettent de disposer; excepté le tiers dont j'ai disposé en faveur de Mademoiselle Anne-Charlotte Gardel, que je veux qu'il lui soit conservé & délivré, comme il est dit ci-dessus; priant-audit cas Messieurs les Directeurs & Administrateurs de s'en mettre en possession, & d'en faire tel usage qu'ils jugeront à propos pour le bien & utilité des Pauvres dudit Hôtel-Dieu de Paris.

Voici le Codicile.

On ne doit point être surpris si dans mon Testament je marque quelque reconnoissance à Mademoiselle Gardel : je lui ai de si grandes obligations, que je ne les oublierai jamais. Je ne parle point des soins assidus qu'elle m'a rendus depuis que je suis malade, dont je suis cependant fort reconnoissant. Mais, je lui dois le salut de mon ame : si jamais Dieu me fait miséricorde, c'est elle qui la première m'a excité à me convertir, & à changer de vie, & qui m'a enfin déterminé à faire une confession générale, ce qui n'étoit pas un petit ouvrage. Dieu a béni ses bonnes intentions, & j'ai eu le bonheur de faire mes Pâ-

*ques cette année , ce qui ne m'étoit pas ar-
rivé depuis long-temps. Je ne puis oublier un
service comme celui-là : j'espère que Dieu
l'en récompensera bien mieux que je ne puis
faire. Il est trop juste , pour laisser une si
belle action sans récompense , qui ne peut être
que son saint Paradis , où Dieu nous con-
duise l'un & l'autre ! Ce 15 Avril 1725.*

Signé , BÉON DE LUXEMBOURG.

Le Marquis mourut au mois d'Août sui-
vant , & la Demoiselle Gardel lui prodigua
ses soins jusqu'à ce qu'il rendit le dernier
soupir. Il paroît que le Directeur n'employa
point son éloquence à éloigner la Demoi-
selle de la maison du Marquis ; ce qu'on a
lieu de juger , parce que , dans l'état où
étoit le Marquis , on doit penser qu'il au-
roit été docile aux avis de son Directeur ,
s'il eût exigé cela de lui.

On a dit au Procès , qu'elle lui avoit per-
suadé , par une fausse confidence , qu'elle
devoit sa naissance au Marquis , c'est-à-dire ,
qu'elle étoit le fruit d'un amour défendu.
Cette allégation n'a point été prouvée ;
ainsi , elle peut passer pour un fait hazardé.

La Marquise sa femme , qui étoit en di-
vorce avec lui depuis plus de vingt-sept
ans , ayant été informée que le Marquis dé-
périssoit de jour en jour , lui écrivit le 10
Juillet 1725 , qu'elle partoît en poste , pour
se rendre auprès de lui. Le Marquis , qui
n'avoit pas bien éteint les sentimens de di-
vorce , lui manda que sa santé étoit meil-

leure, qu'elle ne prît pas la peine de faire le voyage, & qu'il n'étoit pas en état de la recevoir & de la nourrir. La Marquise, qui avoit prévenu la réponse, arriva à Paris le 19 Juillet. On lui refusa l'entrée quand elle se présenta à la porte. Des médiateurs s'entremirent pour accommoder le mari & la femme. Les conditions du Traité que l'on fit entr'eux le 25 Juillet furent, qu'elle ne verroit son mari qu'aux heures qui lui seroient les plus commodes, & qu'elle ne logeroit point chez lui : cela s'exécuta jusqu'à la mort du Marquis.

Comme il n'étoit que Seigneur Engagiste de la Terre de Boutteville, le Roi usa du droit qu'il avoit de la retirer. On consigna 210000 livres : le tiers de ce prix devoit revenir à la Demoiselle Gardel, suivant le Testament.

Quand elle voulut demander la délivrance de son legs à la Dame de Beaumont, celle-ci le lui refusa. L'affaire fut portée à la première Chambre des Requêtes du Palais.

La Dame de Beaumont par une Requête, demanda *Aête de ce qu'elle mettoit en fait, que la Demoiselle Gardel avoit suggéré le Testament du défunt, qu'elle avoit totalement obsédé jusqu'au moment de son décès : qu'ils avoient toujours vécu ensemble dans un commerce illégitime ; que le legs par conséquent fût déclaré nul ; & , dans le cas où la Demoiselle Gardel disconviendrait de la suggestion & de l'obsession, qu'il fût permis à la Dame de Beaumont d'en faire la*

preuve, tant par titres que par témoins. Elle se restreignit, dans une autre Requête, à la preuve du commerce illégitime & scandaleux.

Afin de ne pas faire un double emploi, je me réserve à ne parler des moyens qui furent mis en œuvre de part & d'autre, que lorsque les Parties plaideront à la Grand'-Chambre. Comme on dit que les droits croissent en plaidant, *ligitando jura crescunt*, on peut dire que les lumières croissent par conséquent : ainsi, les Plaidoyers qu'on a prononcés dans le dernier Tribunal, sont plus forts & plus nerveux que ceux qu'on a prononcés dans le premier. On fortifie de plus en plus le foible de sa Cause; on en met le fort dans un plus grand jour : il faut donc préférer le dernier ouvrage.

Après deux Audiences, Messieurs des Requêtes du Palais retrancherent, par leur Sentence du 6 Septembre 1726, la moitié du legs de la Demoiselle Gardel : ainsi ils lui adjugerent 35000 liv. avec intérêts depuis la mort du Marquis. Ils crurent par ce tempérament concilier les raisons qui parloient pour & contre elle. Les Parties appellerent respectivement de la Sentence.

M^{re}. Cochin déploya la force de l'art de la parole contre la Demoiselle Gardel; il crut qu'il devoit lancer contre elle les foudres de son éloquence : c'est dans ces occasions, que le zele d'un Avocat l'oblige de mettre ses portraits dans un grand jour, pour faire une impression vive & forte dans

le cœur & l'esprit des Juges. On a mis un bandeau sur les yeux de la Justice & sur ceux de l'amour ; parce que la premiere ne se laisse point éblouir par l'éclat des richesses & des dignités, & que le second n'est point éclairé des lumieres de la raison. En représentant le zele de l'Avocat sous une figure humaine, on peut lui mettre aussi un bandeau sur les yeux ; parce qu'en donnant son ministere contre une aimable personne, ses charmes ne lui causent point de distraction, on diroit qu'il ne les voit pas.

M^{re}. Cochin débute par dire, que la sainteté du mariage, profanée par un commerce scandaleux, demandoit vengeance d'une disposition qui étoit la récompense du crime, & qui enrichissoit celle qui étoit l'instrument de tant de désordres, des dépouilles d'une famille qu'elle avoit déshonorée.

La Justice, qui n'est pas moins établie pour maintenir l'honnêteté publique, que pour défendre les intérêts des Particuliers, s'est toujours élevée contre ces dispositions, fruits honteux de la débauche : laissera-t-elle échapper l'occasion qui se présente, de donner une nouvelle preuve de son zele ?

Si la Cause de la Légataire est malheureusement celle du Marquis de Béon lui-même, c'est une circonstance dont gémit la Dame de Beaumont. Mais faut-il qu'à l'abri d'un nom qui lui est si cher, la Demoiselle Gardel échappe à la rigueur de la Loi, & que la qualité de complice l'oblige à souffrir le triomphe de celle qui l'a entraîné dans le crime ?

Plaidoyer
pour Ma-
dame de
Beau-
mont.

M^{re}. Cochin, afin de prévenir l'objection qu'on lui pouvoit faire sur la piété répandue dans les Lettres tendres de la Demoiselle Gardel, dit que tout est outré dans le caractère de cette Demoiselle ; que plus elle a vécu dans le crime, plus elle triomphe, comme si elle eût vécu dans l'innocence. Ce n'est pas l'amour qui l'a liée si étroitement avec le Marquis de Béon, c'est le zèle d'une Sainte, qui ne respire que conversion & que pénitence, qui sacrifie tout, & même les bienséances, pour sauver une ame qui lui est chère. Elevée au-dessus des orages des sens, ses vues n'ont jamais été que pour le Ciel.

Plus ces idées sont sublimes, moins elles conviennent à la Demoiselle Gardel. Cette fille, qui ne parle que le langage des ames timides & religieuses, qui s'offense des moindres soupçons, & qui croit la Religion même intéressée dans sa cause ; cette fille qui fait sonner si haut son austere vertu, est la même qui a vécu dans une licence scandaleuse, & qui par ses charmes séducteurs a précipité le Marquis de Béon dans un abyme de défordres.

Voilà le ton sur lequel parle M^{re}. Cochin : il nous fait regarder les démarches de la Demoiselle Gardel sous le côté le plus défavorable qu'elles présentent ; & , quoique le crime ait plusieurs degrés, il ne tient pas à lui que nous n'envisagions la Demoiselle Gardel comme arrivée au dernier période. Il avoit dit aux requêtes du Palais, que

le Marquis s'étoit séparé de sa femme, pour s'attacher à la Demoiselle Gardel. Comme ses mémoires n'étoient pas fideles là-dessus, il les corrige au Parlement, en disant que les liaisons du Marquis & de la Demoiselle sont de l'année 1717, c'est-à-dire, dix-neuf ans après le divorce : il dit que, n'étant plus sous la direction de son pere & de sa mere, sa passion naissante ne trouva point d'obstacle.

Les entrevues devinrent si fréquentes, que le Public s'aperçut bientôt de la cause qui les produisoit. Personne n'imagina alors que la Demoiselle Gardel voulût travailler à la conversion du Marquis, ni que ce fût pour cacher le mérite de ses bonnes œuvres, qu'elle s'enfermoit ainsi avec lui.

Le scandale au contraire pénétra jusques dans la Communauté, où elle s'étoit choisi un asyle. Elle fut obligée d'en sortir; elle passa successivement dans plusieurs autres, mais elle n'y trouva pas plus d'indulgence. Dans les intervalles de ces changements, elle demeura dans des maisons particulieres. C'est apparemment dans ce temps de liberté, qu'elle écrivit au Marquis cette Lettre si vive, où la passion éclate avec tous les transports dont elle est capable. On ne cherchoit point alors à la déguiser sous quelque extérieur de fausse vertu.

Quand nous verrons-nous? & quand pourrai-je trouver les moyens d'assurer mon petit ami, que sa Lolote a pour lui une vivacité & une tendresse inexprimable, & le souhaite

avec une ardeur extrême? Mais je ne sais comment nous n'en trouvons jamais d'occasion, que quand je ne me porte pas bien. Venez toujours quand vous le pourrez, peut-être en trouverons-nous.... Je finis, en vous assurant que je vous aimerai toute ma vie avec une fidélité inviolable; j'ai toutes les impatiences du monde de vous voir.

Elle eut un libre champ à la maison de campagne du Marquis, où elle le suivit, pour faire connoître à son petit Ami, qu'elle avoit pour lui une vivacité, & une tendresse inexprimable : elle y demeura, en 1724, près de six mois.

Dans ce temps-là, le Marquis commença à s'appercevoir que sa santé s'affoiblissoit : la vue d'une éternité, qui s'avançoit, commença à faire de vives impressions sur son esprit ; il parut dans le dessein de quitter ces routes de perdition, dans lesquelles il étoit engagé, & il voulut entrer dans la voie du salut.

Le premier pas qu'il falloit faire, étoit d'éteindre sa passion criminelle, & de rompre avec celle qui en étoit l'objet. La Demoiselle Gardel connut bientôt le danger auquel elle étoit exposée ; mais elle trouva dans son esprit des ressources infinies : sa conduite est un chef-d'œuvre d'imposture. Si elle avoit entrepris d'écarter de l'esprit du Marquis de Béon ces saintes pensées, elle s'exposoit à perdre son estime, & le fruit des complaisances criminelles qu'elle avoit eues pour lui. La Religion, soutenue

du spectacle d'une mort prochaine, est bien forte contre l'amour.

La cupidité est ingénieuse : il n'y a point de rôles qu'elle ne joue pour se satisfaire. La Demoiselle Gardel témoigna, qu'elle desiroit qu'il se convertît. Les sentiments de piété parurent aussi vifs dans ses Lettres, que ceux de l'amour : on s'y feroit mépris; on eût dit qu'elle n'auroit jamais parlé d'autre langage que celui de la dévotion, & qu'elle brûloit des feux de la charité la plus ardente.

Mais comme ce n'étoit qu'un nouveau genre de séduction, qui avoit pour objet d'entretenir la passion sous les dehors de la vertu, ce nouvel Apôtre persuadoit en même temps à son Prosélyte, que la Religion n'exigeoit pas des sacrifices aussi cruels que celui de leur séparation : elle faisoit entendre, que la dévotion ne devoit pas être poussée jusqu'à l'inhumanité, & qu'elle ne pourroit jamais survivre à une rupture si éclatante.

C'est ainsi que, par un détour extrêmement artificieux, elle se prêtoit en apparence aux sentiments de piété, qui commençoient à se faire jour dans le cœur du Marquis, & qu'en effet elle ne servoit que sa passion. Par-là se concilient sans peine ces contradictions, qui éclatent dans les Lettres qu'elle écrivit alors : l'amour, la charité, la vertu & le crime s'y livrent plusieurs combats, & remportent tour-à-tour la victoire. Cette comédie étoit nécessaire,

62 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
pour conserver à la Demoiselle Gardel cet empire absolu, que ses charmes, & la passion du Marquis, lui avoient procuré.

On s'y prit autrement pour tromper un Directeur, qui ne pouvoit s'accommoder de ce mélange monstrueux de passion & de vertu : on lui fit confondre, par une fausse confiance, une tendresse criminelle, avec une tendresse filiale; on profita de l'erreur qui avoit gagné là-dessus quelques esprits. Dépositaire d'un pareil secret, il plaignoit ceux qui, selon lui, faisoient de faux jugements de la vertu de la Demoiselle. Ainsi elle a joué tout à la fois les hommes, & Dieu même dans ses plus fideles Ministres.

Il n'est pas étrange que ces rôles, joués si habilement, lui aient conservé, jusqu'à la mort du Marquis, l'empire qu'elle avoit sur son esprit.

C'est avec cette souplesse qui lui est si naturelle, qu'elle s'est conduite dans la dernière maladie du Marquis avec la Dame son épouse. Quand elle eut pris toutes les mesures nécessaires pour ne l'admettre chez lui que dans de certains moments rapides, elle le recevoit avec une politesse, qui imitoit les empresséments de l'amitié.

C'est dans cet état que mourut le Marquis.

Aussi-tôt après on la vit, le Testament & le Codicile à la main, demander hardiment un legs, qui étoit la récompense de son crime, qu'elle croyoit caché à l'abri de l'éloge qu'on lui donne dans le Codicile.

Mais le Marquis, en témoignant dans cet Acte, qu'il prévoit qu'on se souleva contre sa disposition, dépose contre la Légataire, dans le temps qu'il vante sa vertu. Si elle est si pure, pourquoi donc a-t-il présumé, que l'on seroit surpris de sa disposition? On voit bien que la Demoiselle Gardel a dicté cet éloge pompeux : mais cette précaution même, qu'elle a cru nécessaire, s'élève contre elle, & sera regardée, par les personnes intelligentes, comme une des plus fortes preuves de son indignité.

Un habile Orateur, tel que Mre. Cochin, fait tirer avantage de tout, & employer à propos la vivacité des couleurs de l'éloquence.

Ces artifices, que Mre. Cochin dit qu'elle mit en usage, sont très-vraisemblables, soit que la Demoiselle Gardel eût le cœur rempli d'une forte passion, soit qu'elle n'eût que de la cupidité. Mais il n'y a pourtant point de preuve qui établisse qu'elle ait joué cette comédie : il n'est pas impossible que, soit dans l'un ou l'autre caractère, elle ait eu des principes de religion, relégués, si l'on veut, au fond du cœur, qui l'aient fait agir sincèrement, lorsqu'elle a voulu travailler à convertir le Marquis.

Mre. Cochin vient à la Sentence des Requêtes du Palais, qui, au-lieu, dit-il, de proscrire le legs absolument, s'est contentée de le réduire à la moitié, & a condamné la Dame de Beaumont à payer les intérêts du legs depuis le décès du Testa-

64 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,

teur, quoique l'usufruit de tous ses biens fût assuré à sa femme par un don mutuel, contenu dans leur contrat de mariage. La Demoiselle Gardel, & la Marquise de Beaumont, ont interjetté Appel de la Sentence. La première pense, que le moindre retranchement de son legs est une tache à sa vertu, & une injure à son honneur; & la dernière croit, que de lui conserver la moindre partie de son legs, c'est faire triompher le crime.

On ne s'arrêtera pas à prouver que les avantages, qui sont faits au profit de celles avec qui on a vécu dans le crime, doivent être réprouvés. L'honneur, la religion, l'honnêteté publique, gravent ce principe dans tous les cœurs. Il ne faut ni consulter les Docteurs, ni faire une étude singulière de la Jurisprudence, pour se confirmer dans une vérité si intéressante.

M. Louët, & Brodeau son Commentateur, rapportent des Arrêts du 5 Avril 1599, du 1 Mars 1625, du 13 Décembre 1629, Sommaire 43; Arrêts, qui ont pros crit de pareilles dispositions.

La sévérité de cette Jurisprudence n'a jamais mieux éclaté, que dans un Arrêt célèbre de l'année 1663. Deux personnes libres, de différent sexe, avoient vécu ensemble dans le crime : elles prennent enfin le parti de réparer le scandale par un mariage honorable. Dans le contrat de mariage, le mari fait à sa femme future une donation universelle de son bien : le mari étant

étant mort, ses héritiers ont soutenu la donation nulle, comme étant une suite du crime, & un effet de la passion déréglée. En vain fit-on valoir la circonstance du désordre cessé, du retour des Parties à une union sainte & légitime : l'Arrêt prononça la nullité de la donation, dont la Cour envisagea le principe criminel.

La fraude a imaginé mille voies indirectes d'éluder la rigueur de cette Jurisprudence. Les uns ont passé des contrats de vente de leurs biens, & en ont donné des quittances simulées ; les autres ont reconnu devoir, & se sont obligés par des contrats de constitution : mais tous ces Actes frauduleux n'en ont point imposé à la Justice ; elle a percé le voile qui cachoit des dispositions réprouvées ; elle a cassé indifféremment, & contrats de vente, & baux à rente, & contrats de constitution. Nous en avons deux Arrêts des années 1665 & 1674, dans les deuxieme & troisieme Tomes du Journal des Audiences.

Sur la foi de ces préjugés, Ricard, dans son *Traité des Donations, partie premiere, n. 404*, décide, que tous les legs & les donations faits entre personnes qui ont eu des liaisons criminelles, sont nuls. C'est aussi l'avis de M. Catelan, *Liv. 2, chap. 81*, où il rapporte un Arrêt du Parlement de Toulouse, qui l'a jugé ainsi.

La raison ne nous apprend-elle pas que, pour contracter, la liberté est absolument nécessaire ? Ainsi, suivant les Ordonnances,

Tome IV. E

66 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,

un fils de famille ne peut donner à son tuteur ; le malade à son Médecin, ou à son Confesseur ; le Novice à l'Ordre auquel il se destine. Il suffit qu'on ait un légitime sujet de craindre dans ces personnes-là, que la liberté soit altérée : la présomption seule rend la disposition caduque.

Mais combien la passion de l'amour est-elle plus impérieuse ? Dans quelle affreuse captivité ne tient-elle pas celui qui s'est laissé surprendre ? Plus les chaînes sont douces en apparence , & plus elles accablent en effet.

Ici il y a deux puissants motifs qui concourent ensemble contre le legs en question ; nulle liberté dans le Testateur ; & la pureté de la Religion, qui s'élève contre une disposition criminelle.

Il ne s'agit donc que d'établir le fait. Les fréquentes visites que la Demoiselle Gardel a souffertes, & qu'elle a rendues, son séjour de plusieurs mois à la campagne avec le Marquis, nous mettent sur les voies du crime. Car, de prétendre que son imprudence l'a conduite sur le bord glissant du précipice sans y être tombée ; qu'elle s'est exposée au milieu des flammes qui l'ont respectée ; qu'elle a toujours été agitée par des tempêtes violentes, & qu'elle n'a jamais fait naufrage ; ce sont de magnifiques idées, qui ne se concilient point avec la nature. Il faudroit que la Demoiselle Gardel eût eu en partage une vertu supérieure aux forces de l'humanité, & que pendant

huit années elle se fût soutenue par un miracle éclatant, contre un ennemi, d'autant plus dangereux, qu'il lui étoit plus cher.

Mais pour en juger avec plus de certitude, il n'y a qu'à lire les Lettres que la Comtesse de Beaumont a recouvrées, & que la Demoiselle Gardel a été obligée de reconnoître pour son ouvrage. On verra si le crime n'éclate pas à plusieurs traits, & si la violence de la passion ne l'a pas fait passer par-dessus toutes les bornes. Voyons la Lettre dont nous avons déjà rapporté un lambeau, qui fera plus d'effet en voyant comme il est enchassé.

Si mon amour vous est cher, mon cher fils, vous devez être très-content de votre Lolote, qui ne respire que pour vous. Eloignez certaines indifférences, qui quelquefois me font beaucoup de peine, & sont cause de tous mes soupçons. Je ne demande pas mieux que de bannir ma jalousie; mais n'y donnez pas lieu, & vivons dans une parfaite intelligence. Vous devez être persuadé de mon cœur, & que j'étois tout au moins aussi fâchée que vous des visites qui ne me quittoient pas, quand ce n'auroit été que pour goûter le plaisir d'un entretien sans témoins. Quand nous verrons-nous, & pourrons-nous trouver les moyens d'assurer mon petit Ami, que sa Lolote a pour lui une vivacité & une tendresse inexprimable, & le souhaite avec une ardeur extrême? Mais, je ne sais par quel malheur nous n'en trouvons jamais d'occasion, que quand je ne me porte pas bien. Vc.

68 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
nez toujours dès que vous le pourrez , peut-être en trouverons-nous.

Si ce n'est pas là le langage de la passion la plus criminelle, on ne conçoit pas dans quels termes on voudroit qu'elle s'expliquât. Ce n'est pas la Demoiselle Gardel qui cede aux attaques d'un Amant enflammé : c'est elle au contraire qui l'engage par tout ce qu'il y a de plus séduisant. Elle fait la jalouse pour rendre le Marquis plus empressé : elle promet tout, pour ne le point rebuter par les obstacles : c'est elle qui le presse, qui le sollicite, & pour tout dire en un mot, qui fait seule les avances.

Mais pourquoi lui opposer cette Lettre? Elle est écrite dans un temps de légèreté & d'imprudence. Il faut la suivre dans le temps de sa ferveur & de son zèle pour la conversion du Marquis : c'est là où elle nous va donner de grands exemples de retenue & de sagesse.

Rien au monde n'est si malheureux que moi, dit-elle au Marquis : vous me percez le cœur ; & si vous continuez d'être dans la tristesse qui étoit hier peinte sur votre visage , j'irai expirer à vos pieds. Aussi est-il impossible de tenir à tous les combats que vous me livrez , & que je me livre à moi-même : je n'ai ni paix , ni repos , accablée de remords , de tendresse : que faire , que devenir ? Par ces termes , le présent & le passé se développent également ; les remords annoncent le crime toujours présent aux yeux des coupables ; & la tendresse , qui subsis-

te, représente la passion dans toute sa vivacité.

C'est pour cela que, dans la suite de la Lettre, on ne voit la Demoiselle Gardel occupée que du soin de retenir le Marquis sous son empire, sous prétexte de lui servir de guide dans la voie du salut. *Je ne vois, dit-elle, qu'une alternative assez cruelle à prendre : c'est que si je perds tout espoir de pouvoir vivre avec vous, vous voir, & vous rendre tous les petits soins dont je pourrois être capable, je n'hésite pas, dans l'instant je me jette aux Carmelites ; trop heureuse, ne pouvant vivre pour vous, de mourir à tous les maux de ce monde-ci. Si nous avions des tentations, ce seroit, en résistant, des sujets de mériter.*

Voilà sans doute une morale bien chrétienne ; & c'est même un excès de générosité bien héroïque : chercher les tentations, s'y exposer, pour avoir la gloire d'en triompher. Ainsi parle une passion fougueuse, qui cherche à s'autoriser contre les Loix sévères de la Religion, qui, connoissant notre fragilité, nous fait un crime de nous exposer au danger.

Je revins hier sur les cinq heures du soir, ajoute la Demoiselle Gardel dans la même Lettre, me mettre dans une profonde retraite, pour m'abymer dans le désespoir le plus affreux. Voilà ce que coûtent les passions ; beaucoup de peines, pour jouir des plaisirs qu'elles promettent, & bien davantage pour s'en détacher, ou du moins pour les réduire

à la raison. Quelle étoit donc la cause de ce désespoir & de ces fureurs ? Pourquoi ces réflexions tardives sur les fruits malheureux qu'on recueille de ses passions ? L'innocence conduit-elle à de si affreuses situations, ou même la simple légèreté de la jeunesse produit-elle des fruits si amers ? Il faudroit être bien aveugle, pour ne pas reconnoître dans ces caractères un crime consommé, qui agite d'autant plus la coupable, qu'elle ne veut pas s'en *détacher* tout-à-fait, mais seulement le *réduire à la raison*, c'est-à-dire, le faire subsister avec une vertu imaginaire, qui ne peut porter la paix dans le cœur. C'est ainsi qu'on tâche de s'étourdir sur le crime.

La Demoiselle Gardel finit cette Lettre en assurant le Marquis, *qu'elle ne fera jamais à d'autres. Je vous embrasse de tout mon cœur*, poursuit-elle, *& vous aimerai uniquement tant que je respirerai.* Un Apôtre aimable, qui s'explique dans des termes si tendres, doit faire de grands fruits : les conversions sont faciles à opérer, quand on conduit le Profélyte dans des routes si fleuries.

Les autres Lettres sont du même goût. *Enfin, mon cher Koi, je te suis tout ce que tu as de plus cher au monde : tu m'en assures ; & tant que l'ame te battra dans le corps, tu chercheras à me le prouver. Il est bien juste que je te rende le réciproque : je ne pourrois même faire autrement ; car ma tendresse est plus forte que moi.*

Il est vrai qu'elle prêche ensuite avec le ton le plus pathétique; mais pour faire sentir au Marquis tout l'effort qu'elle a fait sur elle-même pour en venir à cette morale, elle ajoute, *qu'elle est la première victime du sacrifice. Je t'aime assez pour préférer ton bonheur éternel au mien présent : tu n'ignores pas que je t'aime plus que jamais, que je ne suis occupée que de toi. Ce n'est pas par inconstance que je parle ainsi ; car tout te le prouvera. Tu n'auras qu'à ordonner de ma destinée. Si tu veux que je sois Religieuse, pour te prouver que je ne serai jamais à d'autres, je la ferai. Si, au contraire, tu me juges propre à t'être de quelque satisfaction, je resterai dans le monde, pour faire tout ce que tu voudras, pourvu que ce soit sans crime. Pour achever de donner une juste idée de son état, il faut ajouter un dernier trait de la Lettre. Songe que je suis la première victime de ce sacrifice, que les passions sont encore plus vives à mon âge qu'au tien, & qu'il n'est pas bien facile de se détacher de son fils d'une certaine façon. Rapprochons toutes ces idées, & l'on n'aura pas de peine à reconnoître, que la Demoiselle Gardel avoit vécu dans un désordre consommé avec le Marquis ; qu'elle avoit joui des plaisirs que les passions permettent ; & que c'étoit pour elle un grand sacrifice que de s'en priver. C'est en cela qu'elle se reconnoît comme une malheureuse victime, qui s'immole pour le salut du Marquis. Elle ne retranche, ni les assiduités, ni les témoi-*

gnages de tendresse, ni les soins empressés, ni même certaines familiarités qui annoncent le crime : elle est toujours sa Lolote, il est toujours son cher Roi, son Fils, & son Ami ; elle le voit toujours, & à toute heure : & , cependant, elle fait un grand sacrifice. Quel en est donc l'objet, si ce ne sont les plaisirs infames, que l'état du Marquis ne lui permet plus de goûter, & qu'elle retranche seuls ? Tout le reste subsiste ; & c'est ce qu'elle appelle *se détacher d'une certaine façon* : détachement bien imparfait, & qu'elle vante cependant comme l'effort d'une vertu héroïque.

Le Marquis pensoit d'une manière bien plus chrétienne : il vouloit se détacher absolument de la Demoiselle Gardel. *Vous êtes incompatible avec de bons sentiments*, lui disoit-il. Quelles images ne présente pas ce court panégyrique ? Une fille vertueuse, dont la ferveur est si vantée, pouvoit-elle être incompatible avec des sentiments de Religion ? Cependant le Marquis lui-même nous en assure : il la connoissoit mieux qu'un autre ; il savoit combien le commerce, qui avoit été entr'eux, avoit été criminel ; il ne pouvoit se persuader qu'il lui fût permis de la voir.

C'est contre ce dessein si conforme aux règles de la saine morale, que la Demoiselle Gardel a combattu avec tant de zèle, & malheureusement avec tant de succès. Voici comme elle lui parle : *Que voulez-vous que l'on pense, quand on dira : Il est dans la dé-*

votion, & il ne la voit plus? Ah, mon Dieu! je m'y perds..... Si j'avois le choix d'une pareille séparation, ou de la mort, je n'hésiterois pas à choisir la mort. C'en est une à ses passions à laquelle je me résous, en faisant réflexion que ce n'est pas une maîtresse qui vous rend heureux..... S'il faut consentir à ne plus te voir, il est bien sûr que je n'y résisterai pas, & que rien ne pourra calmer ma douleur: car tu t'imagines bien, que tu m'es plus cher que moi-même.

C'est ainsi que la Demoiselle Gardel combattoit les mouvements que la grace excitoit dans le cœur du Marquis. Elle lui dépeint la désolation dans laquelle il va la précipiter; elle ne pourra survivre à cette séparation; tout est perdu pour elle, biens, honneur, satisfaction, & la vie même. Mais comme ces malheurs seuls n'auroient pas peut-être balancé les devoirs d'une conscience allarmée, elle emprunte le secours d'une piété contrefaite; & ne pouvant plus séduire le Marquis comme complice de ses crimes, elle cherche à le captiver, sous prétexte de s'unir à sa pénitence.

C'est le grand art qu'elle a su mettre en usage, pour se maintenir dans une autorité absolue sur le cœur & sur l'esprit du Marquis. Ainsi ces Lettres, quoique semées de traits d'une morale épurée, s'élèvent contre elle, & operent sa conviction.

On y découvre trois vérités décisives.

La première, que le Marquis & la Demoiselle Gardel avoient vécu dans le cri-

me : delà ces rémords , ce sacrifice si pénible, ces efforts si durs à la passion, pour se détacher de son fils , d'une certaine façon. Delà la résolution prise par le Marquis, pour rompre avec la Demoiselle Gardel , comme incompatible avec de bons sentiments.

La deuxième, que lorsque la maladie du Marquis lui eut fait connoître toute l'horreur de son état, & lui eut fait prendre le parti de se convertir, la D^{lle}. Gardel, propre à jouer toutes sortes de rôles, commença à étaler pour la vertu une ferveur qu'elle n'avoit eue jusques-là que pour le crime.

La troisième, que cette vertu que la nécessité lui avoit inspirée, n'étoit au fond qu'un nouveau détour pour consommer la séduction ; puisque, loin de porter la Demoiselle Gardel à rompre avec l'objet de la passion, elle ne s'en est servie, au contraire, que pour forcer le Marquis à vivre dans les mêmes relations, malgré le murmure de sa conscience, qui exigeoit de lui une rupture si nécessaire à son salut.

On trouve donc dans ces Lettres, où le crime est à découvert, une preuve complete de l'indignité de la Légataire. Que seroit-ce, si on avoit pu avoir cette foule de Lettres qu'elle adressoit au Marquis dans le temps où ils se livroient sans scrupule & sans remords à la violence de leur passion ?

Si, après cela, par un excès de délicatesse, on vouloit exiger des témoignages plus précis, ce seroit le cas de recourir à la preuve testimoniale. Vouloir qu'on n'em-

plioie que la preuve littérale, & réduire à ce genre de preuve une héritière qui attaque un legs fait à une personne accusée d'un commerce illégitime, ce seroit souvent laisser triompher le crime impunément & éluder la sévérité des Loix. On ne puniroit que celles qui ont été assez imprudentes, pour révéler dans des écrits les preuves de leur infamie, & annoncer leur prostitution. Ainsi, on puniroit plutôt l'imprudence que le crime.

Quand on appliqueroit ici l'Ordonnance qui exige des commencements de preuve par écrit, les Lettres de la Demoiselle Gardel, qui sont des preuves complètes, ne suppléeroient-elles pas abondamment à ce qu'on exigeroit ?

Par l'Arrêt de 1599 il fut jugé, suivant Mr. Louët, *que le fait d'adultère mis en avant par le frere héritier pour annuler un legs fait par un Testament à une Servante, dont le Testateur avoit abusé, & qui avoit donné lieu à un divorce avec sa femme, étoit recevable pour être vérifié par témoins : bien que la Servante se fût mariée depuis le décès du Testateur, & qu'on ne pût faire la preuve sans blesser la mémoire du défunt qui devoit être conservée par l'héritier ; LA COUR ayant préjugé que ce qui intéressoit l'honnêteté publique devoit être préféré à l'intérêt des particuliers, & qu'il étoit nécessaire, pour réprimer un vice si fréquent dans le Royaume, de retrancher les occasions qui pouvoient lui donner cours.*

Lors de l'Arrêt de 1663 qu'on a cité, Mr. l'Avocat-Général Bignon soutint, que *la preuve par témoins du fait du concubinage, étoit recevable pour donner atteinte à une donation universelle, qui ne peut subsister s'il y a concubinage.*

Enfin, Mr. Cattelan dit dans l'endroit que nous avons cité, que *des cousins au quatrieme degré furent reçus à prouver par témoins l'indignité & le concubinage de la femme instituée héritière.*

Mais, dira-t-on, si le Marquis & la Demoiselle Gardel ont vécu dans le crime, ils ont eu le bonheur d'en sortir : c'est la Demoiselle Gardel qui a travaillé efficacement au salut du Marquis ; c'est à ses soins qu'il est redevable d'avoir fait ses Pâques.

On répond que, dans les principes, lorsque les liaisons ont commencé par le crime, quelque épurées qu'on les suppose dans la suite, l'incapacité subsiste, & les dispositions ne sont pas moins prohibées. La raison en est sensible : le crime une fois consommé, l'incapacité est contractée, & ne peut jamais être parfaitement effacée. Souvent il seroit bien aisé à des personnes indignes de se laver de leur indignité : elles n'auroient qu'à prendre des dehors de pénitence ; &, par cette comédie, elles éluderoient la sévérité de la Loi. Quelque retour qu'on suppose, le crime n'est jamais parfaitement réparé ; le scandale subsiste : les premières affections déréglées ont sur le cœur un ascendant, qui est toujours le prin-

cipe des avantages que l'on se fait dans la suite.

C'est ce qu'on a jugé formellement par l'Arrêt de 1663. Deux personnes libres avoient vécu ensemble dans le désordre ; elles se marient ensuite : c'est là, personne ne l'ignore, le seul moyen efficace de réparer le scandale, & d'effacer le crime autant qu'il peut l'être : c'est substituer à une affection déréglée une union sainte : c'est même rendre légitimes des enfants, les fruits honteux de ce crime. Cependant la Cour a jugé, qu'il n'étoit pas permis dans ce cas de se faire des donations extraordinaires ; & celle qui avoit été faite par le mari à sa femme, a été déclarée nulle.

On rougiroit de dire, que la Demoiselle Gardel a réparé avec éclat le scandale qu'elle a causé : on doit donc rougir de prétendre, qu'elle ait par ses dehors de vertu effacé son indignité.

D'ailleurs, dans ces temps de conversion qu'on nous vante, on connoît toujours la même passion regner dans leurs cœurs, on voit la Demoiselle Gardel en possession du même empire, & le Marquis livré à la même foiblesse. Dans le temps qu'elle éprouve toutes les fureurs de l'amour, elle se mêle de prêcher la conversion. Quel contraste ! Le Marquis la reconnoît *incompatible avec de bons sentiments* : il vouloit donc rompre avec elle ; mais il n'en a pas eu la force : la Demoiselle Gardel l'a emporté sur le cri de la conscience. Maîtresse absolue de ce

78 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
cœur, elle l'a tourné à son gré, dans le sein même de la dévotion, & aux approches de la mort.

Elle ne vouloit plus de crime, il est vrai ; mais elle vouloit conserver tout l'empire que le crime lui avoit donné. Pensera-t-on après cela que le Marquis ait été libre, lorsqu'il a fait le legs dont il s'agit ? Il faudroit bien peu connoître le cœur humain, pour se former une pareille idée.

Qu'on ne nous vante point l'éloge pompeux du Codicile. Le Marquis connoissoit que l'on se souleveroit contre le legs : c'est ce que signifient ces termes par lesquels cet Acte commence : *On ne doit point être surpris*. Il a voulu faire illusion au Public, en annonçant la vertu de la Demoiselle Gardel : il a cru vainement effacer son indignité ; c'est le contre-poison qu'il a cru nécessaire, & qui nous fait connoître toute la grandeur du mal.

Que prouvent en faveur de la Demoiselle Gardel les témoignages qu'elle a mendies, sinon qu'elle les a surpris par ses artifices ? Que toute la terre parle en sa faveur ; si elle se condamne elle-même, si ses propres Lettres annoncent son crime, sera-t-elle justifiée ? Elle n'a pu se séduire, ni se tromper elle-même : son cœur, livré à une passion criminelle, n'a pu déguiser les mouvements dont elle étoit agitée : son témoignage est dans cette occasion irréprochable ; il n'est plus permis d'en proposer d'autres.

On observera, que si le legs de près de

70000 livres avoit lieu, la Demoiselle Gardel emporteroit seule tout ce qui peut rester dans la succession, les charges acquittées; &, sous le titre modeste de Légataire particuliere, elle seroit véritablement l'héritiere du Marquis.

Mais cette réflexion est surabondante. Le legs ne peut subsister : le crime n'est plus équivoque; la vengeance n'en doit pas être différée. Hé quoi ! la Demoiselle Gardel recevrait-elle une récompense qui n'est due qu'à la vertu ? Quel scandale aux yeux de la Religion ! Celles qui conservent précieusement le sacré dépôt de leur innocence, gémissent souvent dans l'indigence, & celles qui ont violé toutes les regles de la pudeur, revêtues de dépouilles des plus illustres familles, insulteroient à la misere des autres ! Non, non, la souveraine équité de la Cour ne le permettra jamais.

Qu'on cherche à exciter de tendres sentimens pour une fille qui est alarmée pour sa gloire, & qui demande qu'on lui épargne un Arrêt qui seroit un monument éternel de son infamie ; ces images touchantes sont propres sur le théâtre à émouvoir un spectateur qui cherche à devenir sensible : mais on ne connoît point ces foiblesses dans le Sanctuaire de la Justice ; une fausse compassion n'y désarme pas le Magistrat. Il faut que le coupable porte la peine de son crime : c'est une Justice par rapport à lui ; c'est un exemple par rapport aux autres.

Convenons que l'éloquence est d'un grand

80 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
secours à un Avocat. On ne peut pas mieux
la manier , que le fait M^{re}. Cochin. Les
nuances de son coloris sont si vives & si for-
tes, qu'elles frapperoient les esprits les plus
prévenus contre sa Cause.

Voici la réponse de la Demoiselle Gar-
del. Elle a eu deux défenseurs , l'un aux
Requêtes du Palais, & l'autre à la Grand^e-
Chambre *. J'ai fait le corps de ses défenses
de ce qui m'a paru de plus fort dans leurs
plaidoyers.

* M^{re}.
Haart
Avocat ;
M. Bou-
let, à pré-
sent Con-
seiller à
la Pre-
mière des
Enquêtes.
Réponse
de la De-
moiselle
Gardel.

Un legs particulier , que la reconnoissance
du plus important des services a dicté au
Marquis de Béon, & que sa main a tracé
dans un temps où il n'étoit occupé que de
sentiments vertueux & chrétiens, devient
aujourd'hui le sujet de la critique la plus in-
juste & la plus amère. Sa sœur, qu'il a com-
blée de biens par son Testament, ose faire
à sa mémoire la plus mortelle injure, en
voulant que la récompense de la vertu soit
celle d'un crime, dont il a été le complice ;
que la louange qu'il donne dans son Codi-
cile à la sagesse de la Demoiselle Gardel, soit
un encens profane, qu'il ait voulu offrir en
mourant à l'idole de sa passion ; qu'il ait
terminé sa vie par l'hypocrisie la plus mar-
quée, en se moquant de Dieu & des hom-
mes, en jouant le personnage odieux d'un
impie, d'un libertin : voilà le jugement que
la cupidité inspire à la Dame de Beaumont.

La Demoiselle Gardel, enveloppée de
son innocence, n'aura point recours à de
vaines figures pour se justifier, elle parlera
un

un langage simple, mais vrai ; elle prouvera son innocence par les Lettres mêmes, qui sont les seuls titres de son Adversaire. En réunissant ses Lettres avec le Codicile, monument d'une pieuse reconnoissance, elle fera, par leur accord, la plus parfaite démonstration qu'on puisse faire pour confondre la calomnie.

On ne conteste point à la Dame de Beaumont la maxime qui réproouve les libéralités excessives entre personnes qui vivent dans un commerce illicite ; parce qu'il est évident qu'un amour criminel est le motif de ces avantages, & qu'étant souillés de ce principe, ils doivent être proscrits. On juge avec raison, que si le Testateur ou le Donateur eussent été dégagés de la passion qui les captivoit, ils n'auroient pas fait ces libéralités : leurs dispositions sont l'effet d'une volonté maîtrisée, & d'un esprit qui n'étoit pas sain : *Testator non erat sanæ mentis* : le Testateur n'étoit plus à lui-même.

Mais quelque désintéressée que soit par rapport à elle la Demoiselle Gardel à relever l'erreur qui conduit la Dame de Beaumont à étendre injustement cette maxime, on fera voir l'abus qu'elle en fait, afin de montrer qu'elle corrompt les Loix pour satisfaire sa cupidité, & qu'on se tienne en garde contre ses citations. Elle prétend qu'il soit défendu de donner à une fille qu'on a autrefois séduite ; avec laquelle on a rompu tout commerce criminel, soit parce qu'une passion vieillit & s'use à la fin, ou soit par

82 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,

un effet de la grace qui éclaire le libertin, & lui donne la force de sortir de l'abyme où il est plongé.

On ne voit plus, dès que la passion est éteinte, de principe criminel qui infecte la libéralité; on n'y reconnoît qu'un principe de justice, qui porte celui qui fait la disposition, à réparer le tort qu'il a fait à la personne qu'il avoit séduite.

Suivant nos mœurs, dit *Mr. Brodeau* dans le même chapitre 43, sur *M. Louët*, lettre D, où la Dame de Beaumont a puisé les Arrêts qu'elle a cités, *les donations faites à des concubines d'autres choses que de simples aliments, dont toutes sortes de personnes sont capables, ne peuvent subsister; ce qui ne doit avoir lieu dans une fille débauchée par le Testateur ou Donateur, sans que depuis elle ait été sa concubine, à laquelle il peut légitimement donner pour sa dot, & pour le prix de son honneur & de sa pudicité, une somme proportionnée à sa qualité, & y est même obligé en conscience.*

En vain voudroit-on opposer à cette maxime le préjugé de l'Arrêt du 16 Mars 1663, tiré du second tome du *Journal des Audiences*, c. XVIII. Cet Arrêt, il est vrai, condamna une donation universelle, faite par le Concubinaire à sa Concubine dans le contrat de mariage, & il ne laissa subsister que les conventions matrimoniales, la communauté, le douaire, le préciput; mais l'Arétiste nous apprend que dans cette espèce il n'y avoit eu aucun intervalle entre

la débauche & le mariage. Ainsi la donation étoit l'effet de l'empire dont une passion criminelle avoit été le principe.

Un autre principe, sur lequel se fonde la Dame de Beaumont, est encore moins solide : elle prétend qu'il suffit à un héritier d'alléguer le mauvais commerce du Testateur avec sa Légataire, pour être reçu à la preuve testimoniale ; qu'il n'est pas même nécessaire d'être aidé par quelque commencement de preuve par écrit.

L'illusion de cette proposition se présente d'elle-même : on ne présume point en Justice le mauvais commerce ; & lorsqu'il n'en paroît aucun vestige, la règle ne souffre point qu'on fasse dépendre l'honneur & la fortune du Légataire de deux témoins, qui peuvent vendre leurs dépositions. Nul Arrêt qui ait admis la preuve testimoniale sur la simple allégation de l'héritier. Ceux que la Dame de Beaumont cite, n'ont été rendus que sur des présomptions très-violentes, ainsi qu'on peut le voir dans les sources où on a puisé ces Arrêts.

Aussi la Dame de Beaumont prétend avoir des especes de preuves littérales : sur ce fondement, elle soutient qu'elles peuvent être achevées par la preuve vocale.

D'abord, elle demande d'être reçue à prouver que la Demoiselle Gardel a vécu publiquement dans un commerce scandaleux avec le Marquis de Béon.

A-t-on jamais écouté en Justice ces sortes de faits vagues & généraux ? Quand dix

84 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
témoins se réuniroient pour déclarer le fait tel que Madame de Beaumont l'allegue, quelle impression leurs dépositions pourroient-elles faire ? Ne seroit-on pas en droit de leur dire : Sur quoi jugez-vous que le Marquis de Béon & la Demoiselle Gardel ont vécu dans un commerce criminel ? Suffit-il que vous le pensiez ? En avez-vous été les témoins oculaires ? Avez-vous vu du moins ces privautés qui annoncent une vertu mourante, ou déjà éclipsee, & qui ne laissent point douter de l'approche du crime, ou de sa consommation précédente ? Ainsi, cette preuve, quand elle seroit faite telle que la propose la Dame de Beaumont, n'établirait rien.

Il ne lui reste donc pour toute ressource, que les Lettres de la Demoiselle Gardel. Loin que cette Dame puisse en faire l'usage qu'elle prétend, elles établissent quatre vérités, qui démontrent évidemment son imposture ; vérités, qui saisissent également l'esprit & le cœur.

La première, que si la Demoiselle Gardel avoit pour le Marquis de Béon de l'inclination, c'étoit une inclination dégagée de crime, fondée sur la reconnoissance, dont toutes les vues avoient pour but de faire entrer le Marquis dans les voies de la vertu & de la Religion.

La seconde, que si le Marquis n'a pas eu, pendant un certain temps, un amour épuré pour la Demoiselle Gardel, du moins, c'est une justice qu'elle lui rend dans ses

Lettres : il écoutoit les raisons dont elle combattoit sa folle passion. Après avoir quelque temps flotté entre la vertu & le vice, il a enfin cédé à la vertu les droits qu'elle a particulièrement sur le cœur d'un homme bien né.

La troisieme vérité qui frappe, c'est que la Demoiselle Gardel a toujours résisté ; & que cette résistance a jeté les premiers fondemens du retour qu'il a fait sur lui-même, & dont il ne s'est point écarté jusqu'au dernier moment de sa vie.

La quatrieme vérité qui éclate à la vue des Lettres de la Demoiselle Gardel, c'est que la déclaration par écrit du motif & du principe, qui lui a dicté le legs, n'est point un détour qu'il a pris pour faire valoir sa disposition, mais que cette déclaration est sincere dans toutes ses circonstances.

Si ces quatre vérités ne peuvent être méconnues dans les Lettres, de quel œil regardera-t-on la déclamation d'une sœur, qui vient troubler les cendres de son frere, & faire trophée de la calomnie qui le noircit ?

Lisons la Lettre, où on veut qu'elle lui prodigue les termes les plus tendres. Quel usage veut-elle faire de ces expressions ? Elle nous l'apprend. *Tout ce discours va à te dire qu'enfin, mon cher fils, il faut nous convertir, ne point perdre & ne point différer les instans du salut ; plus nous résistons, plus nous sommes coupables, & nous aurons de compte à rendre à Dieu. Ne son-*

geons point à contester les vérités de notre Religion ; trop de foi ne peut nous perdre : cherchons donc à en avoir assez ; rompons les obstacles qui sont entre Dieu & nous , qui sont comme autant de voiles obscurs qui nous aveuglent. Personne ne fait son heure , & l'on attend que l'on soit au lit de la mort , pour faire pénitence. Qu'est-ce qu'un quart-d'heure , dont on ne jouit pas , accablé de mal & de frayeur , pour confesser & réparer tous les désordres de sa vie passée , dont on ne se souvient seulement pas ?

Fais donc réflexion sur cette vie ; tu n'hésiteras pas à retourner à Dieu. Quand tu vivrois trente ans dans la plus austère pénitence , seroit-ce trop pour acquérir le Ciel ? N'aurois-tu pas passé encore plus de temps dans le crime , que dans la vertu ? Dieu a tout fait pour te mettre dans le bon chemin , & t'attirer à lui ; il t'a fait les mêmes graces qu'aux plus grands Saints ; il t'a ôté tout ce qui pouvoit t'attacher à ce monde ; tu n'as ni famille , ni enfants , qui te rendent la vie chere ; il t'a dépouillé de tes biens ; tu as éprouvé les plus noires trahisons des hommes ; les amis mêmes que tu as perdus , & que tu as vu mourir à tes côtés , sont les victimes que Dieu a immolées à ta sanctification : n'est-ce pas te faire des graces infinies , que de te laisser le temps de profiter du malheureux exemple des autres ? La Demoiselle Gardel ne feroit toutes ces réflexions dans sa Lettre , que pour obliger le Marquis à prendre un Directeur qu'elle lui propose.

Quel ouvrage, mon cher fils, que celui de ta conscience! Quand on n'est pas dans la vertu, on est dans le crime.... Je t'ai entendu dire, que tu ne demandois pas mieux; mais que tu ne savois par où t'y prendre; que tu gémissois même de te voir dans l'état où tu étois : il en faut sortir, prendre une ferme résolution, & te mettre en bonnes mains....

Relis ma Lettre plus d'une fois; ne me refuse pas de faire attention à tout ce qu'elle contient, & songe qu'elle part d'un cœur bien pénétré de toutes ces vérités. Ensuite elle dit : Je resterai dans le monde pour faire ce que tu voudras, pourvu que ce soit sans crime. Plus bas, après l'avoir pressé de nouveau à ne point différer sa conversion, elle dit : Si je t'aimois moins, je m'épargnerois tant de soins, & ne songerois, comme bien d'autres, qu'à faire mes affaires, & à t'entretenir dans une folle passion; mais j'abandonne tout. Elle lui indique un Directeur & l'exhorte d'en implorer les lumières : après lui avoir témoigné qu'elle l'aimoit, elle lui dit de réfléchir sur sa Lettre. Elle finit en lui disant, que tous les amis & amies de ce monde nous flattent & amusent; pas un ne donne un conseil sincère & salutaire.

Dans une autre Lettre, elle le loue sur le généreux effort qu'il a fait d'aller trouver le Directeur qu'elle lui avoit indiqué; elle lui dit ensuite : Ce n'est pas une maîtresse qui vous rend heureux; vous m'avez telle qu'il n'y en a point.... Tu verras que la joie de la bonne conscience est la vérité-

ble ; tu croiras posséder tous les biens de ce monde : c'en est déjà un grand , que tu fasses des démarches du côté de Dieu ; les pécheurs , que Dieu abandonne , n'ont aucune facilité , ni la force de sortir du borbier ; ils s'y voient , & y restent : fort bien déplorable !

Dans une autre Lettre , en parlant de l'attachement qu'elle a pour le Marquis , & l'exhortant à achever l'ouvrage de sa conversion , elle lui dit , *qu'elle ne croit pas que , ni un Confesseur , ni un Directeur , la prive d'un commerce innocent ; que la dévotion ne sevre pas de toutes les consolations de la vie. Je pense de façon à ne vous pas détourner du bon chemin. Pourquoi , ajoute-t-elle , ne pourrions-nous pas nous sanctifier ensemble , & nous affermir par de bons exemples ?*

La Dame de Beaumont a empoisonné cet endroit où la Demoiselle Gardel , en exhortant le Marquis de se convertir , lui dit : *Vous n'avez , ni assez de tendresse , ni assez d'estime pour moi , pour me regarder autrement que comme votre maîtresse : ce n'est pas une petite épreuve pour moi. Je suis , dites-vous , incompatible avec de bons sentiments : m'en dût-il coûter la vie , c'est le moins que je voudrois sacrifier pour votre repos temporel , à plus forte raison pour votre repos éternel. On peut dire que c'est un excès de malignité , peut-être sans exemple , que de distiller du poison sur un endroit qui est la plus forte preuve de la vertu de la Demoiselle Gardel. Vous êtes incompatible*

avec de bons sentiments, cela ne veut pas dire autre chose, sinon que vos charmes détruisent malgré vous les bons sentiments que vous voulez m'inspirer. C'est une galanterie du Marquis de Béon, ou si l'on l'aime mieux, le langage de sa passion. On ne peut rien imputer à la Demoiselle Gardel : ce n'est pas sa faute, mais celle de ses agréments.

Il est donc bien évident, que si la Demoiselle Gardel a eu de l'inclination pour le Marquis de Béon, le crime n'y avoit point de part ; qu'elle a fait tous ses efforts pour le mettre dans la bonne voie.

Cette exhortation si vive, qu'elle fait au Marquis ; cette éloquence chrétienne, qu'elle déploie ; ces expressions où elle parle de ce commerce innocent, dont la dévotion ne peut pas la priver ; ce consentement qu'elle donne pour vivre avec le Marquis, pourvu que ce soit sans crime ; tout cela ne prouve-t-il pas que ses sentiments étoient purs ? qu'elle a toujours résisté à la passion du Marquis, qui n'étoit pas épurée ? qu'elle a travaillé à le convertir ? Le Codicile, en rendant témoignage à sa vertu, prouve que son travail a été efficace, & que la conversion a été consommée.

Ce n'est pas un Codicile fait dans la fougue & la fureur d'une passion, mais dans la ferveur d'une conversion récente, cinq jours après la Communion Paschale, à laquelle le Marquis s'étoit préparé avec toute l'attention que demande cet auguste Sacrement ;

90 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,

après avoir passé par les épreuves d'une pénitence rigoureuse.

Dans quelle situation étoit-il , dans le temps de ce Codicile ? Humilié & courbé sous le poids de ses péchés , prêt à paroître devant Dieu , troublé par la crainte de ses Jugemens , il fait sa confession publique , il se déclare coupable d'un crime énorme , d'avoir été plusieurs années sans approcher de nos saints Mystères : crime qui donne droit d'en supposer plusieurs autres. *Si je ne me suis pas confessé*, dit-il, *ce n'étoit pas une petite affaire*. C'est comme s'il disoit : Je ne pouvois pas percer dans les replis obscurs d'une conscience embarrassée ; mes péchés m'effrayoient par leur nombre & leur énormité ; je ne pouvois me résoudre à rentrer en moi-même , où je ne voyois que désordre & que corruption. Il laisse à l'imagination la liberté de lui imputer toute sorte de dérèglements , de le regarder comme un pécheur déterminé , & confirmé dans le crime. Il donne à la Dame de Beaumont une grande facilité d'appliquer à ces paroles son charitable Commentaire. Reconnoît-on là-dedans le langage de la passion ? & n'y reconnoît-on pas même plutôt le langage de la Grace ? Il s'élève au-dessus de la nature , il combat ses répugnances , il approchoit du moment où la mort alloit achever son sacrifice , il ne vivoit plus alors que de la foi : c'est la vérité qui l'éclaire , c'est Dieu même qui l'inspire.

Le Marquis , dans son Codicile , présente avec confiance la Demoiselle Gardel , non

au Dieu de miséricorde, mais au Dieu de justice, & assure que Dieu est trop juste pour lui refuser ses récompenses. Pouvoit-il faire de la vertu un éloge plus grand & plus respectable, puisqu'il prend Dieu à témoin ? A t-on jamais parlé ainsi d'une concubine ?

On osera, après cela, attaquer ce Codicile, le monument de la piété du Marquis ? On prêterà à la passion le langage de la vertu, & on voudra détruire un ouvrage que Dieu lui-même a consacré ?

Unissez encore une fois le Codicile avec les Lettres : de quel poids ne seront-ils pas, se fortifiant mutuellement, & empruntant une force à laquelle la calomnie ne peut résister ?

Ces Lettres ont-elles été écrites avec art ? Rien n'est plus simple, plus naturel, plus naïf. La Demoiselle Gardel se préparoit-elle une justification ? Comptoit-elle qu'elles fussent jamais voir le jour ? A qui étoient-elles écrites ? A celui que la Demoiselle Gardel ne pouvoit tromper, qui étoit le mieux instruit de la qualité de leur commerce ? Lui auroit-elle dit que ce commerce étoit innocent, s'il ne l'eût pas été ?

Dans quelles circonstances, & à quelles occasions, ont-elles été écrites ? Dans le temps que le Marquis alloit prendre un Directeur qui lui auroit défilé les yeux, si on lui avoit fait illusion.

Si la Demoiselle Gardel eût vécu dans le libertinage, auroit-elle inspiré au Marquis

92 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
de prendre un Directeur? Y a-t-il rien de plus effrayant pour une fille libertine, que l'approche d'un Directeur? Un homme, qui par état combat les passions, travaille par son ministère à les détruire, tâche d'inspirer de l'horreur pour le crime & pour la criminelle, est un objet bien odieux pour une concubine. Elle est bien sûre qu'il fera tous ses efforts pour la détruire, pour exciter contre elle du dégoût, de l'indignation. Il faut qu'une fille soit bien rassurée par son innocence, pour se rendre pressante jusqu'à l'importunité, afin d'obliger celui qu'elle aime à se choisir presque malgré lui un Confesseur. Il est impossible de concilier une conduite si édifiante avec l'idée odieuse qu'on veut donner de la Demoiselle Gardel. Avec quel goût, quel discernement, ne conseille-t-elle pas au Marquis de se choisir un Directeur? Elle l'avertit, *que ce choix décide de son salut. Il vous faut quelqu'un*, dit-elle, *qui ne vous rebute point par son excessive sévérité, & qui ne vous perde pas par une lâche condescendance. Le Directeur n'est pas le maître de la Loi : il ne dépend pas de lui de vous affranchir de sa rigueur & de sa sévérité. Tout ce qu'il peut, pour vous faire éprouver que le joug du Seigneur est doux, est d'imprimer dans votre cœur une vive douleur de vos péchés ; & vous appercevrez qu'une pénitence de 30 ans n'est pas d'une trop longue étendue. Cette morale n'est pas sans doute relâchée : ce langage n'est pas bien familier aux concubines.*

Ce n'est pas une question controversée entre les Docteurs de différentes écoles ; & , à l'honneur de notre Religion , la morale sévère , & la morale relâchée , sont d'accord qu'il faut éviter l'occasion prochaine du péché. Ainsi , un Directeur ne peut permettre , ni souffrir , sans prévarication , & sans se déshonorer , qu'un Concubinaire , qui veut se convertir , fréquente sa Concubine. S'il est plein de vigueur , de santé , c'est l'exposer à une rechûte : s'il est malade , languissant , affoibli , la présence de l'objet qui l'a séduit est encore plus dangereuse. L'imagination est de tous les sens celui qui meurt le dernier en nous ; l'affoiblissement des autres lui donne une nouvelle vivacité ; ses fonctions pernicieuses sont de rappeler les idées , de rapprocher les objets , de renouveler le souvenir du passé. Quoi de plus dangereux pour un mourant , que de laisser sous ses yeux une personne avec qui il a eu des familiarités criminelles ! Il faudroit ne pas connoître l'homme , le dérèglement de ses sens ; il faudroit ignorer le caprice de l'imagination ; il faudroit ne pas savoir , que c'est de tous les sens le plus libertin. Les efforts mêmes qu'on fait pour le contenir , ne servent que pour le faire échapper. La Demoiselle Gardel , en inspirant au Marquis de se convertir , & en travaillant à sa conversion , ne prévoyoit-elle pas , si elle eût été concubine , qu'après ce changement elle n'auroit plus de part aux libéralités & aux bienfaits du Marquis ?

Comment comprendre , qu'une concubine , qui veut avoir une récompense de son crime , qui n'a ni legs ni donation en sa faveur , force un homme qui l'aime , à se convertir , à se mettre entre les mains d'un Directeur , qui le défabuse de ses passions , qui le fasse revenir de son illusion & de son ivresse , qui lui reproche sans cesse ses crimes , en les lui remettant sous les yeux ? J'aime-rois autant dire , que l'on a vu une riviere qui remontoit vers sa source , que de dire qu'une concubine soit capable de tels efforts.

D'ailleurs , si la Demoiselle Gardel eût eu les caracteres d'une concubine , la Marquise de Béon , & la Dame de Beaumont , prenant l'empire qu'une femme , une sœur ; ont aux approches de la mort d'une personne qui leur est unie par ces liens-là , n'au-roient-elles pas chassé de la maison la De-moiselle Gardel avec indignité ? Une femme & une sœur ont-elles des ménagements à garder avec la concubine d'un mari & d'un frere ? Se refuse-t-on à la vengeance , quand elle se présente sous le masque de la dévo-tion ? Si la Demoiselle Gardel eût été chas-sée , oseroit-elle demander son legs avec cette note d'infamie écrite sur le front ? Au-lieu de lui faire cette injure , elles se réunirent toutes deux , pour rendre hommage à sa vertu , & la Demoiselle Gardel resta dans la maison jusqu'au dernier soupir du Mar-quis. Quelle violence ne faut-il pas faire à la raison , pour envisager la Demoiselle Gar-del comme une concubine ! Il faudroit sup-

poser le Confesseur prévaricateur ; il faudroit donner à la Dame de Beaumont, & à la Marquise de Béon, un caractère d'une extrême lâcheté & d'une grande indifférence sur le salut du Marquis, jusqu'à braver toutes les bienfaisances.

Voilà des étranges extrémités où l'on est réduit, quand on veut faire passer, aux dépens de la vérité & de la raison, la Demoiselle Gardel pour une concubine. On choque toutes les règles de la vraisemblance.

Revenons à ces Lettres, où l'on veut qu'à travers les sentiments de piété, qui y sont répandus, le libertinage éclate. Toutes naturelles & négligées qu'elles sont, sans fard, sans dissimulation, elles nous mettent parfaitement sur les voies de l'innocence de la Demoiselle Gardel. Si le crime eût été consommé, comme elle ne prévoyoit pas que ces Lettres devinssent publiques, & qu'elle eût cru parler tête à tête sans témoins au Marquis, ne lui seroit-il pas échappé quelques expressions qui nous auroient révélé ses égarements ? Comme elle parloit de l'abondance du cœur, & que ces moments-là sont ceux où l'on s'étudie le moins, en exhortant le Marquis à se convertir, n'auroit-elle pas exprimé qu'ils avoient les mêmes désordres à expier, que la pénitence entr'eux devoit être égale ? Avec un homme qui la connoissoit si bien, en un mot, avec son complice, auroit-elle affecté en lui prêchant la pénitence, de ne pas s'appliquer ces mêmes conseils, puisqu'ils auroient été

96 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
dans les mêmes désordres ? N'auroit-il pas
ri de son orgueil ? Quel fruit auroit eu sa
prédication ? Examinons comment elle par-
le. Lui échappe-t-il la moindre expression,
qui puisse conduire à penser qu'elle ait mené
une vie libertine ?

Il est vrai qu'elle dit en général, *conver-
tissans-nous*. Mais ceux qui prêchent, qu'il
faut se convertir, parlent ainsi : c'est le lan-
gage même des justes, des Saints, qui trou-
vent toujours qu'ils ne menent pas encore
une vie assez pure. La Demoiselle Gardel,
quelque innocente qu'elle fût, ne prétendoit
pas l'avoir été aux yeux de Dieu, qui veut
qu'on purifie le dedans du calice comme le
dehors, que la pureté regne dans notre in-
térieur, & qui ne nous permet pas des pen-
sées & des desirs qui sont contraires à cette
vertu, quoiqu'ils n'aient aucun effet.

En supposant que ces Lettres fussent équi-
voques, de quel droit les empoisonneroit-
on ? Pourquoi donneroit-on à la malignité
le privilege de leur donner un mauvais sens,
lorsqu'on pourroit leur en donner un bon ?
N'est-ce pas là une inhumanité sans exem-
ple, que de faire le procès à une personne,
parce qu'on prend d'un mauvais côté une
phrase qui en a un bon ?

D'ailleurs, toute l'adresse de la Dame de
Beaumont, dans son discours, consiste à dé-
tacher des lambeaux, à les séparer de ce
qui précède, de ce qui suit, & à présenter
ainsi ces morceaux, qui, n'étant plus dans
le lieu où ils étoient enchaînés, n'offrent
plus

plus leur sens légitime. Par exemple, elle emploie ce que la Demoiselle Gardel a dit : *Vous avez en moi une maîtresse*. Elle n'y ajoute pas ce qui suit immédiatement : *Mais vous en avez une en moi , telle qu'il n'y en a point*. Cette phrase toute entière est bien claire, après qu'elle a dit dans ses Lettres : *Je vous aime encore plus que vous ne m'aimez : vous m'aimez pour me perdre ; & moi je vous aime pour vous sauver : je ne vous aime point comme les autres maîtresses , qui entretiennent leurs folles passions , & qui ne pensent qu'à bien faire leurs affaires*. Une maîtresse de cette nature ne mérite pas d'être traitée comme les autres. Si elles éprouvent la rigueur de la Justice, la Demoiselle Gardel mérite d'en être protégée ; puisque la vertu & l'innocence éclatent de toute part dans ses Lettres ; qu'on y lit qu'elle veut vivre sans crime ; que le commerce qu'elle a eu avec le Marquis est innocent, & qu'elle n'a rien à se reprocher : paroles, qui confondent l'imposture ; paroles, qui font triompher l'innocence ; paroles, qui la garantiront des efforts de l'éloquence la plus séduisante ; paroles, enfin, qui feront son bonheur & la consolation de sa vie. Ainsi la Demoiselle Gardel semble être allée au-devant de la malignité, en expliquant le sens innocent dans lequel elle est la maîtresse du Marquis. Elle lui fait ailleurs ce reproche : *Vous n'avez pour moi , ni assez d'estime , ni assez de tendresse , pour me regarder autrement que comme votre maîtresse*. Peut-on,

98 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE ;

après cela, douter de la pureté de ses vues ? Cet endroit même est une démonstration de sa vertu. Si elle se fût rendue aux desirs criminels du Marquis, oseroit-elle lui tenir ce langage ? N'auroit-il pas été en droit de lui dire : Puisque vous avez eu pour moi la dernière foiblesse, comment manqué-je à ce que je vous dois, en vous regardant comme une maîtresse ? Vous m'avez donné vous-même le droit de vous appeller ainsi ; pouvez-vous vous plaindre que j'en use ? Encore une fois, il n'y a qu'une fille pleine d'innocence, qui écrive de la sorte : plus on a d'usage du monde, plus on est pénétré de cette démonstration.

Sur quoi fait-on le procès à la Demoiselle Gardel ? Sur ses Lettres. Elle est donc témoin contre elle-même. Depuis quand partage-t-on ainsi la déposition d'un témoin ? N'est-ce pas une injustice criante d'en détacher ce qui peut servir à la justification de l'Accusé ? Prenez sa déposition dans son intégrité, & son apologie s'offrira à vos yeux.

Vainement conclura-t-on que, parce que la Demoiselle Gardel a dit qu'elle étoit accablée de remords, ils étoient le triste fruit de son crime. Une fille, qui paroît pénétrée jusqu'au fond du cœur de la morale la plus austère, dont elle remplit des pages entières ; une fille qui dit, que *c'est être dans le crime que de ne pas marcher dans la voie de la vertu*, ne peut-elle pas être accablée de remords, en se voyant si éloignée de la perfection ? Est-il nécessaire d'être li-

bertin, pour avoir des remords ? Au contraire, le crime ne parvient-il pas jusqu'à émousser ces aiguillons de la conscience ? Une ame timorée a des remords dans l'innocence : un pécheur déterminé secoue le joug de la synderese. La Demoiselle Gardel témoigne, qu'elle est prête à se jeter dans le Cloître, pour assurer le Marquis de Béon, qu'elle ne fera jamais à d'autres qu'à lui. Paroles, dit la Dame de Beaumont, qui, dans le style du monde corrompu, ne sont pas équivoques. Delà il s'ensuit que, pour les empoisonner, il faut se mettre dans la classe des gens du monde corrompu. Aussi n'est-ce que suivant le jugement du monde corrompu, que l'on est prévenu contre la vertu & l'innocence de la Demoiselle Gardel, qui éclatera, malgré la malignité, dans ses Lettres. Si on y voit des expressions tendres, il faut considérer, que le Marquis ayant pris soin de son éducation, elle lui a parlé ce langage-là dès son enfance ; langage, que lui dictoit sa reconnoissance. On jugera, après toutes les preuves qu'on a rapportées, que si elle a eu une amitié très-vive pour lui, elle n'a pas été incompatible avec sa vertu & son innocence.

On finira cette apologie, en mettant dans son jour la fureur de la calomnie. Elle est allée jusqu'à braver la vérité par un anachronisme évident : elle a prétendu, pour rendre la Demoiselle Gardel odieuse, que le Marquis, pour être plus libre dans le commerce qu'il vouloit entretenir avec elle,

100 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
s'étoit débarrassé de son épouse, & l'avoit
reléguée en Lorraine. Le divorce s'est for-
mé en 1698, & la Demoiselle Gardel est
née en 1700. Comment auroit-elle fait une
passion deux ans avant que de naître ? Il
faudroit donc que le Marquis eût consulté
en 1698 les Destinées, qu'elles lui eussent
appris, qu'il devoit naître dans deux ou
trois ans une fille digne de son amour, qui
seroit ornée des graces & des dons de la na-
ture; que, sur cette idée, le Marquis eût
conçu pout cette fille un de ces amours pai-
sibles & tranquilles, qui donnent le loisir
d'attendre quinze ou seize ans, pour laisser
croître sans inquiétude cette maîtresse futu-
re, jusqu'à ce qu'elle fût en état de ré-
pondre à l'inclination & aux desirs de son
amant. Voilà la réponse que mérite l'im-
posture, démontrée d'ailleurs par la jeu-
nesse qui brille sur le visage de la Demoiselle
Gardel, qui devoit, au-lieu de vingt-cinq
ans qu'elle a, en avoir quarante, suivant
cette hypothèse ridicule.

Il résulte de tout ce qu'on a dit, que la
saine partie du monde, qui n'a rien de com-
mun avec le monde corrompu, sera con-
vaincu par les Lettres de la Demoiselle Gar-
del, qu'elle a toujours conservé son inno-
cence. Les témoignages qu'elle en rend,
ne sont pas suspects, puisque c'est dans une
espece de tête-à-tête qu'elle a avec le Mar-
quis, & que ce sont les titres de l'accusa-
tion qu'on lui intente. On voit dans ces
Lettres une histoire de tout ce qu'elle a

DÉCHUE DE SON LEGS. 101
fait pour opérer la conversion du Marquis;
ses soins, ses travaux, y sont dépeints au
naturel. Quand, après cela, on voit le Mar-
quis converti, reconnoître que la Demoi-
selle Gardel a coopéré à ce grand ouvrage,
& lui faire un legs pour lui payer le tribut
d'une juste reconnoissance, peut-on donner
atteinte à une disposition si respectable d'un
Testateur prêt à paroître devant Dieu, où
il le prend à témoin de la vérité, qui est
l'ame du Codicile, & qui le supplie de met-
tre la dernière main à la récompense de la
Légataire?

Ces raisons si touchantes ne firent aucune
impression sur la Cour : elle crut qu'un
exemple de sévérité étoit nécessaire dans
cette occasion, pour arrêter le cours des dis-
positions inspirées par une passion illégitime.
Voici l'Arrêt.

*LA Cour a reçu la Partie de M^{re}. Cochin Arrêt dé-
incidemment appellante : faisant droit sur finitif.
les Appellations respectives des Parties, a
mis les Appellations, & ce au néant. Emen-
dant, a déclaré le legs nul : en conséquen-
ce, déboute la Partie de M^{re}. Boulet de sa
demande en délivrance; fait main-levée à
la Partie de M^{re}. Cochin des saisies faites à
la requête de la Partie de M^{re}. Boulet. Con-
damne la Partie de M^{re}. Boulet aux dépens.
Prononcé à la Grand'Chambre du Parle-
ment le 4 Mars 1727.*

La Demoiselle Gardel fut surprise, sans
être abattue, de ce coup-là : elle voulut en-

trer dans la voie de la cassation d'Arrêt : elle implora la Justice du Conseil d'en-haut. Trois plumes se consacrèrent à soutenir sa prétention ; celle de M^{re}. Sacy de l'Académie Françoisse pouvoit seule suffire , puisqu'il unissoit la force & la délicatesse du style à la science du Palais.

Je commencerai par l'ouvrage de M^{re}. Sacy. Quelque respect que l'on doive avoir pour l'auguste Parlement qui est le premier du Royaume, dès qu'on se pourvoit contre ses décisions, on est obligé de les qualifier d'injustes. Il est superflu de dire que cette injustice ne réjaillit point sur la personne des Juges ; puisque ceux qui sont les plus éclairés, sont capables, avec les meilleures intentions, de faire une injustice. D'ailleurs, ici le succès de la voie de la cassation est l'apologie de l'Arrêt. Mais la Demoiselle Gardel n'a pu parler autrement, en embrassant le parti de recourir au Roi.

Requête
de la De-
moiselle
Gardel en
cassation
d'Arrêt.

M^{re}. Sacy expose, que la Demoiselle Gardel, flétrie par l'Arrêt qui a été rendu contre elle, & qui lui ôte en même temps l'honneur & les biens, n'a d'autre ressource & d'espérance que dans la souveraine Justice du Roi.

Quoiqu'il importe à l'État & à la tranquillité publique, que les procès finissent, & qu'on mette des bornes à la fureur de plaider ; le mal seroit encore plus grand, si on autorisoit des Arrêts qui auroient manifestement violé les Loix les plus sages, & les principes de la Justice les plus cer-

tains ; parce qu'on renverferoit dans ses fondemens l'autorité royale.

Malgré la prévention qui défend un Arrêt rendu à la Grand'Chambre du Parlement de Paris, on démontrera que l'Arrêt, contre lequel on se pourvoit, blesse les regles les plus inviolables de l'équité.

M^{re}. Sacy, après le récit du fait, dit que cette Cause n'est pas la Cause personnelle & particuliere de la Demoiselle Gardel, mais que c'est la Cause du Public ; que le repos des familles dépend totalement de l'observation des Loix que l'Arrêt a transgressées.

La premiere, c'est que l'honneur, la vie, les biens des citoyens soient en sûreté, en vivant dans l'innocence, & qu'on ne puisse les dépouiller de tous ces dons de la nature & de la fortune, que pour des crimes dont ils seront convaincus par des preuves qui seront plus claires que le jour en plein midi : ce sont les termes de la Loi : *Luce meridianâ clariores*.

La seconde Loi est, que ceux qui débauchent des filles de famille, mineures, soient rigoureusement punis, au moins par des condamnations pécuniaires, qui tiennent lieu, aux infortunées qui ont été séduites, de dédommagement en quelque maniere du préjudice infini que la séduction leur cause.

Si l'on se départ de la premiere de ces Loix, & qu'à la place de ces preuves, plus claires que le jour dans son midi, on mette des conjectures qui paroissent concluantes

104 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
à ceux qui s'en laissent toucher, il n'y a point de citoyen, de quelque état qu'il soit, qui, en vivant suivant les Loix de la sagesse la plus circonspecte, ne puisse être traité & puni comme un malfaiteur, sans qu'il soit besoin de corrompre des témoins pour déposer contre lui. Pourra-t-il se promettre d'être assez heureux, pour qu'il ne se rencontre point de conjectures fortuites, de funestes apparences, des présomptions même, qui conduiront à juger qu'il est coupable d'un crime qu'il n'a point commis? En abandonnant son jugement aux présomptions, on s'expose à opprimer l'innocence, & à faire triompher la calomnie.

Sans en aller chercher des exemples dans les temps les plus éloignés, on en a, depuis moins de trente ans, deux, dont la mémoire se conservera long-temps dans ce Royaume, & dont on ne peut s'empêcher de frémir encore d'horreur quand on y pense : l'un est celui d'Anglade, l'autre de le Brun, qui, tous deux condamnés par différents Arrêts, tous deux justifiés par la découverte des véritables coupables, ont fait voir combien étoit énorme & funeste l'abus de ravir, sur de simples conjectures, à un citoyen, la vie, l'honneur, & les biens.

Dans l'une & dans l'autre de ces affaires, les conjectures paroissent si naturelles & si pressantes, qu'aujourd'hui même que la fausseté en est avérée, on a peine à comprendre comment il se peut faire qu'elles aient été trompeuses.

En vain dira-t-on, que si l'on ne condamnoit que sur des preuves évidentes, on favoriseroit l'impunité des crimes, & l'on feroit la dupe de la précaution que les criminels prennent pour les cacher.

On convient que l'observation de la Loi conduiroit à sauver quelques coupables : mais cet inconvénient a-t-il rien de comparable avec l'affreux péril de s'exposer à condamner un innocent ?

Ici on est allé bien plus loin : on a condamné la Demoiselle Gardel sur les plus foibles apparences, & les plus légers soupçons : on lui ôte l'honneur, les biens, sans forme ni figure de procès, & seulement sur la foi de conjectures aussi incertaines qu'équivoques.

On la déclare convaincue d'avoir vécu dans le libertinage avec le Marquis de Béon. On lui ôte par conséquent l'honneur, le plus précieux de tous les biens. On la dépouille de son legs, dont on la juge indigne. On décide que le Marquis & elle sont adulteres ; ainsi on trouble & remue les cendres d'un mort. En un mot, on fait le procès aux vivants & aux morts, sans faire aucune procédure.

La Marquise de Beaumont, qui sentoît toute la foiblesse des conjectures sur lesquelles elle s'appuyoit, avoit demandé d'être admise à la preuve de l'indignité de la Demoiselle Gardel. Comment la Cour a-t-elle pu refuser d'éclaircir sa Religion par une enquête ?

L'adultere est nécessairement le crime de deux : la Demoiselle Gardel n'a donc pu être jugée coupable, qu'en supposant que le Marquis l'étoit aussi. Or comment juger, légitimement atteint d'un crime, un mort qui est accusé, mais qui n'est point défendu ? Otera-t-on l'honneur aux vivants & aux morts sans aucune instruction civile ni criminelle ? On s'est contenté de les présumer criminels : &, après leur avoir ôté tout moyen de se justifier, on les a condamnés.

Qu'on ne dise pas que l'Arrêt ne fait que simplement débouter la Demoiselle Gardel de son legs, sans exprimer autre chose. Est-ce que cette prononciation, toute simple qu'elle est, ne condamne pas la mémoire du Marquis ? Ne le déclare-t-elle pas convaincu d'adultere, aussi-bien que la Demoiselle Gardel ? Ne lui ôte-t-elle pas également l'honneur & les biens ? Le testament n'étoit point attaqué : il ne s'agissoit entre les Parties, que de savoir si la Légataire étoit indigne de son legs par un concubinage avec le Testateur. Elle est déboutée de ce legs : donc, l'Arrêt déclare le Testateur & elle convaincus d'adultere ; donc, il ravit à la Demoiselle Gardel son honneur & ses biens. Ces conséquences évidentes sont renfermées dans cette simple prononciation de l'Arrêt.

Voyons sur quoi porte cette cruelle condamnation : sur des Lettres de la Demoiselle Gardel.

Premièrement, la quatrième de ces Lettres que la Dame de Beaumont a fait imprimer, n'a point été reconnue par la Demoiselle Gardel; elle n'a donc pu faire aucune foi contre elle suivant l'Ordonnance de 1667, titre XII, Articles V, VI, & VII; & l'Édit de 1664, Articles I, & II.

Secondement, aucune de ces Lettres n'a été contrôlée; &, par conséquent, suivant l'Édit du contrôle du mois d'Octobre 1705, Article CLXXXIII, il n'a point été permis de se servir de ces Lettres contre elle, ni aux Juges d'y avoir aucun égard, sans enfreindre formellement cet Édit, qui prononce la peine de nullité contre les jugements qui contreviendront aux dispositions qu'il contient.

Troisièmement, qu'on lise & relise ces Lettres, on n'y trouvera que des sentiments; & quand ces sentiments seroient accompagnés de desirs, ce qui ne paroît point, elles ne seroient d'aucun usage, si elles ne prouvoient pas que ces desirs ont été remplis & satisfaits.

En effet, le desir n'est en lui-même autre chose qu'un mouvement violent de l'ame, qui la porte vers un objet dont il lui fait regarder la possession comme agréable. Selon qu'on se livre plus ou moins à ce mouvement, qui n'est à proprement parler qu'une tentation, on est plus ou moins coupable devant Dieu : mais de pareils mouvements de l'ame ne sont point sujets au Tribunal des hommes. Dieu seul est le scrutateur des

108 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
cœurs, & ils ne sont Juges que des actions,
parce qu'il n'y a que les actions qui trou-
blent le repos de la société.

Il faudroit donc, pour pouvoir prouver
par ces Lettres un commerce de libertina-
ge, qu'elles exprimassent, non des senti-
ments & des desirs, mais des aveux & des
expressions équivalentes, qui ne peuvent
jamais être employées par une personne in-
nocente.

Ainsi, par exemple, si dans ces Lettres
la Demoiselle Gardel eût témoigné au Mar-
quis de l'inquiétude sur l'état où elle se trou-
voit depuis un temps qui lui donnoit lieu
de craindre que leur commerce n'eût eu
des suites, parce que le Marquis n'avoit
point eu de retenue; telles allarmes ne fai-
sissant point l'esprit d'une personne qui n'a
rien fait de ce qui peut les causer, on peut
les regarder comme une preuve du crime.
Rien n'approche de ces idées-là dans les
Lettres dont il s'agit; on y trouve même
des idées toutes contraires: aussi n'ont-elles
persuadé les Juges, que par le tour malin
sous lequel on les leur a présentées. On les
leur a fait regarder comme le langage d'u-
ne passion qui s'étoit rendue maîtresse du
cœur, & qui n'avoit pu s'en rendre maî-
tresse sans altérer la pureté du corps.

Comprendra-t-on comment ces Lettres
ne fournissant que la trompeuse lueur de
quelques conjectures, les Juges n'aient pas
cherché la lumière d'une enquête?

Il est donc évident qu'on n'a pu, sans

violer toutes les Loix, déclarer la Demoiselle Gardel convaincue d'un commerce de libertinage.

Mais supposons que la Demoiselle Gardel ait vécu & vivoit dans l'adultere, lorsque le Marquis a fait son testament : il faudra , par une conséquence indispensable, qu'elle ait été séduite par le Marquis ; car, à quelques excès que la calomnie se soit portée, elle n'a pas osé dire, que la Demoiselle Gardel se soit oubliée avec quelque autre.

Examinons à présent quel étoit l'état du séducteur, quel étoit l'état de la personne séduite, quelle est la disposition des Loix & des Ordonnances sur de pareilles séductions.

Quel est le séducteur ? C'est un homme d'une grande condition, riche, & presque sexagénaire, parrein de la fille séduite, ami & protecteur de sa famille.

Quelle est la personne séduite ? C'est une fille de famille, mineure, dont le pere avoit une charge considérable dans la Finance. C'est une mineure, qui vivoit sous l'autorité de ses pere & mere, & qui a été élevée dans des Couvents.

Quelle est la disposition des Loix ?

Les Ordonnances ont distingué deux sortes de rapt : le rapt de violence, & celui de séduction. Elles traitent également l'un & l'autre de crime capital, qu'elles punissent de mort. Sans remonter jusqu'aux Loix Romaines *de adulteriis & stupris*, & au titre *de raptu virginum*, il suffira de remarquer que l'Ordonnance de Blois, l'un des

plus respectables fondemens de notre droit public en France, dans l'Article XLIII, veut que ceux qui sont coupables du rapt de séduction, soient punis de mort. Voici les propres termes de la Loi : *Et néanmoins voulons que ceux qui se trouveront avoir suborné fils ou filles mineures de vingt-cinq ans, sous prétexte de mariage, ou autres couleurs, sans le gré, su, ou consentement des peres & meres & tuteurs, soient punis de mort, sans espérance de grace & de pardon, nonobstant tout consentement que lesdits mineurs pourroient avoir donné audit rapt, lors d'icelui, ou auparavant.*

Si plusieurs Parlements se sont relâchés sur la sévérité de cette Loi, il n'y en a point qui ait laissé ce genre de crime impuni. Ainsi l'on voit qu'à Toulouse, en Bretagne, en Provence, ils ont pris pour règle d'ordonner en ce cas la mort, ou le mariage, *mortem aut nuptias*; & que dans les autres Parlements plus doux, ils ont substitué à la peine capitale, ou une peine pécuniaire qui tienne lieu de dot à la fille, ou le mariage, *dotet, aut nubat*. Ils ont cru, que c'étoit encore faire une grande grace au séducteur que de se contenter de lui faire payer le prix de la virginité de la mineure, *pretium delibatae pudicitiae*. Eh! qui n'auroit en effet à trembler pour sa fille, pour sa sœur, & ses plus proches parentes, si elles pouvoient pendant leur minorité être impunément subornées par quiconque seroit assez artificieux pour se pré-

valoir de leur foiblesse? Si on ôte le frein de la peine qu'impose la Loi, les fondements les plus inébranlables de la société seroient renversés par de pareils désordres.

A moins que de vouloir s'aveugler, il est certain, que quand on voudroit imaginer que la Demoiselle Gardel eût été assez fragile pour se laisser séduire, on ne la confondroit point avec les concubines; puisqu'on ne peut pas dire qu'elle ait eu communauté de lit, de table, de maison avec le Marquis, & qu'elle soit dans le cas des Arrêts de M. Louët, qu'on a cités, lettre D, n. 42, où il cite la Pragmatique de concubinis, §. *Publicè autem intelligendi*, & la glose sur le mot *Evidentia*. *Le concubinage*, dit cet Auteur, *est un fait de notoriété; on ne peut pas en cacher la publicité par aucune ruse: c'est un crime continué; par exemple, si quelqu'un a, avec une fille, même lit, même table, même demeure (a)*. Aussi tous les Arrêts qui ont pros crit les dispositions des Testateurs & des Donateurs en faveur d'une fille, sont dans le cas d'un commerce dont le scandale est évident; & l'on défie d'en pouvoir rapporter même dans le cas d'un commerce équivoque.

Il s'ensuit qu'en supposant, aux dépens de la vérité, que, malgré l'éducation & les principes de vertu de la Demoiselle Gar-

(a) *Est notorium facti permanentis quod ita publicè fit quod in aliquo tergiversari non potest, & habet facti continuationem; putà si quis tenet publicè & continuò concubinam in domo, mensà & lecto.*

del, le Marquis eût fait succomber sa pudeur, ce seroit précisément le cas de la séduction d'une fille de famille, mineure, dont on a surpris la vertu dans le temps qu'elle n'étoit point sur ses gardes; ce seroit un excès d'une malignité damnable, de donner à une telle fille le caractère de concubine : il faudroit donc condamner le Marquis à une peine pécuniaire.

Avant l'Arrêt rendu contre la Demoiselle Gardel, elle pouvoit se passer de ces défenses; elles étoient très-inutiles à une personne, qui, parlant le langage de la vérité confirmée par ses Lettres, soutenoit qu'elle avoit toujours été innocente & irréprochable; mais elle se voit à présent obligée de dire que, dès que les Juges se sont déterminés à décider qu'elle avoit vécu dans le crime avec le Marquis, & que par conséquent elle avoit été séduite, ils n'ont pu s'écarter de la Loi qui condamne le séducteur en des peines pécuniaires, & des dommages-intérêts proportionnés à la qualité de la personne séduite.

En un mot, après avoir regardé cette affaire sous toutes les différentes faces dont elle est susceptible, on trouve qu'elle se réduit toute à ce raisonnement qui est invincible. Ou la Demoiselle Gardel n'a point vécu dans un commerce lincencieux avec le Marquis, ou elle y a vécu, ainsi que l'Arrêt le juge contre la vérité. Si elle n'y a point vécu, comme il est vrai, & comme elle l'a démontré, l'Arrêt, qui lui ôte son hon-

honneur & son bien, tombe nécessairement, faute de motif qui le fonde, & parce qu'il viole les Loix qui mettent à l'abri l'honneur & les biens des Citoyens. Que si la Demoiselle Gardel a vécu dans le désordre avec le Marquis, l'Arrêt doit être cassé, parce qu'on doit confirmer le legs, non comme une libéralité à elle faite par le Marquis, mais comme un juste dédommagement, fixé par lui-même, de la subornation qu'il a fait d'une fille de famille, mineure.

Mépriser en ce point les Ordonnances, & autoriser l'impunité des rapt de séduction, c'est sacrifier l'honneur & le repos des familles à la cupidité des plus audacieux; c'est précipiter dans le crime les plus timides, que la rigueur des Loix contient; enfin, c'est mettre le trouble & le désordre dans les familles les plus honnêtes & les mieux réglées.

L'Auteur anonyme du second Ouvrage, qui a été fait pour la Demoiselle Gardel, a pris un autre plan que M^{re}. de Sacy. Il expose que Messieurs les Gens du Roi ayant dit, qu'attendu qu'il y avoit effectivement preuve, non-seulement par les Lettres de la Demoiselle Gardel, mais encore par la déclaration du Testateur dans son Codicile, qu'elle lui avoit inspiré les sentiments de Religion qui l'avoient tourné vers Dieu, & qu'elle l'avoit porté à faire une confession générale & ses Pâques, ce qu'il n'avoit point fait depuis long-temps; elle devoit être rangée dans la même classe que les Confesseurs

Autre
Requête
en cassation de la
Demoiselle Gardel.

& les Directeurs, que les Magistrats sont dans l'habitude de regarder comme incapables de legs de la part de leurs pénitents; de sorte que, sur cet étrange principe qu'il en est d'un ami qui conseille un Sacrement, comme de celui qui l'administre, la Demoiselle Gardel a été condamnée. Son Défenseur, sur le fondement de ce système, se récrie que le Parlement l'ayant jugée incapable, non indigne, lui a ôté son honneur en la faisant présumer indigne, faute d'expliquer le motif de son jugement.

Cette funeste équivoque est un mal incomparablement plus grand pour elle, que la perte de son legs, puisqu'elle lui ravit son honneur : elle le redemande à grands cris à la Justice Souveraine de son Roi.

Voici comme elle prouve que le Parlement n'a point reconnu dans elle d'indignité, mais seulement de l'incapacité. Il n'a pas cru que le Testament ait été suggéré par la Demoiselle Gardel au Testateur; il n'a pas cru qu'elle ait été capable d'un commerce de libertinage avec lui : il reste donc à dire, qu'il n'a pu la condamner que sur le fondement de son incapacité, en la mettant dans la classe des Confesseurs & Directeurs; car il faut nécessairement qu'il ait eu ce motif, dès qu'il n'a pas eu les deux premiers.

Premièrement, il n'a pas cru que le Testament ait été suggéré : le Testament est olographe. *M^{re}. Richard observe, qu'on tient pour maxime indubitable au Palais, que les*

DÉCHUE DE SON LEGS. 115
*faits de suggestion ne sont pas recevables
contre les Testaments olographes.*

D'ailleurs, dès que la Demoiselle Gardel a nié le fait de suggestion, la Dame de Beaumont étoit réduite à le prouver : elle ne le pouvoit faire que par titres & par témoins ; il n'y a pas de milieu à cela.

*Traité des
Donations, p. 3.
chap. 1.
n. 49.*

La preuve n'a pas été faite par titres, puisque la Dame de Beaumont a demandé de la faire par témoins ; ce qu'elle n'auroit pas fait, si les Lettres, qui sont les seuls titres qu'elle ait produits, avoient fait cette preuve.

Au fond, dans les Lettres y a-t-il un seul mot qui ait trait au Testament ? Y voit-on le moindre vestige d'insinuation qui ait un legs pour objet ?

La Dame de Beaumont a abandonné le fait de suggestion, & s'est restreinte au fait de débauche.

Il est donc bien démontré, que la suggestion n'a pas été le motif de l'Arrêt.

Secondement, le fait de concubinage n'a pu se prouver que de trois manieres ; par l'aveu verbal des Accusés, ou l'aveu par écrit ; par la preuve littérale ; ou enfin par la preuve testimoniale. Qu'on en imagine un quatrieme, cela ne se peut.

De ces trois voies de conviction, il faut d'abord écarter les deux premieres. On ne rapporte au Procès, ni aveu verbal, ni aveu par écrit.

Il reste la preuve littérale : il n'y en a point, si elle n'est pas dans les Lettres. Que

H ij

116 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,
faudroit-il pour qu'elle y fût? Que du moins
par induction on vît qu'il y a eu entre les
Accusés des libertés où le corps a eu part :
c'est ce qu'on n'y voit point. Le crime d'a-
dultere, tel que les hommes ont droit de le
punir, gît en fait; il faut qu'il apparaisse,
qu'on ait passé des intentions à l'effet, des
sentiments du cœur à l'action.

Au contraire, on voit clairement dans
ces Lettres, que la Demoiselle Gardel n'a pas
voulu commettre le crime : elle dit qu'elle
est prête à lui donner les plus fortes affu-
rances de sa tendresse, *pourvu que ce soit
sans crime.*

D'ailleurs, on n'a fait aucune instruction
juridique : le Parlement est trop religieux
observateur des Loix, pour condamner un
Accusé sans forme ni figure de procès.

Il s'ensuit que la Demoiselle Gardel n'a
pu être regardée que comme incapable, à
la forme de la disposition de l'Article 131
de l'Ordonnance de 1531, dont voici les
termes : *Nous déclarons toutes dispositions
entre vifs, ou testamentaires, qui seront ci-
après faites par les Donateurs, ou les Tes-
tateurs, au profit de leurs Tuteurs, Cura-
teurs, Gardiens, Baillistres, & autres leurs
Administrateurs, ce qui comprend les Mé-
decins, les Chirurgiens, les Confesseurs, les
Directeurs, être nulles & de nul effet &
valeur.*

Non-seulement on n'a pas dû compren-
dre la Demoiselle Gardel dans cette dispo-
sition de l'Ordonnance, en l'interprétant

contre elle; mais l'avoir fait, c'est avoir empiété sur un droit sacré & réservé aux Souverains: ils ne l'ont jamais communiqué à personne, ce droit de leur Souveraineté.

A nous seuls est réservée, disent les Empereurs Romains, l'Interprétation des Loix; & pour faire cette fondion, il faut seul exercer l'empire. Qui, dit l'Empereur Justinien, peut dévoiler des enigmes des Loix, que le seul Législateur, qui, étant l'auteur de la Loi, en est le seul interprete? (a)

Louis XIV a été si jaloux de ce droit, que, regardant comme une espece d'attentat sur sa souveraine Autorité, l'entreprise de ses Cours d'interpréter ses Loix, son premier soin, en tête de son Ordonnance de 1667, a été de leur défendre expressément, & de déclarer qu'en cas de doute, ou de difficulté sur quelques Articles des Ordonnances, Edits, Déclarations, & Lettres-Patentes, Sa Majesté entendoit qu'on eût à se retirer par-devers Elle, pour apprendre ce qui seroit de son intention.

Ce n'est donc qu'au Roi dans son Conseil d'en-haut qu'il appartient d'interpréter cet Article 131 de l'Ordonnance de François I, & de déclarer si l'intention de cet auguste Législateur a été, qu'une fille, qui

(a) *Interpretationem nobis solis & oportet & licet inspicere. Leges interpretari solo dignum esse imperio oportet. Quis Legum anigmata solvere & omnibus aperire idoneus esse videbitur, nisi is cui soli Legislatorem esse concessum sit, tam conditor, quam interpres Legum solus Imperator? Lege 1. Cod. de leg. & constit. princip. Leg. 2. & ult. Cod.*

318 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE ,

rappelleroit l'idée de Dieu à un homme qui sembleroit vouloir l'oublier & le lui faire oublier avec lui , doive être punie de cette action , & qu'on puisse la priver du legs que cet homme rentré dans lui-même lui feroit par estime pour sa vertu. La maxime paroît nouvelle : toute la France a les yeux élevés vers le Trône , & attend ce que Sa Majesté va prononcer.

Voilà sur quoi principalement l'Auteur anonyme fonda la cassation de l'Arrêt.

Le troisieme Ouvrage consacré à la défense de la Demoiselle Gardel pour le Conseil , est une déclaration hérissée de passages des Peres de l'Eglise : c'est un Prédicateur renforcé , qui se déchaîne indécemment contre M^{re}. Cochin. Quand on voit au bas de l'Ouvrage le nom obscur de celui qui a prêté son nom à une plume emportée , on se demande quelle proportion entre cet Agresseur , & M^{re}. Cochin ? Comment s'est-il flatté d'en obscurcir le mérite ? Surpris & étonné , on jette un regard de pitié sur un tel Adversaire. L'Auteur ne marche que par sauts & par bonds , & il emploie des figures qui gâtent son discours , au-lieu de l'orner. On peut proposer ce Mémoire comme un modele du mauvais style (a).

(a) Voici un échantillon qui fera juger du mérite de l'Ouvrage : *Les Confreres de Maître Cochin le condamneront pour avoir brisé dans sa fureur une de ces phioles fatales , qui renferment chacune sept plaies , contre le Testateur , contre la Légataire , contre le Directeur , contre la Religion , contre la vérité , contre le vraisemblable , & contre lui-même ; les voilà bien tous*

La Demoiselle Gardel n'eut pas le bonheur d'être écoutée au Conseil d'en-haut, où elle s'étoit pourvue.

Comme le Public a vu avec plaisir dans le I. Tome la Lettre d'une Dame sur l'Affaire du faux Caille, & qu'on a avoué que cet Ouvrage brilloit du feu le plus pur du bon-sens, j'ai pensé qu'on feroit le même accueil à cette Lettre, qui est de la même main, sur l'affaire de la Demoiselle Gardel.

A MONSIEUR ***.

„ Le sort de Mademoiselle Gardel, triste exemple de la sévérité du Parlement, m'a extrêmement attendrie. Ses Lettres ont fait tout son crime : dorénavant, celles qui voudront surprendre les libéralités d'un Amant, se garderont bien de lui écrire des Lettres tendres ; ou, si elles lui en écrivent, elles

Lettre
d'une Da-
me sur ce
Procès.

sept. Il poursuit : *Quel bonheur, que le raisonnement, les faits, & l'évidence, puissent guérir fix de ses plaies ! celle qui est échue à Mre. Cochin, est incurable.* page 13. Il s'écrie dans son emportement : *Enfonçons l'impof-
sible jusques dans le centre de la honte,* page 22. Que répondre à un homme qui a de si belles figures à son commandement ? Il faut se contenter de dire avec Balzac, qu'on doit désespérer du salut de sa raison. Il s'érige en Théologien, page 25, dans la distinction qu'il fait du péché mortel d'avec le vénial : après cela il sauve théologiquement le péché mortel à la Demoiselle Gardel. Il appelle à son secours saint Thomas, saint Grégoire, saint François de Sales, & plusieurs autres saints Docteurs. En un mot, ce mémoire, bigarré de traits, de passages, de figures, ressemble à un Ouvrage du Barreau, comme le jour ressemble à la nuit.

auront grand soin de les retirer. Le célèbre Avocat de Madame de Beaumont donne à cette Demoiselle toutes les allures d'une concubine : ses Défenseurs soutiennent que sa vertu épurée a fait une résistance héroïque aux attaques les plus pressantes du Marquis de Béon. Evitons tous ces excès. Je me trouve dans l'équilibre nécessaire pour bien juger ; c'est grand dommage que la capacité me manque. Tout coup vaille, je vais hazarder mon jugement.

„ La Demoiselle Gardel s'est dépeinte au naturel dans ses Lettres : elle n'étoit point contrainte, elle s'exprimoit naïvement, elle étaloit ses sentiments sans aucune défiance, ne prévoyant pas que ses Lettres devinssent jamais publiques. Que voit-on dans ses Lettres ? Des expressions très-tendres, très-passionnées : *Si mon amour vous est cher, mon cher fils, vous devez être content de votre Lolote, qui ne respire que pour vous. . . . J'étois fâchée des visites qui ne me quittoient pas, quand ce n'auroit été que pour goûter le plaisir d'un entretien sans témoins. Quand nous verrons-nous ? Quand pourrons-nous assurer mon petit Ami, que sa Lolote a pour lui une vivacité, une tendresse inexprimable ?*

„ On ne déracinera jamais cette injuste prévention, qui est contre mon sexe dans le cœur des gens du beau monde. Dès qu'ils voient une Lettre de ce caractère, ils font faire bien du chemin à celle qui l'a écrite : sans aucun autre examen, ils veulent voir son crime sur son front. Mais la prévention

est ennemie de l'équité, & ne doit point servir de règle.

„ Dans les autres Lettres de la Demoiselle Gardel, c'est un mélange de tendresse & de dévotion : la Demoiselle Gardel vouloit concilier sa passion avec la piété ; car il faut convenir qu'elle avoit un fonds de religion : les efforts qu'elle a faits pour faire entrer le Marquis dans la bonne voie, & le succès qu'elle a eu, sont des preuves qui ne sont pas équivoques. Voici donc le tableau de la Demoiselle Gardel : elle avoit tout à la fois dans le cœur un amour violent pour le Marquis, & des sentiments de piété. Comment accorder tout cela ? Le plus habile Négociateur ne sauroit réunir des intérêts si opposés. On ne dira pas que sa passion pour le Marquis étoit feinte : la sincérité de ses sentiments de dévotion fait juger de la sincérité de sa passion ; elle exprime l'une & l'autre naïvement. On ne peut pas la soupçonner d'être intéressée, quand elle inspire au Marquis de prendre un Confesseur qui dérangerait tous ses projets de cupidité, si elle en avoit formé : mais ayant une passion si vive dans le cœur, nourrie depuis plusieurs années, s'est-elle rendue aux desirs du Marquis ? Car il faut, dès qu'on se mêle de juger ce Procès, creuser & approfondir ce mystère. Ses Lettres fournissent-elles des preuves de sa fragilité ? La pudeur, qui est le partage de notre sexe, ne nous abandonne jamais absolument. Je ne parle pas de ces personnes qui n'en connois-

sent que le nom, & qui sont l'opprobre du sexe. Si une femme, emportée par sa passion, lui immole sa pudeur, elle la rappelle après le sacrifice. Dans les Lettres les plus passionnées, on ne révèle guères ses dernières foibleesses, quand on les a eues : mais il échappe des termes qui nous trahissent, où un habile déchiffreur, qui a un grand usage du monde, ne se méprend point. Voyons un commerce de Lettres tendres. Celles qui ont précédé la défaite, sont d'un style bien différent de celles qui l'ont suivie : quoiqu'il n'y ait aucun aveu dans les dernières, les sentiments y sont rendus sans ménagement. On a inspiré une passion en cachant la sienne ; on change de méthode, on ne peut plus dérober son amour, on croit entretenir celui qu'on a allumé, en découvrant tout celui qu'on ressent. Les expressions familières, les petits noms qu'on se donne, prouvent encore qu'on n'a eu aucune réserve.

„ Il faut convenir que, dans les Lettres de la Demoiselle Gardel, il n'y a point de terme significatif : elle ne dit point, comme la Présidente Ferrand dans sa troisième Lettre au Chevalier de Breteuil : *Helas ! je n'ai plus cette douce consolation ; tout ce que j'ai fait contre mon devoir, contre la raison, se présente sans cesse à moi ; & ailleurs dans sa xxxi. Lettre, en parlant de son mari : Quelle cruauté, d'être obligée de voir ce qu'on hait, en quittant ce qu'on aime ! Comment me présenterai-je à ses yeux ! Il me ramène la crainte & la pudeur que vous aviez*

écartées. Une femme n'écrit point de ce style, quand elle ne s'est pas oubliée. Elle écrit dans sa xxxvii. Lettre encore plus clairement, quand elle parle des bras de l'amour.

„ La Dame, dont Boursaut nous a rapporté plusieurs Lettres, dans l'onzième, où elle parle du départ de son Amant, dit, que *sa réputation & son devoir, & quelques foibles restes de vertu, qui de temps à autre lui reprochent l'irrégularité de sa conduite, lui ont fait presque envisager ce départ avec plaisir : mais que, de près, ce départ lui semble horrible ; & que la réputation, le devoir & la vertu même, sont des obstacles qui sont aisément surmontés par l'amour*. Il ne faut pas consulter l'Oracle, pour deviner que des femmes, qui tiennent ce langage, ont succombé. Nous ne voyons rien de pareil dans les Lettres que nous examinons : nous y voyons un cœur tendre, passionné ; nous n'y voyons rien de plus. Le Chevalier **, avec qui je me suis entretenue là-dessus, dont vous connoissez le discernement, m'a dit qu'il ne seroit pas pourtant tout-à-fait la dupe de ce que dit la Demoiselle Gardel, lorsqu'elle consent à un amour sans crime : elle dit cela dans des intervalles de dévotion. Ce pouvoit être, poursuivit-il, une résolution qu'elle avoit formée nouvellement ; car elle parle ailleurs des remords qu'elle a éprouvés. Mais enfin, si cet endroit n'est pas convaincant en faveur de la persévérance de sa vertu, du moins il n'est pas contre elle.

„ Sur quoi donc lui pouvons-nous faire son Procès ? Nous n'avons pas un commerce de Lettres suivi : ainsi nous ne pouvons pas voir le commencement, le progrès, & le dénouement d'une passion. Nous n'avons que quatre Lettres : il y en a trois, qui sont autant consacrées à la dévotion qu'à l'amour, où cette Demoiselle paroît dévote & amoureuse de bonne-foi. La quatrième Lettre n'est pas toute remplie de tendresse : la Demoiselle Gardel y parle d'une affaire d'honneur qui regardoit sa famille. On pourroit dire qu'elle a déployé sa tendresse pour gagner le Marquis, parce qu'elle avoit besoin de son crédit.

„ Voici donc sur quel fondement a porté sa condamnation. Elle a une passion vive : elle prodigue au Marquis des petits noms, des termes familiers : elle exprime toute sa tendresse. A la vérité, on ne voit rien qui puisse nous faire juger qu'elle ait fait le dernier sacrifice. Nous avons une forte conjecture, fondée sur une passion de plusieurs années, durant le cours de laquelle elle a été attaquée sans doute une infinité de fois par le Marquis, c'est-à-dire, par un homme très-passionné, & très-versé dans l'art de séduire une jeune personne. Elle étoit abandonnée à elle-même, sans expérience, & elle avoit dans le cœur une passion qui étoit d'intelligence avec le Marquis : elle s'exposoit souvent, librement, volontairement au danger. Cette conjecture est forte ; mais après tout, c'est une conjecture. Au pis al-

ler, nous ne verrons pas là-dedans une concubine, mais simplement une fille séduite, & qui se relève de sa chute. Aussi le Public a pensé qu'on auroit dû lui payer le legs, comme le prix de la séduction : il a envisagé le Codicile comme un témoignage de la piété & de la reconnoissance du Marquis; Codicile qu'on devoit respecter. Le Parlement a jugé autrement : l'Oracle a parlé. Mais si ces Magistrats rigides, blanchis dans le Barreau, auprès de qui le sexe coupable ne trouve point grace, avoient été mêlés avec des Magistrats plus jeunes, & par conséquent moins sévères, la rigueur de l'Arrêt n'auroit-elle point été tempérée, ainsi que le fut le jugement des Requêtes du Palais ?

J'ai cru qu'il falloit placer ici, comme dans son lieu naturel, une Déclaration du Roi, concernant le rapt de séduction, du 22 Novembre 1730. Elle a été rendue pour abolir les usages introduits à cet égard dans plusieurs Parlements.

L O U I S, &c.

Toutes les Ordonnances, qui ont été faites par les Rois nos Prédécesseurs, pour prévenir, ou pour punir le rapt de séduction, ont eu principalement en vue d'affermir l'autorité des peres sur leurs enfans, d'assurer l'honneur & la liberté des mariages, & d'empêcher que des alliances indignes par la corruption des mœurs, encore plus que par l'i-

Déclaration du Roi concernant le rapt de séduction.

126 LÉGATAIRE PRÉSUMÉE INDIGNE,

négalité des conditions , ne flétrissent l'honneur de plusieurs familles illustres , & ne devinssent souvent la cause de leur ruine. C'est par des traits si marqués , que les Loix ont pris soin de caractériser ce genre de crime , qu'elles ont appelé rapt de séduction. Et comme la subornation peut venir également de l'un & de l'autre côté , & que celle qui vient du sexe le plus foible , est souvent la plus dangereuse ; les Ordonnances n'ont mis aucune distinction à cet égard entre les fils & les filles , & elles les ont assujettis également à la peine de mort , selon que les uns, ou les autres, seroient convaincus de la subornation. Telle est la disposition de l'Article XLII. de l'Ordonnance de Blois. La Coutume de Bretagne, réformée peu de temps après cette Ordonnance , s'y conforma dans l'Article 477 ; & s'il restoit quelque doute sur le sens de cet Article , c'étoit par les Ordonnances postérieures , que les Juges en auroient dû expliquer la disposition. Nous savons cependant que, par un ancien usage contraire au véritable objet des Ordonnances , & même de la Loi municipale, on a confondu en Bretagne tout commerce criminel avec le rapt de séduction ; & l'on y a donné un si grand avantage à un sexe sur l'autre , que la seule plainte de la fille qui prétend avoir été subornée , & la preuve d'une simple fréquentation , y sont regardées comme un motif suffisant pour condamner l'Accusé au dernier supplice. Mais cet excès de rigueur est bientôt suivi d'un excès d'indulgence : sur la

Requête de la fille, qui demande à épouser celui qu'elle appelle son suborneur, & sur le consentement que la crainte de la mort arrache toujours au condamné, un Commissaire du Parlement le conduit à l'Eglise les fers aux pieds, pendant que la fille est en liberté. C'est là que, sans publication de bans, sans le consentement du propre Curé, sans la permission de l'Evêque, & par la seule autorité du Juge séculier, se consomme un engagement, dont la débauche a été le principe, & dont les suites presque toujours tristes ont rendu cette Jurisprudence odieuse à ceux mêmes qui la suivent, sur la foi de l'exemple de leurs peres. Nous apprenons d'ailleurs, qu'il y a d'autres Parlements, dont l'usage ne diffère de celui du Parlement de Bretagne, qu'en ce que le mariage, ordonné par la Justice, y prévient, & y empêche la condamnation de l'Accusé, au-lieu qu'en Bretagne il ne fait que la suivre. Mais plus cette Jurisprudence a fait de progrès dans une partie considérable de notre Royaume, plus nous sommes obligés d'en retrancher l'excès, & de le renfermer dans ses véritables bornes. Nous le devons à la sainteté de la Religion, pour empêcher qu'on n'abuse d'un grand Sacrement, en unissant deux coupables par un lien forcé, sans observer les solemnités prescrites par les Loix de l'Eglise & de l'Etat. Nous ne le devons pas moins à la conservation de notre autorité, qui est blessée par une Jurisprudence, où les Juges, exerçant un pouvoir dont nous nous sommes privés nous-mêmes

mes, font grace à celui qu'ils ont regardé comme coupable d'un crime que les Loix déclarent irrémissible. Enfin, le bien public & l'intérêt des familles réclament notre secours contre un usage, qui donne souvent lieu d'appliquer la peine de la séduction à celui qui a été séduit, & la récompense à la séductrice : en sorte que, contre l'intention des Loix, une sévérité apparente ne sert qu'à donner un nouvel appât au crime, & qu'au-lieu que le véritable rapt de séduction doit mettre un obstacle au mariage, la débauche à laquelle on donne le nom de rapt, devient un degré pour y parvenir. C'est par des considérations si puissantes, que nous jugeons à propos de déférer aux représentations que les Etats de notre Province de Bretagne nous ont faites sur ce sujet ; & que nous nous portons d'autant plus volontiers à leur donner cette nouvelle marque de notre protection, que ce sont eux qui auront l'honneur de nous avoir excité par leurs vœux à faire le même bien aux autres Provinces, où le même abus s'est introduit.

A ces Causes, &c.

I. Les Ordonnances, Edits, & Déclarations des Rois nos Prédécesseurs, qui concernent le rapt de séduction, notamment l'Article XLII. de l'Ordonnance de Blois, & la Déclaration du 26 Novembre, seront exécutés selon leur forme & teneur dans toute l'étendue de notre Royaume, Terres, & Seigneuries de notre obéissance. Ordonnons en conséquence, qu'à la Requête des Parties in-

intéressées, ou à celle de nos Procureurs-Généraux, & de leurs Substituts, le Procès soit fait & parfait, suivant la rigueur des Ordonnances, à tous ceux & celles qui seront accusés d'avoir séduit & suborné par artifices des fils, ou filles, & même des veuves, mineurs de vingt-cinq ans, pour parvenir à un mariage à l'insu, ou sans le consentement des peres & meres, tuteurs, ou curateurs, & parents, sous la puissance & autorité desquels ils sont.

II. Voulons que ceux & celles, qui seront convaincus dudit rapt de séduction, soient condamnés à la peine de mort, sans qu'il puisse être ordonné qu'ils subiront cette peine, s'ils n'aiment mieux épouser la personne ravie, ni pareillement que les Juges puissent permettre la célébration du mariage, avant ou après la condamnation, pour exempter l'Accusé de la peine prononcée par les Ordonnances; ce qui aura lieu, quand même la personne ravie, & ses pere & mere, tuteur, ou curateur, requerroient expressément le mariage.

III. Les personnes majeures, ou mineures, qui, n'étant point dans les circonstances ci-dessus marquées, seront seulement coupables d'un commerce illicite, seront condamnées à celles peines qu'il appartiendra, selon l'exigence des cas; sans néanmoins que les Juges puissent prononcer contre elles la peine de mort; si ce n'est que par l'atrocité des circonstances, par la qualité & l'indignité des coupables, le crime parût mériter le dernier

suppliee : ce que nous laissons à l'honneur & à la conscience des Juges, qui ne pourront, en aucun cas, décharger l'Accusé de la peine de mort, sur la condition, ou sur l'offre faite par les Parties de s'unir par les liens du mariage : le tout ainsi qu'il est porté par l'Article II. de notre présente Déclaration sur le rapt de séduction.

Voulons au surplus, que toutes les Ordonnances, Edits, & Déclarations qui concernent le rapt de violence, & particulièrement toutes celles qui ont été faites sur les solennités nécessaires pour la célébration des Bans, & sur la présence du propre Curé, soient exécutées, & inviolablement observées, suivant leur forme & teneur.

Si donnons en Mandement, &c.

Cette Déclaration a été enregistrée au Parlement de Bretagne, & aux Parlements où l'abus s'étoit introduit.





J U G E S

PRÉVARICATEURS

P U N I S.

SI la dispensation de la Justice est la plus noble fonction de la Divinité, elle suppose aussi dans le Juge des qualités éminentes, une droiture inflexible, un cœur qu'on ne peut corrompre, point d'acception de personnes, une ame inaccessible aux passions qui pourroient la troubler, des lumieres supérieures. Voici les qualités que Dieu demande dans les Juges : *Choisissez des Juges, qui soient puissants en vertu & en crédit, & qui craignent Dieu, qui aiment la vérité, & qui haïssent l'avarice (a).* Rien n'est plus estimable, plus respectable, qu'un tel Juge : rien n'est plus digne de mépris, que celui qui a les vices contraires. Si sa dignité inspire de la vénération, sa personne fait naître de l'horreur : pendant qu'on salue la robe extérieurement, on déteste intérieurement celui qui en est revêtu. Il avilit enfin tellement sa charge, que ; tout élevé qu'il est, on le dégrade intérieurement, & on le

(a) *Provide autem de omni plebe viros potentes, & timentes Deum, in quibus sit veritas, & oderint avaritiam.* Exod. 8. 2.

met dans le dernier rang. Si les plus glorieuses récompenses de la vertu sont dues au parfait Magistrat, le plus profond mépris est réservé à l'ignorant, & le châtement le plus sévère devoit être destiné au prévaricateur.

Ainsi le pensoit Cambyse, Roi de Perse, qui punit un Juge prévaricateur, en le faisant écorcher tout vif, & couvrant son Tribunal de sa peau, sur laquelle il fit asseoir son fils, comme son successeur, afin que ce terrible châtement étant toujours présent à son esprit, il ne fût pas tenté d'imiter son pere.

On sera sans doute effrayé du châtement des Juges de Mantes, qui, guidés par la passion, condamnerent à mort, avec précipitation, & en violant toutes les formalités, un Gentilhomme, qui, dans l'ordre judiciaire, devoit être renvoyé absous de l'accusation qu'on lui avoit intentée.

J'ai hésité long-temps, si je donnerois au Public l'histoire de cette Cause. L'événement, à la vérité, est singulier, & entre par conséquent dans mon dessein : mais les Mémoires qui ont été faits dans cette grande affaire pour ou contre, sont embrouillés, & peu satisfaisants pour l'ordre, la méthode, & le style ; le Rédacteur de ces Mémoires s'est tellement négligé, qu'il n'est guères plus clair & plus méthodique. On voyage dans une forêt sombre, où l'on ne voit le jour que d'espace en espace. Loin de venir à mon but, qui est celui de plaire à mon

Lecteur & de l'instruire, j'ai craint de l'ennuyer, sans qu'il s'instruisît, & de lui faire jeter à terre l'ouvrage par une espece de dépit. Pour me garantir de cette disgrâce, & éclaircir cette matiere, j'ai retranché tous ces moyens vagues, qui ne portent aucune lumiere dans l'esprit; je n'ai dit que ce que j'ai bien entendu; je l'ai rendu suivant ma façon d'écrire, & ma maniere de juger; & j'ai sacrifié tout ce qui ne pouvoit qu'embarraffer mon Lecteur. Me défiant encore de mon travail, je l'ai soumis aux lumieres des connoisseurs, & j'ai mis à profit leurs avis.

Charles Goubert des Ferrieres, qui fut la victime de Juges passionnés, étoit un Gentilhomme d'une ancienne extraction. Il avoit passé sa jeunesse dans le service. Il étoit Cornette en 1636. Il fut ensuite Capitaine de Cavalerie. Il quitta le service, pour être Garde de la Manche du Roi. Il exerça ce noble emploi pendant 5 ou 6 ans. Il étoit Seigneur des Ferrieres, de la Paroisse de Saint-Cheron, & en partie de celle de Villeneuve. Il avoit trois enfans, Claude qu'on appelloit de Saint-Cheron, Genevieve & Catherine.

Il n'étoit pas sans vices: on lui a reproché avec fondement des actions qui n'étoient pas propres à le faire canoniser. On estimoit pourtant son discernement. Quand des Gentilshommes avoient quelque différend sur le point d'honneur, ils s'en rapportoient à ses décisions.

Quelque soin qu'on ait pris après coup de vouloir justifier le Sieur de Saint-Cheron, & Genevieve sa sœur, on a raison de croire qu'ils ont eu l'un pour l'autre une passion incestueuse, & qu'ils ont consommé le crime, puisqu'ils en ont été accusés & condamnés, sans qu'ils aient réclamé contre ce Jugement. C'est un désagrément pour un Historien de ce Procès, de ce que les supplices infamants du frere & de la sœur, & les actions du pere, qui ne sont guères louables, alterent & affoiblissent la compassion qu'inspire sa triste destinée. On a beau dire que les crimes sont personnels : l'infamie des enfants réjaillit sur le pere. Joint à cela, qu'on vient d'observer que la réputation du pere n'étoit pas sans tache. Mais la réputation de Catherine, sa seconde fille, étoit entiere. Ainsi, étant chargée de l'opprobre du supplice de son pere, elle a mérité la compassion du Public.

Le Sieur des Ferrieres vivoit dans une grande familiarité avec le Sieur Ferret, Vicaire de Villeneuve, ils mangeoient souvent ensemble. On diroit qu'à la Campagne les liaisons que l'on contracte, soient plus familiares, & même plus étroites. On y pratique des malices innocentes : l'on y permet des divertissements, qu'on ne souffriroit pas à la Ville. Les Catons mêmes s'humanisent, & s'oublient comme les autres.

Le Vicaire alla un matin en Carnaval en 1692, chez le Sieur des Ferrieres : il entra dans sa cuisine ; il n'y trouva qu'une vieille

Servante qui filoit , ayant le dos tourné au feu. Elle lui apprit que son Maître étoit à la chasse. Il apperçut une petite marmite , où l'on avoit mis un bouilli : il la prit , la mit sous sa soutane , & l'emporta sans rien dire , & sans que la Vieille eût vu son larcin. Le Sieur des Ferrieres arriva une heure après , environ sur le midi. Il demande d'abord à dîner. La Vieille , qui n'avoit point encore découvert le tour qu'on lui avoit joué , fut bien surprise quand elle vit que sa marmite étoit disparue : elle dit , comme Madame Pernelle dans le Tartuffe :

Je suis toute ébaubie , & je tombe des nues.

Elle dit à son Maître , qu'elle avoit mis le pot au feu , & qu'il falloit que le diable fût venu par la cheminée , & eût emporté la marmite , en s'en retournant par le même chemin. Le Sieur des Ferrieres alla d'abord au but ; il demanda si le Vicaire n'étoit pas venu ; & ayant appris que celui-ci l'avoit demandé : Ne cherchons point , dit-il , un autre voleur ; il me la payera. Il étoit d'autant plus piqué , qu'ayant gagné une faim dévorante , son estomac étoit de moitié de l'injure.

On a cru que , pour user de représailles , il avoit , avec son fils , engagé Marie Menu , nouvellement mariée à Adrien Aumont , à voler au Vicaire sa provision de salé , de sel , & de beurre , un Dimanche du Carnaval , le matin , pendant le service qu'il faisoit à

l'Eglise. Elle a dit qu'elle avoit passé par une fenêtre de la maison du Vicaire : mais on a prétendu qu'elle avoit rompu le mur ; ce qui fut le prétexte du Jugement, qui déclara le cas prévotal. Il rendit sa plainte par-devant le Sieur le Beuf, Lieutenant-Criminel de Mantes, qui lui accorda la permission d'informer, & même de publier un Monitoire, ce qu'il fit.

Marie Menu, effrayée, fit porter par sa tante au Vicaire, pour l'appaiser, 25 francs : l'affaire fut par-là assoupie, quoiqu'on eût fait une information.

En 1695, le Sieur Bourret, Procureur du Roi, accusa le Sieur de Saint-Cheron d'avoir enlevé sa cousine-germaine, d'en avoir eu des enfants, d'avoir engrossé sa sœur, d'avoir supprimé tous ces fruits de ses crimes, & de plusieurs vols faits dans le pays, dans lesquels étoit compris celui qu'on avoit fait au Vicaire. Il fit porter cette affaire à la Maréchaussée, à cause de la circonstance du vol fait avec effraction. (a)

Le Sieur de Saint-Cheron fut décrété & arrêté. Genevieve des Ferrieres fut aussi décrétée, & s'évada. La compétence fut jugée le 27 Juin, & le même jour, à cause de la déposition de Marie Menu, qui avoit chargé le Sieur des Ferrieres le pere, il fut décrété & arrêté. On rechercha sa vie & ses mœurs, on le mit au creuset. Il déclina la

(a) Suivant l'Ordonnance, les cas non prévotaux, dont un Accusé d'un cas prévotal est chargé, sont jugés prévotalement. Ordonnance de 1673, titre 11, article 23.

Jurisdiction ; parce que , dit-il , il étoit Gentilhomme : mais il ne persista point , puisqu'il se prêta à l'instruction que l'on fit. Quelque envie que l'on eût de le faire mourir , le Procureur du Roi n'osa pas pousser la passion plus loin , qu'à des conclusions à un bannissement perpétuel ; & les Juges n'osèrent pas aller plus avant , qu'à une condamnation à un plus amplement informé pendant trois mois. Ils ordonnerent cependant qu'il fût élargi. Ce temps-là étant expiré , il n'eut pas la précaution de présenter sa Requête , & de demander qu'il fût renvoyé absous , attendu qu'il n'étoit survenu contre lui aucune charge. Cette négligence lui fut funeste ; elle fut mise à profit par des Juges animés contre lui , & acharnés à sa perte.

A l'égard du Sieur de Saint-Cheron , il fut condamné aux Galeres perpétuelles. Il ne réclama point , comme on l'a dit , contre son jugement : il s'attacha seulement au Conseil à faire commuer sa peine dans un bannissement perpétuel , qui emportoit également la mort civile , & il réussit. Genevieve des Ferrieres fut condamnée par contumace au bannissement perpétuel.

Le Sieur de Saint-Cheron , étant entré dans le service , vint dans la paix voir son pere à Saint-Cheron ; & , pour n'avoir pas gardé son ban , il subit le supplice de la potence le 10 Septembre 1698 , & on attachà son corps vis-à-vis la porte du Sieur des Ferrieres à un arbre par le cou , & le mi-

lieu du corps avec des chaînes de fer & de gros cloux rivés, afin qu'on ne le pût pas détacher. Voilà le spectacle que l'animosité de ces Officiers, colorée de la Justice, offrit par un raffinement de cruauté à ce pere infortuné.

Martin de la Barre, Fermier du Domaine, fit saisir réellement la Terre de Saint-Cheron pour une amende de 1000 livres, à laquelle le fils du Sieur des Ferrieres avoit été condamné. On disoit que le Procureur du Roi étoit la caution du Fermier : le bail judiciaire de cette Terre fut de 130 livres, quoiqu'elle eût été affermée plus de 1000 livres.

Les Terres du Sieur des Ferrieres étoient à la bienséance de plusieurs Officiers de la Maréchaussée : ils comptoient de s'en rendre adjudicataires.

Comme le Sieur des Ferrieres n'étoit pas tenu des dettes de son fils, il appella, le 13 Septembre, de la saisie réelle au Parlement. Il alluma par cet Appel la fureur des Officiers de la Maréchaussée qui s'étoient déclarés contre lui : quelques-uns d'entr'eux avoient déjà eu avec lui depuis long-temps des discussions d'intérêt, qui avoient jetté dans leurs cœurs des semences d'aversion.

On reprit, sur le prétexte de nouvelles charges, le Procès contre lui. Comme il prétendit qu'il n'avoit pu être jugé prévôtalement, il se rendit appelant au Parlement, du dernier Jugement rendu contre lui, & de la nouvelle instruction. S'il eût

été bien conseillé, il se seroit pourvu au Grand-Conseil, qui juge les compétences des Présidiaux & des Maréchaussées.

Il fit assigner le Procureur du Roi & le Greffier, & les prit à partie. Ces Officiers comparurent le 21 Novembre, le Prévôt & l'Assesseur furent dans la suite aussi pris à partie.

Quoiqu'après cela on dût suspendre la procédure, on décréta pourtant le Sieur des Ferrieres. Une troupe d'Archers l'arrêta dans son Château : ses meubles, ses papiers furent mis au pillage; on le traîna par le chemin dans les boues; on le maltraita; on le menaça de l'attacher à la queue d'un cheval, parce que ce vieillard, âgé de 82 ans, n'alloit pas assez vite. On publioit à haute voix, qu'il auroit la même destinée que son fils. On le mit dans le plus sombre de tous les cachots. Bien loin d'attendre de la passion qu'elle s'affujettisse aux regles, il en faut craindre les derniers excès.

Cependant, le Parlement rendit un Arrêt le 26, qui ordonnoit que le Procureur du Roi & le Greffier, qui avoient comparu, en viendroient avec M. le Procureur-Général. Autre Arrêt deux jours après, qui ordonna qu'on apporteroit au Greffe de la Cour les charges & les informations. Cet Arrêt fut signifié au Prévôt, au Procureur du Roi, & au Greffier, qui n'obéit point.

Alors le Procureur du Roi, qui prévint sa condamnation, changea de Tribunal, & du Parlement passa au Grand-Conseil. Sur

une simple Requête, il obtint un Arrêt le 7 Janvier 1699, qui portoit que le Jugement de compétence de la Maréchaussée seroit exécuté, sans avoir égard à la procédure faite au Parlement; qu'il seroit passé outre, sauf à l'Accusé de se pourvoir par les voies de droit. Cette réserve, qui lui fut accordée, fut causée que le Procureur du Roi lui cela l'Arrêt, comme s'il ne devoit pas voir qu'il ne pouvoit pas se prévaloir de cet Arrêt contre l'Accusé, dès qu'il ne le lui faisoit pas signifier, & qu'il ne pouvoit pas rendre inutile la voie de droit que l'Arrêt ouvroit à l'Accusé.

La procédure fut continuée. Le Sieur des Ferrieres refusa de répondre, alléguant les Arrêts qu'il avoit obtenus au Parlement, & protestant de n'être pas justiciable de la Maréchaussée. Le Prévôt lui déclara qu'on lui feroit son procès comme à un muet volontaire. Le Procureur du Roi paroissoit le plus passionné contre l'Accusé. Il avoit dit hautement, dans toutes les occasions qui s'étoient présentées, en parlant du Sieur des Ferrieres : *Il faut qu'il nous reconnoisse pour Juges, qu'il se désiste de ses poursuites, & de l'appel de la saisie réelle de sa Terre, & on le laissera sortir : sinon, la pelote grossira, & on le pendra comme son fils, après lui avoir fait son procès comme à un muet volontaire.*

Quand l'instruction fut faite, le Procureur du Roi fit signifier son Arrêt du Grand-Conseil le 20 du mois de Janvier, non pas

à l'Accusé, mais à Feugeres son Procureur au Parlement, qui, par un zele louable, fit aussi-tôt présenter une Requête au Grand-Conseil, qui fut répondue d'une Ordonnance de *viennent* *, & qui fut signifiée le lendemain de Procureur à Procureur. Mais ce fut ce jour-là même que l'iniquité se consumma.

* *C'est une Ordonnance qui renvoie à l'Audience.*

Le Sieur Petit, Rapporteur, qui passoit pour un esprit des plus pesants, parut pourtant extrêmement vif. Vingt-quatre heures après qu'il fut chargé du rapport, par une espece de miracle, il se trouva prêt. Il est vrai que, se défiant de ses forces, il avoit emprunté du secours. Le 23, il s'étoit rendu dans un cabaret à Limay auprès de Mantes, avec le Prévôt, l'Assesseur & le Greffier; ils l'instruisirent si bien, qu'ils le mirent en état de faire son rapport. La passion donne de l'activité aux esprits les plus pesants. Le Sr. Motet, l'un des Juges, étoit à peine au-dessus d'un imbécille : depuis quinze ans on ne comptoit plus sa voix. On n'appella point le Lieutenant-Général qui étoit à Mantes, & en parfaite santé. On redoutoit ses lumières & sa droiture. Les Juges appréhendoient tellement qu'il ne leur vînt des ordres de Paris pour surseoir le Jugement, qu'ils le précipiterent.

La perte du Sieur des Ferrieres étoit résolue. Les principaux auteurs de cette intrigue détestable sont, le Prévôt, l'Assesseur, le Procureur du Roi, & le Greffier. Leur parti étoit pris avant qu'ils sortissent

* Tite-
Live, Dé-
cad. I.

de leurs maisons, & l'on peut dire avec un ancien Historien, qui s'éleve contre des Magistrats corrompus, * *Judicium de domo fuerat allatum*, le Jugement fut apporté tout dressé. Voilà l'exemple de la plus insigne corruption. Ils avoient engagé les autres Juges à favoriser leur cupidité, qui dévorait les Terres de Villeneuve & de Saint-Cheron.

On alla éveiller le 21 de grand matin le Sieur de Vathone, Conseiller; mais il se défendit d'être Juge, parce qu'il étoit Censitaire du Sieur des Ferrieres. On appella Mre. Gilles Champagne, & Mre. Chambellan, Avocats, pour faire le nombre nécessaire de sept Juges.

Mre. Champagne étoit Juge du Seigneur à qui la confiscation des biens du Sieur des Ferrieres appartenoit. Mre. Chambellan étoit un Élu accusé de prévarication; & on avoit depuis peu informé contre lui, de l'autorité de la Cour des Aides.

Voilà les reproches que l'on faisoit à ces deux Avocats.

Ce même matin à onze heures, le Procureur du Roi reçut une Lettre de Monsieur Hennequin, Procureur-Général au Grand-Conseil. Voici la Lettre.

Monsieur le Procureur du Roi,

Comme on s'est plaint à moi d'une dureté extrême qui est exercée envers un Gentilhomme fort avancé en âge, en le retenant dans

des cachots pour un sujet très-médiocre, j'ai cru, n'y ayant que vous de Partie, que vous pourriez me rendre un compte exact de cette affaire. C'est pourquoi, la présente reçue, vous m'informerez du sujet de sa détention, & de la qualité des crimes qui vous ont porté à exercer envers lui une si grande rigueur. Il me semble, que pour l'intérêt de la Justice & la sûreté de sa personne, il eût suffi de le retenir dans vos prisons : mais on prétend qu'on en veut plutôt à son bien qu'à lui-même, & que cette rigueur extraordinaire ne tend qu'à l'obliger à vendre une petite Terre qui fait l'objet de l'envie des Officiers de la Maréchaussée. Ce que je ne puis aisément presumer, jusqu'à ce que je vous aie entendu ; car on ne peut penser que des Officiers abusent de leur autorité jusqu'à ce point. Cependant je prie Dieu qu'il vous tienne en sa sainte garde, & suis,

Monsieur le Procureur du Roi,

Votre Confrere & Ami,
HENNEQUIN.

Cette Lettre auroit dû imposer à la violence de la passion du Procureur du Roi, s'il avoit pu écouter la raison. Il écrivit à M. Hennequin, que l'Accusé étoit sur la sellette, & qu'il donneroit bientôt quittance des miseres de ce monde. Il lui rendit compte des motifs spécieux du jugement de mort : il n'avoit garde de lui dire les véritables.

Lorsque l'Accusé fut interrogé sur la sel-

Jugement
de la Ma-
réchauf-
fée de
Mantes,
qui con-
damne le
Sieur des
Ferrie-
res, ren-
du le 21
Janvier
1699.

lette, il réitéra ses protestations : il demanda un délai de trois jours, pour faire signifier un Arrêt qu'il avoit obtenu ; mais on ne l'écouta point, on le jugea. *Il fut déclaré atteint & convaincu du crime de vol avec effraction ; pour réparation de quoi & des autres cas mentionnés au Procès, il fut condamné à être pendu en place du marché, ses biens acquis & confisqués à qui il appartient ; sur iceux préalablement pris la somme de 500 livres d'amende envers le Roi : Marie Menu condamnée au fouet : &, attendu sa grossesse, sursis à la prononciation & exécution du Jugement à son égard jusqu'après son accouchement ; pendant lequel temps elle garderoit prison.*

On remarqua des traits d'indécence & d'inhumanité dans le Prévôt & l'Assesseur : le premier alla quérir le Bourreau ; le second eut tant d'empressement pour avancer le supplice du Sieur des Ferrières, qu'il fit faire la potence dans sa cour, & fournit le bois nécessaire pour cela. Le Charpentier lui paroissant trop lent dans l'ouvrage, il quitta sa robe, & prit la scie pour lui aider. Il dit alors à une personne qui plaignoit la destinée de l'Accusé : *Il ne se trouve pas bien condamné, qu'il en appelle aux Apôtres(a) ;*
je

(a) On appelle, dans la Jurisdiction Ecclésiastique, un Appel *ad Apostolos*, lorsque, du dernier degré de Jurisdiction, on appelle au Pape, qui nomme alors des Commissaires qui doivent, suivant nos libertés, être choisis en France,

je le ferai bien danser dans deux heures.

Comment ces Juges passionnés espérèrent-ils se dérober à la Justice? Comment ne prévirent-ils pas que leur iniquité ne pouvoit échapper à la pénétration des Juges, que leurs biens & leur honneur feroient un commun naufrage, & qu'ils seroient l'objet de l'horreur de tout le monde & de la postérité? Ne falloit-il pas qu'ils eussent un bandeau bien épais sur les yeux? Tel est celui que nous met la passion, quand elle est excessive.

Ils ne garderent pas la proportion de la peine dûe au degré du crime qu'ils supposoient dans les Accusés : le Sieur des Ferrieres fut condamné à une peine capitale pour un larcin peu considérable : & Marie Menu, qui avoit déclaré qu'elle avoit commis le vol, fut seulement condamnée à la peine du fouet; encore fut-elle sursise, attendu sa grossesse; ce qu'on n'observe qu'à l'égard des peines capitales auxquelles les femmes sont condamnées : mais je crois que les Juges peuvent pour une moindre peine, sans être blâmés, accorder dans le cas d'une grossesse cette surséance, qui a pour principe la même humanité qui fait surséoir l'exécution dans le cas d'une peine de mort.

Quand on conduisit l'Accusé au dernier supplice, un air d'innocence, répandu sur une belle physionomie, faisoit tout le monde. Le Prévôt & l'Assesseur, dont la fureur étoit peinte sur le visage, les suivoient dans la foule : ils sembloient annoncer qu'ils

étoient ses véritables Bourreaux. Ils étoient chargés de l'indignation publique, tandis que cet infortuné Gentilhomme étoit l'objet de la compassion universelle. Ce qui fut cause que le Public n'envifageoit que des Bourreaux dans ces Officiers, c'est que le Bourreau lui-même paroiffoit attendri, & faire son office à regret. Un Marchand de Mantes, nommé Baudet, fut si frappé de voir le Sieur des Ferrieres accompagné d'un Confesseur, & escorté du Bourreau qui lui tenoit par un bout sa funeste cravate, qu'il se fit dans lui une terrible révolution : il perdit l'usage de ses sens, & mourut quatre heures après.

Dans le temps que le Capucin, Confesseur du Sieur des Ferrieres, le préparoit à la mort, l'Assesseur impatient s'approcha, & dit au Religieux : *Mon Pere, dépêchez-vous ; il est assez préparé.* Le Confesseur a déposé cette circonstance dans l'information qui fut faite à Mantes, de l'autorité des Requêtes de l'Hôtel.

Le spectacle du supplice d'un Gentilhomme, qu'on croyoit innocent, dont les Juges avoient juré la perte, & lui avoient fermé la porte du Tribunal supérieur, perça le cœur de tout le monde. On étoit surpris & effrayé tout ensemble, quand on voyoit que la passion étoit montée sur ce Tribunal avec l'injustice, & que l'innocence étoit opprimée dans un asyle qui devoit être inviolable.

Catherine de Goubert se pourvut au Conseil d'Etat, où elle mit dans tout son jour

l'injustice du Jugement qui avoit condamné son pere à mort. Elle demanda des Juges, devant lesquels elle pût agir pour justifier la mémoire du Sieur des Ferrieres par les voies prescrites par les Ordonnances, & pour poursuivre le Jugement de la prise à partie contre les Officiers de la Maréchaussée de Mantes, & même de toutes celles qu'elle formeroit contre ceux qui avoient assisté au Jugement du 21 Janvier dernier, & pour obtenir des dommages & intérêts. Elle demanda que la procédure extraordinaire fût apportée au Greffe de la Jurisdiction, à laquelle Sa Majesté attribuerait la connoissance de cette matiere; & qu'on ordonnât, que par les mêmes Juges il seroit informé du vol, de l'enlèvement des effets & papiers du Sieur des Ferrieres. Elle déclara qu'elle s'en rapportoit à Sa Majesté de statuer ce qu'il lui plairoit contre les Officiers de la Maréchaussée, & les Avocats qui avoient assisté au Jugement, pour la peine de leur prévarication évidente.

Le Roi fut frappé du placet de la Demoiselle des Ferrieres : il en parla à M. de Boucherat, Chancelier, qui fit examiner l'affaire par Messieurs Courtin de Ribeire, Fourcy, & de Harlay, Conseillers d'État. Sur le rapport que ces Messieurs en firent, M. le Chancelier envoya à Mantes un Huissier de la Chaîne (a), chargé de ses ordres. A

(a) Les Huissiers de la chaîne sont des Officiers qui portent les Ordres du Roi & de M. le Chancelier. Par exemple, quand le Roi veut reléguer un Parlement

peine fut-il arrivé dans cette Ville, qu'il se rendit au Greffe. Il montra au Greffier sa chaîne d'or, comme la marque de son pouvoir : il la passa autour du poignet, il mit le scellé sur toutes les armoires, & fit sortir le Greffier, ferma la porte, & apposa le sceau sur la serrure, & défendit d'y toucher, à peine de la vie. Il alla ensuite chez le Président le Maire de Nesmond, chez les Sieurs Manoury, Prévôt; le Tourneur, Assesseur; Petit & Moret, Conseillers; Boret, Procureur du Roi : il leur montra sa chaîne d'or, & leur dit de se rendre dans un cabaret du fauxbourg avec le Greffier, où il leur diroit les ordres du Roi. Ils s'y rendirent : il leur annonça le voyage qu'ils devoient faire à la Cour.

Le lendemain, il les fit partir dans deux carrosses sans aucune escorte. Dès qu'ils furent arrivés à Versailles, il les consigna dans un cabaret, en attendant qu'il leur eût intimé les ordres de la Cour. Il vint leur dire une heure après, qu'il falloit qu'ils comparussent pardevant M. le Chancelier.

Le Président de Nesmond fut le premier qui se présenta : tous les Juges, le Procureur du Roi, le Greffier, étoient en robe,

dans quelque Ville, l'Huissier de la chaîne se rend dans les Chambres où Messieurs sont assemblés; &, en passant sa chaîne d'or autour de son poignet, ou autour de son cou, il leur dit : *Le Roi, mon Maître & le vôtre, vous ordonne à chacun de vous rendre chez vous, vous y trouverez les ordres de Sa Majesté.* Chaque Conseiller trouve chez soi la Lettre de cachet, qui lui indique le lieu où le Parlement est renvoyé.

à la réserve du Prévôt. Le Président de Nesmond approcha, en faisant plusieurs révérences. M. Boucherat lui dit d'un ton haut & sévère : Qui êtes-vous ? Ce Magistrat humilié répondit, qu'il étoit le Président Nesmond du Présidial de Mantes. Comment, reprit M. le Chancelier, avez-vous osé condamner au dernier supplice un Gentilhomme innocent, vous qui avez la réputation d'être intègre ? Le Président voulant se justifier, il lui imposa silence, en disant : Retirez-vous, on vous rendra justice.

Le Prévôt parut ensuite, à qui M. le Chancelier reprocha son ignorance & son injustice criante. Comment, lui dit-il, avez-vous eu le front de vous revêtir de la charge de Prévôt, vous qui êtes le fils d'un Meunier ? Le Prévôt répondit, que son frere avoit possédé la même charge, & que sa famille n'avoit pas voulu la perdre. Belle famille ! se récria M. Boucherat. Il lui ordonna de se retirer. Il accabla de reproches l'Assesseur, & s'éleva contre son inhumanité.

Le Procureur du Roi, qui vit à ce début, que l'air du Bureau n'étoit par pour les Juges de Mantes, crut qu'il falloit écarter le Greffier, qui, voulant se justifier, pourroit les charger, & révéler leurs mystères d'iniquité. Il lui donna un rouleau de lous, & lui dit : Sauve-toi, si tu peux. Le Greffier fut assez heureux de pouvoir s'évader, étant secondé par des personnes officieuses. Le Sieur Petit, Rapporteur du Procès ; & le Sieur Moret, passèrent en revue.

M. le Chancelier reprocha au premier son ignorance, & au second son imbécillité. Il demanda au Sieur Petit, par quel prodige il étoit parvenu dans si peu de temps à s'instruire d'un procès chargé de tant de procédures? Il dit au Sieur Moret, que la nature, qui lui avoit refusé le sens-commun, lui avoit défendu d'être Juge.

Enfin, le Procureur du Roi, tout déconcerté, vint à son tour. Ce fut alors que M. le Chancelier, enflammé d'une juste colere, ne ménagea point les termes. Il le traita de frippon, de prévaricateur, & dit qu'il étoit d'autant plus coupable, qu'il étoit homme d'esprit. Vous avez, poursuivit-il, assassiné ce pauvre Gentilhomme par un esprit horrible de vengeance & de cupidité. Il ordonna qu'on le conduisît à Paris, & qu'on le mît dans un cachot à la Conciergerie. Toutes ces mercuriales donnerent lieu à ces Juges de penser qu'on avoit donné à M. le Chancelier des Mémoires fideles sur leur compte.

Cette scene étoit tout à la fois singulière & terrible. Des paroles foudroyantes, qui sortoient de la bouche de l'Oracle de la Justice, en jettant ces Magistrats coupables dans la consternation, leur annonçoient des châtimens proportionnés à leurs crimes. Eux, qui inspiroient le respect & la crainte, dans leur Tribunal, à toute une Ville, glacés de frayeur, étoient l'objet du mépris de tout le monde. Grand exemple, qui apprend aux Juges que l'abus de leur pouvoir les dégrade tellement, qu'il les met au-des-

sous des personnes les plus méprisables ; & quoiqu'ils aient entre leurs mains le glaive de la Justice, pour en user contre les criminels, ils y sont soumis eux-mêmes, & sont punis dès qu'ils en font un usage injuste.

Le Roi renvoya le procès à Messieurs des Requêtes de l'Hôtel, afin qu'ils donnassent leurs avis au rapport de M. Maboul, l'un d'entre eux ; ce qu'ils firent le 7 Mars : & le 14, le Roi, conformément à cet avis, ordonna qu'il seroit expédié des Lettres de révision du Procès criminel fait au Sieur des Ferrieres, adressées aux Juges des Requêtes de l'Hôtel, qui seroient tant en quartier que hors de quartier, pour juger en dernier ressort. Sa Majesté ordonna encore, qu'il seroit procédé extraordinairement par les Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, si le cas l'exigeoit, à la Requête du Procureur-Général de ce même Tribunal, à la poursuite & diligence de la Demoiselle des Ferrieres, contre le Prévôt, les Officiers, & Gradués, qui avoient assisté au Jugement du Procès, le Procureur du Roi, & le Greffier de la Maréchaussée & autres ; attribuant aux Juges des Requêtes de l'Hôtel toute Jurisdiction & connoissance en dernier ressort, l'interdisant à toute autre Cour & Juges : & même Sa Majesté donna pouvoir aux Maîtres des Requêtes de l'Hôtel de juger les prises à partie contre les Juges de Mantes & les Gradués qui avoient assisté au Jugement ; ensemble l'Appel de décret par eux décernés, de faire & parfaire le Procès aux

coupables, au rapport du Sieur Maboul, commis à cet effet pour faire toutes les instructions nécessaires.

Voilà les prévaricateurs exposés aux yeux pénétrants de la Justice. Voilà des coupables qui ne peuvent se soustraire à la peine qui leur est due, en se réfugiant même dans les défenses les plus spécieuses. Ils ne devoient point espérer de faire illusion à des Juges éclairés, qui, étant accoutumés à démêler les artifices des coupables, sont à l'abri de la surprise. Ils ont dû trembler, quand même ils auroient été munis de la plus grande hardiesse.

Les Lettres de révision furent enrégistrées aux Requêtes de l'Hôtel, deux jours après qu'elles furent expédiées.

Moyens
de la De-
moiselle
des Fer-
rieres
contre le
jugement
de la Ma-
réchauf-
sée de
Mantes.

La Demoiselle des Ferrieres exposa ses moyens, dont on a déjà senti la force dans le récit du fait. Voici à peu près comme elle s'expliqua.

Il est étrange que la corruption ait pu gagner sept Juges, qui ont condamné injustement à mort un Gentilhomme vénérable par sa vieillesse. Des Juges, qui doivent être l'espoir de l'innocence, en sont les oppresseurs. Ne diroit-on pas, que comme la Justice a ses Juges, l'iniquité a les siens? Les premiers font triompher l'innocent, les seconds le font succomber : les premiers sont supérieurs à leurs passions, les seconds en sont les esclaves : les premiers exercent le Jugement de Dieu même *, les seconds, ceux du monde corrompu.

* Quia
Dei Judi-

On a violé toutes les regles, & on a usé d'une extrême précipitation dans la condamnation du Sieur des Ferrieres. Vainement les Juges prétendent-ils se justifier de leur cupidité, en disant qu'on n'établit point qu'ils brûlassent du desir de se rendre Adjudicataires des Terres de Saint-Cheron & de Villeneuve du Sieur des Ferrieres : il n'y a qu'une passion aveugle qui ait porté les Juges à s'affranchir des formalités indispensables de la Justice. Dès qu'il est certain qu'ils ont été guidés par la passion, nous devons trouver celle qui les a tyrannisés, parce qu'il n'est pas possible que tant de personnes puissent cacher long-temps le mystere de leur iniquité. Quelle meilleure voie peut-on trouver, dès qu'on est convaincu qu'ils ont agi par ce principe, que de suivre le jugement public ? C'est ici que la voix du Peuple est celle de Dieu, parce que le Peuple pense, dans cette occasion, comme la plus saine partie du monde. Or, suivant cette voix, ils ont sacrifié leur devoir au desir de posséder ces deux Terres. Que gagneront-ils d'ailleurs à prouver qu'ils n'ont pas brûlé de cette cupidité qu'on leur impute ? S'ils en ont été exempts, il faut nécessairement qu'ils aient été conduits par une autre passion, du moins aussi odieuse, puisqu'elle a été le motif d'une si grande injustice : qu'ils nous disent eux-mêmes quelle est cette passion ? Car, encore une fois, dès qu'ils ont enfanté une pareille injustice, elle ne peut être que l'ouvrage de la passion :

cium est.
Deute-
ron. c. 1.
vers. 36.

ainsi ils ne se justifieroient point, en montrant que le Public s'est trompé dans la cupidité qu'il leur a attribuée.

Venons aux vices énormes de leurs procédures, qui sont les monstres que leur iniquité a produits.

Ils ont voulu être Souverains dans cette partie, ils ont supposé que le cas étoit prévôtal, ils prétendent que cela est décidé par un Jugement de compétence en 1695; & lorsqu'ils ont repris le Procès, Marie Menu, qui s'est accusée du vol, dit qu'elle étoit entrée par la fenêtre : le vol n'a donc pas été fait avec effraction : on n'a pas fait un trou dans le mur, puisque celle qui a fait le larcin, est entrée par la fenêtre : le cas prévôtal du vol fait avec effraction, est donc détruit.

S'ils n'eussent pas été Souverains, ils n'auroient pas réussi dans le dessein qu'ils avoient formé d'immoler à leur passion le Sieur des Ferrieres, qui auroit trouvé dans un Tribunal supérieur des vengeurs de son innocence opprimée.

Secondement, le Sieur des Ferrieres, condamné à subir un plus amplement informé pendant trois mois, esluie le même Procès au bout de trois ans : il n'étoit point pourtant, dans l'exacte vérité, survenu des charges pendant les trois mois. Il est vrai qu'il n'avoit point présenté de Requête au bout de ce temps-là; mais sa négligence ne pouvoit pas lui être fatale, parce que les Juges ne pouvoient pas, pour donner lieu aux

nouvelles charges prétendues, proroger le délai, auquel ils avoient borné celui où l'instruction se pouvoit faire. On donne de l'étendue aux voies favorables, mais jamais aux voies rigoureuses. L'absolution étant tacitement prononcée, s'il ne survenoit point contre l'Accusé de nouvelles charges pendant trois mois, on n'a pas pu rétracter une absolution prononcée sous une condition qui a été accomplie.

Car, au fond, quelles sont les nouvelles charges survenues depuis trois ans? Ce sont des preuves fabriquées par les Officiers de la Maréchaussée. Daret, le Greffier, a corrompu Babau, accusé d'avoir pillé la Garrenne du Sieur des Ferrieres, & décrété. Son témoignage n'est-il pas une pure récrimination? N'est-ce pas le langage du mensonge, dicté par la vengeance? Un reproche si fort ne fait-il pas tomber cette déposition?

Marie Menu fait une déposition différente en 1698, de celle qu'elle a faite en 1695. Elle se déclare l'auteur du vol, quoiqu'elle ne l'eût point dit alors. Qui ne voit qu'on lui a dicté son témoignage, qu'on a acheté à prix d'argent? On lui a promis qu'elle ne couroit aucun risque; on lui sauve son supplice, attendu le prétexte de sa grossesse : on fit venir le Sieur Moyencour, Médecin, dans la prison, qui certifia qu'elle étoit malade, afin qu'on la mît dans un Hôpital, d'où elle auroit facilement trouvé le moyen de s'évader. Elle se plaignit

lorsqu'on la constitua prisonnière : elle dit que ce n'étoit pas là ce qu'on lui avoit promis.

On a observé que le Sieur des Ferrieres, qu'on disoit complice du crime, étoit condamné à une peine capitale, tandis que Marie Menu, l'auteur du crime, n'étoit condamnée qu'au fouet.

En supposant le Sieur des Ferrieres coupable de ce petit vol, usâ-t-on jamais d'une pareille rigueur, que celle de condamner à une peine de mort un semblable criminel ? Mais il suffisoit qu'on lui imputât le moindre crime : dès qu'il étoit envisagé à travers la passion qui grossit les objets, c'étoit un crime énorme.

Un pareil vol, en supposant toujours que le Sieur des Ferrieres, qui en est innocent, y eût participé, ne devoit-il pas plutôt être regardé comme une de ces malices innocentes qu'on fait à la campagne pour se divertir ? Qui s'est jamais avisé, dans de pareilles circonstances, de traduire en Justice ces voleurs agréables & enjoués, qui, étant à l'abri des besoins de la vie, font de semblables parties, qu'ils ne tiennent cachées que lorsqu'ils préparent & exécutent leur dessein ; mais qu'ils ont soin eux-mêmes de répandre par-tout après l'exécution, parce qu'ils n'ont entrepris le vol que pour le publier ? Cette publicité fait tout leur plaisir. Y a-t-il rien de plus horrible que de faire un cas prévôtal d'une malice innocente, de l'instruire par récolement & confrontation,

d'interroger sur la sellette un Gentilhomme accusé de ce prétendu délit, & de le juger à mort ? Sans une si épouvantable catastrophe, qui n'auroit cru que ces Juges jouoient la comédie ? Et comme une grande passion, quand elle est parvenue à son dernier période, est une espece de folie, il n'est personne qui ne regarde ces Juges comme des insensés.

Ne semble-t-il pas, comme on en a vu des exemples, qu'on voie des gens ivres, qui, dans le désordre de leur raison, entreprennent de faire le Procès à une personne qui leur tombe entre les mains, & qui en imitant les formalités de la Justice, jugent à mort l'Accusé, & se mettent en devoir d'exécuter leur Jugement ; ce qu'ils feroient, si on ne leur arrachoit des mains celui que leur imagination échauffée par le vin est venue à envisager comme coupable ?

On avoit reproché les témoins pertinement. Demas, Curé de Villeneuve, avoit un Procès indécis au Parlement pour la dixme, contre le Sieur des Ferrieres, Seigneur décimateur. Dauvet & sa femme étoient en instance avec lui à la Capitainerie de Saint-Germain-en-Laye, pour du bois volé. Loiseau, Archer de la Maréchaussée, n'avoit déposé que par oui-dire de la veuve Maurice, servante de l'Accusé : elle dénia ce fait à la confrontation. Loiseau, faux témoin, étoit l'espion du Prévôt, & étoit décrété à Rouen pour crime. Si on écoute les témoins qui déposent par oui-dire, on n'a

qu'à répandre par-tout une calomnie, on va faire un Peuple de témoins. Si on écoute ceux qui ont un Procès contre un Accusé, ne sera-t-il pas noirci des couleurs les plus noires par la haine de ses Adversaires?

Marie Huvé, femme d'un fameux voleur, & fille d'un autre voleur aussi célèbre, accusés à la Maréchaussée, avoit déposé suivant l'intention des Juges, pour conserver la vie à son mari & à son pere : aussi avoient-ils été déchargés à ce prix en donnant pourtant encore 400 liv. comptant.

On ne doit pas après cela s'étonner si Henri II, ayant établi les Maréchaussées par un Édit burlesque, les Parlements ont été plus de quarante ans sans les vouloir approuver : & le Public espere que Charles IX, ayant restreint leur pouvoir dont ils abusent, on les contiendra encore dans des limites plus étroites.

Bourfier, Notaire, qui est l'un des témoins, convaincu d'avoir signé un faux Acte de célébration de mariage, avoit fait parade de son innocence, en faisant briller quinze louis aux yeux des Officiers de la Maréchaussée, qu'ils s'étoient partagés, suivant les Loix de la Justice distributive qui s'observe parmi les voleurs.

Jean-Jouanne, témoin, étoit décrété de prise de corps. Tous les témoins de Saint-Cheron, qui ont déposé, étoient décrétés d'ajournement personnel pour vol de bois. Catherine la Bequette, témoin, est une femme publique : on fait que ces sortes de fem-

DES JUGES DE MANTES. 159
mes ne respectent pas plus la vérité que la pudeur.

Comme les Juges ont bien vu que le petit vol, qui étoit le sujet du Procès, en supposant que l'Accusé fût convaincu de ce crime, ne pouvoit pas mériter une peine capitale, ils ont d'office prétexté d'autres crimes énormes; & ils ont mis dans leur Jugement, qu'ils condamnoient l'Accusé pour le vol & *autres cas résultants du Procès*. Aujourd'hui ces crimes qu'ils citent, sont l'inceste, la suppression de part, le parricide de deux enfants, & plusieurs violences & excès commis sur diverses personnes; & ils prétendent que, sans exprimer ces crimes, ils ont pu dans le Jugement, à l'instar des Arrêts en matière criminelle, envelopper ces cas sous l'expression, & *autres cas résultants du Procès*. A l'égard des prétendues violences & excès, il n'y a au Procès personne qui se plaigne; ce sont donc des fantômes de crimes. Quant à l'inceste, à la suppression de part, & au parricide de deux enfants, ils sont également imaginaires: il n'y a nulle instruction avec les personnes qu'on dit avoir été débauchées; ainsi on n'a pu, sur l'accusation de ces crimes-là, qui n'est point instruite, asséoir une condamnation. Il est donc constant qu'elle ne peut porter que sur le prétendu crime de vol; encore a-t-on démontré qu'elle n'est soutenue que par des témoins reprochés de droit, & dont les dépositions par conséquent sont nulles. Delà il s'ensuivroit, en suppo-

sant, aux dépens de la vérité, que l'Accusé fût coupable du prétendu cas prévôtal, qu'on auroit condamné un Gentilhomme à être pendu pour avoir participé à un petit vol de 25 livres. Quelle injustice criante ! quelle horreur ! quelle barbarie ! Ne peut-on pas dire que ces Juges sont des modèles accomplis d'inhumanité ? S'ils ont voulu imiter les Cours Souveraines, en n'exprimait point tous les crimes pour lesquels ils ont condamné l'Accusé, pourquoi ont-ils exprimé le vol qui étoit le moindre ? Qui ne voit qu'ils n'ont mis dans la condamnation cette expression, & autres cas résultants, que pour éblouir le Public & lui faire illusion ?

Mais ce qui caractérise encore leur injustice, c'est que le Prévôt, le Procureur du Roi, l'Assesseur, & le Greffier, sont coupables d'attentats envers le Parlement & le Grand-Conseil. Ils avoient été pris à partie, & cet incident avoit été porté au Parlement ; le Procureur du Roi & le Greffier s'étoient présentés. Il y avoit eu un Arrêt contradictoire, qui avoit ordonné qu'ils en viendroient avec M. le Procureur-Général. Autre Arrêt qui ordonnoit qu'on apporteroit au Greffe de la Cour les charges & les informations. Les Juges, jusqu'à ce que la prise à partie qu'on avoit commencé d'instruire, & à laquelle ils avoient défendu, fût décidée, devoient s'abstenir de juger : ils ne pouvoient pas retenir les informations ; ainsi ils ne pouvoient pas juger. Mal-

gré

gré tous ces obstacles, ils ont passé outre : ils n'ont point craint de désobéir au parlement pour satisfaire leur passion , & pour condamner à mort un homme, du sang duquel ils étoient altérés.

Pour pallier leur désobéissance criminelle, ils ont tenté de compromettre l'autorité du Parlement avec celle du Grand-Conseil, en obtenant à ce dernier Tribunal un Arrêt qui leur permettoit de continuer leur Procédure : mais ce pouvoir ne leur étoit accordé qu'en laissant les voies de droit au

Sieur des Ferrieres *. Afin de se prévaloir de cet Arrêt surpris, ils lui ont, de leur propre autorité, ôté le moyen d'user des voies de droit, en ne lui signifiant point cet Arrêt, qu'il ignoroit. Ils ne pouvoient point diviser l'Arrêt, ils devoient accomplir la condition sous laquelle ils l'avoient obtenu : n'ont-ils pas attenté par cette entreprise à l'autorité du Grand-Conseil? Au lieu d'en exécuter la volonté, c'est la leur propre qu'ils exécutent. Ils croient encore avoir bien déguisé leur attentat, en faisant signifier à Paris l'Arrêt au Procureur du

* L'Arrêt portoit, *sans les voies de droit à l'accusé.*

Sieur des Ferrieres, la veille du jour que celui-ci subit le dernier supplice. Cette signification, faite à Paris, a-t-il pu la savoir à Mantes? Il fut exécuté le lendemain. Cet Arrêt ne devoit-il pas être signifié à sa personne? Quelle audace, quelle témérité dans le Procureur du Roi, de n'avoir eu aucun égard à la Lettre de M. Hennequin, Procureur-Général du Grand-Conseil, qui con-

damnoit l'injustice de détenir dans un cachot l'Accusé, & qui témoignoit qu'on devoit surseoir le Jugement, jusqu'à ce qu'il fût instruit de la vérité !

Il n'étoit pas possible de mettre aucune digue à la rage, à la fureur de ces Juges : toute l'autorité de leurs Supérieurs ne fut qu'un frein inutile. Dominés par leur passion, ils veulent se rassasier, à quelque prix que ce soit, du sang de ce malheureux Gentilhomme ; ils ont juré sa perte, ils l'ont promise à leur passion, c'est un Arrêt irrévocable ; ils périront plutôt que de ne pas le prononcer, & l'exécuter. Ils appréhendent qu'on ne leur arrache leur victime, ils se hâtent de la condamner, & de la faire conduire au lieu du sacrifice ; ils sont troublés, agités. Y est-elle conduite ? Ils appréhendent encore qu'elle ne leur échappe. Vainement le Confesseur prétend les toucher par le motif du salut de l'ame de l'Accusé, à qui il faut donner quelques heures pour se préparer à la mort : leur vengeance s'étend jusqu'à vouloir la perte de cette ame, ils ne veulent point accorder le temps nécessaire à son salut. N'est-ce pas le dernier excès de fureur où l'on puisse se porter ?

La postérité pourra-t-elle jamais croire que des Juges aient été capables de pareils forfaits ? Il semble qu'ils se soient dépouillés de toute leur humanité en faveur de l'Exécuteur de la Justice, qui, par son attendrissement, leur reprocha leur barbarie.

Le sang de ce Gentilhomme crie ven-

geance, & le cri monte jusqu'aux Cieux. Tous les Ordres sont intéressés dans cette Cause.

La Noblesse craint que l'impunité du crime des Juges ne l'expose à éprouver de pareils effets de la cruauté qui les animera, quand ils seront guidés par leur passion.

Les Compagnies souveraines, dont ces Juges ont foulé l'autorité aux pieds, demandent qu'on punisse leur défobéissance criminelle, qui détruit la subordination qui fait l'harmonie de l'État.

Le Public crie contre leurs iniquités, & appréhende que désormais la Justice, confiée aux premiers Juges, soit sans fonctions, que l'innocence soit opprimée, le crime autorisé, la licence introduite, & qu'il regne par-tout un horrible désordre.

La Demoiselle des Ferrieres, soutenue par l'équité du Roi, qui a frémi de l'injustice horrible des Juges de Mantes, a lieu d'espérer que l'innocence de son pere, préjugée par l'avis de Messieurs les Maîtres des Requêtes, & les Lettres de révision que Sa Majesté a accordées, Lettres enrégistrées au Tribunal de la Commission, sera pleinement vengée, & qu'on lui accordera des dommages & intérêts proportionnés à la mort ignominieuse de son pere, & à l'injustice énorme du Jugement qui l'a condamné.

Les Officiers de la Maréchaussée travailleront à faire une apologie qui levât les impressions que le Public indigné avoit prises contre eux.

Défense
des Offi-
ciers de
la Maré-
chaussée
de Man-
tes.

Ils dirent que le Sr. des Ferrieres a été dépeint comme un homme de bonnes mœurs, & d'une conduite irréprochable, qui possédoit des biens qui ont fait son crime & la cause de sa mort. On a voulu, par ce portrait, tromper le Public, & surprendre sa crédulité. On a supprimé la vérité, afin de pouvoir condamner un Corps d'Officiers, qui ont rempli leur devoir avec la satisfaction du Public; qui n'ont été animés d'autre haine, que de celle que des Juges doivent avoir contre des crimes énormes qu'ils sont obligés de punir.

De peur d'exciter l'indignation du Public, on a avec grand soin évité de parler de Genevieve des Ferrieres, fille de l'Accusé, condamnée à un bannissement perpétuel par contumace, pour un inceste, & pour avoir supprimé le fruit de ce crime. Elle n'a point réclamé contre son Jugement. Par le même motif, on n'a point parlé du Sieur de Saint-Cheron. Dira-t-on qu'il n'a pas été condamné justement aux galeres perpétuelles? On l'auroit justifié si on l'avoit pu, & si l'on n'avoit pas craint de démentir la voix publique, qui se seroit élevée hautement contre sa fausse justification. Les Juges, obligés de suivre l'Ordonnance, n'ont pas dû en tempérer la rigueur, lorsque par de nouvelles informations, ils ont trouvé Saint-Cheron, non-seulement coupable d'infraction de son ban, mais de viol, d'adultere, d'incendie. Il avoit multiplié dans son cœur le germe d'iniquité, qu'il

DES JUGES DE MANTES. 165
avoit trouvé dans le sang que son pere lui
avoit transmis.

Qu'est-ce qui avoit précipité ses enfans
dans tous ces malheurs, si ce n'est l'exem-
ple du pere, plongé dans toute sorte de cri-
mes & de débauches, coupable d'inceste au
premier degré avec sa malheureuse fille, de
suppression de part, le fruit de son horri-
ble dissolution? Il buvoit l'iniquité comme
l'eau, * afin d'user de l'expression de l'É-
criture sainte; & le crime lui étoit si fami-
lier, qu'il n'a pas eu honte de confesser
dans son interrogatoire, d'avoir séduit une
jeune fille sa servante, qu'il lui avoit fait
deux enfans, qui moururent peu de jours
après qu'ils vinrent au monde, dont il n'y
avoit eu ni baptême dans l'Eglise, ni sé-
pulture dans le cimetiere. Pour se faire un
reproche contre Marie Menu, qui l'a ac-
cusé d'être son complice du vol qui est l'ob-
jet du Procès, il s'accusa d'en avoir eu les
dernieres faveurs. Il s'étoit rendu le fléau
& l'horreur du Pays, par ses excès & ses
violences; & ainsi, dans le portrait qu'on
avoit fait de ses Juges, on leur avoit prêté
son inhumanité. Son Curé avoit déposé con-
tre lui, & l'avoit dépeint comme un homme
turbulent, & perturbateur du repos public.

Son inceste avec Genevieve des Ferrieres,
sa fille, étoit prouvé par la déposition
de Maurice, sa servante, qui avoit déclaré
qu'elle lui avoit dit que son pere l'avoit vio-
lée. Marie Menu avoit aussi déposé, que
lorsque le Sieur des Ferrieres avoit bu, il

* *Qui bi-
bit quasi
aquam ini-
quitate.*
Job. c.
xv. v. 16.

obligeoit sa fille à s'abandonner à lui. Plusieurs autres témoins avoient dit, que le Sieur des Ferrieres leur avoit fait cette confidence horrible.

Après qu'il est convenu d'avoir séduit sa servante, d'en avoir eu deux enfants, que la suppression en avoit été faite; il avoit dit qu'on n'avoit pu savoir sa débauche que par la voie de la révélation de sa confession, parce que tout cela avoit été conduit avec un grand secret.

Ses violences sont prouvées par les dépositions des témoins de Saint-Cheron, qui ont attesté que plusieurs en étoient demeurés estropiés pour le reste de leur vie, & que plusieurs en étoient morts. Il avoit eu l'insolence de dire devant son Juge, étant confronté à un témoin qui se plaignoit d'avoir reçu de lui des coups de bâton, *que quand il lui en auroit donné cinq cents, il ne s'en soucieroit pas*. En un mot, c'étoit le tyran du Pays depuis plus de trente ans; & on ne peut faire son portrait, sans souiller son pinceau des plus grandes ordures. Il étoit réduit à une si grande indigence, qu'il ne vivoit que de rapines & d'aumônes. Tel étoit l'homme dont on voudroit faire un sujet digne de la compassion du Public.

On supprimoit tous ces crimes, pour ne s'attacher qu'au vol de la provision du Vicaire.

Il est vrai que, dans la première instruction sur laquelle intervint le premier Jugement, on ne trouva pas des preuves suffi-

santes. On a été en droit de reprendre le Procès sur les nouvelles Charges. Dès qu'on n'a point prononcé qu'il fût renvoyé de l'accusation, il n'étoit pas besoin d'un nouveau Jugement de compétence : on agissoit en vertu du premier qui subsistoit. On fut déterminé à reprendre ce Procès, par le cri public de ses nouveaux excès & de ses nouvelles violences. Ainsi ce fut l'équité elle-même qui remit le glaive de la Justice dans la main des Juges. Quand on suivroit la maxime qui veut *qu'on restreigne les voies de rigueur, & qu'on donne de l'étendue aux voies de faveur (a)*, on ne s'arrêteroit pas ici à cette regle en faveur d'un homme odieux, l'opprobre du Pays, qui s'étoit signalé par des violences excessives, qui fouilloit le jour qui l'éclairoit; un homme, dont il falloit purger le Pays.

Il y avoit une grande affectation de s'en prendre particulièrement au Procureur du Roi. En 1695 il avoit conclu au bannissement perpétuel hors du Royaume. Il étoit survenu de nouvelles charges : pouvoit-il en cet état se dispenser de passer de la mort civile à la mort naturelle? Pourquoi relever ses conclusions? Elles ne font pas le Jugement. Le Procureur du Roi est préposé pour être le censeur sévère des crimes (b). Il est de son devoir de demander l'exécution rigoureuse des Loix. Si les circonstances demandent quelque modération, c'est

(a) *Odia sunt restringenda, & favores ampliandi.*

(b) *Rei & disciplinæ publicæ vindex & assertor.*

aux Juges à l'accorder. Il est réservé à eux seuls d'adoucir la rigueur de la Loi. Le même esprit, qui avoit porté les Juges de Mantes à ne pas se conformer aux premières conclusions, les auroit également portés à ne se pas conformer aux secondes, si, encore une fois, leur devoir n'avoit pas exigé qu'ils délivraient le monde d'un criminel qui en étoit le fléau.

Quand on veut que la cupidité de posséder les Terres de Saint-Cheron & de Ville-neuve, ait guidé les principaux Officiers de la Maréchaussée, & que les autres les aient secondés depuis; quand est-on autorisé à dire sans preuve des faits calomnieux? A-t-on introduit cette nouvelle Loi dans le Barreau en faveur de l'injustice? Mais, dit-on, si ce n'est pas cette passion, c'en est une autre aussi odieuse, parce qu'il n'y a que la passion qui ait pu enfanter une si grande injustice. Ce beau raisonnement ne porte sur rien; dès que des Juges sont justifiés de l'injustice, on a la confusion d'avoir noirci fausement les Juges de Mantes. On a dit avec la même témérité, que le Procureur du Roi étoit la caution du Fermier du Domaine : c'est un fait manifestement supposé. D'où il s'ensuit que les Juges n'ont agi par d'autre passion, que celle qu'ils ont pour la Justice, & par l'aversion qu'ils ont pour le crime, & non pas par une haine personnelle contre le criminel.

Quand ils ont jugé que le cas étoit pré-vôtal, c'est qu'ils ont vu qu'il étoit prouvé

que le vol étoit fait avec effraction ; la circonstance de l'entrée de Marie Menu par la fenêtre n'exclut pas la circonstance du trou fait dans le mur , qui fait le cas prévôtal.

N'étoit-ce pas par le Jugement de 1695, rendu en conséquence du Jugement de compétence, qu'on avoit condamné Saint-Cheron ? Seroit-il pourvu contre sa condamnation ? Le Sieur des Ferrieres lui-même n'avoit-il pas approuvé ce Jugement, en se soumettant à l'instruction qui l'avoit précédé, sans avoir fait aucune protestation ?

Si dans le Procès on y a compris des cas non prévôtaux, on s'est conformé au Titre II. Art. xxii. de l'Ordonnance criminelle, qui décide, que *si après le Procès commencé pour un crime prévôtal, il survient de nouvelles accusations pour crimes non prévôtaux, elles seront instruites conjointement & jugées prévôtalement.*

Demas a été véritablement reproché sur le fondement du Procès pour dixme : mais les faits qu'il a déposés ont été confessés par le Sieur des Ferrieres, qui lui a reproché qu'on n'avoit pu les savoir que par la voie de la révélation de sa confession.

Tous les autres témoins sont vainement reprochés, car, ou ils le sont par des décrets & des instances inconnues au Procureur du Roi, qui ne sont point justifiées, ou par des calomnies, dont la réparation ne pourroit être refusée si on la demandoit ; les Loix ne permettant point qu'on diffame un témoin pour affoiblir son témoignage.

La subornation de Babau & de Marie Menu n'est point prouvée. Ce n'est que par une fausse Logique, condamnée dans le Barreau ; qu'on peut tirer des inductions de faits, qui ne sont point établis. Marie Menu avoit d'abord été entendue comme témoin : dans la suite on a trouvé des charges contre elle, on l'entendit de nouveau comme Accusée ; c'est l'ordre judiciaire.

Si elle n'a été condamnée qu'au fouet, on sait que les Loix ont toujours eu plus d'indulgence pour les femmes que pour les hommes ; parce qu'ils ont plus de force d'esprit qu'elles, & qu'ils sont plus capables de résister à la tentation de commettre le crime. Marie Menu n'est d'ailleurs prévenue d'aucun autre délit, on peut dire qu'elle n'est que complice ; car, quoiqu'elle ait commis le vol, le véritable auteur est le Sieur des Ferrieres, qui avoit conçu le crime : il lui a persuadé de le faire, & l'y a même obligée, en l'intimidant ; elle n'a point profité du vol : une conscience délicate, une juste crainte des censures de l'Eglise, l'ont portée à venir s'accuser elle-même. Si on a différé l'exécution de son Jugement, quoique l'Ordonnance de 1670 ne parle que des criminelles grosses qui sont condamnées à mort, elle n'abroge pas la disposition du Droit civil, qui permet qu'on surseoie l'exécution du Jugement pour toute autre peine corporelle, qui peut causer la mort à l'enfant, dont une Accusée est grosse, par

la douleur , par l'effroi , dont elle est saisie dans le supplice.

Ne peut-on pas dire que le même esprit, qui anime un criminel , inspire aussi ceux qui entreprennent sa défense ? Le crime s'exécute en violant la justice & la charité ; il se défend en continuant de leur porter des atteintes mortelles aux dépens de la vérité. Il lui coûte peu de déchirer la réputation des Officiers les plus respectables, de leur prêter les desseins les plus horribles en distillant sur eux le venin de la plus noire calomnie.

On met tout en œuvre pour noircir les Juges, & blanchir un homme dont le nombre des crimes énormes excède celui de ses cheveux, suivant le langage de l'Écriture. (a)

On vient jusques-là, que de vouloir faire passer pour une galanterie un vol, fait avec effraction, de la provision considérable d'un Vicaire. Si l'Accusé n'avoit voulu faire ce vol que par une espece de jeu, auroit-il emporté chez lui ce qu'il avoit volé ? L'auroit-il tenu caché dans sa cave, & l'auroit-il consommé dans sa maison ? Auroit-il menacé de tuer Marie Menu, si elle le déceloit, & obéissoit au Monitoire qui l'obligeoit d'avouer son crime ? Tout cela est prouvé au Procès. Un crime qui a causé grand scandale dans le Pays, qui autorise la licence, qui détruit la sûreté publique,

(a) *Multiplata sunt iniquitates super capillos capitis.* Ps. 39, v. 17.

fondée sur l'observation des Loix, passera-t-il pour un divertissement innocent? On suppose que les effets volés ne valaient pas plus de 25 livres. Si on joint au lard les gerbes de bled, le sel, & la graisse, aussi volés, on portera cette valeur à près de cent livres.

Supposons que ce crime, quelque énorme qu'il soit, & accompagné de plusieurs circonstances graves, n'ait pas mérité une peine capitale : mais étant joint aux autres crimes atroces, dont on a fait le détail, & dont la preuve est au Procès, le criminel pouvoit-il se dérober au dernier supplice? S'il n'a pas été décollé, c'est qu'on a trouvé dans ses crimes une bassesse sordide, égale à leur noirceur, qui déroge à la noblesse.

Ce n'est point pour réparation du vol seul qu'on le condamne, mais pour la réparation des cas mentionnés au Procès, qui n'ont pas dû être expliqués dans le Jugement.

Il faut distinguer les Jugements sujets à l'appel, d'avec ceux qui n'en reçoivent point. Un Jugement du premier genre doit expliquer le cas; parce que ce Jugement pouvant être réformé, il faut que le Juge supérieur soit instruit du crime, qui est l'objet de la Sentence, il en faut rendre raison. On conçoit après cela le motif qui dispense les Juges supérieurs d'expliquer les crimes, qui font le sujet de l'Arrêt.

A l'égard du Jugement de compétence, on en explique la raison; parce que le

Grand-Conseil peut de nouveau examiner la matiere qui a réglé la compétence ; mais ce point étant décidé, le Prévôt, qui juge souverainement, ne rend pas raison de son Jugement. Voilà pourquoi on s'est contenté dans le Jugement de rappeler le cas prévôtal, c'est-à-dire, le vol fait avec effraction. Quoi qu'il en soit, c'est l'usage de la Maréchaussée de Mantes : on ne trouvera aucun Jugement qui ait été rendu, qui ne soit de ce modele. Tel est celui rendu contre Saint-Cheron, dont on ne se plaint point.

On accusoit les Officiers de la Maréchaussée d'attentat à l'autorité du Parlement, pour avoir jugé malgré les prises à partie des Juges, malgré les Arrêts contradictoires du Parlement. Le premier Arrêt ordonnoit que le Procureur du Roi & le Greffier en viendroient avec Monsieur le Procureur-Général ; & le second, qu'on apporteroit au Greffe de la Tournelle les charges & les informations. Les prises à partie étoient irrégulieres. L'Arrêt de la Cour du 4 Mai 1693, dans l'affaire du Sr. le Noble, en déclarant le Sieur Belin, Conseiller au Châtelet, mal intimé & pris à partie, avoit défendu de prendre les Juges à partie, sans en avoir demandé permission à la Cour.

A l'égard des Arrêts obtenus au Parlement, les Officiers défavouoient le Procureur qui avoit parlé pour eux. Ils n'étoient pas d'ailleurs obligés à déférer à ces Arrêts, qui sont contre l'Ordonnance criminelle, qui défend aux Parlements de connoître

des cas prévôtaux : c'est la disposition de l'Ordonnance de Henri II, qui a créé les Prévôts de la Maréchaussée.

Quant à l'Arrêt du Grand-Conseil, obtenu sur la Requête du Procureur du Roi, c'étoit une précaution surabondante, que cet Officier avoit prise contre la procédure du Parlement; c'étoit lui qui s'étoit pourvu, & non l'Accusé. Il jugea que la précaution étoit superflue, il usa de la liberté qu'il avoit de n'en faire aucun usage. Les Officiers, sans cet Arrêt, étoient munis d'ailleurs d'un pouvoir suffisant pour instruire & juger le Procès.

A l'égard de la Lettre de M. Hennequin, il n'y avoit point d'ordre de surseoir la procédure; ainsi on ne pouvoit pas accuser le Procureur du Roi de désobéissance. On s'étoit efforcé de prévenir M. Hennequin en faveur du Sieur des Ferrieres, on avoit caché à ce Magistrat la vérité, pour lui substituer le mensonge; on lui avoit noirci les Officiers de Mantes, on les avoit dépeints passionnés & injustes. Le Procureur du Roi travailla, dans la réponse qu'il fit à Monsieur Hennequin, à détruire la calomnie, & à rétablir la vérité; & il crut satisfaire par là à tout ce que ce Magistrat exigeoit de lui.

Ni l'avis de Messieurs les Maîtres des Requêtes, ni les Lettres de révision ne pouvoient point servir de préjugé contre les Officiers. La révision est un Acte qui ne condamne, ni n'absout : elle est même ici nécessaire à des Officiers, pour leur rendre

l'honneur qu'on leur ravissoit par des calomnies atroces, pour canoniser leur procédure régulière & la justice de leur Jugement.

Il est inutile aux Officiers de relever la précipitation avec laquelle on dit qu'ils ont fait exécuter leur Jugement. On a ajouté la circonstance du Confesseur, qui demanda aux Juges du temps pour préparer l'Accusé à la mort, & de la barbarie du refus qu'on lui fit. On n'a pas oublié, pour donner du relief à l'Histoire, d'ajouter que le Bourreau même, dont l'idée réveille celle d'un cœur dur, fut attendri. Ces circonstances sont des finesses de l'art d'un inventeur; on n'ignore pas que les Jugements de mort s'exécutent le même jour qu'ils sont prononcés : ainsi nulle précipitation dans l'exécution.

A l'égard des incidents qu'on a mis en œuvre pour rendre l'histoire plus touchante, on a cru qu'il ne falloit pas les établir, parce qu'ils étoient bien imaginés.

Qu'on examine au flambeau de la Justice cette procédure, on n'y trouvera aucune nullité. Nulle subornation de témoins; ils ont parlé de l'abondance du cœur le langage de la vérité.

Qu'on considère que l'Accusé, qui n'a point décliné en 1695 la Jurisdiction, a été trois ans à se pourvoir contre son Jugement; qu'il ne l'a fait dans un Tribunal incompetent qu'après qu'il a vu sa perte écrite dans les nouvelles dépositions.

Qu'on fasse tous les efforts imaginables,

il n'en sera pas moins vrai suivant l'information, que le Sieur des Ferrieres étoit un voleur, un homme horriblement violent, un incestueux, un parricide.

Qu'on consulte la voix publique, on verra que cette information n'est qu'un tableau d'une partie de sa vie, que la terreur qu'il avoit répandue avoit fait taire un grand nombre de personnes à qui sa mort a délié la langue, pour révéler ses crimes, qui font frémir la nature. Les Actes publics feront foi que, dès que le Sieur de Saint-Cheron & le Sieur des Ferrieres ne parurent plus dans le Pays, chacun se crut maître de son bien. On a stipulé dans des baux à loyer, que le bail demeurerait résolu en cas de retour de l'un d'eux.

Quel est donc le crime des Officiers? Ils ont purgé le Pays de ces deux tyrans. A quels malheurs seroit-on exposé, si ceux qui troublent la tranquillité publique, & qui infestent le Pays de leurs brigandages, pouvoient prendre à partie des Juges qui les condamnent? Comment le Procureur de Roi, dont la sévérité, inséparable de sa charge, l'oblige de poursuivre les crimes qui troublent la Société, pourroit-il faire ses fonctions, s'il étoit obligé à soutenir autant de Procès qu'il auroit poursuivi de coupables? Ne rendroit-on pas les Juges méprisables au Public, s'ils étoient éternellement obligés de rendre compte de leurs actions? Plutôt que d'être exposés à esluier des Procès sans nombre, ne seroient-ils pas con-

contraints de laisser marcher le crime la tête levée, sans oser le punir ? La Cause des Juges inférieurs est celle des Juges supérieurs, qui bientôt seroient en butte aux traits des méchants, qui auroient appris à les mépriser, en méprisant ceux qui sont leurs images. C'est ici la Cause du Public, dont le repos & la tranquillité sont fondés sur la crainte qu'inspire la Justice aux méchants & aux scélérats.

Dame Marie Pouget, femme du Sieur des Ferrieres, intervint dans le Procès, & prit les mêmes conclusions que la Demoiselle des Ferrieres.

Voici le premier Arrêt qui intervint.

LES Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, Juges Souverains en cette partie, ayant égard aux Requêtes, tant de Catherine de Goubert, que de Marie-Barbe Pouget, ont entériné les Lettres de Révision, obtenues & impétrées par ladite Catherine de Goubert du 14 Mars 1699 : ce faisant, ont cassé & révoqué le Jugement du 21 Janvier audit an, intervenu en la Maréchaussée de Mantes, & ont déchargé la mémoire de Charles de Goubert des Ferrieres des condamnations contre lui prononcées par ledit Jugement : ordonnent qu'à la Requête du Procureur-Général du Roi, poursuite & diligence de ladite Catherine de Goubert, il sera informé devant le Sieur Maboul, Maître des Requêtes, Commissaire à ce Député, par l'Arrêt du Conseil d'État dudit jour 14 Mars 1699,

Tome IV.

M

des faits contenus, tant en la Requête de ladite de Goubert, du 19 dudit mois de Mars, que de ceux mentionnés en celle sur laquelle est intervenu ledit Arrêt du Conseil d'Etat, circonstances & dépendances : cependant, que Pierre de Manoury, Prévôt en la Maréchaussée de Mantes, & Daret, Greffier, seront pris & appréhendés au corps, & constitués prisonniers, si pris & appréhendés peuvent être, sinon criés à cri public, leurs biens saisis & annotés ; & sur iceux Commissaires établis suivant l'Ordonnance : ordonnent aussi, que Jean Bourret, Procureur du Roi en ladite Maréchaussée, sera arrêté & recommandé aux prisons du Fort-l'Evêque, où il est à présent détenu ; pour ester à droit, être ouïs, & interrogés devant ledit Sieur Maboul, sur les faits qui seront fournis par ledit Procureur-Général ; & que François le Tourneur, Assesseur, & Petit Conseiller, seront ajournés à comparoir en Personne au Greffe desdites Requêtes de l'Hôtel, aussi pour ester à droit, être ouïs & interrogés sur lesdits faits ; que Maître le Maire, Président, & Motet, Conseiller au Siege Présidial de Mantes, Chambellan, & Gilles Champagne, Avocats Gradués, seront assignés pour être ouïs sur les mêmes faits, par ledit Sieur Maboul ; pour le tout fait, rapporté, & communiqué audit Procureur-Général, être statué ce que de raison.

DONNÉ auxdites Requêtes de l'Hôtel le
27 Mars 1699.

Voilà les Officiers de Mantes en mauvaise posture, malgré toutes les raisons spécieuses qu'ils avoient mises en œuvre.

En conséquence de cet Arrêt, Monsieur Maboul, & Mr. le Procureur-Général de la Chambre, se transporterent à Mantes, pour y procéder à l'information, & y faire toute l'instruction.

Le Sr. Eustache, le Maire de Nesmond, Défense
du Prési-
dent de
Nesmond qui avoit présidé au Jugement Prévôtal, comme Président du Présidial de Mantes, voulut séparer sa Cause de celle des autres. Il prétendit, qu'il ne devoit point être confondu avec eux.

Il dit d'abord, que le Jugement précipité rendu contre le Sieur des Ferrieres, avoit excité contre les Juges de justes préventions; mais que sa conduite, irréprochable depuis trente-trois ans, & le peu de part qu'il a eu au Jugement, le tiennent calme au milieu de l'orage; qu'il n'a pu mettre de digue au torrent, ni arrêter l'impétuosité des Officiers de la Maréchaussée.

Il raconte ensuite, que le Procès du Sieur des Ferrieres étant en état, il le distribua, assisté de deux Officiers du Présidial, suivant l'ordre du Tableau, au Sieur Petit, Conseiller, qui se chargea du Procès le 19 Janvier 1699. Le 20, l'Assesseur en la Maréchaussée, le vint avertir que l'affaire se rapporteroit le lendemain, afin qu'il se trouvât à la Chambre. Le Président de Nesmond lui témoigna sa surprise de cette diligence.

Il lisoit son devoir dans l'Ordonnance, qui l'obligeoit de vaquer diligemment à la visite & au jugement des Procès qui lui sont distribués par le Prévôt des Maréchaux. Cette même Ordonnance dit, que *les Officiers des Présidiaux n'en pourront être inquiétés, ni pris à partie, en quelque manière ce soit.*

Le 21 Janvier, à huit heures du matin, il entra dans la Chambre, où il avoit été prévenu par les autres Juges. Ce Procès fut examiné pendant six heures; l'instruction se trouva dans toutes les formes, on ouvrit les Conclusions du Procureur du Roi, qui étoient cachetées; elles alloient à condamner le Sr. des Ferrieres à être pendu pour un vol fait avec effraction & les cas mentionnés au Procès, & en mille livres d'amende; & à condamner Menu au fouet.

L'on fit venir le Sieur des Ferrieres pour l'interroger sur la sellette : on l'interrogea; il déclara qu'il ne vouloit point répondre, parce qu'il s'étoit pourvu au Parlement & au Grand-Conseil; & il demanda un délai pour faire apparoir d'un Arrêt qu'il disoit avoir obtenu, & qu'on devoit lui envoyer incessamment; il ne dit point qu'il eût pris à partie les Officiers de la Maréchaussée, ni qu'il eût une instance avec eux. C'étoient des faits importants, que le Président de Nesmond ignoroit, & que les Officiers de la Maréchaussée lui dissimulerent. Il proposa pourtant de donner un délai à l'Accusé; il leur représenta qu'il n'y avoit

DÈS JUGES DE MANTES. 181

point d'inconvénient de le lui accorder. Ils n'eurent aucun égard à cette Remontrance; ils alléguèrent que, suivant l'Édit de Charles IX, ils étoient obligés de juger dans deux mois les Procès que le Prévôt de la Maréchaussée leur présentait *, & que le lendemain le délai expiroit. Il eût été à souhaiter que, dans ce moment fatal, le Procureur du Roi eût envoyé à la Chambre la Lettre qu'il avoit reçue de Mr. le Procureur-Général au Grand-Conseil : elle auroit déterminé à accorder le délai que demandoit l'Accusé.

* *Édit de Roussillon, au mois d'Août 1564. Article XII.*

Quoique le Président de Nesmond ignorât les procédures du Parlement & du Grand-Conseil, un secret pressentiment l'obligeoit à insister sur cette grace; mais il ne put vaincre les Juges : il avoit six voix contre lui; on les compte; on ne les pèse pas. Ils voulurent s'exposer au triste repentir d'avoir jugé précipitamment. (a)

Comme il ne trouva pas que les preuves des crimes dont le Sieur des Ferrieres étoit accusé, fussent complètes, il espéra qu'il ne seroit point condamné : il se trompa dans son opinion; six Opinants furent d'avis de suivre en tout les Conclusions du Procureur du Roi.

Le Président de Nesmond, qui opinoit le dernier, fut d'avis de condamner l'Accusé à la Question. S'il est coupable, dit-il en lui-même, le châtiment de la Question reveillant dans son esprit l'idée du châtiment

(a) *Ad panisendum properat qui citò judicat, Senec.*

de Dieu, l'obligera à révéler son crime, & soulagera les scrupules des Juges, qui le condamneront alors sur des preuves suffisantes, dès qu'elles seront soutenues de sa confession.

L'énormité des crimes dont le Sieur des Ferrieres étoit accusé, lui servoit de défense : pouvoit-on penser qu'il eût été capable de commettre des crimes contre lesquels la nature soulève, & auxquels il n'avoit pu se porter sans que ses entrailles dussent frémir, & que son cœur n'eût été déchiré ?

L'avis du Président de Nesmond ne prit point sur l'esprit des Juges : tout ce qu'il put obtenir fut de faire modérer l'amende à 500 livres. Quand des esprits fermes se sont pliés une fois à un sentiment, ils n'en démordent plus ; ils opposent à la raison l'opiniâtreté elle-même.

Ce récit fidele prouve, que le Président de Nesmond n'a point trempé ses mains dans le sang du Sieur des Ferrieres ; toutes les Procédures du Parlement & du Grand-Conseil, qu'on emploie contre les Juges pris à partie, ne peuvent point rejaillir sur le Président de Nesmond, qui les ignoroit, & qui, les ayant soupçonnées, a été confirmé dans l'opinion contraire par le Prévôt & l'Assesseur. Celui-ci donna là-dessus un démenti à l'Accusé, qui étoit sur la sellette, ainsi que cela est prouvé au Procès.

Violera-t-on la Loi naturelle, pour faire un crime au Président de Nesmond d'une ignorance de fait ? Devoit-il croire l'Accu-

se, qui étoit si suspect, contre lequel la voix des crimes qu'on lui imputoit s'élevoit, plutôt que deux Magistrats ? Pouvoit-il penser, que l'Accusé étoit dans cette occasion l'organe de la vérité, & ces deux Officiers les organes du mensonge ? Le desir naturel de prolonger sa vie ne pouvoit-il pas supposer ce fait dans la bouche de l'Accusé ? Ne devoit-on pas croire, que la vérité, sans aucun mélange de passion humaine, sortoit toute pure de la bouche des Juges, qu'on avoit lieu de croire pénétrés de leurs devoirs ?

La Demoiselle des Ferrieres, qui demande la vengeance de la mort de son pere, ne doit pas, par un motif de cupidité, adresser ses coups à un Juge qui n'est pas l'auteur de la perte qu'elle a faite. Dans le temps qu'elle implore la Justice, elle ne doit pas unir ses vœux à ceux de l'injustice, ni suivre les mouvements d'une colere aveugle, qui confond tout, & ne discerne rien, & embrasse dans son objet ses ennemis & ceux qui ne le sont pas, parce qu'elle craint de ne pas donner assez d'étendue à sa vengeance.

S'il est bien triste & bien douloureux d'être obligé de se laver des fautes d'autrui, il est bien consolant de faire son apologie devant des Juges aussi pénétrants, qu'équitables.

L'on a dit dans l'Exposé inséré dans les Lettres Patentes, qu'on a distribué le Procès au Sieur Petit, homme des plus foibles & des moins éclairés ; que Motet est un Con-

seiller imbécille, dont la voix ne se compte plus depuis plus de quinze ans; qu'on a appelé deux Gradués, quoique le Lieutenant-Général, le Lieutenant-Particulier, & le Doyen des Conseillers, fussent à Mantes & en santé. Comme la distribution des procès regarde le Président de Nesmond, il est obligé de se justifier là-dessus.

Le Sieur Petit devoit être choisi, suivant l'ordre du tableau : on lui auroit fait injustice, si on en eût nommé un autre; c'est d'ailleurs un homme droit, suffisamment éclairé, & qui rapporte avec beaucoup d'exactitude.

A l'égard du Sieur Motet, c'est une injure qu'on lui fait : sa voix est comptée comme celle des autres Juges; il n'y a jamais eu de plainte contre lui depuis plus de vingt ans qu'il est Officier; pour n'avoir pas un grand brillant, il n'est pas pour cela dépourvu de sens & de jugement.

Le Sieur Bourret, Lieutenant-Général, étoit à Mantes : il seroit à souhaiter qu'il eût assisté à ce jugement, où il n'a point été appelé, parce qu'il n'assiste point aux jugemens criminels. Le Lieutenant-Criminel prétend que ce Magistrat en est exclus.

Le Sieur Fournier, Lieutenant-Particulier, n'a point été mandé, parce qu'il étoit à Paris, il y a plus de dix mois, & y est encore pour ses affaires particulières. Le Doyen des Conseillers étoit aussi à Paris depuis plus de six semaines, & n'est revenu que trois semaines après le Jugement. Le

DES JUGES DE MANTES. 185

Sieur le Beuf, Lieutenant-Criminel, qui se distingue par ses lumieres, étoit absent.

A l'égard de Maître Gilles Champagne, & Chambellan, Avocats, qui furent choisis pour suppléer le nombre de sept Juges nécessaire en matiere criminelle lorsque le Jugement est sans appel, le Sieur Manoury, Prévôt, les avoit appelés.

On a dit que l'un étoit Juge du Seigneur, à qui la confiscation des biens de l'Accusé appartient; que l'autre étoit un Elu, accusé de prévarication. L'un est Baillif de Rosni, dont le Président de Nesmond n'a jamais oui dire qu'aucun des fiefs du Sieur des Ferrieres relevât. L'autre est un Elu, qui s'est lavé à la Cour des Aides de la prévarication qu'on lui imputoit. Le Président de Nesmond doit dire à la louange de ces deux Avocats, qui plaident souvent devant lui, qu'ils exercent leur profession avec honneur. Ainsi on a recueilli sans discernement les premiers faits qui se sont présentés contre les Juges de Mantes, on s'est dispensé de creuser & d'approfondir ces faits.

On auroit voulu qu'on eût constaté par un Procès-verbal ce que dirent les deux Juges, qui assurèrent qu'il n'y avoit point d'Arrêt qui liât les mains aux Officiers; mais ce n'est pas l'usage qu'on dresse des Procès-verbaux de ce que les Juges disent à la Chambre entre eux.

Encore une fois, fera-t-on un crime au Président de Nesmond d'une ignorance de fait? Les plus prudents n'y sont-ils pas su-

jets (a)? Lui fera-t-on un crime d'avoir présidé au Jugement d'un Procès que les Officiers de la Maréchaussée lui ont présenté? Si la condamnation à mort est injuste, le chargera-t-on de cette injustice, tandis qu'il n'a pas été de cet avis? Peut-on lui imputer le moindre fait d'une haine personnelle, ou d'une autre passion, qui ait altéré son Jugement, & offusqué sa raison? Sera-t-il garant de la malice des Officiers de la Maréchaussée, malice qui lui étoit voilée? Lui dira-t-on : Vous avez fatalement jugé avec eux, vous êtes également coupable? Ce bandeau qu'on met sur les yeux de la Justice, pour montrer qu'elle n'est point éblouie par l'éclat des richesses & des dignités, feroit donc croire que cet emblème signifie qu'elle confond l'innocent avec le coupable, lorsque fortuitement ils sont compris dans l'accusation d'un même crime? Loin d'avoir cette idée de la Justice, son discernement en fait prendre une toute contraire.

Qui voudroit acheter des Offices de Juge, si on les chargeoit des fautes de leurs confreres, parce qu'ils jugent ensemble; & qu'on leur fît un crime d'avoir ignoré un fait qu'on leur a caché avec beaucoup de soin? Que deviendra la Justice des Présidiaux, si nécessaire pour la sûreté & la tranquillité publique, & pour préserver les Sujets du Roi d'une guerre intestine, plus cruelle qu'une guerre étrangere?

(a) *Facti interpretatio plerumque prudentissimos etiam fallit.* L. 2. ff. de juris & facti ignorantia.

DES JUGES DE MANTES. 187

Après tout, le Président de Nesmond étant innocent, n'a garde d'être allarmé, ayant de tels Juges.

Ainsi, le Président de Nesmond se justifia aux dépens des Officiers de la Maréchaussée. Cette espèce de défense leur causa beaucoup de préjudice. Ainsi, un homme qui se noie, tâche de se sauver aux dépens de ceux qui sont dans le même danger ; l'amour de la vie l'emporte sur la générosité. Les Juges qui n'avoient point été pris à partie avant le Jugement, se retrancherent aussi sur leur ignorance des Procédures du Parlement & du Grand-Conseil.

Les deux Avocats firent leur Apologie. Tout Paris, dirent-ils, regarde avec étonnement le malheur de deux Avocats enveloppés dans une accusation qui ne devrait avoir pour objet, que les Juges d'instruction, le Président & le Rapporteur. Ils ont lieu d'espérer que les impressions qu'on a prises contre eux, s'évanouiront dès qu'ils auront rendu compte de leur conduite. Ils ont l'avantage, que leur probité & leur suffisance, attestées par le Lieutenant-Civil & le Lieutenant-Criminel, écartent d'abord les premiers soupçons. Leur conduite passée ne préjuge point qu'ils aient pu s'éloigner de leur devoir, en assistant au Jugement du Sieur des Ferrieres.

Défense
des deux
Avocats.

On convient qu'il paroît qu'il y a eu de l'empressement de le juger ; mais cet empressement ne pouvoit pas être suspect aux Avocats, qui voyoient que le délai de deux

mois, prescrit par Charles IX pour juger les cas prévôtaux, expiroit le lendemain.

Si cet empressement avoit d'autres motifs secrets, ils étoient inconnus aux Avocats. Ils ignoroient encore l'instance du Parlement, & l'Arrêt du Grand-Conseil, qui servoient de prétexte à l'Accusé pour refuser de répondre, lorsqu'il fut sur la sellette. Il ne justifioit point ce qu'il alléguoit : qui n'auroit pas imputé son refus à son opiniâtreté, & au mépris de la Justice?

L'Assesseur lui donna le démenti : il est d'ailleurs constant au Procès, que ce Magistrat en est convenu ; le Prévôt confirma ce témoignage. Falloit-il que les Avocats, dans cette conjoncture, s'en rapportassent plutôt à l'Accusé, qu'à deux Magistrats?

Les Avocats observerent d'abord le Jugement de compétence en 1695, qui étoit la base & le fondement de la condamnation du Sieur des Ferrieres. Ils observerent aussi, qu'il s'étoit soumis à l'instruction, qu'il avoit subi les interrogatoires, les confrontations, sans protestation ; qu'il avoit acquiescé au Jugement qui ordonnoit le plus amplement informé, puisqu'il s'étoit obligé de se présenter à toutes assignations : ils ne virent point qu'il se fût pourvu contre ce Jugement.

Ils ont pensé que le vol fait avec effraction, & les autres chefs d'accusation imputés au Sieur des Ferrieres, étoient parfaitement justifiés au Procès ; qu'en supposant que les preuves ne fussent pas com-

pletes, le refus opiniâtre du Sieur des Ferrieres de répondre, leur donnoit le dernier degré de force : *Le silence est une espece d'aveu (a)* ; car il y a deux sortes de contumace. La premiere est la fuite de l'Accusé ; la seconde est son silence. Celle-là est une marque de crainte, celle-ci est un mépris de la Justice ; l'une & l'autre forment une semi-preuve : même le silence est une semi-preuve plus forte, parce qu'elle est plus criminelle, & ne peut pas être interprétée, comme un signe d'innocence, quand elle n'a aucun fondement, ainsi que les Avocats avoient lieu de le juger sur le silence de l'Accusé ; au-lieu que la fuite pourroit être attribuée aux allarmes de l'innocence.

On ne doit point imputer aux Avocats la prononciation du Jugement, qui condamne l'Accusé *pour cas résultans du Procès*, sans les expliquer.

Premièrement, parce que les Arrêts de la Cour, en forme de Réglemens, qui défendent aux Juges subalternes de prononcer ainsi, ne s'appliquent pas aux Jugemens Prévôtaux & Présidiaux, qui sont en dernier ressort.

Secondement, parce qu'en supposant que l'usage, qui regne à Mantes dans ces sortes de cas, fût abusif, les Avocats n'avoient point l'autorité de s'en affranchir.

A l'égard de l'Instruction, qu'on prétend irrégulière, parce que le délai de trois mois pour l'amplement informé étoit expiré ; il

(a) *Taciturnitas confessionis genus.*

faut distinguer le délai de la Loi, & celui que les Juges accordent ; celui des Juges peut se prolonger. Le Sieur des Ferrieres doit s'imputer de n'avoir pas, le délai expiré, présenté la Requête *à fin d'absolution*.

Les Avocats ont été d'avis d'infliger une peine capitale, parce qu'ils ont jugé la preuve complete par les nouvelles charges & le silence de l'Accusé, & que la peine étoit due aux crimes dont il étoit convaincu. Quoique les peines soient arbitraires par le Droit, les Juges ont le pouvoir de les augmenter ou diminuer, selon le nombre, la qualité, les circonstances des crimes. *La peine dépend de l'arbitrage du Juge (a) : dans l'authentique hodie, au Code, il est dit, que les Juges jurent qu'ils jugeront selon ce qui leur paroîtra le plus juste, & le meilleur. (b)*

Si la conduite innocente & régulière des Avocats est exposée à être blâmée, s'ils sont pris à partie, quel est l'Avocat qui voudra exercer les fonctions dangereuses de Juge Criminel, lorsqu'il sera appelé pour suppléer le nombre nécessaire ? Les Juges Présidiaux seront privés du secours dont ils auront besoin. S'il y avoit du crime, ce ne seroit que dans les ressorts secrets de cette procédure, qui ont été inconnus aux Avocats ; ce qui est uniquement d'eux, & qui

(a) *Pana est in arbitrio Judicis, in Glossâ ; in Summâ C aux Institutes, de injuriis.*

(b) *Jurant se facturos secundum quod visum fuerit melius.*

leur est propre, est mis au grand jour, & ils peuvent dire que leur innocence éclate. Ainsi ils avancent avec confiance, que le Jugement qui interviendra, fera le témoignage solennel de leur droiture & de leur intégrité.

Le Procureur du Roi alléguait dans sa Défense, que la Demoiselle des Ferrieres ne devoit pas triompher sur l'Arrêt qu'elle avoit obtenu le 27 Mars 1699. Il décharge la mémoire du Sr. des Ferrieres des condamnations contenues dans le Jugement Prévôtal; mais la procédure n'est pas déclarée nulle, son emprisonnement n'est pas déclaré nul & injurieux, il n'est point dit que son écrou sera rayé & biffé : ainsi, il n'est pas absous, & la Preuve qui s'élève contre lui subsiste.

Addition
de Défense du
Procureur du
Roi.

Il prétend fonder son désaveu du Procureur qui lui a donné son ministère au Parlement, parce qu'il n'avoit point d'autre procuration qu'une assignation, qui n'avoit été donnée, ni à domicile, ni à personne. Le Procureur ne pouvoit donc pas se prévaloir de l'usage, qui veut qu'une assignation, qui est dans les règles, puisse servir de pouvoir suffisant.

Le Prévôt n'étoit pas gradué; il se défendit ainsi. Il tira la même induction de l'Arrêt du 27 Mars 1699. Il dit que le Jugement Prévôtal avoit été cassé, parce qu'on pouvoit avoir jugé qu'il étoit trop sévère. Les Juges ne sont pas garants de leur sévérité.

Défense
du Prévôt.

D'ailleurs, il s'agissoit ici d'une effraction

de mur. Par le Droit Romain , forcer un gros mur de clôture , avec des instrumens de fer , pour entrer dans une maison , & y voler , étoit regardé comme une violence publique , punissable d'une peine capitale ; la tranquillité publique étant encore plus intéressée dans la sûreté des maisons , que dans celle des grands chemins (a). *Une maison , dit la Loi , est un asyle assuré pour celui qui l'habite : les Dieux Pénates la mettent sous leur sainte sauvegarde.*

A quoi nous sert , disent les Loix , d'avoir des maisons qui nous garantissent des injures du temps , si elles ne peuvent nous mettre à l'abri des violences des hommes ; si les murs , qui les environnent , sont forcés impunément ; & qu'elles soient moins sûres , qu'un grand chemin où l'on est sur ses gardes ?

L'authentique , *sed novo jure* , au Code de servis fugitivis , tirée de la Nouvelle 34 de l'Empereur Justinien , est précise. Elle distingue les voleurs qui volent sans armes & clandestinement , de ceux qui usent de violence , soit qu'ils soient armés , ou sans armes , & qu'ils volent dans les maisons , ou dans le chemin : les premiers sont punis des peines les plus sévères (b).

Et

(a) *Domus tutissimum cuique refugium & receptaculum , & quasi sancta Deorum Penatium tutela. L. 18. ff. de in jus vocando.*

(b) *Inter fures , qui occultè & sine armis delinquant , & qui violenter aggrediuntur , aut cum armis , aut in domibus , aut in itineribus , panis legalibus subjiciuntur.*

Et ailleurs, suivant la Loi, ceux qui pratiquent des violences en volant, sont condamnés aux fourches patibulaires; comme, par exemple, disent les Auteurs sur ces Loix, s'ils ont fait une effraction dans le mur d'une maison, ou s'ils ont infesté les chemins publics par leurs brigandages (a), parce que ces deux cas sont égaux.

L'Ordonnance de François I, donnée à Paris en Janvier 1534, soumet pareillement à la même peine, les voleurs qui entrent dans les maisons en rompant les murs, & ceux qui vont guetter les passants sur les grands chemins.

Peut-on d'ailleurs punir dans les Juges une trop grande sévérité? N'est-il pas des regles, que l'on compare les conseils aux Jugemens? Et comme on n'est point tenu d'un conseil qui n'est point frauduleux, on n'est point tenu aussi d'un Jugement qui n'est pas l'ouvrage de la fraude. (b).

Qui est-ce qui ignore, que, quoique les peines soient certaines par les Loix & les Ordonnances, néanmoins l'application étant susceptible d'une infinité de difficultés qui tombent sur la qualité des preuves & des faits, sur la maniere de commettre l'action qui l'aggrave, ou la diminue, cette

(a) *Qui vi & manu coactâ grassantur more latronum, eosque ad furcam damnat. L. 26. §. 15. ff. verbi gratiâ, si domus alicujus effracta sit, aut itinera publica infestata. Mathæus de Criminibus.*

(b) *Consilia & Judicia æquiparantur; sicut Consilii non fraudulentum nulla obligatio, nec Judicii. L. 47. ff. de regulis Juris.*

application des peines est en quelque sorte arbitraire ?

Combien d'Accusés condamnés à mort, ont été renvoyés sur l'Appel, sans qu'on ait rien imputé au premier Juge ?

Quant au genre de mort, & à la distinction entre le décolllement & les fourches patibulaires, *inter capitis amputationem*, & *ad furcam damnationem*, que l'on observe suivant la condition des coupables ; il est des crimes qui renferment tant de bassesse & de lâcheté, comme il en est d'autres qui sont si énormes, qu'on n'a point d'égard à la condition distinguée de l'Accusé. Un homme de qualité qui couperoit la bourse, qui voleroit sur un grand chemin, seroit exécuté de la même peine que subiroit celui qui seroit de la condition la plus vile. Son crime l'a dégradé, & l'a soumis à la peine qu'on inflige au coupable de l'état le plus abject.

Voilà ce que dit le Prévôt de la Maréchaussée. Ce qui contribua à la condamnation des Accusés, si on en excepte les deux Avocats, qui étoient visiblement innocents, c'est qu'ils se justifient dans leurs Mémoires, les uns aux dépens des autres, & crurent se blanchir en noircissant leurs co-accusés. Il est naturel que, dans le danger, chacun pense à soi par préférence ; mais rien n'est plus bas, que de sacrifier à son salut ses parents, ses amis, ses confreres.

Moyens
de la Dame
des
Ferrières.

Dame Marie-Barbe Pouget, veuve du
Sieur des Ferrières, & belle-mère de la De-

moiselle des Ferrieres, en attaquant les Accusés, songea aussi à se défendre elle-même contre les atteintes que lui porta la Demoiselle des Ferrieres. Celle-ci l'accusa d'adultere & de bigamie; & prétendit qu'elle étoit indigne d'avoir part aux réparations civiles.

La Dame des Ferrieres dit, que le Procès criminel intenté contre les Juges de Mantes, qui ont condamné le Sieur des Ferrieres, étoit une image terrible de tout ce que l'avarice, la haine, & la vengeance pouvoient faire concevoir de plus affreux.

On y voyoit avec horreur un homme distingué par sa noblesse, & vénérable par son âge, favorable par son innocence, condamné sans preuves, & contre l'ordre de la Justice, à un supplice ignominieux.

Mais si cela paroît incroyable, on aura du moins autant de peine à se persuader, que la veuve de cet innocent malheureux ait été exposée à l'accusation d'un crime capital, parce qu'elle poursuivoit la vengeance de la mort funeste de son mari; & que cette fausse accusation lui ait été suscitée par la fille même du Sieur des Ferrieres, qui n'a rien oublié pour empêcher cette veuve de satisfaire à un devoir qui devoit lui être commun avec elle.

Pourra-t-on se persuader, que cette fille dénaturée ait eu dessein de justifier la mémoire de son pere, puisqu'elle cherche elle-même de nouveaux moyens de la flétrir par les crimes d'adultere & de polygamie qu'elle impute fausement à sa veuve?

Elle commence par sa justification : elle dit , que le préjugé de son innocence est qu'elle a été reçue partie intervenante dans le Procès, quoique M. le Procureur-Général se soit élevé contre elle, & l'ait comparée à ces vierges folles , qui , faute d'huile en leur lampe , furent rejetées du festin

* *Matthæi* nuptial. *

c. XXV.

v. 12.

L'on avoit opposé à la Dame des Ferrières , qu'elle avoit pris dans un bail la qualité de femme du Sieur Paquin : elle répond qu'elle avoit été comme forcée de le faire , dans un temps auquel le nom de son mari , prisonnier pour un cas prétendu prévôtal , & dont le fils venoit de subir le dernier supplice , la couvroit d'ignominie. Ainsi , pour se dérober à l'infamie , elle avoit désavoué son mari , ainsi qu'Abraham , pour conserver sa vie , désavoua sa femme , & la fit passer pour sa sœur (a). Mais on pouvoit lui repliquer , qu'elle avoit enchéri sur Abraham , puisqu'elle avoit non-seulement désavoué son mari , mais s'étoit dit femme d'un autre.

(a) *Dumque prope esset ut ingrederetur Ægyptum , dixit Sarai uxori suæ : Novi quod pulchra sis mulier , & quod cum te viderint Ægyptii dicturi , uxor ipseus est , & interficient me , & te reservabunt. Dic ergo , obsecro te , quod soror mea sis , ut benè sit mihi propter te , & vivat anima mea ob gratiam tuam. Genes. 12. v. 11 , 12 , 13.* Comme Abraham approcha de l'Egypte , il dit à Sarai sa femme : Je sais que vous êtes belle : lorsque les Egyptiens vous verront , ils diront : voilà sa femme ; ils me tueront , & vous conserveront la vie. Dites donc , je vous prie , que vous êtes ma sœur , afin que votre beauté me soit salutaire.

Elle ajoute, qu'on ne pouvoit prouver un mariage que par un Acte de célébration en bonne forme.

Que tous les témoins qui déposent contre elle, sont suffisamment reprochés, puisqu'il est constant qu'elle a des procès contre eux : ils l'ont même avoué.

Quand ces témoins ne feroient pas reprochables, & qu'ils auroient taxé la Dame des Ferrieres de quelque galanterie, le mari ne s'en étant jamais plaint, on ne peut pas accuser sa veuve d'adultere. *Une pareille action*, suivant le langage de la Loi, *n'est réservée qu'au mari, & ne s'accorde point à l'héritier, qui n'a point la correction des mœurs de la femme de celui à qui il succède.* (a)

On avoit encore reproché à la Dame des Ferrieres, qu'elle avoit abandonné son mari trois mois après qu'elle l'avoit épousé.

Elle répond, qu'elle n'avoit alors que quatorze ans ; qu'elle eut le malheur de déplaire la Demoiselle des Ferrieres, qui, pour s'en défaire, voulut l'empoisonner dans un bouillon : on l'obligea d'avouer même qu'on y avoit mis de la ciguë. Heureusement la Dame des Ferrieres fut avertie à temps.

Elle se retire à Paris vers sa mere, pour mettre sa vie en sûreté : elle y rendit sa Plainte pardevant le Commissaire Poiret :

(a) *Actio de moribus ultra personam mariti non potest excendi, nec tribuitur hæredi: hæres enim morum correctionem non habet.* L. 15. §. 1. ff. soluto matrimonio.

elle n'a pas voulu poursuivre, par considération pour son mari. Depuis ce temps-là elle a vécu avec lui dans une parfaite intelligence : il la venoit souvent voir à Paris. Rien ne prouve mieux leur accord mutuel, que les gages d'amour qu'elle lui a donnés dans les enfans qu'elle a eus de lui. Une bonne conscience se rit de la calomnie. (a)

Après que la Dame des Ferrieres a travaillé à sa justification, elle vient à l'accusation intentée aux Officiers de Mantes : mais comme elle ne dit rien de nouveau à cet égard, & qu'elle fait usage des mêmes moyens que la Demoiselle des Ferrieres a employés, je n'usurai point de redites.

Elle ne persuada pas son innocence à ses Juges : & quoique son mari, qui ne l'avoit point poursuivie, eût désarmé la Justice, & l'eût empêchée de punir les adulterés dont elle pouvoit être coupable, ils jugerent pourtant, qu'ayant, par sa conduite, déshonoré son mari, elle n'avoit pas droit de participer à la réparation civile qu'on devoit accorder à l'héritiere. D'ailleurs, ayant fait un divorce volontaire avec lui, & l'ayant abandonné dans son infortune, elle étoit indigne de partager avec la Demoiselle des Ferrieres un dédommagement légitime.

La Demoiselle des Ferrieres repliqua : Elle dit, que ce n'étoit pas d'aujourd'hui que les Juges de Mantes, pour autoriser leur injuste passion, avoient dépeint comme un

(a) *Conscia mens resti mendacia famæ ridet. Ovid.*

Replique
de la De-
moiselle
des Fer-
rieres.

homme odieux le Sieur des Ferrieres. Ce qu'ils ont cru nécessaire pendant sa vie, pour le sacrifier à leur avarice & à leur animosité, leur paroît une obligation indispensable, pour tâcher de se dérober, s'ils le peuvent, à la peine qu'ils méritent. Ils n'ont suivi que leur haine aveugle, pour consommer la plus grande iniquité que l'esprit humain puisse concevoir : pour la déguiser ils ne consultent à présent que leur crainte. Ils ont commis le crime, sans faire réflexion sur ses suites funestes : ils cherchent à l'excuser sans jugement; ils se chargent mutuellement dans les Ecrits qu'ils répandent dans le Public : ils font plus, ils s'accusent eux-mêmes, dans leurs Interrogatoires, de malice, d'ignorance & de foiblesse; il ne faut que leurs réponses chancelantes & incertaines, leurs variations ambiguës, pour les convaincre. Dieu a répandu, suivant le langage de l'Ecriture, sur eux un esprit de vertige, *spiritum vertiginis*, qui les trahit, & révèle malgré eux la noirceur de leurs prévarications.

Les uns ont dit, que les Procédures au Parlement & au Grand-Conseil, & les Arrêts qui ont été rendus dans ces deux Tribunaux, ont été mis sur le Bureau, lorsqu'on rapporta le Procès. D'autres ont soutenu qu'ils n'y ont point été mis. Si les premiers se conforment à la vérité, les Juges sont tous également coupables de l'homicide volontaire du Sieur des Ferrieres. Si les derniers la disent, il s'ensuit que le Pré-

vôt, l'Assesseur, le Procureur du Roi, le Greffier, qui avoient le mystere d'iniquité, avoient médité d'assassiner le Sieur des Ferrieres sous le voile de la Justice, & de tromper les autres Juges; mais en même temps, ceux-ci ne sont pas excusables : l'Accusé leur articula précisément la Procédure du Parlement; s'ils n'ont pas voulu s'instruire, ce sont donc des aveugles volontaires, ils craignoient de trouver des moyens d'équité qui sauvassent l'Accusé; ils se sont dévoués aux auteurs de la cabale, & sont entrés dans le complot.

Pour les convaincre entièrement, il suffit de rapporter ce qu'ils disent : ils assurent que le Prévôt donna le démenti à l'Accusé, & ajouta que s'il y avoit des Procédures au Parlement, elles ne regardoient que lui; qu'il en étoit garant. Ce langage ne révéloit-il pas ces Procédures? S'ils ont témoigné qu'ils ne l'entendoient pas, n'est-ce pas parce que leur passion, qui brûloit de se satisfaire, ne vouloit point de délai? Aussi ne sortirent-ils point de la chambre, que leur iniquité ne fût consommée. Ils y furent depuis six heures du matin jusqu'à deux heures du soir.

Ils ont fait les derniers efforts pour persuader que le Sieur des Ferrieres étoit coupable d'avoir volé la provision du Vicaire, d'avoir aussi volé des gerbes de bled, d'avoir commis avec sa fille un inceste, dont le fruit a été sacrifié dans sa naissance, & d'avoir fait périr d'autres fruits de son incon-

tinence, dont il s'étoit souillé avec sa servante.

Marie Menu est le seul témoin qui accuse le Sieur des Ferrieres d'avoir eu part au vol de la provision du Vicaire : dans la premiere Procédure, elle l'avoit accusé à son récolement, & il fut renvoyé sur un plus amplement informé. Comment a-t-on pu depuis le condamner sur la même déposition à une peine capitale ?

A l'égard du vol des gerbes, qu'ils affectent de confondre avec l'autre vol, c'est une supposition : le Sieur des Ferrieres, qui a droit de Champart dans sa Terre de Ville-neuve, a fait enlever des gerbes d'un de ses Censitaires, qui le vouloit frustrer de son droit : on a qualifié cette action de vol.

Quant à l'inceste, il n'y a eu nulle instruction sur cette accusation, aucune visite qui constate la grossesse, aucune preuve d'accouchement.

A l'égard de la suppression des enfants de la servante, il est prouvé par deux témoins qui ont été ouïs, que les deux enfants qui étoient jumeaux, ont été ondoyés par le Sacristain de Notre-Dame, qui est décédé, & qu'ils ont été enterrés dans le Cimetiere de Mantes.

Il est donc évident que les Juges de Mantes ont condamné le Sieur des Ferrieres comme coupable de crimes, dont il étoit très-innocent. La véritable définition de ce Jugement est un assassinat concerté & médité par la passion la plus injuste & la plus odieuse.

S'il n'y avoit point de Loi établie par les Grecs pour les parricides , c'est que les Législateurs n'avoient pu croire qu'on pût trouver un homme capable d'un crime qui fait frémir la nature. C'est la même raison du silence des Loix , sur la qualité du crime dont les Juges de Mantes sont coupables. On n'a pu penser, que des Juges abusassent jusques-là du pouvoir de la Justice, & qu'ils asservissent à leur passion ce glaive sacré qui est entre leurs mains , qu'ils s'en servissent pour faire périr l'innocent par un complot détestable. Mais lorsqu'on a trouvé ces monstres exécrables, qui ont fait périr ceux qui leur ont donné le jour , on a inventé un supplice cruel , qui égaloit leur inhumanité & leur impiété. La Cour mesurera de même le châtimement à la prévarication horrible des Juges de Mantes, & apprendra à la postérité, qu'un Juge, qui sans juridiction & sans compétence, sans entendre un homme, le condamne injustement à mort, mérite d'être puni du même genre de supplice, comme homicide d'un innocent.

A l'égard de la Dame Pouget, sa conduite retracée dans les dépositions des témoins ; l'avcu qu'elle fait qu'elle s'est dit femme d'un autre que de son mari ; sa séparation d'avec lui dans tout le temps de leur mariage ; les intrigues d'éclat qu'elle a eues, démontrent son indignité. Si la Demoiselle des Ferrieres n'en dit pas davantage, c'est qu'elle respecte les liens qui l'unissoient au Sieur des Ferrieres, quoique

la Dame Pouget ne les ait point respectés
Telle fut la réplique de la Demoiselle des
Ferrieres.

Tout Paris avoit les yeux ouverts sur les
Maîtres des Requêtes de l'Hôtel ; & , at-
tendant avec impatience un Jugement où le
repos public étoit intéressé , demandoit un
exemple.

Voici l'Arrêt définitif.

OUI le Rapport du Sieur Maboul, Conseil-
ler de Sa Majesté en ses Conseils, Maître
des Requêtes ordinaires de son Hôtel, Com-
missaire à ce député : Après que de Manou-
ry, Bourret, le Maire, Petit, Motet, Gil-
les Champagne, Chambellan, Marie Menu,
ont été ouïs & interrogés en la Chambre sur
les Cas à chacun d'eux imposés & faits ré-
sultants du Procès ; savoir lesdits de Ma-
noury & Bourret sur la sellette, & les au-
tres derriere le Barreau ; tout considéré,
LES MAÎTRES DES REQUÊTES ORDI-
NAIRES DE L'HÔTEL, Juges Souverains
en cette Partie, ont déclaré & déclarent les-
dits Pierre de Manoury, François le Tour-
neur, & Jean Bourret, dûment atteints &
convaincus des prévarications par eux com-
mises dans l'instruction & Procès de feu
Charles de Goubert des Ferrieres : pour ré-
paration de quoi ont banni & bannissent les-
dits Manoury, & le Tourneur, & Bour-
ret, pour cinq ans de la Ville, Bailliage,
& ressort du Présidial de Mantes ; leur en-
joignant de garder leur Ban sur les peines

Arrêt dé-
finitif,
qui con-
damne
les Offi-
ciers de
Mantes.

portées par l'Ordonnance; les condamnent chacun en cent liv. d'amende envers le Roi: & pour les faits résultants du Procès, ordonnent que lesdits le Maire, Petit, & Motet, seront mandés en la Chambre, & admonetés; les condamnent chacun en quatre livres d'aumône, applicable au pain des prisonniers du Fort-l'Évêque: ont déclaré les défauts & contumaces bien & dûment obtenus à l'encontre de Daret, Greffier; Roblastre, Exempt, & Boutiller, Archer de la Maréchaussée de Mantes; ce faisant, les ont déclarés dûment atteints & convaincus, savoir ledit Daret, d'avoir participé auxdites prévarications avec lesdits de Manoury, Tourneur, & Boutiller, sans autorité de Justice brisé les portes de la maison Seigneuriale de Saint-Cheron, pris & emporté les meubles dudit de Goubert des Ferrières étant dans ladite maison: pour réparation de quoi, & des autres cas mentionnés au Procès, à l'égard dudit Daret, l'ont banni & le bannissent à perpétuité hors du Royaume, ses biens acquis & confisqués à qui il apprendra, sur iceux préalablement pris la somme de 100 livres d'amende envers le Roi, en cas que la confiscation n'ait lieu au profit de Sa Majesté; & quant auxdits Roblastre & Boutiller, les bannissent pour cinq ans de ladite Ville, Bailliage, & ressort dudit Présidial de Mantes; & les ont condamnés chacun en dix liv. d'amende envers Sa Majesté; enjoignent pareillement auxdits Daret, Roblastre & Boutiller, de garder leur

Ban sous les mêmes peines. Ordonnent que le présent Arrêt à l'égard dudit Daret sera transcrit dans un Tableau, qui sera attaché par l'Exécuteur de la haute Justice à un poteau, qui sera planté à cet effet dans la Place publique de Mantes, où ledit de Goubert des Ferrieres a été exécuté. Condamnent en outre lesdits Roblastre & Boutiller solidairement & par corps à rétablir incessamment dans ladite Maison Seigneuriale de Saint-Cheron les meubles par eux enlevés, s'ils sont en nature, & à remettre les portes de ladite maison au même état qu'elles étoient, sinon payer à la succession dudit Goubert des Ferrieres la somme de deux cens livres pour le prix & valeur desdits meubles & portes; comme aussi condamnent solidairement lesdits Manoury, le Tourneur, Bourret, le Maire, Petit, Motet, & Daret, en vingt mille livres de réparation civile, & en tous les dépens du Procès envers Catherine de Goubert : les condamnent en outre aussi solidairement de fonder, à l'intention & pour le repos de l'ame dudit de Goubert des Ferrieres, dans l'Eglise de Notre-Dame de Mantes un Service solennel, avec une Messe haute à Diacre & Sous-Diacre, qui sera dite & célébrée à perpétuité, tous les ans à pareil jour que ledit des Ferrieres a été exécuté à mort; auquel Service assisteront les Prêtres du grand & petit College de ladite Eglise, pour l'exécution de laquelle fondation ils seront tenus de faire un fonds suffisant, dont ils demeureront garants solidairement, &

d'en passer Contrat avec le Chapitre, le Curé, l'Oeuvre, & la Fabrique de ladite Église, en présence de ladite Catherine de Goubert, dans un mois, à compter du jour de la signification du présent Arrêt à leurs personnes & domiciles; sinon, & à faute de ce faire dans ledit mois, ledit Contrat de fondation sera passé à la diligence du Procureur-Général; laquelle fondation s'exécutera pour la première fois le lendemain de la passation du Contrat d'icelle, & dans la suite annuellement, ainsi qu'il est ci-dessus ordonné; & sera gravé sur un marbre blanc, qui sera attaché en forme d'épitaphe sur un des piliers des plus apparents de ladite Église, & mention faite de la cause d'icelle, du Contrat qui en aura été passé, & du présent Arrêt, ensemble de celui du 27 Mars dernier. Ordonnent, que de ladite somme de vingt mille livres de réparations civiles, & dépens adjugés solidairement à ladite de Goubert, & de celle à laquelle sera réglée la fondation & fraix d'épitaphe, lesdits de Manoury, le Tourneur, Bourret, en seront tenus chacun d'un quart, & ledit Daret d'un huitième, & lesdits le Maire, Petit & Motet, l'autre huitième. Et sur les accusations intentées, tant contre lesdits Gilles Champagne, & Chambellan, Gradués, que Marie Menu, lesdits Maîtres des Requêtes ont mis & mettent les Parties hors de Cour & de Procès, sans dommages, intérêts, ni dépens. Ordonnent que ladite Menu sera renvoyée aux Prisons de Mantes. Ont déclaré & dé-

clarent Marie-Barbe Pouget indigne de participer auxdites réparations tant honorables que pécuniaires , & en conséquence sur ses Requêtes & Demandes , ont mis les Parties hors de Cour. DONNÉ à Paris , auxdites Requêtes de l'Hôtel du Roi , le premier Septembre 1699.

La fondation du Service solennel pour le Sieur des Ferrières , & l'inscription sur du marbre blanc , prescrites par l'Arrêt , n'ont point été exécutées. Les Officiers condamnés ont donné une somme d'argent au Chapitre & à la Demoiselle des Ferrières pour racheter cette condamnation.

Cet Arrêt fait évanouir le faux éclat de la défense des Officiers de Mantes.

Observation sur l'Arrêt.

Le Prévôt , l'Assesseur , & le Procureur du Roi sont atteints & convaincus de prévarication. Ils étoient pris à partie au Parlement , dont ils avoient reconnu l'autorité , & ils avoient obtenu un Arrêt au Grand-Conseil , qui ouvroit les voies de droit à l'Accusé : il ne leur étoit pas permis de les lui fermer.

Le Président de Nesmond , désigné dans l'Arrêt sous le nom de le Maire , le Sieur Petit , Rapporteur , & le Sr. Motet , ne furent pas déclarés coupables de prévarication ; ils ne furent point condamnés à une peine afflictive ; ils pouvoient continuer l'exercice de leurs Charges : leur crime ne fut qu'une négligence & qu'un défaut d'attention , qui devoient être punis dans une affaire aussi

importante, parce qu'ils avoient contribué à la condamnation du Sieur des Ferrieres.

Quant à Daret, Greffier, sa peine fut un bannissement à perpétuité. Sa contumace fut causée qu'on augmenta la peine. Comme il dresloit toute la procédure, il étoit du complot secret des Officiers de la Maréchaussée. A l'égard de Roblaistre, Exempt, & Boutiller, Archer, étant coupables de malversations qu'ils avoient commises à l'abri de l'autorité de la Justice dont ils abusoient, on leur fit grace dans la peine qu'on leur imposa : suivant nos Loix, ils méritoient la mort (a). M^{re}. Gilles Champagne, & M^{re}. Chambellan, Avocats, furent jugés innocents, parce qu'on vit qu'ils n'avoient commis aucune prévarication, & que leur erreur pouvoit être excusée ; mais en les renvoyant absous de l'Accusation de la Demoiselle des Ferrieres, ils n'obtinrent point de dommages & intérêts, parce que cette erreur étoit toujours une faute qui avoit produit un grand mal.

A l'égard du Sieur des Ferrieres, les crimes dont il étoit accusé n'étant pas prouvés, & n'y ayant tout au plus qu'un commencement de Preuves, ils ne pouvoient pas donner lieu à une condamnation. On jugea que les nouvelles charges, à l'égard du vol, n'étoient fondées que sur des dépositions de témoins reprochés de droit. Quoique le Sieur des Ferrieres ne fût pas irréprochable,

&

(a) *Synt. Juris*, verbo *Divisio*, fol. 13. col. 1.

& qu'il pût être soupçonné des crimes énormes dont on l'accusoit ; il n'en étoit pas convaincu , on n'avoit pas fait d'instruction avec la servante , qu'on disoit qu'il avoit débauchée ; & on ne pouvoit point qu'il fût coupable de la suppression des deux enfants. L'Édit de Henri II, qui veut que les filles déclarent ce qu'elles ont fait de leurs enfants , n'est que contre les meres. Genevieve des Ferrieres , fille de l'Accusé , avoit été bannie à perpétuité , pour s'être dé faite de l'enfant dont elle étoit grosse ; sa fuite achevoit sa conviction. A l'égard de l'inceste qu'on accusoit le Sieur des Ferrieres d'avoir commis avec elle , il n'y en avoit point de preuves , nulle instruction à cet égard ; seulement quelques soupçons : ainsi les Juges n'avoient pas dû dire qu'il étoit condamné , outre le vol , pour les cas résultants du Procès. Le Procureur du Roi a dit , mal-à-propos , que le Jugement des Requêtes de l'Hôtel , qui a entériné les Lettres de révision , n'avoit point rétabli la mémoire du Sieur des Ferrieres : dès qu'elle étoit déchargée des condamnations prononcées par les Juges de Mantes , n'étoit-ce pas la rétablir ? N'étoit-ce pas un Jugement rendu en connoissance de cause , qui justifioit la mémoire du Sieur des Ferrieres , après qu'on avoit vu la Procédure ? Si les Juges n'avoient pas ordonné que l'écrou du Sieur des Ferrieres seroit rayé & biffé , c'est une disposition , qui est une conséquence nécessaire , dès que la mémoire de l'Accusé étoit dé-

chargée. Si le respect qu'on a pour une Cour Souveraine, ne permet pas d'exécuter une disposition qui est renfermée dans leur Jugement, lorsqu'elle n'est pas exprimée formellement, la Demoiselle des Ferrières, sur une simple Requête, en demandant l'exécution de cette disposition, ne pouvoit pas être refusée.

La condamnation à une peine capitale, pleine d'ignominie, subie par un accusé qui a dû être renvoyé de l'accusation, est un crime horrible, quand cette peine est prononcée en violant des regles indispensables. Des Juges, qui abusent ainsi de leur pouvoir, ont mérité d'être condamnés au dernier supplice; & la Justice, qui leur est confiée, s'élève contre eux, & demande vengeance de l'abus qu'ils ont fait de leur autorité. Quoique le Sieur des Ferrières ne fût pas tout-à-fait blanc comme neige, & qu'il fût couvert de l'opprobre que deux de ses enfants avoient fait rejaillir sur lui, il avoit mérité qu'on rétablît sa mémoire, parce que, suivant l'ordre judiciaire, il ne devoit pas être condamné; & les Officiers de la Maréchaussée s'étoient justement attiré l'indignation de leurs Juges.

On a observé, que le Procureur du Roi & l'Assesseur du Prévôt, sont morts dans l'excès d'une douleur enragée; le Prévôt se fit Soldat aux Gardes, & mourut dans la misère; le Greffier eut le même sort. On peut envisager ces morts comme des coups de la Justice divine; mais, comme ses def-

seins sont impénétrables, que les coupables peuvent avoir expié leurs crimes, ou que Dieu peut s'en être réservé la punition dans l'autre monde, ces morts peuvent aussi être regardées purement comme naturelles.

Nous avons eu depuis ce temps-là une condamnation contre des Officiers de la Maréchaussée de Saumur pris à Partie. Philippe Thomas, Écuyer, Sieur de Beaupré, fut accusé injustement d'avoir assassiné, pendant la nuit, le Meûnier de Boutnan & sa femme. Il fut condamné, par les Officiers de la Maréchaussée de Saumur, à être appliqué à la Question ordinaire & extraordinaire, pour avoir révélation de ses complices, & à être rompu tout vif; ce qui fut exécuté le même jour du Jugement, le 18 Août 1714.

Autre
exemple
d'un ju-
gement
Prévôtal
cassé.

Perinne Besnard, sa veuve, se pourvut en cassation au Conseil du Roi, qui renvoya l'affaire aux Requêtes de l'Hôtel, afin que les Maîtres des Requêtes, qui étoient en service, donnassent leur avis. Ils opinèrent qu'il n'y avoit point lieu à la cassation : cependant le Roi accorda à la veuve des Lettres de révision du Procès, & la renvoya à la Tournelle du Parlement pour y procéder à l'entérinement des Lettres. Le 12 Août 1718, les Lettres furent entérinées dans cette Chambre, & la mémoire de Philippe Thomas de Beaupré fut déchargée de l'accusation.

La veuve obtint au Conseil du Roi permission de prendre à partie les Juges de Sau-

mur, & les fit assigner en conséquence. Le Roi condamna les Juges solidairement le 9 Septembre 1720, à payer à la veuve 13000 livres de dommages & intérêts, & à tous les dépens avec la même solidité ; permit à la veuve de faire exhumer le corps, & de le faire enterrer dans telle Église qu'elle voudroit choisir.

Les Juges n'étoient pas coupables de prévarication, mais d'erreur & de méprise inexcusable.

Quel est l'innocent qui ne tremble, en voyant sa vie & son honneur entre les mains de Juges sujets à se méprendre ! Ces Jugements cassés sont des monuments de la surprise & de la foiblesse des hommes dans les cas les plus graves & les plus importants.

On a cru devoir placer ici la dernière Déclaration du Roi sur les Cas Prévôtaux ou Présidiaux.

L O U I S , &c.

Déclaration
du
Roi sur
les cas
Prévô-
taux ou
Prési-
diaux.

UN des principaux objets de l'Ordonnance que le feu Roi, notre très-honoré Seigneur & bisaïeul, fit en l'année 1670, sur la procédure criminelle, fut de marquer des bornes certaines entre les Juges ordinaires & les Prévôts des Maréchaux, pour prévenir des conflits de Jurisdiction, dont les coupables abusent si souvent pour se procurer l'impunité, & qui retardent au moins un exemple qu'on ne sauroit rendre trop prompt. C'est dans cette vue, qu'après avoir fait le dénom-

brement de tous les cas prévôtaux dans l'Article XII du Titre premier de cette Ordonnance, le feu Roi y ajouta plusieurs dispositions dans le même Titre, & dans le suivant, tant à l'égard du Jugement de compétence, que par rapport à celui du Procès même, & des accusations de cas ordinaires qui pourroient survenir pendant le cours de l'instruction. Les difficultés qui se sont élevées depuis l'Ordonnance de 1670, ont été réglées en différent temps par des Edits particuliers, & par des Déclarations qui ont expliqué le véritable esprit de cette Loi, ou qui ont décidé les cas qu'elle n'avoit pas prévus expressément; mais l'expérience fait voir qu'il reste encore plusieurs points importants, qui font naître tous les jours des sujets de contestation entre la Justice ordinaire, & les Juges des cas prévôtaux: & comme d'ailleurs le nouvel ordre, qui a été établi par notre autorité sur le nombre & le service des Officiers de Maréchaussées, semble exiger aussi que Nous leur donnions des regles encore plus claires & plus précises sur la Jurisdiction qu'ils doivent exercer, Nous avons jugé à propos de réunir dans une seule Loi toutes les dispositions des Loix précédentes sur les cas prévôtaux, & sur le pouvoir des Officiers qui en ont la connoissance. Nous y ajouterons plusieurs dispositions nouvelles, soit pour expliquer plus exactement, & la qualité des personnes, & la nature des crimes qui sont de la compétence des Prévôts des Maréchaux, soit pour décider les Ques-

tions qui se sont souvent présentées sur le concours du cas prévôtal & du cas ordinaire, ou sur d'autres points également dignes de notre attention; en sorte que tous les Officiers qui doivent contribuer chacun de leur part à la sûreté commune de nos Sujets, trouvant dans la même Loi la décision des difficultés qui arrêtoient auparavant le cours de la Justice, ne soient plus occupés qu'à Nous donner par une utile émulation de plus grandes preuves de leur zèle pour le bien de notre service, & pour le maintien de la tranquillité publique. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvants, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine Puissance, & Autorité Royale, Nous avons dit, déclaré, & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons, & ordonnons, voulons & nous plaît, ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les Prévôts de nos cousins les Maréchaux de France connoîtront de tous crimes commis par vagabonds & gens sans aveu; & ne seront réputés vagabonds & gens sans aveu, que ceux qui n'ayant ni profession, ni métier, ni domicile certain, ni bien pour subsister, ne peuvent être avoués, ni faire certifier de leurs bonnes vie & mœurs par personnes dignes de foi. Enjoignons auxdits Prévôts des Maréchaux d'arrêter ceux ou celles qui seront de la qualité susdite, encore qu'ils ne fussent prévenus d'aucun autre crime ou

délit, pour leur être leur Procès fait & parfait conformément aux Ordonnances. Seront pareillement tenus lesdits Prévôts des Maréchaux d'arrêter les mendiants valides, qui seront de la même qualité, pour procéder contre eux, suivant les *Édits & Déclarations* qui ont été donnés sur le fait de la mendicité.

II. Lesdits Prévôts des Maréchaux connoîtront aussi de tous crimes commis par ceux qui auront été condamnés à peine corporelle, bannissement, ou amende honorable; ne pourront néanmoins prendre connoissance de la simple infraction de ban, que lorsque la peine du bannissement aura été par eux prononcée. Voulons que dans les autres cas, les Juges, qui auront prononcé la condamnation, connoissent de ladite infraction de ban, si ce n'est que la peine du bannissement ait été prononcée par Arrêt de nos Cours de Parlement, soit en infirmant ou en confirmant les Sentences des premiers Juges, & quand même l'exécution auroit été renvoyée auxdits Juges : auxquels cas le Procès ne pourra être fait & parfait à ceux qui seront accusés de ladite infraction de ban, que par nosdites Cours de Parlement. Voulons au surplus, que nos *Déclarations* des 8 Janvier 1719, & 5 Juillet 1722, soient exécutées selon leur forme & teneur, en ce qui concerne notre bonne Ville de Paris.

III. Lesdits Prévôts des Maréchaux auront aussi la connoissance de tous excès, oppressions, ou autres crimes commis par gens de guerre, tant dans leur marche, que dans

les lieux d'étapes , ou d'assemblée , ou de séjour , pendant leur marche ; des déserteurs d'armée , de ceux qui les auroient subornés , ou qui auroient favorisé ladite désertion , & ce , quand même les accusés ne seroient point gens de guerre.

IV. Tous les cas énoncés dans les trois Articles précédents , & qui ne sont réputés prévôtaux que par la qualité des personnes accusées , seront de la compétence des Prévôts des Maréchaux , quand même il s'agiroit de crimes commis dans les Villes de leur résidence.

V. Ils connoîtront en outre de tous les cas qui sont prévôtaux par la nature du crime , savoir , de vol sur les grands chemins , sans que les rues des Villes & Fauxbourgs puissent être censées comprises à cet égard sous le nom de grands chemins ; des vols faits avec effraction , lorsqu'ils seroient accompagnés de port d'armes & violence publique , ou lorsque l'effraction se trouvera avoir été faite dans les murs de clôture , ou toits de maisons , portes & fenêtres extérieures , & ce quand même il n'y auroit eu ni port d'armes ni violence publique ; des sacrilèges accompagnés des circonstances ci-dessus marquées à l'égard du vol commis avec effraction : des séditions , émeutes populaires , attroupements , & assemblées illicites avec port d'armes ; des levées de Gens de guerre , sans commission émanée de Nous ; de la fabrication ou exposition de fausse monnoie : le tout sans qu'aucuns autres crimes , que ceux de la qualité

ci-dessus marquée, puissent être réputés cas prévôtaux par leur nature.

VI. Ne pourront néanmoins lesdits Prévôts des Maréchaux connoître des crimes mentionnés dans l'Article précédent, lorsque lesdits crimes auront été commis dans les Villes & Fauxbourgs du lieu où lesdits Prévôts ou leurs Lieutenants font leur résidence.

VII. Nos Juges Présidiaux connoîtront aussi en dernier ressort des personnes & crimes dont il est fait mention dans les Articles précédents, à l'exception néanmoins de ce qui concerne les déserteurs, subornateurs, & auteurs desdits déserteurs, dont les Prévôts des Maréchaux connoîtront seuls à l'exclusion de tous Juges ordinaires.

VIII. Les Sieges Présidiaux ne prendront connoissance des cas qui sont prévôtaux par la qualité des accusés, ou par la nature du crime, que lorsqu'il s'agira de crime commis dans la Sénéchaussée ou Bailliage dans lequel le Siege Présidial est établi; & à l'égard de ceux qui auront été commis dans d'autres Sénéchaussées ou Bailliages, quoique ressortissants audit Siege Présidial dans les deux cas de l'Édit des Présidiaux, nos Baillifs & Sénéchaux en connoîtront, à la charge de l'Appel en nos Cours de Parlement, conformément à la Déclaration du 29 Mai 1702.

IX. En cas de concurrence de procédures, les Présidiaux, même les Baillifs & Sénéchaux, auront la préférence sur les Prévôts

des Maréchaux, s'ils ont informé & décrété avant eux, ou le même jour.

X. Nos Prévôts, Châtelains, & autres nos Juges ordinaires, même ceux des Hauts-Justiciers, connoîtront à la charge de l'Appel en nos Cours de Parlement, des crimes qui ne sont pas du nombre des cas royaux ou prévôtaux par leur nature, & qui auront été commis dans l'étendue de leur Siege & Justice par les personnes mentionnées dans les Articles I & II de la présente Déclaration, même de la contravention aux Édits & Déclarations sur le fait de la mendicité; & ce concurremment & par prévention avec lesdits Prévôts des Maréchaux, & préférablement à eux, s'ils ont informé & décrété avant eux, ou le même jour.

XI. Les Ecclésiastiques ne seront sujets en aucun cas, ni pour quelque crime que ce puisse être, à la Jurisdiction des Prévôts des Maréchaux, ou Juges Présidiaux en dernier ressort.

XII. Voulons qu'à l'avenir les Gentils-hommes jouissent du même privilege, si ce n'est qu'ils s'en fussent rendus indignes par quelque condamnation qu'ils eussent subi, soit de peine corporelle, bannissement, ou amende honorable.

XIII. Nos Secrétaires & nos Officiers de Judicature, du nombre de ceux dont les Procès criminels ont accoutumé d'être portés à la grande, ou premiere Chambre de nos Cours de Parlement, ne pourront être jugés en aucun cas par les Prévôts des Maréchaux, ou Juges Présidiaux en dernier ressort.

XIV. Si dans le nombre de ceux qui seront accusés du même crime, il s'en trouve un seul qui ait une des qualités marquées par les trois Articles précédents, les Prévôts des Maréchaux n'en pourront connoître, & seront tenus d'en délaïsser la connoissance aux Juges à qui elle appartiendra, quand même la compétence auroit été jugée en leur faveur, & ne pourront aussi nos Juges Présidiaux en connoître qu'à la charge de l'Appel.

XV. Pourront néanmoins les Prévôts des Maréchaux informer contre les personnes mentionnées dans les Articles XI, XII, & XIII, même décréter contre eux, & les arrêter, à la charge de renvoyer les procédures par eux faites aux Bailliages ou Sénéchaussées dans l'étendue desquelles le crime aura été commis, pour y être le Procès fait & parfait auxdits accusés, ainsi qu'il appartiendra, à la charge de l'Appel en nos Cours de Parlement.

XVI. Ne pourront pareillement les Prévôts des Maréchaux, ni les Juges Présidiaux, connoître d'aucuns crimes, quoique prévôtaux, lorsqu'il s'agira de crimes commis dans l'étendue des Villes où nos Cours de Parlement sont établies, & Fauxbourgs desdites Villes; & ce quand même lesdits Prévôts des Maréchaux ou leurs Lieutenants n'y feroient pas leur résidence: le tout à l'exception des cas qui ne sont prévôtaux que par la qualité des accusés, suivant les Articles I & II des Présentes, lesquels cas lesdits Prévôts des Maréchaux ou Prési-

diaux pourront continuer de connoître, même dans les Villes où nosdites Cours ont leur séance; à la charge de se conformer par eux à la disposition de l'Article II de la présente Déclaration, en ce qui concerne l'infraction de ban.

XVII. Si les mêmes accusés se trouvent poursuivis pour des cas ordinaires, soit par-devant nos Baillifs ou Sénéchaux, soit par-devant nos Prévôts, Châtelains, ou autres nos Juges, même ceux des Hauts-Justiciers, & qu'ils soient aussi prévenus de cas qui soient prévôtaux par leur nature, & qui aient donné lieu aux Prévôts des Maréchaux ou aux Juges Présidiaux de commencer des procédures contre eux; la connoissance des deux accusations appartiendra auxdits Baillifs & Sénéchaux, à l'exclusion des Prévôts, Châtelains, ou autres Juges subalternes, & préféablement auxdits Prévôts des Maréchaux & Juges Présidiaux, si lesdits Baillifs & Sénéchaux, ou autres Juges à eux subordonnés, ont informé & décrété avant lesdits Prévôts des Maréchaux & Juges Présidiaux, ou le même jour; & lorsque le crime, dont le Prévôt des Maréchaux aura connu, n'aura pas été commis dans le ressort des Bailliages & Sénéchaussées où les cas ordinaires seront arrivés, il en sera donné avis à nos Procureurs-Généraux par leurs Substituts, tant auxdits Bailliages & Sénéchaussées, que dans la Jurisdiction du Prévôt des Maréchaux, pour y être pourvu par nos Cours de Parlement, sur la réquisition de nosdits Procureurs.

reurs-Généraux, par Arrêt de renvoi des deux accusations, dans tel Siege ressortissant nuement en nosdites Cours qu'il appartiendra.

XVIII. *Voulons réciproquement, que si dans le cas de l'Article précédent, les Prévôts des Maréchaux ou les Juges Présidiaux ont informé & décrété pour le crime qui est de leur compétence, avant que les autres Juges nommés dans ledit Article aient informé & décrété pour le cas ordinaire, la connoissance des deux accusations appartienne en entier auxdits Prévôts des Maréchaux, ou auxdits Sieges Présidiaux, pour être instruites & jugées par eux, même pour ce qui regarde les cas ordinaires : & lorsque lesdits cas ne seront pas arrivés dans le Département du Prévôt des Maréchaux qui aura connu des cas prévôtaux, Nous nous réservons d'y pourvoir sur l'avis qui en sera donné à notre amé & féal Chancelier de France, en renvoyant les deux accusations pardevant tel Présidial ou Prévôt des Maréchaux qu'il appartiendra. N'entendons comprendre dans la disposition du présent Article, les accusations dont l'instruction seroit pendante en nos Cours, contre des coupables prévenus de crimes prévôtaux, auquel cas, en tout état de cause, seront toutes les accusations jointes & portées en nosdites Cours.*

XIX. *En procédant au Jugement des accusations qui auront été instruites conjointement par lesdits Prévôts des Maréchaux ou Juges Présidiaux, au cas de l'Article*

précédent, les Juges seront tenus de marquer distinctement les cas dont l'Accusé sera déclaré atteint & convaincu : au moyen de quoi, sera le Jugement exécuté en dernier ressort, si l'Accusé est déclaré atteint & convaincu du cas prévôtal, sinon, ledit Jugement ne sera rendu qu'à la charge de l'Appel, dont il sera fait mention expresse dans la Sentence : le tout à peine de nullité, même d'interdiction contre les Juges qui auroient contrevenu au présent Article.

XX. Si dans le même Procès criminel il y a plusieurs accusés, dont les uns soient poursuivis pour un cas ordinaire, & dont les autres soient chargés d'un crime prévôtal, la connoissance des deux accusations appartiendra à nos Baillifs & Sénéchaux, préférentiellement aux Prévôts des Maréchaux & Sieges Présidiaux, soit que les Juges qui auront informé & décrété pour le cas ordinaire aient prévenu lesdits Prévôts des Maréchaux, ou Juges Présidiaux, soit qu'ils aient été prévenus par eux : & si les Juges Présidiaux s'en trouvent saisis, ils n'en pourront connoître, qu'à la charge de l'Appel. Voulons qu'il en soit usé de même, s'il se trouve plusieurs accusés, dont les uns soient de la qualité marquée dans les Articles I & II des Présentes, & dont les autres ne soient pas de ladite qualité.

XXI. Voulons que tous Juges du lieu du délit, royaux ou autres, puissent informer, décréter, & interroger tous accusés, quand même il s'agiroit de cas royaux ou de cas

prévôtaux : leur enjoignons d'y procéder aussi-tôt qu'ils auront eu connoissance desdits crimes ; à la charge d'en avertir incessamment nos Baillifs & Sénéchaux dans le ressort desquels ils exercent leur Justice, par Acte dénoncé au Greffe Criminel desdits Baillifs & Sénéchaux, lesquels seront tenus d'envoyer quérir aussi incessamment les Procédures & les Accusés. Pourront pareillement lesdits Prévôts des Maréchaux informer de tous cas ordinaires, commis dans l'étendue de leur ressort, même décréter les accusés, & les interroger, à la charge d'en avertir incessamment nos Baillifs & Sénéchaux, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & de leur remettre les Procédures & les Accusés, sans attendre même qu'ils en soient requis.

XXII. Interprétant entant que besoin seroit, l'Article XVI du Titre premier de l'Ordonnance de 1670, Voulons que, si les coupables d'un cas royal ou prévôtal ont été pris, soit en flagrant délit, ou en exécution d'un décret décerné par le Juge ordinaire des lieux, avant que le Prévôt des Maréchaux ait décerné un pareil décret contre eux, le Lieutenant-Criminel de la Sénéchaussée ou du Bailliage supérieur, soit censé avoir prévenu ledit Prévôt des Maréchaux par la diligence du Juge inférieur.

XXIII. Le temps de vingt-quatre heures, dans lequel les Prévôts des Maréchaux sont tenus, suivant l'Article XIV du Titre II de l'Ordonnance de 1670, de délaisser au Juge ordinaire du lieu du délit la connois-

sance des crimes qui ne sont pas de leur compétence, sans être obligés de prendre sur ce l'avis des Présidiaux, ne commencera à courir que du jour du premier interrogatoire, auquel ils seront tenus de procéder dans les vingt-quatre heures de la capture.

XXIV. Les Prévôts des Maréchaux, Lieutenant-Criminel de Robe-courte, & les Officiers des Sieges Présidiaux, seront tenus de déclarer à l'Accusé, au commencement du premier interrogatoire, qu'ils entendent le juger en dernier ressort, & d'en faire mention dans ledit interrogatoire, le tout sous les peines portées par l'Article XIII du Titre II de l'Ordonnance de 1670; & faute par eux d'avoir satisfait à ladite formalité, voulons que le Procès ne puisse être jugé qu'à la charge de l'Appel, à l'effet de quoi il sera porté au Siege de la Sénéchaussée ou du Bailliage, dans le ressort duquel le crime aura été commis, pour y être instruit & jugé ainsi qu'il appartiendra.

XXV. Lorsque les Prévôts des Maréchaux ou autres Officiers qui sont obligés de faire juger leur compétence, auront été déclarés compétents par Sentence du Présidial à qui il appartiendra d'en connoître, ladite Sentence sera prononcée sur le champ à l'Accusé, en présence de tous les Juges, & mention sera faite par le Greffier de ladite prononciation au bas de la Sentence, laquelle mention sera signée de tous ceux qui auront assisté au Jugement, ensemble de l'Accusé, s'il fait & veut signer; sinon sera fait mention

tion de sa déclaration qu'il ne fait signer, ou de son refus; le tout à peine de nullité, & sans préjudice de l'exécution des autres dispositions de l'Article xx du Titre II de l'Ordonnance de 1670.

XXVI. Lorsque les Prévôts des Maréchaux & autres Juges en dernier ressort, qui sont obligés de faire juger leur compétence, auront été déclarés incompétents par Sentence des Juges Présidiaux, ni les Parties civiles, ni lesdits Officiers, ou nos Procureurs aux Sieges Présidiaux, ou aux Maréchaussées, ne pourront se pourvoir, en quelque maniere que ce soit, contre les Jugements par lesquels lesdits Prévôts des Maréchaux, ou autres Juges en dernier ressort, auront été déclarés incompétents, ni demander que l'Accusé soit renvoyé pardevant eux; mais, sera ladite Sentence exécutée irrévocablement à l'égard du Procès sur lequel elle sera intervenue. N'entendons néanmoins empêcher, que si lesdits Officiers prétendent que ledit Jugement donne atteinte aux droits de leur Jurisdiction, & peut être tiré à conséquence contre eux dans d'autres cas, ils Nous en portent leurs plaintes, pour y être par Nous pourvu ainsi qu'il appartiendra.

XXVII. Dans les accusations de duel, que les Prévôts des Maréchaux ne peuvent juger qu'à la charge de l'Appel, suivant l'Article ix de l'Édit du mois d'Août 1679, ils ne déclareront point à l'Accusé qu'ils entendent le juger en dernier ressort, & il ne sera donné aucun Jugement de compétence : Ne

Tome IV.

P

pourra être aussi formé aucun Règlement de Juges à cet égard ; sauf , en cas de contestation entre différents Sieges , sur la compétence , à y être pourvu par nos Cours de Parlement , sur la requête des Accusés , ou sur celle de Procureurs auxdits Sieges , ou sur la requisition de nos Procureurs-Généraux.

XXVIII. Les Prévôts des Maréchaux , même dans le cas de duel , seront tenus de se faire assister de l'Assesseur en la Maréchaussée , ou en l'absence dudit Assesseur , de tel autre Officier de Robe-longue , qui sera commis par le Siege où se fera l'instruction du Procès ; & ce , tant pour les Interrogatoires des Accusés , que pour ladite Instruction : le tout conformément aux Articles XII & XXII du Titre II de l'Ordonnance de 1670 ; à l'exception néanmoins de l'interrogatoire fait au moment ou dans les vingt-quatre heures de la capture , qui pourra être fait sans l'Assesseur , suivant ledit Article XII. Ne pourront audit cas de duel les Jugements préparatoires , interlocutoires , ou définitifs , être rendus qu'au nombre de cinq Juges au moins , & il sera fait deux minutes desdits Jugements , conformément à l'Article XIV du même Titre.

XXIX. L'Article XIX du Titre VI de l'Ordonnance de 1670 , sera exécuté selon sa forme & teneur ; & , en y ajoutant , Voulons que les Greffiers des Bailliages , Sénéchaussées , Présidiaux , & Maréchaussées , soient tenus d'envoyer tous les six mois à nos Procureurs-Généraux en nos Cours de Parle-

ment, chacun dans leur ressort, un extrait de leur Registre, ou Dépôt, signé d'eux, & visé, tant par les Lieutenants-Criminels, que par nosdits Procureurs auxdits Bailliages, Sénéchaussées, & Sieges Présidiaux; dans lequel Extrait, ils seront tenus d'insérer en entier la Copie des Jugemens de compétence rendus pendant les six mois précédents, & de la Prononciation d'iceux, en forme prescrite par l'Article XXIV ci-dessus; le tout à peine d'interdiction, ou de telle amende qu'il appartiendra, & sans préjudice de l'exécution des autres dispositions contenues dans ledit Article XIX du Titre VI de l'Ordonnance de 1670.

XXX. *Voulons que la présente déclaration soit exécutée selon sa forme & teneur, dans tous les Pays, Terres, & Seigneuries de notre obéissance; dérogeant à cet effet à toutes Loix, Ordonnances, Édits, Déclarations, & Usages, même à ceux de notre Châtelet de Paris, en ce qu'ils pourroient avoir de contraire aux dispositions des Présentes.*

Si donnons en Mandement, &c.

Donnée à Marly, le 5 Février, l'an de grace 1731, & de notre regne le seizième.
Signé, LOUIS.

Registrée à Paris en Parlement le 16 Février 1731.



CAUSE DE DIEU,

O U

S O C I É T É

*Qu'un Homme contracta avec Dieu,
exécutede.*

QUOIQUE le plus sage de tous les hommes ait dit qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, voici pourtant une Cause toute nouvelle, dont on n'a vu aucun exemple qui en approchât. Ceux qui cherchent la vraie explication de cette Sentence de Salomon pour en trouver la justesse du sens, doivent l'appliquer aux passions des hommes, qui sont toujours les mêmes, & renouvellent les mêmes spectacles : l'ambition, l'avarice, l'amour du plaisir, en un mot, les trois cupidités dont parle l'Écriture-Sainte (a), nous représentent aujourd'hui les hommes tels qu'ils ont toujours été.

La nouveauté dont je vais parler, n'a pas sa source dans les passions, mais dans la Religion : c'est un Marchand qui en étoit pé-

(a) *Quoniam omne quod est in mundo concupiscentia carnis est, & concupiscentia oculorum, & superbia vita.*
Epist. 1. Joan. c. 2. v. 26.

nétre, qui a voulu consacrer son commerce, en y associant Dieu même ; & cette société si respectable, a été attaquée par la cupidité de ce siècle. On a osé disputer à Dieu les biens qu'un Marchand, par un juste retour, lui avoit consacrés comme au Maître de l'univers, & au seul Dispensateur des biens de ce monde.

Je vais exposer cette affaire singulière avec tous les moyens qui ont été employés de part & d'autre.

J'ai eu un grand secours dans le Plaidoyer de M. Daguesseau, fils de M. le Chancelier, alors Avocat-Général, à présent Conseiller d'État. Ce Magistrat inséra dans son Ouvrage les Extraits des moyens que les Défenseurs des Parties avoient mis en œuvre. J'aurois suivi pas à pas ces Extraits, je veux dire mot à mot, si je les avois eus de la main de M. Daguesseau ; mais comme c'est un ouvrage que la mémoire a retenu, j'ai lu les Factums des deux Avocats, & j'ai pu suppléer à ce qu'on avoit omis ; j'ai fait d'ailleurs quelques réflexions, que le sujet a fait naître dans mon esprit.

Paul Duhalde, né à Paris, & fils d'un Jouaillier, étoit d'un caractère singulier ; il ne manquoit ni d'esprit, ni de jugement ; il avoit même de l'inclination pour les Sciences : mais ce sont de ces hommes qui ne pensent pas comme les autres, & à qui les objets prennent dans l'imagination une teinte différente de celle dont on les croit ordinairement revêtus. Il joignoit à ces quali-

Histoire de la Cause de Dieu.

tés une religion solide, & beaucoup de goût pour la retraite.

Ayant perdu son pere à seize ans & demi, sa mere l'envoya en Espagne, pour s'y former au commerce. Dans un âge si peu mûr, il eut la témérité de le vouloir faire de son chef. Rebuté du mauvais succès qu'il eut, il revint bientôt en France. Sa mere, mécontente d'un voyage, dont il n'avoit remporté ni profit, ni lumieres, voulut le faire retourner en Espagne; mais ayant changé d'opinion, elle l'envoya à Rouen, chez un Marchand. Duhalde s'y ennuya : il entreprit le voyage de la mer du Sud, & passa en Amérique. A peine y fut-il arrivé, que son humeur inquiete le fit revenir en France.

C'est dans ce voyage d'Amérique, qu'il fit un Journal, où il renferma les événements de sa vie jusqu'alors, ses voyages, ce qui lui étoit arrivé, les lieux où il avoit séjourné, dont il fit des descriptions. Il donna dans le défaut des Relations des Voyageurs, qui sont part au Public de certains détails peu intéressants; mais l'on a lieu de croire que sa sincérité lui a fait donner le démenti au Proverbe, qui veut que *Menteur* & *Voyageur* soient synonymes. Ce Journal apprend que Duhalde avoit promis aux Pauvres le seizieme du profit qu'il feroit dans son voyage de la mer du Sud : sa promesse s'évanouit, parce que ce voyage lui fut infructueux. Ce Journal fait mention, que sa mere fut de plus en plus mécontente du peu de fruit de ses différentes courses.

Ce fut au mois de Mai 1717 que Duhalde revint à Paris ; il y demeura sept mois, & s'y occupa à dresser une formule du compte que sa mere devoit lui rendre, tant de la communauté que de tutele. Il étoit alors âgé de vingt-six ans.

Dans ce même temps, il s'attacha successivement à plusieurs sciences : il s'explique ainsi dans son Journal :

„ Comme je prévoyois bien que ce compte
„ traîneroit en longueur, je m'appliquai
„ à l'étude de l'Écriture-Sainte ; & je fis
„ l'Analyse du Pentateuque, & j'en tirai
„ l'Abrégé de l'Histoire, sur laquelle je ne
„ laissai pas de faire quelques remarques
„ essentielles. Je mis d'ailleurs en ordre
„ alphabétique un petit Dictionnaire de
„ Géographie nouvelle. Enfin, je com-
„ mençai à apprendre la Musique au mois
„ de Janvier 1718. „ Ces différentes étu-
des ont donné lieu de l'accuser d'inconstance, & d'avoir une affiette d'esprit peu solide : je l'accuserois seulement d'une intempérance avide, qui nous porte à vouloir tout savoir.

Duhalde, ayant contracté une société de Pierreries avec deux Marchands, part pour Madrid : son voyage ne réussit pas ; il revint à Paris au mois de Février 1719. Dans ce temps il paroît dégoûté du commerce des hommes. Voici comme il s'exprime : “ Pendant le séjour que je fis à
„ Paris, il n'y a point de contradiction que
„ je n'aie éprouvée de la part des hom-

„ mes; amis, parents, prenant, ce sem-
 „ ble, plaisir à me faire de la peine : j'a-
 „ voue que je ne savois de quel bois faire
 „ fleche. „

Ces réflexions mélancoliques lui firent naître l'idée du projet le plus singulier, & en même temps le plus chrétien qui ait jamais été conçu. Il prit le parti de contracter une société avec Dieu : il la rédigea sur son Journal, le 24 Septembre 1719. Voici comme il s'explique dans le Préambule. *Je résolu de contracter une société avec Dieu; promettant & faisant vœu d'en accomplir tous les Articles qui sont ci-après, & j'engage mes héritiers, tels qu'ils soient, à la teneur de tous ces Articles, au cas que je meure avant de l'avoir fait par moi-même.*

Cette société, qui a pour objet le commerce des pierreries, est pour cinq ans, à commencer du premier Octobre 1719, jusqu'au premier Octobre 1724. Il fixe son bien à 3000 piastras, monnoie d'Espagne, ou 15000 livres, monnoie de France : c'est le fonds qu'il met dans la société ; c'est tout le bien qui lui restoit, tant de la succession de son pere, que de ce qu'il avoit reçu de sa mere en avancement d'hoirie. Il s'interdit la faculté de contracter aucune autre société pendant la durée de cinq années, si ce n'est avec une femme par le mariage. Il paroît par quelques Articles de son Journal, qu'il avoit dès-lors de la passion pour la femme qu'il a épousée depuis.

Dès que les cinq années seront expi-

rées, Duhalde s'engage de faire un Bilan : il doit prélever sur la société, premièrement les 3000 piastras qu'il a mis, & qui sont le fonds de la société. Secondement, la dot qu'une femme lui apportera. Troisièmement, les successions qui lui seront échues pendant la société : après quoi, il ajoute, & *l'excédant se partagera entre Dieu & moi*. Il est vrai que Dieu n'avoit point mis de fonds particulier dans la société : mais s'il y a des sociétés où un Associé ne contribue que son industrie (a) ; Dieu, qui est l'auteur de tous les profits, étoit bien dispensé de mettre aucun fonds dans la société.

Y a-t-il rien de plus grand qu'une pareille société ? Quelle gloire pour un Marchand d'avoir un tel Associé !

Cette société ainsi réglée, Duhalde part de nouveau pour l'Espagne. Les commencements ne furent point heureux ; Dieu, que nous pouvons appeller son Associé, voulut l'éprouver. Duhalde s'attache au Cardinal Alberoni : il conçoit de grandes espérances ; mais la disgrâce de ce Ministre les fait convertir en fumée. Il a recours à un nouveau Protecteur, qui est le Marquis Scotti ; il lui fait sa cour, il en est regardé favorablement. Il obtient le titre de Jouaillier du Roi & de la Reine d'Espagne : son entrée au Palais, que ce titre lui donne, est long-temps infructueuse.

On forme quelques années après le pro-

(a) L. 80. ff. *pro solo*.

jet du double mariage entre la France & l'Espagne : il se met en mouvement pour fournir les pierreries dont on doit faire l'achat à l'occasion de ces alliances. Il se voit traversé , & prêt d'être supplanté par un Jouaillier Espagnol , nommé Alfazo : il ne trouve point d'autre moyen de parer le coup , que de s'unir avec l'Étranger pour cette affaire. L'union se fait , Duhalde reçoit les fonds , vient à Paris en Octobre 1721 en faire les achats : il réussit ; le succès passe ses espérances. Il prend alors la résolution de ne plus quitter sa patrie.

Au mois de Janvier 1722 , il se marie , & épouse Marie-Anne de Hanfy , fille d'un Libraire ; elle lui apporte en dot trente mille livres , dont quinze mille entrent en communauté : le contrat porte la clause , que les conjoints ne seront point tenus des dettes l'un de l'autre , contractées avant le mariage. Duhalde avoit alors plus de 50000 livres.

Au mois de Septembre 1722 , sa mere meurt ; la part de Duhalde , dans cette succession , monte à 70226 livres.

Le 20 Mai 1725 , il naît à Duhalde un fils : il ne perd point de vue l'engagement qu'il a contracté avec Dieu ; il prend sur les fonds , qu'il regarde comme communs , différentes sommes pour assister les pauvres ; il a soin d'inscrire ces emplois sur ses Registres.

Dès le 1 Octobre 1724 , la société étoit expirée. Duhalde avoit fait une liquidation

de compte , il avoit écrit scrupuleusement la recette & la dépense. Les sommes données aux pauvres montoient à 13684 livres ; il avoit depuis constitué 150 livres de rente viagere au principal de 2400 livres au profit d'une fille âgée ; son Journal en fait mention. Le contrat porte , qu'il a touché les deniers , composant le fonds de cette rente : mais il se fit passer une contre-Lettre , par laquelle cette fille déclaroit ne lui avoir point fourni le fonds , & par une apostille sur son Registre , il renvoie à cette contre-Lettre. Ainsi c'étoit une œuvre de charité qu'il avoit pratiquée envers cette fille.

Par le compte que Duhalde rend de la société , il distingue trois sortes de pierres qui en composoient le profit ; les unes sont à Amsterdam ; les autres sont à Madrid ; les dernières à Paris : il solde le compte des Pauvres ; mais comme leur part consistoit en pierreries , dont la plupart étoient dans les Pays étrangers , & que le prix d'ailleurs en étoit diminué , il ne les évalue point , il se contente de les indiquer , & de mettre dans des paquets celles qu'il possédoit à Paris ; il y met cette inscription : *Moitié pour les Pauvres* ; & au bas du compte , où ce qui revient aux Pauvres est réglé , il met ces paroles :

Malheur & malédiction à mes Héritiers , tels qu'ils soient , qui , sous quelque prétexte que ce puisse être , ne donneroient point aux Pauvres la moitié de tout ce qui proviendra

des susdits articles de Pierreries , si Dieu dispoit de moi avant que j'eusse satisfait par moi-même , encore même que mon bien se trouvât par quelque événement extraordinaire , réduit à la seule somme qui seroit due aux Pauvres , puisqu'elle doit être considérée comme un dépôt qu'il faut indispensablement rendre.

Cependant , la charité ingénieuse fournit un expédient à Duhalde pour entrer en paiement avec les Pauvres. Il fait huit billets payables à ordre , de 1000 livres chacun , d'année en année , depuis 1725 jusqu'en 1732 , pour être employés en aumônes. Il met ces billets entre les mains du Sieur Badouard , Vicaire de Saint-Germain l'Auxerrois : ils sont du mois de Janvier 1725.

Le 14 du même mois , Duhalde tombe malade , & fait son Testament , dans lequel , après quelques dispositions pieuses , il déclare , que *sur les Livres qui font mention de ses affaires , il a plusieurs articles qui rappellent des choses qui intéressent les Pauvres : il prie son Exécuteur testamentaire d'examiner ces articles avec toute l'exactitude possible , & de les faire exécuter dans toute leur étendue.*

On n'a point loué assez à mon gré le dessein de cette société , la fermeté avec laquelle Duhalde exécute sa généreuse résolution. Il falloit qu'il eût un grand fonds de religion , & une grande force d'esprit. Sa crainte , ses précautions pour mettre sa

libéralité en faveur des Pauvres à l'abri de la cupidité de ses héritiers, méritent bien qu'on lui paie le légitime tribut de la louange, puisqu'on le doit payer à la vertu.

Duhalde décède deux mois après, laissant une veuve mineure, & un enfant âgé de trois ans.

On examine les Livres du défunt, on procède à l'inventaire. L'Exécuteur testamentaire avertit les Administrateurs de l'Hôpital-Général : ils assistent à cet inventaire. Parmi les effets du défunt, on trouve ses pierreries enveloppées, avec l'étiquette qu'on a dite : *Moitié pour les Pauvres*.

On trouve sur le Journal du défunt, un état de ses dettes actives & passives. Il met au nombre de ses dettes passives ce qu'il doit aux Pauvres.

Les Administrateurs ont formé leur demande contre le Sieur la Planche, Tuteur de la mere & du fils, pour qu'il eût à remettre à l'Hôpital-Général la moitié des diamants, revenant aux Pauvres dans la société, montant, suivant l'estimation, à la somme de 18888 livres.

Le Tuteur demande modération de l'aumône, on convient à 15900 livres : il demande un Arrêt en connoissance de cause, qui opère sa décharge. La cause est portée à l'Audience : le Tuteur change de langage, il croit que son ministère l'engage à traiter d'extravagance la volonté de Duhalde, il la conteste sous le nom de la veuve & de l'enfant. Les Pauvres se trouvent obligés de

justifier la mémoire du défunt, qu'ils regardent comme leur Pere. Ils dirent, que le fils se joindroit à eux, s'il étoit en état de s'expliquer. La premiere démarche qu'on lui fait faire, est de mépriser la volonté paternelle : on voudroit faire entendre qu'elle n'est pas l'ouvrage d'un homme sensé. La veuve crie, que c'est un vol qu'on fait à sa communauté. Le Tuteur proposa pour premiere exception, que les Administrateurs étoient sans intérêt, la disposition ne regardant point l'Hôpital-Général, mais les Pauvres ; & qu'on devoit plutôt présumer que ce sont les Pauvres de la Paroisse du défunt, puisqu'il a déjà fait des billets au Vicaire. Cette exception fut bientôt abandonnée ; étant constant par les Réglements, que lorsqu'on a fait quelque disposition en faveur des Pauvres, sans qu'on ait spécifié à quels Pauvres, cela s'applique à l'Hôpital-Général.

plaidoyer
de Mre.
Blaru, A-
vocat des
Direc-
teurs de
l'Hôpital-
Général.

Mre. Blaru, pour l'Hôpital-Général, dit qu'on contestoit une disposition, par laquelle un Marchand, qui a voulu sanctifier son commerce, a associé les Pauvres à son travail. La Providence a accepté le sacrifice qu'il lui a offert : Duhalde en a recueilli le fruit qu'il avoit sujet d'en espérer. La surprise qu'excite cette disposition, ne fait pas honneur à notre siecle. Quoi ! on est étonné d'une disposition en faveur des Pauvres, sous le nom de société avec Dieu, dictée par les Loix du Christianisme ! Sans doute on se récrie là-dessus, parce qu'on mesure

les sentiments de Duhalde à ceux qu'on auroit eu à sa place. Cette moitié, dans laquelle on met Dieu, quoi de plus propre à l'engager à verser ses bénédictions sur la société? Ce n'est pas que Dieu ait besoin du bien des hommes, comme dit le Prophete Roi : *Deus meus es tu, quoniam bonorum meorum non eges.* Mais Dieu exige que les hommes, tenant tout de sa bonté, lui en témoignent leur gratitude. Ps 15. 2.

De tout temps, dans les Temples, n'a-t-on pas consacré les prémices des fruits que la terre faisoit sortir chaque année de son sein? Abraham n'offrit-il pas à Melchisedech, Prêtre du Dieu tout-puissant, la dîme du butin qu'il gagna dans la victoire qu'il remporta sur cinq Rois (a)?

Dieu n'avoit-il pas ordonné à Moïse, que le dixieme de tous les biens appartînt à ses Ministres, qui le représentent (b)?

Dieu n'avoit-il pas pour agréables les sacrifices des animaux? Ne voyons-nous pas dans l'Ecriture, qu'il regarda favorablement les sacrifices qu'Abel lui faisoit des premiers-nés & des animaux les plus gras de ses troupeaux (c)? Ce n'étoit pas la fumée du sang

(a) *At verò Melchisedech, Rex Salem... erat enim Sacerdos Dei altissimi... & dedit ei decimas ex omnibus.* Genes. c. xvi. v. 18, 19.

(b) *Et offeretis in loco illo holocausta & victimas vestras, decimas & primitias manuum vestrarum, & vota atque donaria, primogenita boum & ovium.* Deuteronom. c. vii, v. 6. *Filiis autem Levi dedi omnes decimas Israël in possessionem pro ministerio, quo serviunt mihi in tabernaculo fœderis.* Numer. c. xviii, v. 21.

(c) *Abel quoque obtulit de primogenitis gregis sui, &*

des victimes égorgées que Dieu recherchoit : le cœur de ceux qui lui offroient ces sacrifices étoit la seule victime qui pût lui être agréable. Quel acte plus excellent de Religion , que de faire part de son bien aux Pauvres, que Dieu a bien voulu honorer du titre glorieux de ses images, dont il nous recommande si souvent le soin dans ses divines Écritures ; jusques-là qu'il nous insinue, que ce précepte est un de ceux sur lesquels nous serons principalement jugés !

De quelque côté qu'on regarde la disposition de Duhalde, c'est toujours une gratitude envers Dieu, & une charité envers les Pauvres. Soit qu'on donne à cette disposition le nom de société, soit qu'on la prenne pour un vœu, soit qu'on la regarde comme un legs, soit enfin qu'on la mette dans la classe de ces dispositions qu'on appelle en Droit *Pollicitation* ; sous tous ces noms différents, comment ose-t-on la contester, pour peu qu'on ait de religion ?

En effet, pour la considérer d'abord sous les apparences de la société, suivant l'idée de Duhalde, dira-t-on que l'homme ne peut contracter de société avec Dieu ? Quoique la disproportion entre le Créateur & la créature soit infinie, il y a néanmoins entre Dieu & les hommes des relations assez intimes, pour que Dieu contracte avec les hommes, & les hommes avec Dieu. Les Li-
vres

de opibus eorum, & respexit Dominus ad Abel, & ad munera ejus. Genes. c. 1v, v. 4.

êtres saints fournissent plusieurs exemples de sociétés, que Dieu a bien voulu contracter avec les hommes. Après que Dieu eut lavé dans les eaux du déluge la surface de la terre, des crimes dont elle avoit été souillée, & qu'il eut submergé la race corrompue de ses criminels habitants, il fit un pacte & une alliance éternelle avec le juste Noé; il donna son Arc pour signe de cette société qu'il vouloit bien contracter avec l'homme & avec sa postérité. (a)

Abraham ne fit-il pas aussi un pacte avec Dieu? Ce Maître suprême de tous les êtres ne lui promit-il pas, en récompense de sa fidélité, de multiplier sa postérité au delà du nombre des étoiles? (b)

Mais, sans remonter jusqu'au temps des Patriarches, sans sortir de la Loi nouvelle, ne contractons-nous pas aussi avec Dieu lorsqu'on nous administre le Sacrement de Baptême? La Loi Chrétienne n'est-elle pas appelée la Loi de la nouvelle Alliance? Ce qui suppose que l'ancienne Loi étoit une Loi d'alliance & de société de l'homme avec Dieu. Dira-t-on que cette alliance de la Loi, n'ayant pour objet que des biens spirituels,

(a) *Ecce ego statuam pactum meum vobiscum, & cum semine vestro post vos. Hoc signum fœderis quod do inter me & vos..... Arcum meum ponam in nubibus. Genes. c. ix. vers. 9, 12, 13.*

(b) *Et statuam pactum meum inter me & te, & inter semen tuum post te in generationibus fœdere sempiterno. Genes. c. xvii. vers. 7. Benedicam tibi, & multiplicabo semen tuum sicut stellas cœli, & velut arenam quæ est in litore maris. Genes. c. xxii. vers. 17.*

ne peut s'appliquer à une société de commerce que Duhalde contracte avec Dieu ?

Quelle est l'ame de cette société de commerce ? n'est-ce pas la charité pour Dieu & pour le prochain ? Ainsi n'est-ce pas un bien purement spirituel , qui est l'objet de cette société ? Duhalde, en se dépouillant de ses biens temporels, & s'associant avec Dieu, n'avoit-il pas pour but de s'unir à lui plus parfaitement ? Une société avec Dieu, telle que celle-là, n'a donc rien qui doive révolter : elle est d'autant plus naturelle, que sous le nom de Dieu, ce sont les Pauvres, c'est-à-dire, des hommes comme nous, que l'on associe à son commerce, qui, par la part que nous leur faisons de nos biens, nous obtiennent des grâces, qui nous en dédommagent avec usure.

Dira-t-on que Dieu ne contribuant point au fonds de la société, ne doit point avoir part dans le profit ? Il avoit déjà donné à Duhalde, comme l'auteur de tout, les biens que possédoit ce Marchand. Ainsi, dans cette société, il n'a rien donné de nouveau.

Sans rappeler ici que les Loix autorisent les sociétés dans lesquelles un associé a part au gain, sans avoir rien contribué au fonds de la société, parce que l'industrie dans le commerce est pour le moins aussi nécessaire & aussi précieuse que l'argent même (a) :

(a) *Num ita coiri posse societatem non dubitatur, ut alter pecuniam conferat, & alter non conferat, & tamen lucrum inter eos commune fit, quia sæpè opera alicujus pecuniâ valet, §. 2. Instit. de Societ. L. 1. C. eodem.*

fans emprunter ici la voix des Loix établies par les Païens ; ce fonds que contribuoit Duhalde dans la société, de qui le tenoit-il ? Et puisqu'il le tenoit de Dieu, qui en avoit toujours conservé la propriété, il ne contribuoit donc que le fonds qui étoit à Dieu.

Qui a fait prospérer la société ? Il faudroit s'aveugler, pour ne pas reconnoître la main du Tout-Puissant, qui verse ses libéralités où il lui plait ; & pour ne pas s'écrier à la vue de la situation de Duhalde au commencement de la société, & de son état lors de sa mort : *C'est ici le doigt de Dieu ! Digitus Dei hic est !*

Si la foible industrie d'un homme tient lieu de contribution au fonds de la société, de quel prix doivent être les efficaces bénédictions de l'Auteur de la nature ? *Exod. 8. vers. 19.*

D'ailleurs, si l'on considère la société dont il s'agit, comme contractée avec les Pauvres, on trouvera qu'ils avoient part dans le fonds de Duhalde. En effet, la Religion nous enseigne, & les Ministres de l'Évangile ne cessent de nous le répéter, que nous devons faire part aux Pauvres de nos biens ; que Dieu ne nous les a donnés qu'à cette condition ; que les Pauvres y ont réellement une portion, laquelle ne nous appartient point. Ce ne sont point là de ces pieuses hyperboles qui animent quelquefois le langage de la dévotion. C'est une des plus solides maximes de la Religion, qui met notre morale au-dessus de la morale la plus

épurée des Anciens. On ne peut donc nier, que les Pauvres n'aient contribué à ce fonds.

Regardons cette société comme un vœu : ce vœu a-t-il quelque chose de contraire à la raison & aux bonnes mœurs ? Osera-t-on le qualifier de vœu téméraire & inconsidéré ? Soit qu'on l'examine par rapport à son objet , à la forme , & à la personne qui en est l'auteur , j'ose dire que de tous ces côtés, la validité du vœu non-seulement sera suffisamment établie , mais qu'on le trouvera encore sage & digne de louange. Sur quel fondement dira-t-on que Duhalde ait eu intention de faire un vœu ? Duhalde nous l'apprend lui-même , il en a laissé un monument irréprochable sur ses Journaux. *Seul , sans appui , avec trois mille piastres pour tout bien , incertain comment commencer un établissement , par-tout des obstacles , nulle facilité d'aucune part , je me trouvai dans cette heureuse situation , où l'on se trouve comme forcé de se jeter entre les bras de la Providence : j'y eus recours , & je résolus de contracter une Société avec Dieu ; promettant , & faisant vœu d'en accomplir les articles.*

Peut-on desirer des termes plus clairs , & une énonciation de vœu plus complète ? Un vœu est inviolable , la religion du vœu est un lien indissoluble , qui serre étroitement ceux qui y sont engagés , & qui ne peut être rompu que par l'accomplissement de la chose promise. Les Histoires sacrées nous mettent sous les yeux plusieurs exem-

ples du scrupule religieux avec lequel nos Pères accomplissoient leurs vœux. Elles nous montrent un pere malheureux, qui aimant mieux, par la mort de sa fille unique, troubler la joie qu'excitoit dans tous les cœurs sa victoire, que de violer un vœu inconsidéré qui ne l'obligeoit pas *. A Dieu ne plaise que nous approuvions une fidélité si barbare, & si déplacée! Mais elle prouve toujours combien de tout temps on a été persuadé que les vœux sont indispensables. Il est vrai que le Souverain-Pontife, & les Evêques, dispensent quelquefois des vœux: mais ce n'est que lorsqu'ils sont inconsidérés; ou que celui qui les fait se trouve dans l'impossibilité d'y satisfaire. Hors ces cas, les dispenses n'anéantissent point le vœu; & tous les Canonistes conviennent, qu'on n'en est pas moins obligé dans le for intérieur.

* *Lib.**Jud. c. xii.*

Le vœu de Duhalde n'étoit point inconsidéré; il étoit majeur lorsqu'il s'est obligé devant Dieu: sa volonté n'a point changé pendant cinq ans; il a persisté dans les mêmes sentiments jusqu'à la mort. Y eut-il jamais de résolution plus mûrement prise, & plus invariablement conservée? Les héritiers ne sont point dans l'impossibilité d'accomplir ce vœu. Après avoir délivré aux Pauvres ce qui leur a été consacré par le vœu de Duhalde, il leur restera encore des sommes considérables. L'obligation du vœu subsiste donc dans toute son étendue.

En considérant la disposition de Duhalde.

Q iij

comme un legs, elle a une exécution indispensable. On ne peut douter que cette disposition ne doive être regardée comme un legs, en faisant réflexion à la clause du Testament, par laquelle il prie son Exécuteur testamentaire de satisfaire là-dessus à sa volonté. Il ordonne qu'on accomplisse tous les articles concernant les Pauvres, inscrits sur ses Livres. Il transforme donc en legs ce qu'il avoit d'abord donné sous le nom de société & de vœu. Ce legs est d'autant plus favorable, qu'il est fait en faveur des Pauvres : espece de legs, auquel on s'est toujours fait un devoir d'accorder toute la faveur possible.

Enfin, la disposition de Duhalde peut être regardée comme une *Pollicitation*, c'est-à-dire, comme une de ces obligations qu'un Particulier contracte envers le Public.

Afin de ne point user de redites, je renvoie la matiere de la *Pollicitation* au Plaidoyer de M. Daguesseau, qui l'a traitée à fond, comme on le verra.

Sous quelque face qu'on veuille considérer la disposition de Duhalde en faveur des Pauvres, on ne peut s'empêcher de la confirmer, étant conforme aux Loix, & à l'équité. Sa volonté est manifeste, il en recommande par-tout l'exécution; il l'auroit lui-même exécutée, si la mort ne l'eût prévenu. C'est aux Juges à ordonner l'exécution de sa volonté.

Si la veuve de Duhalde & son enfant ne parloient pas l'un & l'autre par la bouche

d'un Tuteur, ils seroient justement accusés d'ingratitude, d'impiété, & d'irréligion, pour oser attaquer la mémoire de Duhalde, en attribuant à un esprit bizarre & peu sain la société qu'il a contractée avec Dieu.

La veuve doit aux bénédictions que Dieu a répandues sur les travaux de son mari, une bonne communauté, qu'elle recueille après trois ans de mariage : la succession, de l'aveu du Tuteur, est de plus de 150000 livres, toutes charges déduites. La dot & les conventions matrimoniales de la mere acquittées, il restera à l'enfant, qui n'a pas encore trois ans, plus de 100000 liv., & son patrimoine sera augmenté considérablement avant qu'il ait atteint l'âge de raison. Il est fils d'un pere dont la fortune consistoit en 3000 piastras en 1719. La part des Pauvres est de 18888 livres ; ils s'étoient réduits à 15000 liv. Falloit-il, pour un objet aussi modique, attaquer la mémoire de Duhalde, & l'accuser d'avoir manqué aux devoirs de pere & de mari, comme si ces titres avoient exigé de lui qu'il devînt insensible aux miseres des Pauvres, & qu'il étouffât dans son cœur les sentimens de l'humanité & de la religion (a) ? Les Pauvres, dont il a été le pere, doivent avec courage entreprendre son Apologie. Dès qu'on est bon mari & bon pere, n'est-il plus permis d'être Chrétien ? Duhalde a fait vœu d'associer, pendant cinq ans, les

(a) S. Augustin dit : *Vous avez quatre enfans ; adoptez un pauvre, qui tiendra lieu de cinquieme.*

Pauvres à son gain ; il s'est marié, il est devenu pere, il a persisté dans les mêmes sentimens ; il laisse sa famille à son aise, parce que Dieu a béni son commerce. Voilà le principe de sa fortune. On fait dire à la veuve & à l'enfant, qu'il ne reste d'autre parti à la Justice à prendre, que d'anéantir sa disposition : que ne leur fait-on ajouter, que la Justice doit proscrire la charité ?

Si le Sieur la Planche avoit les véritables sentimens d'un Tuteur, qui tient la place d'un pere, il devoit exécuter avec zele la volonté de Duhalde, afin de détourner de dessus la tête de l'enfant les malédictions dont son pere l'a chargé, s'il retenoit un bien qui est la subsistance des Pauvres.

Plai-
doyer e
Mrs. Pillon, Avocat du
Tuteur de
la veuve
& du fils.

Mrs. Pillon, pour le Tuteur de la veuve & de l'enfant, dit qu'une société, contractée avec Dieu, étoit une idée qui n'avoit jusqu'à présent été imaginée par aucun homme. De quelques pieuses couleurs qu'on l'ait habillée, elle paroîtra un Acte bizarre, dont la Justice, qui absolument n'en condamne pas les motifs, doit pourtant en condamner l'exécution ; parce qu'elle est contractée par un mari, un pere, au préjudice d'une femme mineure, & d'un enfant en bas âge.

Trois propositions vont ôter à l'Hôpital-Général toute espérance de profiter de la disposition de Duhalde.

Premièrement, cette disposition, quelque nom qu'on lui veuille donner, n'est pas valable en elle-même.

Secondement , quand une telle disposition seroit valable , il n'auroit pas été au pouvoir de Duhalde de la contracter.

Troisièmement , quand Duhalde auroit eu le pouvoir de la contracter , elle n'auroit point d'exécution , par les retranchements légitimes qu'il faut faire sur la succession.

En premier lieu , l'Acte dont il s'agit ne peut être valable en lui-même. Le regarde-t-on comme une société ? On ne stipule point avec Dieu , il n'y a point d'obligation de la part de Dieu , il n'y en peut avoir. Cette proposition est fondée sur l'essence de Dieu même : même principe à l'égard des Pauvres , comme les images de Dieu. Toute société doit être synallagmatique , & suppose une obligation réciproque. Duhalde lui-même n'est pas obligé , il n'a pas signé la société.

Cette disposition , considérée comme un vœu , est-elle valide par la religion du vœu ? Deux sortes de vœux , vœu solennel , & vœu simple. Le vœu solennel se fait en public , entre les mains d'un Supérieur Ecclésiastique ; le vœu simple se fait en particulier. Le vœu solennel doit être rédigé dans un Acte qui soit signé par celui qui le fait ; c'est la disposition de l'Ordonnance de 1667 , Titre xx *des faits qui gisent en preuve* , article xvi. L'Ordonnance veut même , article xv , que la Tonsure & les Ordres mineurs soient rédigés dans un Registre , qui par conséquent doit être signé par celui à

qui on confere ces Ordres. A l'égard du vœu simple, il doit être signé par celui qui le fait, afin qu'on puisse le distinguer du vœu mental, qui n'oblige point, ainsi qu'il est décidé par le Droit Canon; l'espece y est précise, & la décision est en notre faveur: *Vous vous êtes proposé dans l'esprit, que vous prendriez un jour un habit religieux; nous vous répondons, que si vous n'avez rien fait de plus, vous n'avez point transgressé la Loi, quoique vous n'accomplissiez pas la résolution que vous avez faite dans vous-même. (a)*

Une maxime incontestable est, que tout vœu téméraire & inconsideré est nul par lui-même, quand il seroit signé: *Ne vous soumettez point à la foi d'un vœu indiscret. (b)* Or, le vœu dont il s'agit est un vœu téméraire, puisqu'il porte une exhérédation contre les héritiers de celui qui le fait. *Encore, dit-il, que mon bien, par quelque événement extraordinaire, fût diminué. Un tel vœu peut-il jamais être obligatoire?*

Un autre principe incontestable est, qu'un vœu devient nul, quand son accomplissement dépend de la volonté d'un tiers qui a caractère pour s'y opposer.

C'est sur ce fondement que les Canons

(a) *Proponens animo quod Religionis habitum esset aliquando suscepturus, tibi respondemus quod si non plus in vota processum, transgressor judicari non poteris, si non impleas quod dixisti. Decret. litterarum, c. 3. de voto & voti redemptione.*

(b) *Rescinde fidem, quod incautè vovisti ne facias. C. 5. cap. 22, quæst. 4.*

ont décidé, que l'esclave ne pouvoit pas faire un vœu sans l'agrément de son maître, la femme sans le consentement de son mari, le mari sans la participation de sa femme. (a)

Duhalde fait vœu de gratifier les Pauvres de la moitié du profit de la société. Il se marie pendant le cours de cette société. Si la société a lieu, il faut commencer à prélever en faveur des Pauvres la moitié de la masse de la communauté ; il ne reste donc plus que la moitié ; par conséquent, la femme seroit obligée d'essuyer une contestation avec son fils, qui voudroit avoir sa part dans les profits, suivant les loix de la société : elle a donc caractère pour s'opposer à un vœu qui peut donner atteinte à ses droits.

Cette société ne peut être valide à titre de legs. Qu'on fasse attention à la clause du Testament dans laquelle on veut trouver ce legs. Le Testateur y suppose une société, il en ordonne l'exécution, il renvoie à son Exécuteur Testamentaire l'examen des articles qui composent la société. Ce n'est donc pas une nouvelle disposition ; mais le Testament est relatif à la société, il ne fait que la confirmer.

Il n'est donc question que de savoir si le premier Acte étant nul, il peut être confirmé par un autre postérieur, tel qu'est le Testament. Sur cette question, voici la doctrine de Dumoulin & de Richard : Si la disposition est répétée spécialement dans le

(a) C. 1. 1. 10. *De servis ordinandis*, aux Décrétales & du Titre de *conversione conjugatorum*.

second Acte , alors elle devient valable , parce que dans ce cas elle tire sa force du second Acte , qui est plutôt une nouvelle disposition , qu'une confirmation ; mais si l'Acte postérieur ne fait que supposer la disposition de l'Acte antérieur , sans la répéter , en ce cas tout Acte confirmatif étant nécessairement relatif à l'Acte qu'il confirme , laisse subsister le premier Acte tel qu'il est , sans le rendre valable quand il est nul , par la raison qu'une confirmation n'est pas une disposition.

Voici les propres termes de Dumoulin (a) : *La confirmation ne donne point de droit nouveau , ne valide point ce qui est invalide ; elle ne se fait pas dans la vue d'une nouvelle disposition , mais seulement dans le dessein de confirmer la disposition qui a été faite. Ainsi ce premier Acte se confirme tel qu'il est , autant qu'il est vrai , valide & efficace , s'il est tel.*

Telle est la maxime générale que propose Dumoulin ; ensuite il distingue les deux dif-

(a) *Confirmatio nil dat, nihil novi juris confert, nec invalidum validat; non enim fit ad finem disponendi, sed solum ad finem approbandi. Confirmabile tale quale est, in quantum verum est, validum & efficax, si tale est.*

Dicitur confirmatio in formâ communi, quando non exprimitur ad longum tenor instrumenti, sed confirmans se refert ad illud & confirmat. Confirmatio in formâ communi est ad aliud relatio, pendet ex illâ tanquam substantiali & preambulâ.

Dicitur autem confirmatio in formâ speciali & dispositivâ, quando enarrato toto tenore confirmati, approbatur, recognoscitur, & confirmatur; tunc propriè non dicitur confirmatio, sed nova & principalis dispositio. Dumoulin sur les Fiefs, §. 8. Gl. sur le mot *Dénombrement*, n. 87.

férentes manieres de confirmer un premier Acte par un Acte postérieur.

On appelle une confirmation dans la forme ordinaire, quand on n'exprime pas tout au long la teneur de l'instrument. Celui qui le confirme s'en rapporte à l'Acte. Une confirmation ordinaire est relative à l'Acte qu'elle a pour objet; elle en dépend, comme d'un Acte qui lui est essentiel & préliminaire.

On appelle une confirmation spéciale & dispositive, lorsqu'on rapporte toute la teneur de l'Acte qu'on confirme; alors ce n'est pas tant une confirmation, qu'une nouvelle & principale disposition.

Ricard, Traité des Donations, tome premier, partie 1, chap. 5, section 9, n. 1616 & suiv. établit le même principe, où il décide, qu'un Testament qui n'est pas revêtu de toutes ses formes, n'est pas rendu valable par un Codicile solennel, qui le confirme en général, & ne peut même, dit cet Auteur, être validé par quelques moyens que ce soit : & pour donner effet, poursuit-il, à la volonté du Testateur, il faut que le Testament soit recommencé de nouveau dans les formalités nécessaires. Il en iroit autrement si la disposition contenue en un Acte nul, étoit confirmée particulièrement, & en termes exprès, par un autre subséquent, qui se trouveroit valable en la forme, n'y ayant pas de difficulté, en ce cas, que la disposition devroit avoir son effet; mais ce ne seroit pas le second Acte qui feroit subsister le premier, lequel étant nul, doit demeurer inu-

tile, & la disposition prend en ce cas toute sa force du dernier Acte.

De cette doctrine, il s'ensuit que le Testament ne peut valider la société qui est nulle; parce qu'il ne confirme que dans la maniere ordinaire, sans rappeler la teneur, les clauses, & les conditions de la société.

Ce que le Droit établit au sujet des *Pollicitations*, n'a aucune application à cette Cause. Ce genre extraordinaire de dispositions & d'engagements ne concerne que les édifices utiles au Public. Il y a une action pour obliger ceux qui les ont commencés à les achever. Par-tout on trouve dans ce Titre : *Si vous avez commencé d'élever une colonne, de bâtir un Bain, un Hôpital (a).* Quel rapport cela a-t-il à notre espece? Duhalde a-t-il jetté les fondemens d'un édifice public? Ainsi, point d'action de *Pollicitation* contre ses héritiers. Par conséquent, quelque forme qu'on veuille donner à la disposition, elle ne peut éviter d'être proscrite par la Justice.

Duhalde n'a pu, par son Testament, & à titre de legs, distraire, séparer de la masse de la communauté, au profit des Pauvres, la moitié des pierreries & conquêts, pour ne laisser dans la communauté que l'autre moitié des pierreries à partager entre la veuve & son fils : il réduiroit la veuve au quart des biens de la communauté en vertu de son Testament, lorsqu'elle a la moi-

(a) *Si Columnas posueris, si Balneum, si Valetudinarium extruere ceperis.*

tié comme commune; & l'Article 296 de la coutume de Paris défend aux maris de disposer par Testament, de la part qui appartient à la femme dans la communauté: *Le mari, par son Testament & Ordonnance de dernière volonté, ne peut disposer des biens, meubles, & conquêts immeubles entre lui & sa femme, au préjudice de sadite femme, ni de la moitié qui peut lui appartenir en iceux par le trépas de son mari.*

M. le Camus sur cet article dit : *Le mari est le maître de la communauté, & peut en faire ce qu'il lui plaît de son vivant & par donation entre-vifs, sans fraude, en faveur de personnes capables; mais dès le moment de sa mort, la société est finie, & la femme a la moitié des effets de la communauté: c'est pourquoi le mari ne peut, par un Testament, qui ne peut avoir effet qu'après sa mort, diminuer la portion de la moitié de sa femme.*

Si la société s'exécute, il faut donner la moitié aux Pauvres, l'autre moitié doit appartenir intégralement à la veuve, d'où il s'ensuivroit que le fils seroit exclus des profits: or comme représentant son pere, il doit avoir sa part dans les profits de la société; c'est la loi què le pere a stipulée en sa faveur: il faudroit du moins que le fils eût le quart des pierreries, qui sont les seuls conquêts de la communauté; ainsi dans ce système l'Hôpital-Général n'auroit qu'un quart.

Qu'on ne dise pas que l'Hôpital-Général

peut prétendre l'équivalent de l'autre quart sur les autres biens de la succession, par forme de récompense; car les Pauvres ne peuvent rien ici demander dans leur supposition, qu'à titre de legs, ou de société. Si c'est à titre de société, ils ne peuvent se venger que sur les effets de la société même. Ce n'est pas ici une société universelle, mais une société particulière. S'ils viennent comme Légataires, le legs est taxatif & limitatif; il ne peut s'exécuter que sur les biens que le Testateur y a expressément assujettis: le surplus est caduc, suivant la maxime, il n'a pas voulu ce qu'il n'a pu: *Non voluit quod non potuit.*

Il faut encore observer, que par une autre disposition de la Coutume de Paris, Article 251, on ne peut pas se prévaloir du Testament pour donner atteinte au droit de la veuve. Tout ce qui peut déroger au contrat de mariage, s'appelle Contre-Lettre, & comme tel est déclaré nul; la considération d'une disposition pieuse n'affranchit point des règles. L'Article 292 de la Coutume de Paris défend de *disposer des propres au delà du quint, encore que ce fût pour cause pitoiable.*

On ne peut pas reprocher au Tuteur, qu'il attaque, par la disposition des Loix une société contractée avec Dieu.

Il n'est pas permis de contrevenir aux préceptes des Loix humaines, & la contravention aux Loix rend l'homme coupable dans le for intérieur.

Le

Le Souverain , qui est l'image de Dieu sur la terre , impose des Loix en vertu de l'autorité que Dieu lui a communiquée : *C'est par moi que les Rois regnent , que les Législateurs font des Loix justes.* Ainsi parle le souverain Maître de l'Univers. (a)

Saint Paul s'explique dans ces termes : *Nulle Puissance dont Dieu ne soit l'auteur ; qui résiste à une Puissance , résiste à l'ordre que Dieu a établi.* (b)

Saint Thomas , dans le Titre , *Si la Loi humaine oblige dans le for de la conscience* (c) , établit pour principe , que les Loix humaines obligent dans le for de la conscience , à cause de la Loi éternelle , dont elles sont dérivées (d). Ce n'est donc point raisonner par des vues humaines , que de combattre une disposition par des Loix qui sont consacrées par l'autorité de Dieu.

La dernière réflexion est , que la prétention des Pauvres sera immédiatement au-dessous du rien , quand on aura prélevé sur la succession qui est de 150000 livres , premièrement 70226 livres pour la succession de la mere de Duhalde ; secondement , 30000 livres pour la dot de sa femme ; troisièmement , en déduisant deux cinquièmes

(a) *Per me Reges regnant , & Legum conditores justa decernunt.* Proverb. c. 8. v. 15.

(b) *Non est nisi potestas à Deo. Qui resistit potestati Dei , ordinationi resistit.* Paul. ad Romanos , cap. 13. v. 12.

(c) *Utrum Lex humana imponat homini necessitatem in foro conscientiae ?*

(d) *Leges humanae obligant homines in foro conscientiae , ratione Legis aeternae quae derivantur.*

sur l'estimation faite par Duhalde des pier-
reries, lorsqu'il étoit à Madrid, parce qu'il
les estima sur le pied que l'argent valoit en
France en 1724; & enfin en déduisant les
dettes qui sont inscrites sur les Registres de
Duhalde : après quoi, tout le fonds s'éva-
nouira.

Quand on voudra balancer la prétention
des Pauvres avec les Loix du mariage, les
devoirs d'un pere & d'un mari; qu'on con-
sidérera que Duhalde a déjà donné aux Pau-
vres 25000 livres, qui sont une offrande suf-
fisante, & que Dieu n'exige pas qu'on lui
en fasse aux dépens du patrimoine de la
veuve & de l'orphelin, la Justice n'hésitera
pas à proscrire la disposition qui est l'objet
du Procès. Dans le concours des devoirs
qui se contrarient, il faut satisfaire à ceux
qui sont regardés comme nos principaux
devoirs. Dans l'ordre de la charité, tout
cede aux obligations du pere envers ses en-
fants, & du mari envers sa femme.

Mr. Blaru, dont la Cause étoit plus fa-
vorable, s'attacha à la mettre dans tout son
jour, & ne fit pas son capital de répondre
aux Loix qu'on lui opposoit. Mr. Pillon,
qui sentit la *défaveur* de sa Cause, se fortifia
par les Loix, où il se retrancha. M. l'Avocat-
Général fit encore une heureuse récolte,
quoiqu'il eût glané après ces deux Avocats.
Il seroit à souhaiter que Messieurs les
Avocats-Généraux parlassent dans tous les
Plaidoyers; parce que réunissant le caractere
de Juge à celui d'Avocat, loin de ca-

cher le foible d'une Cause, ils le montrent tel qu'il est : en se déterminant, ils apprennent au Public curieux les raisons sur lesquelles ils fondent le parti qu'ils prennent ; ce que les Juges ne font point, n'étant point obligés de justifier leurs jugements.

Quelque respect qu'on ait pour les Arrêts, on peut dire qu'on les respecteroit encore davantage, si on étoit instruit des raisons solides qui ont déterminé le Juge : leur autorité, la raison jointe à l'autorité du Législateur, forment le joug le plus doux & en même temps le plus fort. Si M. Fleury, Avocat-Général, dans l'éloquent Discours qu'il prononça en 1733, à l'ouverture du Palais, dit que les lumières des Avocats, & celles des Magistrats, composoient les oracles de la Justice ; on peut dire que Messieurs les Avocats-Généraux parmi les Magistrats, préviennent & annoncent les oracles. Si on vouloit prendre un style figuré, on diroit qu'ils font l'aurore de la Justice.

Voici le Plaidoyer, que prononça Monsieur Dagueffeau dans la Cause de Dieu.

Plaidoyer
de M.
l'Avocat-
Général.

Après avoir exposé le fait, il dit : La disposition de Duhalde est-elle valable en elle-même ? Au cas qu'elle soit valable, peut-elle avoir son exécution ? Si elle le peut, comment doit-elle l'avoir ?

La validité d'une disposition dépend de trois choses, qui sont la personne, l'objet, & la forme. Il faut dans la personne dont procède la disposition, qu'elle soit capable ; il faut dans l'objet de la disposition, qu'il

R ij

soit licite ; il faut dans la forme de la disposition, qu'elle soit régulière & conforme aux Loix.

Si nous examinons la personne de Duhalde, l'état de son esprit, nous n'y trouvons rien qui ait pu lui faire perdre la libre faculté de disposer de ses biens. Il avoit de l'esprit, & même un esprit solide, autant qu'on en peut juger par plusieurs réflexions qui sont écrites sur ses Journaux ; il a toujours gouverné ses affaires en homme prudent & éclairé. Nous ne trouvons pas que la piété, dont il faisoit profession, ait dégénéré en lui en foiblesse. Cette variation même d'études, qu'on lui a reprochée, dénote qu'il avoit une louable avidité pour les sciences. Si quelques-unes des expressions de ses Journaux, sur-tout celles qui expliquent les dispositions dont il s'agit, ont quelque chose de singulier, cela ne peut donner aucune atteinte à sa prudence & à son bon sens. Il n'est point d'homme, quelque sensé qu'il soit, qui ne fasse quelques écarts ; les plus sages n'en sont pas exempts ; les vertus les plus brillantes sont toujours ombragées de quelques défauts. Mais quand ces foibles taches obscurciroient un peu son mérite, elles ne seroient jamais suffisantes pour prouver qu'il dût être interdit de l'administration de son bien : aucune incapacité ne lui lioit les mains. On ne peut donc anéantir sous ce prétexte les dispositions qu'il a faites pendant sa vie.

L'objet qu'il a choisi pour sa disposition

étoit-il licite? il a disposé, en faveur des Pauvres, de la moitié du profit qu'il feroit pendant cinq années, dans le commerce des pierreries. L'objet de sa disposition est donc l'intérêt des Pauvres, ou, ce qui est la même chose, l'intérêt public; car, comme il est dit dans la *Loi 2. de Pollicit. au Dig.* tout le bien qu'on fait aux Pauvres, est censé fait au Public; on ne peut nier qu'un tel objet soit licite, & qu'il mérite toute faveur. Si les intérêts des Particuliers sont respectables, l'intérêt public doit être sacré. Comment une disposition qui regarde les Pauvres ne seroit-elle pas favorable, puisqu'elle est plutôt le paiement d'une dette, qu'une libéralité? Nous ne sommes que les dépositaires & les économes des biens que la Providence nous met entre les mains : les Pauvres y ont une part qui leur appartient de droit; lorsque nous leur remettons cette part, nous restituons plutôt une chose due, que nous ne donnons une chose dont nous étions les maîtres. Les Pauvres sont donc nos créanciers; & nous étalons ces maximes avec d'autant plus de confiance, que nous n'avons pas lieu de craindre qu'on en abuse. Nous ne sommes plus dans ces siècles de simplicité, où l'on étoit obligé d'imposer des bornes à la charité; nous vivons dans un siècle où la Philosophie a rendu les hommes plus éclairés & plus attentifs sur leurs intérêts; en sorte qu'aujourd'hui les excessives libéralités en faveur des Pauvres ne sont pas l'écueil le plus à craindre.

De quoi Duhalde dispose-t-il en faveur des Pauvres ? Ce n'est point de ses propres, mais seulement de ses acquêts : il a réservé en entier à ses héritiers les biens qui lui avoient été transmis par ses parents ; il n'a disposé que de ceux qui étoient le fruit de son industrie. Encore les acquêts, qui sont la matière de la disposition, ne proviennent point de l'emploi des deniers de son patrimoine ; ce sont des profits de son commerce : en sorte que la matière de la contestation n'est autre chose que ces profits. Les Pauvres y demandent une part, ainsi que l'a ordonné celui à qui la succession est redevable de ces profits. Les héritiers prétendent les retenir en entier. C'est pourquoi on voit que dans cette Cause les héritiers, ainsi que les Pauvres, *certant de lucro captando*, c'est le gain qui est leur objet.

Les héritiers ont cela même de moins favorable que les Pauvres, qu'ils sont assurés d'une partie du gain, & qu'ils ne contestent que pour le plus ou le moins, voulant seuls en profiter ; au-lieu que les Pauvres ne demandent qu'à être admis au partage de ce gain. Cette disposition est d'autant mieux réglée, qu'elle est proportionnée au gain que le Sieur Duhalde devoit faire dans le commerce où il s'engageoit sous les auspices, pour ainsi dire, de cette disposition. S'il devoit gagner beaucoup, il devoit donner beaucoup ; s'il devoit gagner peu, il devoit donner peu ; & enfin s'il ne devoit gagner rien, il ne devoit donner rien. Ce

qui revient même aux Pauvres , aujourd'hui , est peu considérable , par rapport aux biens que le Sieur Duhalde laisse à ses héritiers.

Entrons dans les motifs qui ont engagé Duhalde à disposer en faveur des Pauvres. On peut dire qu'ils sont justes & raisonnables. Il avoit dessein d'attirer les bénédictions du Ciel sur son commerce. Dans cette vue , il promet de faire part aux Pauvres de la moitié des profits qu'il fera. Il semble que cette disposition soit un secours imprévu , que la Providence a ménagé aux Pauvres , dans ces temps de calamité , où leur misère & leur nombre augmentent tous les jours ; tandis que le nombre , & les libéralités de ceux qui les assistoient , diminuent. L'objet de cette disposition réunit donc tout ce qui peut contribuer à la rendre favorable. Voyons si la forme , dans laquelle elle est conçue , ne met point d'obstacle à sa validité.

On ne peut envisager cette disposition que sous quatre points de vue différents : comme société , comme donation entre-vifs aux Pauvres , comme *Pollicitation* , ou comme legs. Pour savoir de quel côté ranger la disposition dont il s'agit , il faut examiner ces quatre genres de dispositions , leur nature , les regles auxquelles elles sont assujetties.

La société est un contrat synallagmatique , par lequel plusieurs personnes s'obligent à partager entre elles , d'une certaine façon , le gain qu'elles feront , pendant un

R. iv

certain temps, sur une certaine nature de biens. On voit par-là, que la société n'est pas la stipulation d'une seule personne; par conséquent l'Acte du Sr. Duhalde ne peut être regardé comme une société : il est le seul qui ait stipulé : cet Acte n'a pas même été signé.

La donation entre-vifs est une libéralité; l'Acte du Sr. Duhalde pourroit y avoir quelque rapport. Mais on ne peut dire que ce soit une donation entre-vifs en faveur des Pauvres, parce que la donation entre-vifs est un contrat synallagmatique, aussi-bien que la société; d'où il s'ensuit, qu'elle ne peut être l'obligation d'un seul. De plus, elle requiert l'acceptation, en sorte qu'elle est nulle tant qu'elle n'a point été acceptée : or, la libéralité du Sr. Duhalde n'a point été acceptée de son vivant; il auroit fallu pour lui imprimer le caractère d'une donation entre-vifs, qu'elle eût été faite en présence des Administrateurs de l'Hôpital-Général, qui l'eussent acceptée au nom des Pauvres. Après cela, il est superflu d'observer que la disposition n'est point insinuée. (a)

Venons donc à la *Pollicitation*. Comme ce genre de disposition se présente rarement, rappelons-en les principes & les maximes.

La *Pollicitation* est l'obligation de faire, ou donner quelque chose; obligation qu'un Particulier contracte avec le Public par le

(a) Les Donations des choses mobilières, suivant les nouvelles Ordonnances, doivent s'insinuer.

seul fait. On voit que la *Pollicitation* diffère du pacte, en ce que le pacte est l'obligation de plus d'une personne; on le définit, *duorum pluriumve in idem placitum consensus*. La *Pollicitation* est l'obligation d'un seul; on la définit, *solius offerentis promissum*. L'objet de la *Pollicitation* est une libéralité à un Corps, à une Ville, à une Eglise. Comme elle concerne l'intérêt public, on doit lui donner toute la faveur possible : pour la rendre valable, il n'est point nécessaire qu'elle soit rédigée par écrit; elle n'est astreinte à aucune solennité de forme. L'obligation subsiste, dès que la volonté est constante; c'est pourquoi elle se contracte par le seul fait : *Si columnas posuisti, si Citiensibus promissisti, L. 3, de Pollicitationib.* (a) Cette obligation ainsi contractée, produit une action civile, tant contre celui qui s'est obligé, que contre ses héritiers, pour les contraindre à exécuter ce qu'il a promis, ou à achever ce qu'il a commencé.

On peut même voir jusqu'où Dumoulin pousse cette obligation, dans le Titre de *verborum obligationibus*. Les *Pollicitations* ont cela de commun avec les donations en-

(a) La Glose dit sur cette Loi, que *Citienses* sont des Peuples de Macédoine, d'une Ville appelée *Cizium*. Godefroy fait la même remarque. Pourquoi, au lieu de lire *Citiensibus*, ne pas lire avec quelques Commentateurs, *Circensibus*, les Spectateurs des Jeux du Cirque? N'est-il pas plus naturel de rétablir ainsi le Texte, pour faire l'application d'une Loi Romaine, que d'aller chercher une ville de Macédoine éloignée?

tre-vifs , qu'elles sont irrévocables ; en sorte qu'une donation postérieure à la *Pollicitation* n'y peut préjudicier , & qu'elle est révoquée de plein droit , afin que la *Pollicitation* puisse avoir son effet.

Tous ces principes , au sujet de *Pollicitations* , ont été établis par les Loix Romaines , & sont répandus dans le Titre de *Pollicitationibus* , au Digeste. On a adopté en France les *Pollicitations* , telles qu'elles avoient lieu chez les Romains. Plusieurs Arrêts en fournissent la preuve. Le plus célèbre est celui qui fut rendu en 1607 , contre les Héritiers de M. Amyot , Evêque d'Auxerre. Ce Prélat avoit acheté une place pour bâtir un Hôpital dans sa ville Episcopale. Il avoit fait mettre une Inscription , qui portoit , qu'il avoit dessein d'en faire la construction à ses fraix. Il décéda sans avoir commencé cet édifice : il paroissoit même , qu'il avoit changé de dessein avant sa mort ; néanmoins ses héritiers furent condamnés à faire construire cet Hôpital. Cet Arrêt est rapporté par *Mornac* , *Bouguier* , & *Richard* ; ce dernier Auteuf en rapporte deux autres , rendus en 1654 & 1657.

Ces caracteres de la *Pollicitation* se trouvent dans la disposition du Sieur Duhalde. 1°. La *Pollicitation* est l'obligation d'un seul : ce premier caractère se rencontre dans l'Acte en question ; il s'est obligé seul , & cette obligation solitaire , qui empêche que l'Acte où elle se trouve ne puisse être une société , ou une donation , attribuée à

ce même Acte un des caractères de la *Pollicitation*. 2°. La *Pollicitation* doit avoir quelques causes, ses motifs se trouvent exprimés dans la Loi 4 & 5 du Titre de *Pollicitationibus, ob ruinam, incendium, calamitates, &c.* L'affliction générale nous fait faire aujourd'hui une triste application de ces Loix ; la dureté des temps, la rareté de l'argent, les révolutions de la fortune, ont été des causes suffisantes, & les véritables motifs qui ont donné lieu à l'Acte de Duhalde. Un fils, mineur à la vérité, mais appelé à une riche succession : une veuve, mais qui a retiré assez considérablement de sa communauté, enviera-t-elle aux Pauvres un si foible secours, lorsque la libéralité de Duhalde doit être prise sur les profits, & ne doit point altérer les fonds de cette société ? On les écouterait plus favorablement, s'ils combattoient *de damno vitando*, afin de se dérober à une perte.

La *Pollicitation* doit avoir pour objet l'intérêt public : il n'y a point de doute que l'intérêt des Pauvres ne fasse partie de l'intérêt public ; c'est ce qui se prouve par les Loix. En effet, au Titre de *Pollicitationibus*, il est dit que la *Pollicitation* a pour objet ce qui est pour l'ornement & l'honneur de la Ville (a). Or, dans la Loi 122. ff. de *Legatis*, il est dit que les aliments que l'on procure aux Pauvres, sont censés conserver l'honneur & la dignité de la Ville : *Quod in alimenta deducitur, ad honorem*

(a) *Ad ornatum, ad honorem Civitatis.*

Civitatis pertinere respondemus. C'est à tort qu'on a voulu dire, que la *Pollicitation* ne regardoit que la construction des édifices publics. La Loi 6. de *Pollicitationibus* décide bien clairement, qu'elle comprend aussi d'autres objets de l'intérêt public.

La *Pollicitation* se contracte par le seul fait, & par le commencement de l'exécution, sans qu'il soit besoin d'aucun Écrit revêtu de quelque forme. Il suffit même que la promesse soit constante. Il est constant, que le Sieur Duhalde a promis : sa promesse se trouve écrite sur ses Registres ; il a même commencé à l'exécuter ; il a donné plusieurs sommes aux Pauvres ; il a fait en leur faveur huit Billets de 1000 livres, payables d'année en année, à l'ordre du Vicaire de Saint-Germain ; il a eu le soin de marquer sur ses Registres, que c'étoit à compte de ce qui devoit leur appartenir dans les profits de la société : il auroit même achevé l'exécution, s'il eût vécu plus long-temps, ou si, avant sa mort, la vente des pierreries ne fût pas devenue si peu favorable. On peut même dire, qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour que cette exécution fût achevée après sa mort. Sans parler encore de son Testament, il a eu soin, sur les paquets, sur les écrins où il y avoit des pierreries, de mettre, après les avoir achetées, cette étiquette : *Moitié aux Pauvres*. Dans l'état qu'il a fait de ses dettes actives & passives, il a mis dans les dettes passives ce qui devoit revenir aux Pauvres des profits sur les

pierreries. Si la *Pollicitation* se contracte par le seul fait qui constate la volonté, où peut-on trouver des faits qui assurent plus incontestablement la volonté qu'a eue Duhalde de donner aux Pauvres ?

L'action qui naît de la *Pollicitation* doit être exercée par des personnes établies au nom du Public, *actores constituti nomine publico*. Ici les personnes qui demandent l'exécution de la promesse de Duhalde, sont des administrateurs, c'est-à-dire, des personnes choisies pour représenter le Public dans l'administration des revenus des Pauvres.

Nous ne pouvons, après les réflexions que nous venons de faire, balancer à croire que l'Acte dont il s'agit, renferme les caractères de la *Pollicitation*, qu'il doit être regardé comme une véritable *Pollicitation* : ainsi, sous cette considération il est valable ; & l'action civile, que l'on intente en conséquence, est juste & légitime.

La *Pollicitation*, cet engagement exécutoire par lui-même, se trouve confirmée par un legs qui est valable. Nous n'entrons pas dans le détail de plusieurs manières de léguer chez les Romains, qui ont rapport à notre espèce. Par exemple, on confirmoit un legs fait par un Marchand dans le Calendrier, c'est-à-dire, écrit sur le Journal de ses Comptes. Nous nous renfermons dans notre espèce, & nous observons d'abord, que la clause du Testament, par laquelle Duhalde recommande à son Exécuteur testamentaire de consulter sur son Jour-

nal les articles qui concernent les Pauvres, & d'y satisfaire, est une nouvelle preuve, & une confirmation de la *Pollicitation*. Or, il est certain qu'une dette, même naturelle, une fois reconnue par Testament, produit une action civile; par conséquent, si l'on regarde la dette, que produit la *Pollicitation*, comme une dette naturelle, elle produit toujours, ayant été reconnue par Testament, une action civile; mais cette dette est civile par elle-même; ainsi elle n'a pas besoin de la reconnoissance du Testament pour produire une action civile. D'ailleurs, lorsque les formalités d'un Testament sont accomplies pour la validité d'un legs, on n'exige rien autre chose, sinon que la volonté du Testateur soit certaine. Dans ce cas particulier, la volonté de Duhalde est manifeste; son Registre & plusieurs Actes la confirment. En vain dit-on, que la société étant nulle, une simple indication faite dans un Testament, ne la peut faire valider. Nous avons montré que la disposition de Duhalde étoit une *Pollicitation*; & lorsque le Testateur a renvoyé aux articles de ses Journaux, pour exécuter ce qui y étoit contenu, c'est comme s'il avoit répété dans son Testament, ce qui étoit sur ses Journaux: ainsi, cet Acte reçoit une nouvelle force, comme une confirmation de la *Pollicitation*. Il s'ensuit, qu'en adoptant même les sentiments des Parties de M^{re}. Pillon, en raisonnant suivant ses principes, la disposition de Duhalde est valable.

L'exécution de cette disposition fait le second objet de la Cause. On a proposé deux moyens, pour prouver qu'elle ne pouvoit avoir lieu ; l'un, que cette exécution devoit être empêchée par l'intérêt légitime de la veuve & du fils ; l'autre, que cette exécution étoit sujette à des retranchements qui l'anéantissoient.

Le premier moyen ne peut pas faire une sérieuse difficulté. En effet, ni l'intérêt de la veuve, ni l'intérêt du fils, ne doivent point préjudicier au droit acquis aux Pauvres. Si l'Acte, dont il s'agit, est regardé comme une *Pollicitation*, c'est un Acte entre-vifs, par lequel le mari a pu disposer des biens de la communauté, même au préjudice de la portion de sa femme.

Si c'est un legs, le mari a toujours pu disposer de sa propre moitié de la communauté. Sous l'un & l'autre point de vue, les Pauvres prendront toujours la moitié des profits.

S'il s'agit d'une *Pollicitation*, la moitié qui reste doit être partagée entre la veuve & le fils ; parce que l'aliénation de l'autre moitié, faite entre-vifs, a fait préjudice à la portion de la femme dans la communauté.

S'il s'agit d'un legs, la veuve prendra en entier la moitié qui reste, le fils n'aura aucune part dans la communauté, & ne succédera que dans les autres biens, parce qu'alors l'aliénation de la moitié de la communauté, faite par Testament, n'est que de la propre moitié du Testateur.

Mais pour agiter cette question entre la veuve & le fils, il faudroit que le fils eût un Subrogé-Tuteur, qui pût défendre ses intérêts, indépendamment de ceux de la mère, ce qui n'étant point ici, nous ne pouvons traiter cette question, d'ailleurs inutile quant à présent, puisqu'il ne s'agit que de savoir, si la disposition peut avoir son exécution en faveur des Pauvres; ce que cette question ne peut empêcher : ainsi, cette contestation leur est fort indifférente; ils demandent seulement le paiement de ce qui leur a été donné par Duhalde.

Nous observerons seulement, que si nous avions à donner notre avis sur la question précédente, nous penserions que la disposition étant une véritable *Pollicitation*, & le legs n'étant que confirmatif de la *Pollicitation*, cet Acte devoit avoir donné atteinte à la part de la veuve dans la communauté : par conséquent, après avoir donné une moitié aux Pauvres, l'autre moitié devoit être partagée également entre la veuve & le fils. Il nous suffit, sans entrer dans cet examen, d'avoir prouvé que l'intérêt de la veuve & du fils, ne mettent point d'obstacle à l'exécution que demandent les Administrateurs pour les Pauvres.

Le second moyen, tiré des déductions de sommes qui anéantissent la prétention des Pauvres, n'est pas plus embarrassant. Sa solution dépend du calcul.

Sans nous engager dans un détail fastidieux de calculs, nous n'avons autre chose à

à prononcer, sinon l'exécution de la disposition. La liquidation pourra s'en faire dans l'intérieur du Bureau de l'Hôpital. Si les héritiers ne sont pas contents de l'estimation qui a été faite des pierreries, quoiqu'elle leur soit favorable, ils pourront faire procéder à une nouvelle estimation. Les Pauvres ont donc deux titres : ou l'Acte doit être regardé comme une *Pollicitation*, ou comme un legs : dans le cas de la *Pollicitation*, l'héritier est tenu de l'accomplir ; c'est une chose jugée : si c'est un legs, la libéralité du défunt doit être exécutée par son héritier.

Dans ces circonstances, & par ces considérations, nous estimons qu'il y a lieu de déclarer valable le Testament : & autres Actes du Sieur Duhalde ; en conséquence en ordonner l'exécution, suivant l'estimation faite par Duhalde lui-même avant sa mort, si mieux n'aiment les héritiers faire procéder à une nouvelle estimation.

Voici l'Arrêt qui fut rendu.

LA Cour, sans s'arrêter aux Requête de la Partie de Pillon, ordonne que le Testament de Duhalde, & autres Actes rappelés dans le Testament, seront exécutés selon leur forme & teneur ; en conséquence condamne la Partie de Pillon de remettre aux Parties de Blaru les pierreries provenant du legs à elles fait, si mieux n'aime la Partie de Pillon en payer la valeur, suivant l'estimation qui en a été faite, ou suivant une nouvelle estimation.

Arrêt qui a jugé la Question.

Tome IV. S

tion, qui sera faite par Experts, dont les Parties conviendront, sinon qui seront nommés d'office; le tout si mieux n'aime la Partie de Pillon payer aux Parties de Blaru la somme de 8000 livres, ce que la Partie de Pillon sera tenue d'opter dans quinzaine, sinon en demeurera déchue, tous dépens compris. Prononcé à la Grand'Chambre du Parlement, le 3 Avril 1726.

Observations sur l'Arrêt.

On voit que M. Dagueffseau regarda plutôt l'Acte comme une *Pollicitation*, que comme un legs; & que la Cour le regarda plutôt comme un legs, quoique le Journal que le Testament confirmoit sur cet article, ne fût point signé. M. Dagueffseau ne traita pas la question: Si la disposition étoit un vœu? Parce que l'Acte qui contenoit cette espece de vœu n'étoit point signé, & que la signature est essentielle à la promesse d'un vœu.

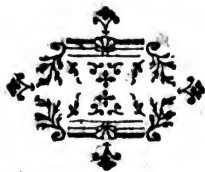
Pour combattre cette disposition, ne semble-t-il pas qu'on auroit dû traiter *ex professo*, qu'un Acte, de quelque nature qu'il soit, ne peut être valable, s'il n'est signé? Que le défaut de signature le fait envisager comme un simple projet qui n'oblige point? Or cet Acte n'étant point valable, n'a pas été confirmé régulièrement; parce que, suivant la règle qu'on a expliquée, il n'a point été rappelé tout au long. Ce qu'on peut opposer, c'est la faveur de la Cause des Pauvres. Dans ce temps-là, le grand nombre des Pauvres, dont l'Hôtel-Dieu étoit acca-

blé, & la disette des fonds, furent un puissant moyen qui déterminâ la Cour.

On peut encore opposer au défaut de la signature, que la disposition avoit eu un commencement d'exécution.

Quoique la Cour se déterminât en faveur des Pauvres, elle prit pourtant un tempérament, en réduisant à huit mille livres la demande des Directeurs de l'Hôpital-Général; elle fixe cette somme, pour sauver des estimations qui auroient donné lieu à des discussions incidentes.

Comme cette Cause est si singulière, qu'on peut dire qu'il n'y en a jamais eu aucun exemple, on en est bien plus obligé à Monsieur Daguesseau & aux Avocats, qui ont marché dans un pays qui n'avoit point encore été battu, où ils se sont ouvert des routes pour nous éclairer & nous instruire. C'est ce qui rend leur travail extrêmement curieux.





O U T R A G E S

F A I T S

À U N E D A M E.

Si des outrages faits à la pudeur d'une Dame dans un lieu public, par des voies de fait, quoiqu'on n'en vienne pas aux derniers excès, sont punissables d'une peine afflictive & corporelle, ou du moins simplement infamante.

IL y a des crimes contre lesquels les Loix n'ont pas décerné des peines : cependant ils troublent l'ordre de la société, intéressent l'honneur des Particuliers, leur impriment des taches d'une certaine infamie. Dans ces cas, les Juges peuvent punir d'une peine afflictive les coupables, eu égard aux circonstances qui rendent le crime énorme.

Telle est la vengeance que la Marquise de Tresnel prit, il y a plus de quatre-vingt ans, contre la Dame de Liancour. Quoique dans l'insulte qu'elle lui fit, ceux qui furent les instruments qu'elle employa, ne se soient pas portés au dernier attentat contre l'honneur de la Dame de Liancour, le Public a été pourtant persuadé, que rien ne les a arrêtés, qu'ils ont poussé la li-

cence jusqu'au dernier degré : mais c'est la coutume, quand on lui fait ces sortes d'histoires, de donner une libre carrière à son imagination.

La Dame de Liancour s'appelloit de Lannoy, elle étoit fille d'un Financier : elle fut orpheline à l'âge de neuf ou dix ans ; son frere de pere la reçut dans sa maison. Dès qu'elle fut en âge, son principal objet fut le mariage ; elle étoit faite pour avoir des amants, par *l'élégance* de sa taille, & la délicatesse de ses traits : mais son bien, qui n'étoit pas clair & liquide, étoit cause que les amants ne se transforment point en époux ; ainsi sa beauté attiroit les amants, & sa fortune rebutoit ceux qui aspireroient au mariage. Son Procureur au Parlement, lui présenta un Auvergnat, Sous-Écuyer de MONSIEUR, mais un Sous-Écuyer honoraire : tout l'avantage qu'il retiroit de ce grade, c'est qu'il favorisoit le commerce qu'il faisoit de chevaux ; ainsi, par son intrigue & son industrie, il faisoit figure. Paris est plein de gens de ce caractère, dont le génie est un fonds plus sûr qu'une terre sujette à la grêle. Elle l'épousa avec ses talents : celui qu'il avoit pour les procès fut d'un grand secours à cette Dame. Il conduisit avec tant de succès ceux qu'elle avoit à essuyer, qu'il dégagea son bien ; & la mit en possession de cent mille livres, ses dettes payées. Il mourut, comme s'il n'eût eu rien après cela à faire dans ce monde.

Quand la fortune de cette Dame eut em-

Histoire
de la Dame
de Lian-
cour, &
du Dis-
férend
qu'elle
eut avec
la Mar-
quise de
Tresnel,
& de
l'insulte
qu'elle en
essuya.

278 OUTRAGES FAITS À UNE DAME

* Célèbre
Jésuite.

belli sa beauté, jusqu'à la rendre l'objet des desirs de ceux qui visioient au Sacrement, ils se présenterent en foule ; mais comme elle alloit au solide, elle préféra le Sieur Romet, veuf de la sœur du P. Bouhours *, Maître des Eaux & Forêts, à tous ses concurrents ; son âge avancé détermina la jeune veuve, qui ne consulta pas les sens sur son mariage. Elle prévint sans doute, qu'un vieux étant plus près de la fin de sa carrière, elle seroit plutôt en possession des avantages qu'il lui feroit ; que ces avantages qui compenseroient la disproportion de l'âge, en seroient plus considérables : l'événement fit honneur à sa prévoyance. On raconte d'elle un trait, où l'on trouve le caractère d'une femme dissimulée, artificieuse, & intéressée tout ensemble.

Comme dans cet Ouvrage je me suis proposé de plaire au Public, autant que de l'instruire, je ne me refuse pas au récit des traits qui peuvent faire connoître les principaux personnages que je mets sur le théâtre des Plaideurs. Madame Romet eut l'ambition d'avoir des pierreries, dans le temps que son époux étoit dangereusement malade. Dans cette vue, elle conçut une pensée, qu'elle mit au jour dès qu'il fut guéri. Il lui voulut faire présent d'un habit riche : *Non, dit-elle, je ne puis accepter votre présent : j'ai promis à saint François de Paule, de porter un habit minime, si vous reveniez en santé ; je suis trop sensible à la grace qu'il m'a obtenue, pour ne pas accomplir*

mon vœu. Son mari fut très-touché de cette preuve de tendresse, qu'il crut d'autant plus sincère, que l'amour de la parure n'est pas une petite passion dans le cœur d'une femme. Il lui donna en pur don 20030 liv. de pierreries, pour relever la modestie de son habillement de vœu. Peu de temps après, la mort, qui n'avoit fait qu'une feinte à l'égard du Sieur Romet, joua son rôle tout de bon.

Etant une seconde fois veuve, & sa fortune ayant augmenté considérablement, sans que sa beauté eût diminué, elle fut recherchée par une foule de soupirants, dont le plus grand nombre étoit plus épris de sa fortune que de ses charmes. Elle jeta les yeux sur le Sieur Séguier de Liancour, qu'elle épousa. Malgré les grands biens de ce nouvel époux, sa mauvaise conduite fit peu de temps après craindre à Madame de Liancour pour sa dot. Sur les premières dissipations de son mari, elle obtint une Sentence de séparation de biens au Châtelet. Cette précaution, ayant irrité son époux, rendit le mariage discordant. Elle en eut pourtant des enfants. Voilà l'avantage que procurent les agréments ; ils rapprochent de la femme le mari brouillé.

La Terre où elle demouroit n'étoit pas fort éloignée de celle où demouroit le Sieur des Ursins, Marquis de Tresnel. Elle y alloit souvent, & y étoit bien reçue du Maître. La Marquise de Tresnel dit dans sa défense, que la Dame de Liancour y domi-

noit. Le Marquis n'étoit pas encore marié ; dès qu'il le fut à Mademoiselle de Gaumont, les Dames ne sympathiserent point. La Dame de Liancour disparut dans le Château du Marquis.

La Marquise a prétendu que la Dame de Liancour fit contre elle une satire envers, sous la forme d'une Requête, adressée à M. l'Intendant de Paris. Les conclusions tendoient à faire envoyer la Marquise aux Petites-Maisons. Elle se plaignit devant les Maréchaux de France, & mit au Greffe la Requête, qui avoit été répandue par-tout ; mais quoiqu'elle obtînt permission de faire une Information, & qu'elle la fît, elle ne put point établir par cette voie que la Dame de Liancour fût l'auteur de cet ouvrage. Elle en demeura pourtant persuadée, & chercha l'occasion de se venger. Elle résolut même de ne garder aucune mesure dans sa vengeance. Les Poètes ont dit que cette passion faisoit le plaisir des Dieux : on peut bien dire, que c'est le plaisir du sexe, & que les hommes vindicatifs le cèdent aux femmes de ce caractère ; elles connoissent mieux qu'eux les raffinements de la vengeance, mieux qu'eux elles s'élèvent au-dessus de la crainte, quand elles veulent se venger sans bornes ; leur cœur est, pour ainsi dire, pétri du levain de cette passion.

La Marquise brûloit du desir de la satisfaire. Elle alla à l'Eglise des Religieuses de Chaumont du Vexin-François, pour y entendre un Sermon. La Demoiselle de Lian-

cour, la fille, s'y trouva; elle salua la Marquise, mais ne lui offrit point sa place. Les Dames ayant été invitées à la collation qui se donna après le Sermon, la Marquise se plaignit amèrement de la Demoiselle de Liancour, qu'elle appella incivile, à qui elle reprocha de ne savoir pas vivre; elle croyoit par sa naissance être fort supérieure à la mere & à la fille. On n'ignore pas que, sur ce chapitre, les femmes poussent plus loin l'entêtement que les hommes; que dans l'idée qu'elles ont de leur mérite, leur noblesse en compose la plus grande portion; peu s'en faut qu'elles ne se regardent comme étant d'une espece humaine bien distinguée de celle des rôturiers, même des nobles nouveaux.

La Marquise, escortée de ses laquais, s'étant rendue, le 9 Août 1691, à l'Eglise de l'Abbaye de Gomerfontaine, pour y entendre le Panegyrique de saint Bernard, y trouva la Dame de Liancour placée. Elle affecta d'aller droit à elle, & la trouvant levée pour la saluer, elle la poussa hors de sa place, & s'y assit. Elle est convenue dans sa défense, que, ne sachant point faire de vers, elle voulut se venger de la satire, & qu'elle fit une incivilité qu'elle n'auroit pas fait à la dernière personne, contre laquelle elle n'auroit eu aucun ressentiment.

On devine sans peine, que la Dame de Liancour, ne pouvant pas l'emporter par la force, se soulagea par des injures; ce qui donna lieu à la Marquise de la traiter de

petite Bourgeoise, & de la menacer de la faire maltraiter par le Marquis son époux, de la taxer de coquette ; & comme elle n'avoit point les agréments de la Dame de Liancour, celle-ci lui donna une épithète qui annonce une femme complaisante & officieuse pour des amoureux. C'est au milieu de leur colere que les femmes du monde, qui ont l'art de parler, enrichissent la langue de phrases nouvelles.

De cette conversation, la Marquise en remporta un nouvel aiguillon de vengeance ; elle résolut dès-lors de faire à la Dame de Liancour l'affront le plus signalé.

On a dit dans le Public, qu'un More de la Marquise entra dans la querelle, & que son zele pour sa Maîtresse fut empoisonné par la Dame de Liancour, qui dit un bon mot là-dessus. Ce sont là de ces injures que les Dames ne pardonnent point.

Des personnes de considération, qui avoient été témoins de l'insulte, engagerent la Marquise à faire satisfaction à la Dame de Liancour. Celle-ci se rendit au Parloir de l'Abbesse de Gomerfontaine, pour recevoir de bonne foi les excuses de la Marquise, qui lui fit une nouvelle injure.

La Dame de Liancour, qui vouloit prévenir toutes les suites fâcheuses, écrivit au Marquis de Tresnel, qui, par le silence qu'il garda, témoigna qu'il approuvoit la conduite de sa femme.

La Dame de Liancour voulut rendre visite quelque temps après aux Sieur & Dame

de Monbrun , à Dauval , éloigné de cinq quarts de lieue de sa Terre. La Marquise , qui avoit des espions , fut bientôt avertie de ce dessein ; elle partit de sa Terre dans un carrosse à six chevaux , accompagnée de la Demoiselle de Villemartin , suivie de quatre hommes à cheval , armés d'épées & de pistolets , dont l'un étoit le valet-de-chambre du Marquis ; & trois laquais avec ses livrées , & trois autres sans livrées derrière le carrosse. Quelque diligence qu'elle eût faite , elle ne put joindre la Dame de Liancour , qui alloit à Dauval ; mais elle résolut de prendre mieux ses mesures au retour. Elle entra chez le Curé de Daucour , qui n'étoit pas loin du chemin de Dauval , & elle posa en sentinelle un de ses Cavaliers sur ce chemin , pour l'avertir dès qu'il appercevrait le carrosse de la Dame de Liancour. Au premier avis , la Marquise partit avec précipitation.

Dès que la Dame de Liancour vit de loin une si grande escorte , elle ne douta point que son implacable ennemie ne vînt l'insulter : elle donna ordre à son cocher d'aller au grand trot à son Château ; mais les quatre Cavaliers qui arriverent , lui barrent le chemin , & donnerent le temps à la Marquise de la joindre. Lorsque les deux carrosses furent de front , elle donna ordre à son cocher de tourner à droite pour renverser le carrosse de la Dame de Liancour ; le postillon obéit ; mais le cocher , plus sage , détourna à gauche les premiers chevaux ,

qu'il gouvernoit. Le cocher & le laquais de la Dame de Liancour, qui craignirent d'essuyer la fureur des Cavaliers, prirent la fuite. Deux laquais, qui étoient derrière le carrosse de la Marquise, descendirent comme des furieux, ouvrirent les portières du carrosse de la Dame de Liancour, se saisirent d'elle & de sa femme-de-chambre, & les firent descendre malgré elles.

Je tirerai le rideau sur toutes les indignités qu'ils firent ; ils ne commirent pourtant point les dernières violences contre l'honneur de la Maîtresse & de la femme-de-chambre. La Marquise, qui se repaissoit de ce spectacle, après que sa vengeance fut satisfaite, fit remettre la Dame de Liancour dans son carrosse, dont les laquais avoient coupé les courroies, & ôté les boucles de la soupente, & elle lui dit avec une raillerie amère : Je ne laisserai point une Dame de qualité à pied au milieu d'un grand chemin.

La Marquise s'étant retirée avec un air triomphant, des passants charitables secoururent la Dame de Liancour & sa femme-de-chambre, & allèrent quérir un carrosse. La Dame s'en retourna dans sa Terre, accablée de confusion.

Le Roi, informé de la chose, défendit les voies de fait aux maris. Le Sieur & la Dame de Liancour portèrent leur plainte aux Maréchaux de France. Voilà ce qui fait juger qu'on n'a pas commis envers elle les derniers excès : ce n'est pas devant les Maréchaux de France qu'on se plaint des grands

crimes. Ils consentirent même de s'en rapporter à l'Archevêque de Rouen sur la satisfaction qui étoit due à la Dame de Liancour : on ne compromet point sur des délits énormes. Le Public, qui fait faire beaucoup de chemin dans de pareilles insultes aux personnes qui ont offensé, se persuada vivement que la Dame de Liancour avoit été livrée à la licence elle-même.

Il la regarda de l'œil dont on regarde les personnes déshonorées. Pourquoi veut-on qu'une femme, à qui on a fait malgré elle ce dernier affront, soit souillée d'une espèce d'infamie ? Je fais bien qu'au fond du cœur on lui rend justice ; mais extérieurement, ceux-mêmes qui la plaignent le plus, la méprisent, & ne peuvent s'approprier avec cette souillure, dont ils s'imaginent qu'elle est infectée.

Pourquoi n'a-t-on pas, parmi les hommes, érigé un Tribunal où préside la saine partie du monde, qui rende justice à une personne du sexe qui a eu cette infortune, en réformant les jugemens du Public, l'oblige à la mettre dans la classe des personnes qui ont tout leur honneur, puisqu'on ne le peut perdre qu'avec une volonté criminelle ?

Une personne avilie dans l'opinion des hommes, parce qu'on croit qu'elle a été la victime de la licence, comment doit-elle s'exprimer dans sa Plainte ? Doit-elle, par son témoignage, confirmer ce jugement ? Elle n'aura plus de ressource dans l'esprit de ceux qui résistent au torrent de l'opinion

publique ; ils seront obligés après cela d'y céder. Si elle se retranche sur la négative, & qu'elle pallie elle-même son affront, le Public, qui la croit déshonorée, la méprise encore davantage, à cause de l'insensibilité qu'il lui suppose. Quel parti prendre ? Il semble qu'il n'y en avoit point d'autre pour la Dame de Liancour, que de confirmer le Public dans son opinion, puisqu'elle étoit incurable, & de se présenter à la Justice, pour demander vengeance du dernier affront. On ne peut ressusciter que par cette voie à la vie de l'honneur, parce qu'on oblige la Justice, vengeant pleinement la personne déshonorée, à la laver de son opprobre.

Ce fut aussi l'opinion qu'insinua la Dame de Liancour, lorsqu'elle rendit sa Plainte, quoiqu'elle ne s'exprimât pas là-dessus clairement. Mais elle fut prévenue par M. le Procureur-Général, qui, voyant la négligence des Juges des lieux à poursuivre la punition du crime, obtint un Arrêt du 16 Novembre 1691, *qui ordonnoit que les informations & procédures, si aucunes avoient été faites pour raison de la rixe arrivée entre les Dames de Tresnel & de Liancour, seroient apportées au Greffe Criminel de la Cour, & qu'à sa requête il seroit informé.*

L'information fut faite par M. le Nain, ce célèbre Rapporteur de plusieurs grandes Affaires criminelles. Il se transporta sur les lieux ; & comme on apprit par la réponse au commandement qui avoit été fait au

Greffe du Bailliage de Chaumont du Vexin-François, qu'on n'avoit fait aucune procédure, M. le Procureur-Général obtint un Arrêt, qui ordonna que le Lieutenant-Criminel de ce Bailliage & le Procureur du Roi seroient tenus de comparoir à la Cour deux jours après la signification de cet Arrêt, pour répondre aux conclusions qu'il voudroit prendre contre eux, & qu'à faute de comparoître, ils seroient interdits de l'exercice de leurs Charges. Ils comparurent. Après qu'ils eurent été ouïs, & M. le Procureur-Général, on ordonna *qu'ils seroient avertis qu'ils étoient en faute, qu'il y avoit de leur négligence de n'avoir pas informé de ce qui s'étoit passé, quoique les Parties n'en eussent rendu aucune plainte; parce que le fait étoit arrivé sur le grand chemin.* On les manda, on leur fit entendre la délibération de la Cour, on leur enjoignit d'être plus vigilants dans les fonctions de leurs charges, & on leur permit de se retirer. Les Magistrats supérieurs ne sont jamais plus grands ni plus respectables, que lorsqu'ils reprennent des Juges inférieurs qui sont coupables, & leur font d'importantes leçons sur leurs devoirs.

La Dame de Liancour intervint alors, & déposa sa confusion dans le sein de la Justice. Après qu'on eut mis la dernière main à la procédure criminelle, elle prit des Conclusions civiles.

Elle dit dans sans sa Requête, qu'assez, & même trop long-temps, la douleur dont elle

Requête
de la Da-

me de
Lian-
cour.

étoit accablée, lui avoit fermé la bouche; qu'elle se rendroit indigne de la protection de la Cour, si elle ne paroïssoit pas aussi occupée de sa vengeance particuliere, que Monsieur le Procureur-Général l'étoit de la vengeance du Public.

Elle ne peut, dit-elle, se plaindre, sans se donner de nouveau en spectacle aux dépens de sa pudeur; mais l'injure est trop cruelle pour la pouvoir dissimuler, quelque cher que la Plainte lui coûte. On jugera de l'excès de cette injure, puisque, pour en demander la réparation, il faut qu'elle fasse un récit qui la déshonore de nouveau.

Elle a l'avantage qu'elle ne s'est attiré la haine implacable de la Marquise de Tresnel, que par des qualités qui lui ont mérité l'estime des honnêtes gens. Elle n'a pas besoin de la dépeindre, pour la faire connoître: on jugera facilement, qu'une femme qui, pour venger des injures imaginaires, est capable de la noirceur de l'action dont elle s'est souillée, & qui, dans le temps qu'elle l'a commise se repaissoit de sa vengeance avec tant de satisfaction, enchérit sur la malignité même. On ne peut pas s'en faire une autre idée. La Dame de Liancour raconte ensuite le fait; & quand elle vient à l'insulte, elle dit qu'elle sentit des mains cruelles & hardies, qui exécutoient avec fureur les ordres cruels & infâmes de la Marquise: c'est tout ce qu'elle dit de plus fort; ce qui prouve, qu'on ne commit pas le dernier attentat contre son honneur; mais qu'elle

qu'elle efluya de mauvais traitemens, comme si on eût voulu la châtier. Elle désigne deux Laquais du Marquis de Tresnel, qui l'outragerent de la sorte; Marolle, d'un visage long & maigre, les cheveux noirs; l'autre, nommé Picard, d'un visage rouge, les cheveux châains; tous deux d'une taille médiocre. Elle dit que la Marquise, par des paroles enflammées de colere, excitoit les ministres de sa vengeance: elle laisse penser que sa pudeur lui fait passer par-dessus le récit des outrages qu'on a faits à son honneur; &, pour les exprimer, elle n'ose pas mettre en œuvre des expressions qui la feroient rougir. Elle dit, que la Marquise de Tresnel, dans sa vengeance, a enchéri sur la cruauté des tyrans.

Elle dit en finissant, qu'elle espere que la Cour lui accordera une réparation si complete, qu'elle étouffera dans sa naissance une haine propre à se perpétuer & se transmettre dans une famille, lorsque l'honneur offensé a été mal réparé.

Elle demanda dans ses Conclusions, que le Marquis de Tresnel & la Dame son épouse fussent condamnés, avec les exécuteurs de leurs ordres, solidairement envers elle, à la somme de cent mille livres pour dommages & intérêts, sauf à M. le Procureur-Général à prendre telles conclusions qu'il aviseroit bon être, pour la vengeance publique, & celle de la Suppliante.

Dans le Mémoire consacré à la défense *Réponse*
de la Marquise, on déclare d'abord, qu'on de la

Marquise
de Tres-
nel.

ne se propose point de la faire paroître innocente ; mais qu'on veut prouver qu'elle est moins criminelle que le Public ne la croit.

On convient qu'elle a poussé son ressentiment trop loin , & que la vengeance qu'elle a prise a été violente , & contraire aux regles les plus inviolables de l'honnêteté.

Mais quand on saura au vrai ce qui a précédé cette action , & les bornes dans lesquelles elle est demeurée ; quand on aura fait réflexion sur la véritable qualité du crime , & sur le nom qu'on doit lui donner , on trouvera que le ressentiment de la Marquise de Tresnel n'a pas été si dépourvu de fondement , ni l'action si outrée , qu'on l'a publié dans le monde ; & l'on aura même de la peine d'y trouver la matiere d'une vengeance publique , loin qu'on y puisse trouver le sujet d'une action qui a pour objet un crime capital , comme le prétend la Dame de Liancour.

Le Défenseur de la Marquise dit ensuite , que la satire en vers , que la Dame de Liancour avoit faite contre l'Accusée , étoit l'objet d'un ressentiment légitime ; mais on ne voit pas qu'il prouve que la Dame de Liancour fût l'auteur de cet ouvrage. Une semblable satire , continue-t-il , est une injure plus grande , & fait plus de tort à l'honneur d'une Dame , que la violence la plus qualifiée ; parce que la première attaque sa conduite & ses mœurs , & porte une atteinte mortelle à son honneur ; au lieu que l'autre n'attaque que le corps , sans bles-

fer la réputation. Elle ne marque que la foiblesse de la personne qui souffre l'insulte ; mais elle ne donne point de mauvaise impression de sa conduite.

Il prétend prouver ensuite par l'Information , qu'on n'a point commis la dernière insulte envers l'honneur de la Dame de Liancour. En effet, les dépositions qu'il rapporte , prouvent qu'elle a essuyé de mauvais traitements, que sa pudeur a reçu plusieurs outrages ; mais n'établissent point la dernière licence.

La Dame de Liancour se feroit-elle plainte à Nosseigneurs les Maréchaux de France , si son honneur avoit souffert cette violence ? Auroit-elle voulu les compromettre sur un pareil affront ?

Elle ne s'est dit offensée au dernier degré , qu'après que le Public a cru qu'elle l'étoit.

Ainsi , il est arrivé deux choses fort bizarres , & fort extraordinaires.

La première , que l'injure a paru moindre à la personne offensée , qu'à ceux qui n'y avoient point d'intérêt ; & que le Public , par sa prévention , a persuadé la Dame de Liancour , qu'elle avoit souffert l'offense la plus cruelle & la plus déshonorante.

Secondement , au-lieu que le Public auroit dû réformer son opinion sur les dépositions & sur la vérité du fait , on a , par un renversement de l'ordre naturel , accommodé les dépositions & le fait à l'opinion publique.

L'Information faite devant Nosseigneurs les Maréchaux de France doit fixer le fait, & le renfermer dans ses bornes.

La Dame de Liancour n'apporte aucune preuve de l'injure sanglante qu'elle veut qu'on lui ait faite sans aucun ménagement : elle profite de la retenue que sa pudeur lui prescrit, pour ne dire que des expressions obscures, qui laissent à penser ce qu'elle veut persuader. Elle avance même un fait, qu'on ne trouve point dans l'Information, quand elle fait tenir à la Marquise un langage, qui invite ses laquais à n'avoir aucun égard, & à passer toutes les bornes. Quand elle dit que la Marquise a enchéri sur la cruauté des tyrans, elle a compté sur cette expression, comme sur un endroit très-propre à émouvoir le Public ; elle ne s'est point embarrassée, que la phrase portât à faux : elle s'est flattée que la crédulité du Public ne la chicaneroit pas là-dessus.

Quel est l'homme de bon sens, qui ne soupçonnera beaucoup d'artifice dans le langage qu'elle tient, lorsqu'elle parle de la violence qu'elle s'est faite pour rompre le silence, que sa douleur & sa modestie lui avoient fait garder ; que ce grand effort qu'elle fait, est une preuve éclatante de la vérité de sa Plainte ? Comment veut-elle qu'on croie qu'elle souffre, en parlant de l'injure qu'elle a endurée, & que la violence qu'elle se fait prouve la vérité, puisqu'elle exagère, & va bien au-delà de l'injure qu'elle a essuyée ?

Comment accordera-t-on cette extrême modestie, qui est la source de cette grande violence, avec le soin qu'elle a pris de faire imprimer sa Requête, & de la répandre dans tout Paris, qui n'en avoit que faire?

Comment a-t-elle osé dire, que sa douleur & sa modestie lui avoient fait garder le silence, puisque, peu de jours après cet accident, elle en avoit porté sa Plainte par-devant Nosseigneurs les Maréchaux de France? Est-ce qu'il en coûte moins à la modestie d'une femme dans ce Tribunal, que devant les Juges ordinaires?

Difons donc, qu'il y a beaucoup d'art, & peu de bonne foi, dans la Plainte de la Dame de Liancour; & que la Marquise de Tresnel est beaucoup moins criminelle qu'on ne l'a publié.

Ramenons le fait à la vérité. Le Public a ici confondu, avec le crime public, une injure particuliere; la transgression des Loix sujette à une peine capitale, avec le violement des regles de la bienséance & de la modestie. La Dame de Tresnel est très-blâmable d'avoir exposé aux insolences & aux insultes de ses laquais la Dame de Liancour: celle-ci en peut demander une réparation solemnelle. Mais dès que la Marquise n'est pas coupable, ni ses laquais d'avoir attenté à l'honneur, à la vie, aux biens de la Dame de Liancour, on ne peut infliger à l'Accusée, ni à ses laquais, aucune peine afflictive.

C'est une insolence dans les laquais, que

d'avoir traité de la sorte la Dame de Liancour : c'est un emportement dans leur Maîtresse, de le leur avoir commandé, C'est une injure particulière, dont la Dame de Liancour peut se plaindre : mais ce n'est pas un crime public, pour la punition duquel les Loix doivent s'armer, & dont la Partie publique puisse poursuivre la vengeance. Qui pourroit douter, si la Dame de Liancour avoit transigé sur cette injure avec la Marquise, que la partie publique, conformément à l'Ordonnance, titre xxv, article xix, ne fût obligée de garder le silence ? On fait une grande différence entre une action insolente, & un crime public. Il est inouï qu'on ait établi un supplice pour la première. On la réprime, on condamne ceux qui l'ont commise à des réparations d'honneur, & à des aumônes : mais on ne la soumet point à la vengeance publique ; il n'y en a point d'exemple, quoique ces actions-là soient très-fréquentes.

Ceux qui n'examinent cette affaire que superficiellement, n'en peuvent pas avoir une juste idée, ils sont sujets à confondre. Ils jugent que les règles de la bienséance, de la modération, de l'honnêteté, sont violées, & ils trouvent cette action très-grave par cet endroit ; & ils ont raison. Ils concluent qu'elle est sujette à une peine afflictive : ils se trompent ; la griéveté de cette action n'offensant que les règles dont on a parlé, quelque atteinte qu'elle leur donne, ne peut jamais former un crime public.

On ne citera aucune Loi qui ait mis une pareille action au nombre des crimes publics, & qu'il lui ait imposé des peines infamantes. Or, c'est une maxime certaine parmi nous, que les Juges ne peuvent imposer des peines, que dans les cas où les Loix en ont établi.

Dans la Police de l'Etat, aussi-bien que dans celle de la Religion, la Loi décide du crime : elle décide aussi de la peine. Il faut que les hommes soient avertis par la Loi, que l'action irrégulière qu'ils veulent commettre, est un crime public, afin qu'ils sachent la peine à laquelle ils s'exposent en la commettant : autrement, ne seroit-ce pas une injustice manifeste de faire encourir une peine infamante à une personne qui ne l'auroit pu prévoir, & qui n'auroit pu s'imaginer qu'il commettoit un crime public, ayant raison de croire qu'il ne commettoit qu'une injure particulière ?

Il est superflu de dire, que l'action a été méditée. L'action, qui est un crime public, est moins énorme, lorsqu'elle n'a pas été méditée : mais celle qui n'est pas crime public, qui est une injure privée, n'en est pas plus énorme pour être méditée, ou du moins n'en devient pas pour cela crime public.

La Marquise a donc lieu d'espérer, que ses Juges, qui sont dégagés de toute prévention, envisageront cette action sous son véritable point de vue, & qu'ils n'emprunteront point les yeux du Public, précipité

dans ses jugements. Ils ont devant eux l'Information, qui est leur véritable bouffole : ils y verront clairement les bornes que la Marquise a mises à sa vengeance ; & que la Dame de Liancour, malgré l'affectation avec laquelle elle s'est exprimée, ne peut conduire à penser qu'elle ait reçu le dernier affront ; & que les témoins ne disent rien qui puisse favoriser cette idée,

Si la Marquise a été animée du feu de la vengeance, que l'on considère que son ressentiment étoit juste ; que l'obliger à dissimuler l'injure que lui ont fait les vers satyriques de son ennemie, c'auroit été exiger trop de modération d'une jeune personne, & d'une femme de qualité indignement outragée. Quand on sera bien instruit de la vérité, sous quelque face qu'on envisage l'action, on n'y trouvera point la matière d'un crime public, mais d'une injure privée, qui, quelque loin qu'elle ait été poussée, ne doit point exciter le ministère de Monsieur le Procureur-Général ; dès que, encore une fois, il n'y a eu aucun attentat, ni à l'honneur, ni à la vie, ni aux biens de la Dame de Liancour.

Voici l'Arrêt qui fut rendu,

Arrêt de
la Cour.

VU par la Cour le Procès criminel fait de l'ordonnance d'icelle, à la requête du Procureur-Général du Roi, Demandeur & Accusateur, & Dame Françoise de Lannoy, épouse, séparée, quant aux biens, de Messire Claude Séguier, Chevalier, Seigneur de

Liancour, reçue Partie intervenante le 29 Janvier dernier, pour raison des insultes & voies de fait commises en sa personne par les domestiques de Dame de Gaumont, Marquise de Tresnel, par son ordre & en sa présence; contre Messire Esprit-Juvenal de Harville des Ursins, Marquis de Tresnel, premier Enseigne des Gens-d'Armes de la Garde du Roi; ladite Dame de Gaumont, son épouse; Demoiselle Anne de Fleury, fille de Jacques de Fleury, Écuyer, Sieur de Ville-Martin; Antoine Bourcier, Cocher de ladite Dame de Tresnel; Pierre Fourdrain, dit la Riviere, Palfrenier dudit Sieur de Tresnel; Jean-Baptiste, natif de Saint-Dominique, Maure, Laquais de ladite Dame; Jean Betouard, dit Picard, Laquais du Sieur de Tresnel; un Quidam vêtu de rouge, nommé Lartige, valet-de-chambre dudit Sieur de Tresnel; les nommés Marolle, Laquais, Rubbi, Jassemin, & la Fatigue, vêtus des livrées dudit Sieur de Tresnel; Défendeurs & Accusés; lesdits Bourcier, Fourdrain, dit la Riviere; Jean-Baptiste, Maure; Betouard, dit Picard, & Croquet, dit Magni, prisonniers en la Conciergerie du Palais; & ladite Dame de Tresnel, lesdits Lartige, Marolle, Rubbi, Jassemin, la Fatigue, défailants & contumax, &c.

Tout considéré; dit a été, que la Cour, sans s'arrêter aux Requêtes desdits de Harville, & Pierre Cardouan, dit la Riviere, des 1 & 3 Février dernier, ni à celle du 4 du présent mois de Mars à fin de jonction des

Informations, a déclaré & déclare la contumace bien instruite contre ladite de Gaumont, femme dudit de Harville de Tresnel, lesdits Marolle, Lartige, Jassemin, Rubbi, & la Fatigue; & adjugeant le profit, a condamné & condamne ladite de Gaumont à comparoir en la Grand'Chambre, l'Audience tenant; là étant à genoux, dire & déclarer en présence de ladite de Liancour, que, méchamment, malicieusement, comme mal-avisée, elle a, de dessein prémédité, fait commettre les insultes & voies de fait mentionnées au Procès, en la personne de ladite de Liancour par ses domestiques, en sa présence, & par son ordre, dont elle se repent, & lui en demande pardon; ce fait, l'a bannie à perpétuité du ressort du Parlement; lui enjoint de garder son ban, à peine de la vie; la condamne en 1500 livres d'amende envers le Roi; & lesdits Lartige & Marolle, d'être menés & conduits ès galeres du Roi, pour y servir comme forçats à perpétuité; déclare tous les biens desdits Lartige & Marolle situés en Pays de confiscation, acquis & confisqués à qui il appartiendra. Et à l'égard desdits Jassemin, Rubbi & la Fatigue, les a bannis de cette Ville, Prévôté & Vicomté de Paris, du Bailliage de Chaumont en Vexin, pour trois ans; leur enjoint de garder leur ban, aux peines portées par la Déclaration du Roi; les condamne chacun en dix livres d'amende envers ledit Seigneur Roi; & ledit Betouard, dit Picard, d'être mené & conduit ès galeres du Roi, pour

y servir comme forçat l'espace de neuf ans ; condamne en outre ladite de Gaumont, & lesdits Lartige, Marolle, Betouard, dit Picard ; Jassemin, Rubbi & la Fatigue, solidairement en 30000 liv. de réparation vers ladite de Liancour. Et après que ladite Fleury de Villemartin, pour ce mandée en la Chambre de la Tournelle, a été admonetée, l'a condamnée à aumôner au pain des Prisonniers de la Conciergerie du Palais, la somme de 20 livres, & aux dépens à son égard. Et sur l'accusation intentée contre lesdits de Harville, Bourcier, Cordouan, dit la Rivière ; Jean-Baptiste, Maure de nation, & Croquet, dit Magni, a mis les parties hors de Cour & de Procès : ordonne que les Prisonniers seront mis hors des Prisons, & les écrous de l'emprisonnement dudit Croquet, seront rayés & biffés ; le billet étant au Greffe de la Cour à lui rendu, les dépens compensés à cet égard envers lesdits de Harville, Bourcier, Cordouan, dit la Rivière ; Jean-Baptiste Maure, & Croquet ; condamne en outre ladite de Gaumont, lesdits Lartige, Marolle, Rubbi, Jassemin, la Fatigue, Betouard, dit Picard, solidairement en tous les dépens, même en ceux faits contre lesdits de Harville, Fleury, Bourcier, Cardouan, Jean-Baptiste, & Croquet ; desquelles trente mille livres de réparation & dépens ladite Gaumont sera tenue les en acquitter. Et néanmoins ordonne ladite Cour que la somme de trente mille livres de réparation & de dépens adjugés, seront pris sur ses biens, & sans que le-

300 OUTRAGES FAITS A UNE DAME

dit de Harville, son mari, puisse empêcher l'exécution du présent Arrêt. Et sera la présente condamnation, à l'égard de ladite Dame de Gaumont, lesdits Lartige & Marolle, écrite dans un Tableau, qui sera attaché à un poteau planté en la Place publique de Chaumont, & en la Place de Grève de cette Ville; & les autres condamnations par contumaces signifiées, & baillé copie au domicile, ou résidence desdits Jassemin, Rubbi, & la Fatigue, si aucune ils ont, sinon affichées à la porte du Palais, suivant l'Ordonnance. Fait en Parlement le 13 Mars 1693; & prononcé auxdits Bourcier, Cordouan, dit la Riviere, & Jean-Baptiste, Maure, le 18 desdits mois & an.

Observations sur l'Arrêt,

Il faut d'abord observer sur cet Arrêt, que la Marquise de Tresnel, qui a conçu, médité, ordonné, & fait exécuter le crime, est pourtant jugée moins coupable que ses domestiques, qui l'ont commis par ses ordres, à cause de la grande distance des conditions entre eux & la Dame de Liancour insultée; joint à cela, que les hommes, dans ces sortes d'insultes, sont plus coupables que les femmes; parce que la sauvegarde de la pudeur des femmes est particulièrement établie contre eux par la Loi. La Marquise de Tresnel est par contumace bannie à perpétuité hors du ressort du Parlement, ce qui n'emporte pas mort civile: pour opérer cet effet, il auroit fallu que le bannissement perpétuel eût été hors du Royaume. Lar-

tige, Marolle, domestiques, exécuteurs de ses ordres, sont condamnés aux galeres perpétuelles. On voit bien, sans qu'il soit nécessaire de citer l'Ordonnance *, que ce supplice est plus sévère que le bannissement perpétuel ; d'où il s'ensuit que le Parlement les a jugés plus coupables que la Marquise.

* Ordon-
nance Cri-
minel-
le, titre
XXV. arr.
XIII.

La Demoiselle de Villemartin fut condamnée à être admonétée : elle accompagnoit la Marquise dans cette belle partie ; elle étoit présumée approuver l'action, & vouloir s'en faire un spectacle.

Jean-Baptiste, Maure, dont la Dame de Liancour parla dans la querelle qu'elle eut avec la Marquise, comme s'il avoit eu part dans les bonnes grâces de sa Maîtresse, & que le Public a regardé comme le ministre zélé de la vengeance de cette Dame, n'eut aucune part à l'insulte ; il étoit absent. Le Public, qui a brodé cette histoire, a pris plaisir, dans cette affaire, de faire faire beaucoup de chemin à ce Maure : il a été mis hors de Cour & de Procès.

La Cour a été jalouse d'assurer la réparation civile & les dépens à la Dame de Liancour, & de les mettre à l'abri de toute discussion. *Et néanmoins ordonne ladite Cour, que la somme de trente mille livres de réparation, & les dépens adjugés contre ladite de Gaumont, seront pris sur les biens, sans que ledit de Harville, son mari, puisse empêcher l'exécution du présent Arrêt.*

Il seroit à souhaiter, qu'en matière criminelle, les condamnations à des peines pé-

cuniaires prononcées contre la femme, pussent s'exécuter sur ses biens malgré le mari, & qu'on ne l'écoutât point, lorsqu'il dit que, comme maître de la communauté, on ne le peut pas dépouiller des revenus des biens de sa femme. Cette Jurisprudence devroit bien être établie : le mari en seroit plus vigilant sur la conduite de sa femme ; & elle n'éluderoit pas, pendant la vie de son mari, la peine pécuniaire de son crime ; ce qui est une espece d'impunité, qui est un véritable abus à réformer. Cet Arrêt a frayé la voie de cette réforme.

D'Argentré, sur l'article 423 de la Coutume du Nivernois, *glos. 2. n. 5*, estime que le mari est obligé de payer les amendes & réparations civiles imposées à sa femme, parce qu'il est de son devoir de la contenir, & qu'il est garant de ses excès. Son avis est fondé sur une disposition singulière de la Coutume de Bretagne, en l'article 612, qui porte, que le mari est obligé de réparer le forfait de sa femme sur les biens de la communauté. Mais dans les autres Coutumes, il faut attendre la dissolution du mariage, pour prendre les amendes & les réparations civiles sur la part de la femme.

Au reste, on doit regarder le crime de la Marquise comme un crime public.

Le Crime de la Marquise de Tressnel est un crime public.

Il faut observer préliminairement, que les peines afflictives & infamantes ne peuvent être appliquées qu'à la punition des crimes publics, dont le Procureur du Roi, dépositaire de l'intérêt public, poursuit la

vengeance malgré l'accord des Parties. Voilà ce qui caractérise le crime public. Les peines afflictives & infamantes sont non-seulement les peines capitales qui emportent la mort naturelle, ou les peines qui emportent la mort civile, comme les galeres, le bannissement à perpétuité hors du Royaume, mais encore le bannissement & les galeres à temps, le fouet, la peine de la fleur de lis, l'amende honorable, ou sèche (a), le carcan, le blâme, & l'amende envers le Roi. Les peines afflictives sont proprement les peines corporelles.

Or, la qualification de crime public convient au délit de la Marquise.

Premièrement, parce que, suivant la définition de ce crime, c'est un délit où le Public est principalement intéressé. On peut dire, que la sûreté d'un grand chemin concerne l'intérêt public : or, le crime a été commis dans un grand chemin.

En second lieu, on ne peut pas regarder simplement cette action comme une injure particulière, parce que c'est un attentat formel à l'honneur d'une femme. Le supplice en forme de châtiment, qu'on lui a fait souffrir, la rend méprisable. L'estime qu'on a pu avoir de sa vertu, ne s'affoiblit point ;

(a) L'amende sèche est celle qui se fait sans être accompagnée de l'Exécuteur de la Justice. Dans l'une ou l'autre amende, on demande pardon au Roi, & à la Justice. Les pardons qu'on demande en vertu d'un Jugement aux particuliers qu'on a injuriés & insultés, sont des espèces d'amendes, mais elles ne sont pas infamantes.

mais on s'imagine qu'elle est couverte d'une espèce d'opprobre qu'a fait rejaillir sur elle l'insulte humiliante qu'on lui a fait. C'est un déshonneur qu'on lui a procuré malgré elle, & que les hommes lui laissent malgré eux : ils ne peuvent guérir là-dessus leur imagination, quoique la raison les condamne. Une femme, outragée de cette sorte, a contracté une tache de mépris, dont elle ne peut se laver.

Tout le sexe a un très-grand intérêt qu'on punisse un pareil crime, afin d'être à l'abri d'une insulte si déshonorante. N'est-ce pas un crime public, qu'un crime où la plus belle moitié du Public est si intéressée ? D'ailleurs, les hommes mêmes, à qui ces femmes insultées tiennent par les liens du sang & du mariage, sont intéressés dans la vengeance du délit ; puisque le déshonneur de la femme outragée de la sorte, rejaillit sur eux.

Troisièmement, les personnes d'une condition vile, qui ont fait à la Dame de Liancour ces indignités, rendent le crime plus punissable. La subordination qui doit être entre une personne de condition, ou d'un moindre rang, & une personne abjecte, rend cette insulte plus atroce ; cette subordination qui concerne l'intérêt public, ayant été violée, donne au crime le caractère de publicité. La Marquise, qui a choisi des gens de cette trempe, pour rendre l'injure plus sensible, a dû supporter toute la peine de ce crime, envisagé sous cette

cette face, parce qu'elle a été l'auteur de cette infame entreprise.

Quatrièmement, les Loix accordent une protection particuliere au sexe, à cause de sa foiblesse, de la délicatesse de son honneur, qu'on peut attaquer, & dont on peut la dépouiller par violence. Il n'y a que la peine qu'on impose à l'insolence & à la brutalité, qui en puisse être le frein. Cette peine doit être grande, parce que les femmes ont, pour ainsi dire, autant d'ennemis de leur honneur, qu'il y a d'hommes dans le monde : ils ont dans leur cœur un principe funeste, qui excite malgré eux des desirs ardens de leur enlever ce trésor. L'intérêt public exige donc, qu'ils soient effrayés par les peines qui répriment ces attentats.

L'honnêteté publique, qui est enfreinte, & à l'abri de laquelle les femmes doivent marcher publiquement en sûreté, est un motif qui rend encore ce crime public.

Un Ancien disoit, que dans les spectacles de son temps, où des femmes représentoient entièrement sans voile, elles étoient à l'abri sous l'honnêteté publique.

La justice sévère que fit Sixte V d'une insulte beaucoup plus légère, qu'on avoit faite à l'honneur d'une fille, nous fera envisager l'affront qu'on fit à la Dame de Liancour, comme un crime public.

Aktion
d'une
justice sé-
vère.

Un Avocat de Perouse, sous ce Pontificat, vint s'établir à Rome. Son fils devint éperdument amoureux d'une fille d'une honnête famille, qui étoit d'une beauté

rare ; la mere de cette fille étoit veuve. Il demanda sa Maîtresse en mariage à la mere, qui la lui refusa, parce que son ambition aspirait à donner à sa fille un parti plus relevé. Ce jeune homme ne consultant que la violence de sa passion, imagina un moyen assez singulier pour obtenir sa Maîtresse. Il l'épia, & l'ayant trouvée dans une rue de Rome, il l'arrêta, leva son voile, & la baisa malgré elle, & malgré sa mere qui l'accompagnoit. Il crut que cette faveur, qu'il avoit arrachée en public à sa Maîtresse, la déshonorant, on seroit obligé, pour réparer son honneur, de la lui accorder.

La mere, sur le champ, alla demander justice au Pape, qui ordonna qu'on fît le procès au jeune homme. Les Colonnes, dont la Maison est une des premières de Rome, & qui le protégeoient, s'entremirent pour faire le mariage, afin de fermer la bouche à la Justice. La mere se laissa gagner : on obtint la permission du Grand-Vicaire de Rome pour épouser. Mais la fête fut troublée au milieu du festin de la noce, par des Sbirres, qui, par ordre du Gouverneur de Rome, arrêterent l'époux. Le pere de l'époux, & la mere de l'épouse, se rendirent chez le Gouverneur. Ils étoient saisis d'une inquiétude qu'on peut bien se figurer, mais qui étoit bien au dessous de celle des époux.

Le Gouverneur dit aux parents, que le Pape leur rendroit raison là-dessus.

Le lendemain, les parents s'allèrent prof-

terner aux pieds du Pape, & lui dirent que le mariage avoit entièrement réparé l'honneur de la fille. Le Pape voulut qu'on la fit venir, & qu'on mândât aussi le Gouverneur, à qui il avoit fait sa leçon. Quand ils furent tous en sa présence, il interrogea les Parties intéressées à l'affront, & leur demanda si elles étoient satisfaites? Ils répondirent tous unanimement, qu'ils l'étoient. Je suis bien-aise, dit le Pape, que vous soyez contents; mais il faut savoir si la Justice l'est aussi : vous voilà désintéressés, mais il ne faut pas qu'elle ait lieu de se plaindre. Puis se tournant vers le Gouverneur, il lui dit : C'est à vous à qui les intérêts de la Justice sont confiés, êtes-vous satisfait? Le Gouverneur répondit, que la Justice n'étoit point dédommée du mépris que l'accusé avoit eu pour l'autorité souveraine, en faisant violence en pleine rue à une honnête fille, & qu'il en demandoit réparation. Alors le Pape lui dit : Vous la pouvez poursuivre jusqu'à ce que la Justice soit satisfaite. Après ce langage, Sixte V les congédia tous. On fit le Procès à l'époux, & on le condamna aux galeres à temps, pour avoir violé le respect qu'il devoit au Souverain, & aux Loix de l'État.

Vainement les Colonnes employèrent leur crédit pour obtenir la grace de ce jeune homme; le Pape oubliant l'estime & l'amitié qu'il avoit pour eux, leur dit : *Je ne mets point au nombre de mes amis ceux qui demandent avec importunité qu'on laisse des*

crimes impunis, qui prennent le parti d'un criminel audacieux contre les Loix de la Justice qu'il a violées. Voyez-vous la conséquence de l'impunité de ce crime? Un pere vainement voudra marier sa fille à un parti sortable, un jeune homme, dont la demande ne lui conviendra point, épousera sa fille malgré lui, après l'avoir baisée dans la rue. Sous mon Pontificat il ne s'introduira point un pareil abus. Le Cardinal de Colonne repliqua, que le crime étoit réparé par l'union des deux Parties. Mais la Justice, reprit le Pape, est-elle satisfaites? Si les femmes ne sont pas à l'abri dans les rues de Rome, bientôt elles ne le seront pas dans leurs maisons. Voilà les raisons dont il autorisa son inflexibilité.

Le coupable fut attaché à la chaîne, dans le lieu même où le crime avoit été commis : son épouse en fut si pénétrée de douleur, qu'elle survêcut peu de jours à l'infamie de son mari.

La justice du Pape, pour conserver l'honneur des filles, s'étendoit jusqu'aux personnes d'une basse condition. Une servante étant allée, au milieu de la nuit, querir une Sage-Femme, rencontra l'estafier d'un Gentilhomme Romain, qui éteignit la chandelle de la lanterne de cette fille, & voulut la baiser : elle cria, il prit la fuite.

Sixte V en étant averti trois jours après, envoya querir le Gouverneur, & lui reprocha sa négligence à faire punir le crime, & lui commanda de faire le procès à cet es-

tafier, qui fut condamné à être fustigé tout le long de la rue où il avoit voulu prendre cette liberté. On regarderoit en France cette action, même exécutée, comme une peccadille : mais en Italie la sévérité avec laquelle on veille sur le sexe, fait regarder ces entreprises comme de grands crimes, même parmi les personnes d'une vile condition.

Ces exemples prouvent que Sixte V, qui étoit un grand Justicier, regardoit une insulte faite au sexe dans la rue, comme un crime public, sujet à une peine afflictive.

Des Laquais, à la porte du Jardin des Tuilleries, se vantant d'avoir pris des libertés auprès des femmes de condition, l'un d'entr'eux dit, que la première jolie femme qui sortiroit, il en auroit des faveurs malgré elle : il poussa l'insolence jusqu'à mettre la main sous la jupe d'une femme de qualité, qui sortoit des Tuilleries. Il fut arrêté à la clameur publique : on lui fit son procès ; il fut condamné par Sentence, & par Arrêt, à être mis au carcan, & à un bannissement à temps. Ce qui prouve qu'une pareille insulte, faite dans un lieu public, par des laquais, à cause de ces deux circonstances, est réputée un crime public ; on peut même dire qu'une seule suffiroit. La peine auroit été plus grande, si c'eut été un domestique qui eût commis cette insolence à l'égard de sa Maîtresse. On ne sauroit mettre un frein trop puissant à des domestiques, qui ont, pour ainsi dire, entre leurs mains l'hon-

Insolence
d'un La-
quais pu-
nie.

310 OUTRAGES FAITS À UNE DAME

neur, aussi-bien que la vie, des Maîtresses qu'ils servent.

Depuis peu, il a été rendu un Arrêt pour une femme violemment outragée par des injures & des voies de fait. Ce Jugement semble prouver, que la Cour n'a pas regardé cette insulte comme un crime public. Voici l'espece.

Insulte
faite à la
pudeur
d'une
Dame,
punie.

La Dame Maréchal, épouse du Sieur Jean de la Brosse-Morlai, femme de condition, étoit mécontente de la conduite de son époux, qu'elle soupçonnoit d'infidélité; elle accusoit le Sieur de la Bufferolle de l'entretenir dans son désordre. Après lui en avoir fait des reproches, la querelle fut poussée si loin, que la Bufferolle, autorisé par le mari présent, s'oublia jusqu'à la porter sur un lit, & la traiter comme un enfant qu'on châtie honteusement.

Il faut observer, que la Bufferolle étoit d'une famille honorable, sans être homme de condition.

Sentence
de con-
damna-
tion.

Elle en porta sa plainte au Parlement, qui la renvoya devant le Lieutenant-Criminel de Souvigny. Ce Juge commença l'Instruction: étant décédé, l'affaire fut renvoyée pardevant le Lieutenant-Criminel de Moulins. La Bufferolle fut condamné par contumace le 31 Mai 1728. *Il fut déclaré dument atteint & convaincu d'avoir proféré à la Dame la Brosse les injures mentionnées au Procès, & d'avoir exercé sur elle les outrages & mauvais traitements aussi*

mentionnés au Procès : pour réparation, il fut condamné aux galeres pour neuf ans, préalablement flétri des lettres G. A. L.

Sur l'Appel, qui fut interjetté, voici l'Arrêt qui fut rendu.

NOTRE Cour ayant aucunement égard Arrêt de
condam-
nation.
aux demandes de Madeleine Maréchal, portées par ses Requêtes des 21 Février, 23 & 24 Mars 1729, & sans s'arrêter à l'opposition formée par ledit Aujay de la Bussierolle, aux Arrêts des 13 Décembre 1726, & 10 Avril 1728, ni à ses Requêtes dont il est débouté, met l'Appellation & Sentence dont a été Appel au néant : émendant, pour réparation des cas mentionnés au Procès, condamne ledit Aujay à comparoir en la Chambre du Conseil du Présidial de Moulins, en la présence de ladite Madeleine Maréchal, & de douze personnes qu'elle voudra choisir ; & là, nue tête & à genoux, dire & déclarer, que témérement, & comme mal-avisé, il a proféré les injures, & commis les excès & voies de fait mentionnés au Procès, dont il se repent, en demande pardon à ladite Madeleine Maréchal : lui fait défenses de se trouver jamais es lieux où sera ladite Madeleine Maréchal, lequel sera tenu de se retirer des lieux où il pourroit la trouver, & de sortir de ceux où elle pourra aller, aussi-tôt qu'il la verra, sous peine de punition corporelle ; le condamne en deux mille livres de réparations civiles, & en

312 OUTRAGES FAITS À UNE DAME

tous les dépens, tant de causes principales, que d'Appel, & demandes envers ladite Madeleine Maréchal. Ordonne que l'original & la copie du Mémoire dudit Aujay de Bussèrolle, signés de la Bussèrolle, seront tirés des productions des Parties pour être & demeurer supprimés; dont il sera dressé Procès-verbal par le Greffier de la Cour, & que les autres exemplaires dudit Mémoire imprimés, seront & demeureront supprimés. Permis à ladite Madeleine Maréchal de faire publier & afficher par-tout où besoin sera, aux fraix & dépens dudit Aujay, le présent Arrêt; & pour le faire mettre à exécution, renvoie ledit Aujay prisonnier par-devant le Lieutenant-Criminel de Moulins. Mandons mettre le présent Arrêt à exécution. Fait en Parlement le 31 Mars 1729.

La Cour ne condamnant point l'Accusé à une peine afflictive, ni même infamante, semble n'avoir regardé son crime que comme un crime privé, quoique la voie de fait dont il ait usé soit déshonorante, & que ce crime intéresse l'honneur des Dames, le corps de la Noblesse. Mais deux circonstances ont sans doute été cause qu'il n'a pas été regardé comme qualifié de crime public. La Bussèrolle étoit ami du mari, & en possession de venir dans la maison: il n'y étoit pas venu dans le dessein de faire une pareille insulte à la Dame. La querelle s'est élevée, il s'est oublié dans l'ardeur de la colere: le lieu n'étoit pas public. La se-

conde circonstance, c'est qu'il a été autorisé par le mari. Aussi cette autorisation fut le motif de la séparation de corps que la Dame obtint. Nul motif de séparation de corps plus légitime, que le procédé indigne de ce mari.

Les insultes qu'on fait aux Dames en Angleterre dans des lieux publics, sont punies de peines infamantes. Ce sexe, qui fait les délices des honnêtes gens, qui est en possession de regner sur les cœurs, perdrait-il son empire sur ceux qui, n'ayant point de sentiment, sont par-là relégués au dessous des autres? Puisque la saine partie du monde fait gloire de suivre les aimables loix du sexe, comment l'autre voudrait-elle s'y soustraire? Si cette raison paroît trop galante, quoiqu'elle soit fondée sur le bel usage, disons que la foiblesse du sexe a engagé le Législateur à venir à son secours, & à le munir contre la force de l'injustice & de l'insolence.

LE Mémoire suivant a été présenté au Conseil du Roi, & fut très-répandu dans le Public. Ce n'est pas une Cause extraordinaire: on voit tous les jours de pareils exemples; mais le style léger qui l'anime est singulier. L'Auteur y a répandu des graces naïves & élégantes, & un badinage fin & piquant. Je n'ai eu garde de toucher à cet Ouvrage, crainte d'en ôter cette fleur & cet agrément, qui en font le mérite.



M É M O I R E

P O U R

D A M E A N N E - C H R I S T I N E

G O M É S ,

C O N T R E

M E S S I R E R O M A I N D E K I N G L I N ,

Son Mari, Président au Conseil Souverain d'Alsace.

MON mari, dans les agitations d'une jalousie aussi cruelle qu'injuste, m'a fait des crimes de tous les fantômes qu'elle lui présentait : je me suis vu long-temps en proie à ce que l'autorité domestique peut permettre de violence à un homme naturellement inquiet, sans que j'aie néanmoins opposé à ses outrages, que des sentiments paisibles.

La patience & la douceur, qui dans notre sexe agissent avec tant de force & de succès, n'ont pu ranimer son affection, ni calmer ses fureurs.

Il a pris les voies honteuses de la procédure : il a porté au Conseil Souverain l'humiliante histoire de ses soupçons ; il a attaqué ma conduite par des Écrits injurieux,

dont l'opprobre rejaillit sur lui : car supposant véritables les fautes énormes dont il m'accuse , peut-il nier qu'il n'eût autant d'intérêt à les tenir secrètes , qu'à y remédier ? N'auroit-il pas dû sentir , que les coups qu'il me portoit , pour établir contre moi dans le monde un préjugé d'adultère & de dissolution , tomboient d'abord sur lui-même ?

Un procédé si furieux n'avoit point encore jusqu'à présent déconcerté ma patience : pour ramener mon mari à des sentimens raisonnables , pour l'attendrir sur ses propres intérêts , j'ai employé le ministère de plusieurs personnes , dont les conseils & les démarches devoient lui inspirer de la confiance & du respect : leur secours n'a pas eu plus de succès que ma soumission.

Enfin , après avoir inutilement mis en œuvre tout ce que j'ai cru capable de le toucher , je suis contrainte de défendre ma réputation par les voies d'éclat qu'il a prises pour l'attaquer.

Avant que d'entrer en matière , je voudrois régler avec moi-même deux choses délicates , qui sont les égards que je dois conserver encore pour mon mari , & la manière de traiter des faits , ou ridicules , ou scandaleux , dont il faut que je parle. Si je prends le ton sérieux , je paroîtrai de mauvaise humeur ; on dira que je traite impitoyablement M. de Kinglin. Si j'écris avec quelque sorte de gayeté , on me reprochera que je raille , & que cela n'est point en sa

place. Mais enfin, comme l'embarras est égal des deux côtés, je crois que je prendrai ce dernier parti : à coup-sûr, il ennuiera moins ; & j'ai intérêt qu'on lise mon Mémoire.

F A I T.

Je n'avois que seize ans, lorsque j'épousai M. de Kinglin, âgé de soixante-cinq ans, & qui étoit aveugle.

Ses richesses, le crédit que lui donnoit sa Charge, éblouirent ma famille, qui sans entrer dans les autres considérations, déterminâ mon obéissance.

Je ne trouvai point dans les chaînes honorables de ce mariage, ce qu'on m'y avoit fait imaginer de douceurs & de tranquillité.

L'humeur ombrageuse de mon mari éclata dès les premiers jours que nous fûmes ensemble, & j'eus la mortification de ne pas jouir un seul moment des prérogatives de la nouveauté, qui assujettissent les hommes les plus farouches à quelque complaisance.

Monsieur de Kinglin me mit d'abord sous l'inspection d'un vieux laquais, auquel il confia les délicates fonctions de Douegne. Picard (c'est le nom de ma gouvernante) donna à ses devoirs plus d'étendue que n'en permet la bienséance : il ne se contentoit pas de m'accompagner hors du logis, il me suivait d'une chambre à l'autre, sans égard même pour les moments de liberté les plus indispensables.

Des défiances si outrées, & auxquelles je n'avois pas eu le temps de préparer ma soumission, me plongèrent dans une mélancolie affreuse : mon mari m'en fit galamment la guerre, me reprocha le peu de goût que je prenois à des preuves si sensibles de son amour.

Jusques-là je ne me ferois point imaginé qu'un aveugle pût être épris d'une femme qu'il n'a jamais vue.

Une passion si étrangère à la nature, m'inspira de l'indulgence pour le ridicule & la férocité des sentiments qu'elle opéroit : je prévoyois d'ailleurs que ce frivole ouvrage d'une imagination échauffée par le portrait flatteur qu'on lui avoit fait de ma personne, s'évanouiroit en même temps que les illusions de la sensualité.

Je ne me trompai pas : l'amour échappa bientôt des foibles liens qui le retenoient ; mon mari perdit, avec les premières amorces de la possession, toute l'impatience & la fureur de ses empressements : mais la jalousie n'eut pas les ailes si fortes que l'amour ; après un essor de quelques jours, elle revint au gîte.

Les inquiétudes de Monsieur de Kinglin ne cessèrent point avec sa passion : il se figura que les ennuis du célibat alloient me livrer une furieuse guerre ; & il craignit que pressée par des corrupteurs si dangereux, je ne cédaſſe enfin aux mouvements violents du tempérament, qu'il croyoit inséparables de mon âge.

Le péril lui parut évident, il redoubla sa vigilance : je ne pouvois pas faire un pas dans la maison, dans mon appartement même, dont il ne fallût lui rendre compte ; il examinoit mes moindres paroles, & jusqu'à mon silence : tout lui faisoit ombrage.

Ses héritiers collatéraux, qui ne le voyoient plus depuis notre mariage, se réconcilièrent avec lui dans ces circonstances : ils se servirent, pour l'irriter contre moi, de tout ce que la haine & l'intérêt peuvent suggérer d'impostures & de perfidies : cependant, comme l'aversion entre les époux n'opere pas toujours la continence qu'ils auroient fort souhaité pouvoir inspirer à M. de Kinglin, ils craignirent que quelque brusquerie de tempérament ne le rapprochât de moi. Trop habiles pour commettre ainsi leur fortune au hazard de voir naître un successeur, ils firent entrer dans le lit de mon mari, une servante dont il avoit eu trois enfants, & qui étoit d'une trempe à ne rien laisser à faire à l'hymen, de tout ce que pourroit exécuter l'amour.

Quoique les fatigues du libertinage eussent fait de grands désordres sur la personne de cette fille, la passion de M. de Kinglin se ralluma pour elle avec beaucoup de violence.

Il l'avoit aimée avant qu'il fût aveugle, & le souvenir de ce qu'alors il lui avoit trouvé de charmes, lui rendit sa possession aussi aimable qu'elle avoit pu l'être ; semblable à ceux qui, parmi les ruines de l'Antiquité, admirent tout ce qu'ils n'y voient point.

Je voudrois épargner au Lecteur le scandale de certains faits, dans la discussion desquels il faut que j'entre à présent : mais comme je ne pourrois les supprimer sans desservir ma Cause, je ne reste comptable au Public que de la maniere de les traiter ; & s'il paroît que j'aie fait mes efforts pour couvrir, par le tour & le choix des expressions, ce que la vérité a de trop libre, je croirai n'avoir aucuns reproches à me faire, ni à effuyer.

Peu de jours après que Monsieur de Kinglin eut rendu ses criminels embrassements à Marianne, je m'apperçus qu'il recevoit mystérieusement matin & soir la visite d'un Baigneur. Je trouvois fort plaisant qu'il prît un soin si particulier de sa personne, pour plaire à une créature que les ravages du temps & de la débauche avoient entièrement flétrie, mais je ne demeurai guères dans cette erreur : il parut inquiet, & ses inquiétudes allèrent bientôt jusqu'à l'impatience la plus outrée : tout son corps étoit dans un mouvement, dans une agitation continuelle. Ce que je soupçonnai de plus honnête, fut que Marianne lui avoit donné la gale : je ne me trompois pas. Cette faveur avoit été accompagnée d'une autre : il étoit assailli par un nombre prodigieux de petits insectes, qui, seuls parmi les plus vils, portent un nom que l'on a honte de prononcer ; ils lui faisoient une guerre si cruelle, qu'à voir l'activité de ses mains à fournir par-tout du secours, on eût cru

qu'il avoit un morceau du linge fatal qui embrasa Hercule.

M. de Kinglin, désespéré d'une aventure si désagréable, s'en expliqua avec Marianne, & il eut avec elle une longue scène, qui se dénoua par la catastrophe ordinaire : le crime fut châtié ; il passa des reproches à l'invective, & des injures aux coups. La pauvre fille, qui ne pouvoit concevoir qu'elle eût fait un si grand mal de souiller l'hermine de son Amant, ne reçut pas la correction avec le respect & la docilité convenable : elle se mit sur la défensive ; & l'action s'échauffant toujours, chacun de son côté crie au meurtre : tout le domestique accourt ; j'arrive, on les sépare.

Monsieur de Kinglin envoya chercher la Garde, résolu de faire emprisonner Marianne ; mais je crus devoir empêcher qu'il ne donnât ce spectacle au Public : je la fis évader par une fenêtre, à l'aide d'une échelle qu'une bonne voisine nous tendit. Après cette charitable expédition, je retournai sur le champ de bataille, pour voir si mon mari n'étoit point blessé : je lui trouvai le visage ensanglanté ; mais mes allarmes cessèrent bientôt, & je n'eus besoin que de ma boîte à mouches pour mettre un appareil à ses blessures. Il s'étoit attendu aux criaileries & au fracas qu'une femme offensée pouvoit faire dans une occasion si propre à mettre la raison du côté de l'emportement. La douceur de mon procédé le surprit & le toucha ; il voulut me donner des
mar-

marques distinguées de sa reconnoissance ; & il me dit , mais de l'air & du ton qui conviennent au Seigneur & Maître : “ Ma , femme , embrassez-moi , vous pouvez dès , aujourd'hui rentrer dans mon lit . , Les fruits de la réconciliation ne me tenterent point ; je ne voulois pas me servir de la femme du Baigneur : je témoignai donc à mon mari , le plus civilement qu'il me fut possible , que j'attendrois sans impatience , qu'il eût renvoyé les étrangers qui couchoient avec lui , & dont il avoit tant de peine à se défaire. Il s'offensa de mon refus , comme si j'eusse été dans l'obligation d'héberger ses hôtes. Nous voilà brouillés sur nouveaux frais.

Ses parents , que la disgrâce de Marianne replongeoit dans les inquiétudes de l'avenir , se pressèrent , sans qu'il en fût besoin , d'empêcher que la paix ne se conclût entre lui & moi. Ils aigrirent sa mauvaise humeur ; ils excitèrent ses soupçons par la malignité de leurs conjectures sur mes actions les plus indifférentes ; ils lui firent entendre , que ma conduite réservée avoit au fond sa politique & ses intérêts ; que mes soins à vouloir paroître sage , étoient plutôt un voile dont je couvrois des affaires de cœur , qu'une certitude de ma vertu ; que jeune & belle (ce sont mes ennemis qui parlent) je me trouvois exposée sans cesse aux attaques des soupirants ; & qu'il étoit bien difficile que , dans un âge où la raison est encore en enfance , je sortisse innocem-

ment de tant de périls agréables : c'est ainsi, qu'après avoir paré la victime, ils l'égorgeoient. Enfin, ils présenterent à sa jalousie tous les objets capables de la remuer violemment.

La persécution devint si cruelle, on me rendit si malheureuse, que je croyois la fureur de mes ennemis épuisée ; mais un accident imprévu les mit en état de travailler à me rendre mon mari irréconciliable : c'étoit le comble de mes infortunes, & où se terminoit toute l'étendue de leurs desseins.

Il eut en huit jours deux attaques d'apoplexie, qui fournirent à ses héritiers une occasion fort naturelle de ne point désespérer la maison. La Dame Poireau, sa sœur, arriva de la campagne, & prit un appartement au logis, pour être plus à portée de secourir le malade : les soins, les veilles, les inquiétudes, les larmes, toutes ces fausses démonstrations de douleur furent employées avec succès. Monsieur de Kinglin, convaincu du tendre & sincère attachement de ses parents éplorés, oublia qu'ils étoient ses héritiers ; il reçut, comme des témoignages de leur zèle, toutes les calomnies qu'ils lui débitèrent sur mon compte. Ils avoient dressé entre eux le tissu d'une intrigue, qu'ils supposoient que j'eusse avec un jeune homme : ce jeune homme étoit un de ces petits-Maîtres évaporés, sur lesquels on ne laisseroit pas tomber un regard, sans le ridicule de leurs manieres, qui ex-

cite quelquefois la curiosité. On ne pouvoit choisir plus mal le Héros du Roman ; les aventures n'étoient pas mieux imaginées : nulle preuve, ni vraisemblance même, dans une accusation si grave ; & ce qu'on alléguoit de plus décisif, pour me convaincre d'adultère, est que le Chevalier avoit envoyé à neuf heures du matin rechercher son manteau dans mon antichambre, d'où il résultoit que nous avions passé la nuit ensemble. Si un soupçon de cette nature trouvoit grace dans le monde, la réputation des femmes dépendroit de la pluie & du beau temps. Ce fait, loin de montrer les apparences du crime, ne présente rien à quoi la médifance la plus déchaînée puisse donner un mauvais tour : cependant Monsieur de Kinglin but à longs traits un poison si mal préparé. Je voudrois qu'on pût croire pour son honneur, que l'apoplexie avoit un peu dérangé les opérations du jugement : ce qui va suivre le persuadera peut-être.

Il s'imagina, ou seignit de croire, qu'il lui étoit survenu une de ces maladies cruelles, que le venin de la prostitution communique : un Médecin, qu'il consulta, ne lui trouvant, après un examen en forme, aucun indice qui pût caractériser les apparences mêmes de cette maladie, jugea fort raisonnablement, qu'il falloit traiter Monsieur de Kinglin en malade imaginaire : il lui fit prendre, sous le nom de sudorifiques, une ptisane légère, propre à rafraîchir les entrailles de Monsieur, trop abreu-

vées de liqueurs & de vin ; ce qui pouvoit bien avoir part au délire.

Mon mari , persuadé qu'on travailloit sérieusement à le guérir du prétendu mal dont il se plaignoit , voulut joindre aux avis du Docteur ceux d'un Chirurgien. Celui qui fut appelé , traita tout net de visions ou d'impostures les douleurs du malade ; & ne sachant point dans quelles vues on lui donnoit des remedes qu'il ne croyoit pas indifférents , il blâma la conduite du Médecin , & alla lui en faire des reproches chez lui-même. Le Médecin le mit au fait ; il lui expliqua les raisons qu'il avoit eues : la pitié fut approuvée.

Monsieur de Kinglin revint à la charge : pour convaincre l'incrédule Chirurgien , après un récit infidèle de sa maladie , il osa me l'imputer ; il assura que j'étois moi-même dans les remedes , & il voulut que sur le champ je fusse visitée. La honte d'un soupçon si outrageux m'accabla ; ce que l'on exigeoit de moi fit rougir ma pudeur : mais enfin les intérêts de mon innocence prévalurent , & me déterminèrent.

Le Chirurgien attesta , qu'il ne m'avoit trouvé que de légères marques d'une indisposition très-ordinaire aux femmes , & dont on ne pouvoit rien conclure de désavantageux à leur conduite.

Ce que je viens de rapporter prouve combien l'apoplexie avoit mis en désordre le jugement de Monsieur de Kinglin : ce que j'ai encore à dire sur les dérèglements de

son imagination, n'est pas moins décisif. On verra bientôt de quelle autorité pour ma Cause sont ces faits, qui ne paroissent actuellement d'aucune conséquence.

Mon mari a toujours craint les esprits, & s'étoit forgé sur cela bien des chimères; mais, depuis l'apoplexie, ses terreurs paniques avoient augmenté. Les vieux contes, que les Nourrices emploient au-lieu de verges, lui faisoient impression : le dirai-je, enfin? Il craignoit le loup-garou, le Juif errant.

Je suis persuadée que le Lecteur m'arrête ici, & me blâme d'avoir mis en œuvre ces puérités, qui, loin de paroître utiles à ma Cause, semblent marquer une disette affreuse de raisons & de moyens. Pourquoi, dirait-on, s'accrocher au ridicule dans un point de fait, où il ne faut que des preuves? Mais ce ridicule est par lui-même une preuve évidente de mon innocence, & de la foiblesse d'esprit de l'Accusateur : c'est ce que la suite va développer.

Un jour que, m'amusant à visiter dans le grenier ma provision de fruits, je jettois par la fenêtre des pommes pourries, une de ces pommes tomba sur une sonnette, qui servoit pour l'appartement de Monsieur de Kinglin : le fil d'archal ébranlé fit mouvoir dans la chambre les anneaux à travers lesquels il passoit. Mon mari, qui étoit alors avec un Pere Augustin, & un de nos laquais, leur demande qui sonne? L'un & l'autre disent n'avoir touché à rien : le voilà

faisi de frayeur, & sur le champ il résolut de quitter une maison où les esprits reviennent.

Bientôt après cette scène, que j'avois préparée sans le savoir, j'entre dans sa chambre : il me fait une longue histoire du prodige arrivé, & me déclare qu'il veut aller demeurer ailleurs.

La maison étoit si incommode & si triste, que je ne pus me savoir mauvais gré d'avoir fourni les incidents qui obligeoient Monsieur de Kinglin de la quitter : mais comme les esprits ne remuoient plus, l'empressement de déloger diminua. Ma femme-de-chambre me fit souvenir dans ces circonstances, qu'il y avoit encore au grenier du fruit pourri ; j'avouerai de bonne-foi, que je visai à la sonnette. Le charme réussit, nous délogeâmes.

La Dame Poireau, moins crédule par malheur que Monsieur son frere, s'avisa, deux mois après, de vouloir examiner par elle-même s'il y avoit dans l'aventure quelque chose d'extraordinaire, & courageusement elle s'offrit d'aller passer une nuit dans la maison.

De mon côté, je tins conseil avec ma femme-de-chambre : nous ne doutions point que ma belle-sœur ne regardât comme une supercherie l'aventure de la sonnette, & que présumant que c'étoit mon ouvrage, elle ne cherchât à s'en éclaircir pour m'en faire un crime auprès de Monsieur de Kinglin. L'expédient le plus naturel pour détourner ce coup, étoit de l'effrayer elle-

même par une apparition concertée; & c'est à quoi nous nous déterminâmes. Ma femme-de-chambre se chargea de trouver des Acteurs; elle distribua les premiers rôles à deux laquais du logis, nous leur fournîmes les décorations & autres choses nécessaires, des draps, une citrouille vidée, la chaîne du puits, des flambeaux, & du vin pour les entre-Actes.

Tandis que nous dressions secrètement l'appareil de ce spectacle comique, la Dame Poireau, que les approches du péril rendoient plus timide, se faisoit du courage par raison, rassembloit toutes ses forces, & préparoit sa constance aux plus rudes épreuves: enfin, elle prit jour pour cette fameuse expédition; & s'appuyant de l'intrepidité de Monsieur Poireau, son fils, ils se transporterent ensemble sur les lieux, accompagnés seulement de notre cocher, & d'un gros chien de basse-cour.

On leur laissa tout le temps de visiter la maison, & de fatiguer leur vigilance par des rondes inutiles; mais quand nous jugeâmes qu'ils pouvoient être assoupis, mes gens entrèrent par une fausse-porte, dont je leur donnai la clef, que mon mari m'avoit laissée en garde. La piece fut mal jouée, les spectres firent leurs rôles avec si peu de précaution, qu'à peine donnerent-ils un moment le change: le chien aboie, le cocher se leve, court, crie au voleur. Les deux fantômes déconcertés cherchent à s'évanouir, le cocher les suit; le chien les galoppe: ils

échappent cependant, malgré la fourche & le matin; mais, à quatre pas du logis, la Patrouille les rencontre, s'en saisit, & les mène au Corps-de-garde.

Dans ce désordre, la clef, dont j'étois seule dépositaire, resta à la fausse-porte; ce qui dénoua toute l'intrigue, & fit voir que la piece étoit de ma façon.

La Dame Poireau donna à cette aventure la plus mauvaise explication qu'elle put imaginer: elle se récria beaucoup sur l'insolence & la hardiesse de l'entreprise; elle fit entendre à mon mari, qu'il devoit regarder cette scene nocturne, comme un essai que j'avois prétendu faire de la complaisance de mes domestiques, pour les porter ensuite à des témérités plus grandes contre ses intérêts, peut-être même à des attentats sur sa vie. Monsieur de Kinglin, saisi tout ensemble de crainte & de fureur, laissa échapper des paroles menaçantes, qui me furent rapportées. Je me retirai chez un de mes parents, pour y attendre en sûreté la fin de l'orage.

Mon mari dès le lendemain envoya chercher ce parent, & lui dit que j'avois eu tort de prendre si chaudement l'alarme, qu'il ne pensoit plus à ce qui s'étoit passé, que je pouvois revenir, qu'il m'en prioit même de tout son cœur. Cette nouvelle me fit un plaisir inexprimable; mais ma joie s'évanouit comme un éclair. Je me préparois à sortir pour retourner chez Monsieur de Kinglin, lorsque notre cuisinière entra dans la

chambre , hors d'haleine & toute effrayée.

„ Où allez-vous, Madame, me dit-elle? Si
„ vous revenez à la maison, vous êtes mor-
„ te : j'entendis hier au soir une conversa-
„ tion que M. de Kinglin & Madame sa
„ sœur eurent ensemble sur votre compte.
„ Elle lui demanda pourquoi , après les
„ tours que vous lui aviez faits, il vouloit
„ encore vous recevoir? Elle ajouta , que
„ vous le haïssez à la mort , & que vous
„ seriez capable de l'empoisonner; à quoi
„ M. de Kinglin répondit : Je ne lui en
„ donnerai pas le temps; j'affecte de la dou-
„ ceur, pour mieux jouer mon rôle : quand
„ je devrois mourir sur un échafaud, je la
„ tuerai. Je ne me soucie point de ce qui
„ m'en arrivera, pourvu qu'elle meure, &
„ que ce soit moi qui aie le plaisir de la
„ faire expirer. Mais comment ferez-vous,
„ lui dit sa sœur? Vous êtes aveugle. Je ne
„ ferai semblant de rien , je la prierai de
„ me mener dans mon cabinet, je fermerai
„ la porte comme à l'ordinaire, je la tiendrai
„ sous le bras, & je ne la manquerai pas. „

On ne me blâmera point de n'avoir osé dans ces circonstances retourner chez mon mari. Je demeurai où j'étois, fort embarrassée du parti que je devois prendre. Après y avoir donné quelques moments de réflexion, je sentis combien il m'importoit que cette déposition fût faite en présence de quelqu'un, dont le témoignage eût de l'autorité : dans ce dessein, j'envoyai prier Monsieur de Chavigny, Gouverneur de Colmar,

de me venir voir pour une affaire pressante : il vint, & la servante lui répéta dans les termes que j'ai employés, le récit de ce complot exécrationnel. Il me conseilla de ne point rentrer chez mon mari : je voulus me jeter dans un Couvent, jusqu'à ce qu'on trouvât l'occasion de nous réunir, ou de nous séparer à l'amiable : mais comme toutes les routes qui conduisent au succès & au repos étoient fermées pour moi, les Religieuses de Colmar, à qui leur Règle défend de prendre des Pensionnaires, ne purent me recevoir ; ce qui porta Monsieur de Kinglin à présenter Requête au Conseil ; pour faire ordonner que l'on m'y reçût. La résolution qu'il prenoit de procéder juridiquement, fournit à la Dame Poirreau & aux autres héritiers, les moyens de consommer leur ouvrage, de nous rendre irréconciliables, mon mari & moi, par une affaire d'éclat, qui intéressât entre nous la délicatesse du point d'honneur & de la réputation. Pour parvenir à leurs fins, ils lui firent entendre, qu'il n'obtiendrait point que je fusse sequestrée dans un Couvent, si les Juges n'étoient pas instruits dans les formes par une procédure extraordinaire : ainsi, sans se mettre en peine que l'accusation fût après coup reconnue injuste, ils le poussèrent à employer dans sa Requête, comme des crimes avérés, toutes les calomnies qu'eux-mêmes avoient forgées.

Ils me font parler à leur gré dans cette Requête ; mais ce qu'ils voudroient persua-

der que j'ai dit, prouve évidemment que ce qu'ils avancent est faux. M. de Kinglin expose en termes dont il ne me convient pas de me servir, que je lui ai communiqué une de ces maladies que produit le mélange des amours ; il en allegue pour preuve incontestable, que m'ayant dit, que *je n'avois guères d'obligation à celui qui m'avoit fait ce fatal présent, puisque, convaincue d'adultere, j'allois être enfermée ; je lui avois répondu, qu'il falloit que ce fût un Capitaine de la garnison.* Je demande s'il est vraisemblable, qu'une femme, innocente ou criminelle, s'avoue coupable d'une indignité si monstrueuse, à moins que d'avoir le poignard sur la gorge.

Il étale d'une manière aussi choquante ses autres griefs : il réclame l'autorité des Loix, la sévérité des Ordonnances, contre moi & mes domestiques, pour lui avoir fait peur des esprits. Je voudrois savoir si les Loix & les Ordonnances ont prévu un cas si singulier, & quelles peines elles prononcent contre une femme de dix-huit ans, atteinte & convaincue d'un attentat si noir ?

Monsieur de Kinglin conclut premièrement, à ce que la Cour lui permette de faire informer du contenu dans la Requête.

Secondement, qu'elle ordonne que je serai vue & visitée incessamment par trois Chirurgiens qu'il nomme, savoir, *Marquis, Michel & Vergues.*

Troisièmement, que, par provision, je sois enfermée dans un Couvent, de crainte,

dit-il , que je n'abuse de mon corps ; & qu'au grand mécontentement du Suppliant, & *au préjudice de ses héritiers légitimes*, je ne donne un héritier faux & supposé. On voit bien ici , que c'est la Dame Poireau elle-même , & les autres parents de mon mari qui parlent ; ce dernier trait les caractérise. Mon mari , dans le désordre d'une colere violente , n'étoit pas capable de s'occuper d'autres intérêts que des siens propres ; il s'appuie sans besoin de ceux de ses héritiers : n'est-ce pas une preuve certaine, que la Requête est leur ouvrage ? Quel ouvrage ! Il n'y a pas un mot qui ne décele leurs vues les plus secretes , qui ne dévoile leur impatience à s'assurer par anticipation de l'hérédité.

Il requiert enfin , que mes deux laquais , pour avoir prêté leur ministere à l'apparition des esprits , soient arrêtés & conduits à la Conciergerie du Palais.

Sur cette Requête , présentée à la Chambre , où mon mari a un grand crédit (circonstance à remarquer,) il y fut le même jour rendu un Arrêt , qui en adjuge toutes les Conclusions. Il faut avouer que la Justice , si lente à prononcer ses oracles , a eu bientôt mis en cette occasion le poids dans ses balances.

Le Conseil permet d'informer ; cela me paroît régulier : on m'accuse , il est dans l'ordre de chercher des preuves & des témoins pour éclaircir le fait : mais on en devoit demeurer là. Cependant , tout de suite

on fulmine ma condamnation. Je ne voudrois pas sur une querelle domestique la plus légère, & où il ne s'agiroit que de donner le fouet à un enfant, avoir jugé avec tant de précipitation.

Voici l'Arrêt.

TOUT considéré, notre Conseil, faisant droit sur ladite Requête, a permis & permet au Suppliant de faire informer pardevant les Conseillers Rapporteurs, des faits contenus en ladite Requête, circonstances, & dépendances : Ordonne qu' Anne-Christine Gomés sera vue & visitée par trois Chirurgiens, savoir, les nommés Marquis, Michel, & Vergues, & sequestrée dans le Couvent des Religieuses d'Inderlinden, ad interim seulement ; à la charge par le Suppliant de leur payer la pension ; à elles enjoint de la nourrir sans retard & délai, à peine de saisie de leur temporel. Ordonne en outre, que les nommés la Noix & Inhoff seront pris & appréhendés au corps, & conduits es prisons de la Conciergerie du Palais, pour être leur procès fait & parfait, suivant la rigueur des Ordonnances, &c.

Je suis bienheureuse de ce que M. de Kinglin ne s'avisa point d'articuler dans sa Plainte quelque crime capital : je crois qu'il auroit demandé que l'on me coupât le cou par provision. Ce péril, tout imaginaire qu'il est, me fait trembler.

L'Information faite en conséquence de l'Arrêt, n'est composée que de témoins que

mon mari a tous corrompus par des bienfaits, ou intimidés par des menaces. Je vais mettre le Public en état de n'en pas douter.

Les seuls qui déposent avoir vu des indices d'adultère, sont ces mêmes laquais poursuivis criminellement par M. de Kinglin pour avoir contrefait les esprits. On se souvient qu'ils furent arrêtés par la Patrouille, & conduits au Corps-de-garde : comme ils étoient propres à porter les armes, quelqu'un profita de l'occasion pour les engager. On leur dit, qu'il n'y avoit que ce moyen d'éviter les suites fâcheuses du Procès. Ils s'enrôlerent : on les mena à Brisack.

Mon mari, lorsqu'il eut commencé la procédure, résolut de faire prendre ces deux hommes à quelque prix que ce fût, persuadé que, sous promesse de les remettre en liberté, il les engageroit à déposer contre moi. Il étoit question de s'assurer d'eux à Brisack : la chose n'étoit pas facile. Il eut recours à l'autorité du Gouverneur, qui lui accorda cette grace, & lui écrivit à ce sujet la Lettre suivante, dont j'ai en main le précieux original.

*Lettre de M. DE R** , Gouverneur de
Brisack, à M. DE KINGLIN.*

A Brisack, le 2 Février 1711.

JE vous envoie, Monsieur, les deux domestiques qui sont nécessaires pour les procédures que vous faites faire contre Madame votre épouse : l'Officier, présent porteur, qui

est chargé de les conduire à Colmar, a ordre de les remettre à ceux qui viendront les recevoir de votre part à l'endroit que vous m'avez indiqué. J'ai joué le rôle qui a été convenable pour intimider ces jeunes gens, afin qu'ils déclarent ce qu'ils savent, en leur promettant que, pourvu qu'ils ne cachent rien, je tâcherai de les tirer d'affaires; mais que s'ils veulent biaiser dans les interrogatoires qu'on leur fera, je les abandonnerai à leur mauvaise destinée. Au reste, Monsieur, si j'en avois cru tous les mauvais discours qui se sont tenus, & ce qu'on m'a mandé de Colmar, je n'aurois jamais entré dans la négociation où je me suis engagé pour votre service; & les Officiers les plus crédules ont été à même de ne point se fier à votre parole, ni à la mienne, persuadés qu'on les vouloit tromper. Enfin, j'ai levé toutes les difficultés, & l'on m'a représenté ces domestiques. Je fais pour vous, en cette occasion, ce que je ne ferai plus pour personne; mais les gens d'honneur doivent contribuer à la satisfaction de ceux qui se trouvent dans le cas où vous êtes. Je suis, Monsieur, très-essentiellement, &c.

M. de R**. a raison d'affirmer M. de Klinglin qu'il est très-essentiellement son serviteur. On ne peut porter plus loin qu'il le fait, la complaisance pour un ami: il paroît même dans sa Lettre, qu'il répugne à en donner des marques si singulieres.

J'admire le sacrifice; & il n'y a personne,

avec de la délicatesse sur la réputation, qui ne le trouve extraordinaire.

Jé ne m'arrête point à discuter les endroits de cette Lettre, qui me fournissent des reproches invincibles contre les deux témoins; la simple lecture suffit pour sentir qu'ils ont été intimidés: & ce qui achève d'établir cette vérité importante, c'est que peu après l'Interrogatoire, mon mari cessa ses poursuites, & les mit en liberté. Ne voit-on pas bien clairement, que tant d'indulgence, après tant de bruit & de fracas, est le prix qu'il avoit mis à leurs dépositions?

M. de Kinglin & sa famille, malgré le succès de leurs témérités, ne goûtoient pas sans inquiétude le plaisir de la vengeance: ils craignoient que je ne trouvasse quelque ressource imprévue pour me justifier, & qu'ils ne fussent contraints de réparer l'oppression quand mon innocence se feroit jour.

Pour s'assurer à tout hazard l'impunité, ils proposèrent à mon pere de passer une Transaction, qui me séparât de corps & de biens, au moyen de laquelle la procédure extraordinaire, commencée contre moi, demeureroit nulle & sans effet.

Mon pere, qui connoissoit combien est fatigante & périlleuse une guerre de chicanes & de procédures dans un Tribunal où la Partie a un grand crédit, regarda comme un avantage les propositions de paix que l'on me faisoit.

Lorsque les préliminaires furent réglés, c'est-à-dire, la séparation de corps & de biens,

biens, & le défistement du Procès criminel, l'on convint des autres articles : mon pere consentit pour moi, attendu que j'étois mineure, une renonciation à tous les avantages portés par mon Contrat de mariage, jusqu'aux présents des noces qui m'avoient été donnés. Il s'obligea de me tenir dans un Couvent, & d'y payer ma pension pendant la vie de mon mari. Il fut encore stipulé, qu'au cas que mon pere mourût, ses héritiers seroient chargés de la même clause; il s'obligea de me faire agréer & ratifier la Transaction dans trois semaines, à faute de quoi elle seroit nulle.

Mon pere, qui craignoit l'éclat & les embarras du procès, autant que le crédit de M. de Kinglin, crut ne pouvoir rien faire de plus utile pour moi, que de sacrifier ma fortune à mon repos; il me força de ratifier la Transaction. Je n'avois que 18 ans, je n'étois pas en droit de discuter mes intérêts.

Mais comme la violence emporte avec soi la nullité des conventions qu'elle a exigées, & qu'une volonté contrainte n'est pas volonté; aujourd'hui, que je suis majeure, je me crois bien fondée à me pourvoir contre cette Transaction extorquée.

Les simples lumieres du bon sens me dictent, qu'un Acte si monstrueux ne peut trouver grace dans aucun Tribunal.

Séparer de corps & de biens une femme mineure, la faire renoncer à toutes ses conventions matrimoniales, la forcer de consentir à être renfermée à ses dépens, dans

un Couvent : qu'aurois-je pu attendre de plus sévère & de plus ignominieux, de la conviction du crime dont je suis faussement accusée?

Tout prouve la nullité de cette Transaction, détestable ouvrage des parents de mon mari. Mais où me pourvoir? Dois-je attendre du Conseil Souverain d'Alsace la justice qui m'est due? Les parents de M. de Kinglin, intéressés à ma perte, y ont aussi bien que lui un grand crédit. Que n'ai-je point à craindre d'eux dans une telle conjoncture, après la condamnation que, sur une simple allégation, ils ont obtenue contre moi; après qu'ils ont fait prononcer une séparation de corps & de biens par un Notaire, sans que le Conseil ait puni une licence si pernicieuse?

Je ne pourrois reparoître dans la Province, qu'on ne me traînât indignement dans le Couvent, où toute communication de conseil me feroit interdite : privée d'ailleurs de mes conventions matrimoniales, qui seroient toute ma ressource, je suis hors d'état d'y aller vivre.

La faveur de ces circonstances & de mes droits, le caractère de l'Accusé, l'irrégularité des procédures, & même de l'Arrêt, me font espérer de la bonté du Roi, que SA MAJESTÉ me donnera pour Juge le Parlement de Paris, où je suis actuellement chez une parente, unique asyle que je puisse trouver.

L. C. DE SAINT-JORY,
Avocat au Parlement de Metz.

Madame de Kinglin fut d'abord écoutée favorablement ; elle auroit obtenu ce qu'elle demandoit , si elle n'eût pas abandonné ses poursuites. La mort lui enleva quelque temps après son mari. Sa beauté lui procura un second mariage avantageux. Ce sont là de ces miracles que produisent les agréments des Dames , malgré le démon de l'intérêt , qui est forcé de rendre ses hommages à l'amour qui préside dans des beaux yeux.

L'OUVRAGE suivant est de la même plume que le précédent : quand je ne le dirois pas , on le devineroit bien.

Les Dames d'esprit qui l'ont lu , ont dit qu'elles étoient bien obligées à l'Auteur , de la délicatesse avec laquelle il enveloppoit ce qu'on ne pouvoit pas offrir à la pudeur sans l'intéresser : il faut convenir , que dans cet art-là , c'est un grand Maître.

L'offre que lui fit Mademoiselle de Châtillon à l'Officialité , rend cette Cause singulière : c'est la première fois qu'une Demoiselle s'est avisée de faire une pareille Proposition.

Si on a dit son nom , qu'on avoit d'abord masqué , c'est qu'on a appris que personne ne s'intéressoit à sa mémoire. C'est par la même raison qu'on a fait part au Public de son Portrait , qui est de la façon du Sieur de Saint-Jory.



M É M O I R E

P O U R

LE SIEUR LOUIS DE RUSTAING

D E S. J O R Y ,

Gentilhomme ordinaire de M. le Duc d'Orléans, Défendeur & Demandeur ;

C O N T R E

DLLE. JEANNE - GENEVIEVE

AUBERT DE CHATILLON,

Fille majeure, Demanderesse & Défenderesse,

JE publie à regret un Mémoire contre Mademoiselle de Châtillon ; mais entassant toujours injures sur injures, elle me réduit à la triste nécessité d'être inexorable. J'aurois bien d'attendre que, portant plus loin ma retenue, on ne me soupçonnât d'une lâche indifférence, qui digere paisiblement les affronts.

Il est difficile de faire avec modération le récit des outrages que j'ai reçus d'elle ; mais la noirceur de son parjure me suggère en vain des paroles de fureur & de vengeance, je n'employerai que des raisonnements tran-

quilles : ils persuadent mieux que des invectives. Je fais d'ailleurs que les Dames, quoi qu'elles puissent faire, ne perdent jamais le droit d'être traitées avec respect.

Au mois de Novembre 1711, j'allai à Villers-Cotterets, pour les affaires qui demandent tous les ans ma présence. Mademoiselle de Châtillon y étoit depuis peu. Je n'avois point l'honneur de la connoître : j'avois oui dire seulement, qu'elle auroit en mariage quinze ou vingt mille livres de rente. Le hazard nous fit rencontrer ensemble; elle reçut avec plaisir mes visites, que je lui rendois sans dessein. Je dois dire à sa louange, qu'elle a, sur les beautés les plus parfaites, l'avantage de n'inspirer que des feux légitimes : on ne s'attache à elle que pour l'épouser. Je n'aspirois point à cet honneur, je ne cherchai donc point à lui plaire. Elle sut expliquer mon indifférence, & crut qu'il y auroit du mérite à la vaincre. Pour y parvenir, elle me mit en situation de ne pouvoir lui résister sans ingratitude : elle m'offrit son cœur & sa main.

Ce seroit faire à Mademoiselle de Châtillon un tort irréparable, que de ne pas remarquer un trait de sa modestie. Elle présume si peu du pouvoir de ses charmes, qu'elle m'avoua ingénument, qu'elle désespéroit de m'inspirer une véritable tendresse; persuadée qu'il n'y avoit que son bien qui mît sa personne dans un point de vue agréable.

Il est vrai que la reconnoissance ne fit pas dans mon cœur autant de chemin que l'amour en avoit fait dans celui de Mademoiselle de Châtillon. Je jouissois d'un Bénéfice affermé 2400 livres : j'attendois dans l'état Ecclésiastique de nouvelles graces qui m'étoient promises, & qui ne pouvoient me manquer. Tout ce que m'offroit Mademoiselle de Châtillon me paroissoit fort incertain : je ne pouvois me résoudre ; mais elle employa toute son adresse & son industrie à me persuader.

Elle me dit, que son pere avoit pour elle une tendresse aveugle ; que la disproportion de mes biens ne seroit point un obstacle à notre alliance, puisque j'avois d'ailleurs tout ce que son pere pouvoit souhaiter dans un gendre. Elle ajouta que si, par un caprice imprévu, il refusoit son consentement, elle étoit majeure ; & qu'au moyen des Actes de somination respectueuse, elle se mettroit à l'abri de l'exhérédation.

J'aurois eu mauvaise grace à me défendre plus long-temps ; je ne résistai pas à Mademoiselle de Châtillon : tout ce qu'alors elle exigea de moi de plus difficile, fut que j'observerois près d'elle un extérieur vif & passionné. J'ai consommé dans des soins si pénibles, tous les moments que j'ai passés avec elle ; mais je ne prétends pas tirer vanité de ma persévérance : nous ne nous sommes vus que quinze jours.

Quoique je fusse persuadé que ma famille approuveroit un établissement, qui paroîs-

soit avantageux du côté de la fortune, je ne jugeai pas à propos de l'instruire de ce qui se passoit, que je n'eusse donné le temps à nos premiers engagements de se fortifier, ou de se rompre.

Mademoiselle de Châtillon me donna des preuves de sa tendresse, qui sembloient m'ôter tout sujet de craindre son inconstance. J'appris cependant des choses qui m'alarmèrent. On me dit qu'elle avoit beaucoup aimé un jeune Financier, qu'on appelloit du R** ; & que le bruit avoit couru dans la Province, qu'elle devoit l'épouser. Cette nouvelle me donna de l'ombrage : je me rappelai toutes les circonstances de mon aventure. Il me paroissoit que Mademoiselle de Châtillon m'avoit offert sa main trop brusquement : je voulus éclaircir certains soupçons, qui pouvoient devenir, après le mariage, d'affreuses vérités.

J'approfondis cette affaire : j'eus des preuves certaines, que le Sieur du R** n'avoit point vu la Demoiselle depuis quatre ou cinq mois. Enfin, après une recherche exacte de leur conduite, je n'eus pas lieu de craindre que Mademoiselle de Châtillon destinât rien de prématuré au mariage, qu'elle m'avoit proposé avec tant de vivacité.

Je lui témoignai quelque jalousie ; mais je lui cachai ce que mes soupçons avoient de plus injurieux. Elle me protesta, que jamais elle n'avoit aimé véritablement le Sieur du R** , & qu'elle avoit rompu tout commerce avec lui. Elle employa les pleurs,

les serments, les démonstrations les plus naïves & les plus tendres, pour me rassurer : & comme elle craignoit que les gens qui avoient fait naître mes inquiétudes, ne revinssent à la charge, & ne démentissent par quelque témoignage irréprochable ses désaveux perfides, elle me proposa de nous lier irrévocablement par une promesse de mariage, qui contint un dédit de 30000 livres. J'acceptai ce parti avec d'autant plus de joie, qu'étant obligé de retourner incessamment à Paris, je craignois que, pendant mon absence, son premier Amant ne vînt rallumer des feux peut-être mal éteints, & que je ne fusse la dupe de la confiance que j'aurois eue en elle. Nous nous fîmes donc l'un à l'autre réciproquement une promesse de mariage, dont voici les termes :

P R O M E S S E D E M A R I A G E .

Nous soussignés, Louis Rustaing de Saint-Jory, & Jeanne-Genevieve Aubert de Châzillon, reconnoissons, devant Dieu, nous être pris pour légitimes Époux, & nous engageons mutuellement notre foi : promettant de nous présenter à la sainte Église pour y célébrer notre mariage, & de passer Contrat quand l'un de nous le requerra de l'autre, sous peine de 30000 livres de dommages & intérêts pour celui qui voudra se dédire, attendu que, pour nous unir ensemble, nous avons de part & d'autre refusé des Partis qui nous convenoient. Fait à Villers-Cotte-

rets, le 18 Décembre 1711. LOUIS RUS-
TAING DE SAINT-JORY; JEANNE-GE-
NEVIEVE AUBERT DE CHATILLON.
Fait double entre nous.

Mademoiselle de Châtillon, qui jusques-
là n'avoit pu consentir à mon retour à Pa-
ris, malgré des ordres pressants & réitérés
que j'avois eu de m'y rendre, permit enfin,
sur la foi de l'engagement que nous ve-
nions de contracter ensemble, que, dès le
lendemain, je partisse. Elle écrivit ces Let-
tres à mon pere & à ma mere.

*Lettre de Mademoiselle de Châtillon à ma
Mere, du 19 Décembre 1711.*

M A D A M E ,

*Je profite de cette occasion, pour vous as-
surer de mes très-humbles respects, & de l'em-
pressément où je suis d'avoir l'honneur de vous
connoître, afin de vous marquer moi-même
la satisfaction que j'ai de trouver tout-à la
fois un mari, tel que je le desirois depuis
long-temps, & une famille aussi agréable,
& aussi charmante que la vôtre. J'y entre
avec des dispositions trop favorables pour que
vous puissiez douter un instant du respect avec
lequel je suis, votre, &c.*

D E C H A T I L L O N .

*Lettre de Mademoiselle de Châtillon
à mon Pere.*

MONSIEUR,

C'est pour vous assurer de mes très-humbles respects, & de la parfaite satisfaction que j'ai d'être avec mon cher mari. Je l'aime avec une tendresse qui ne sera jamais égalee que par l'estime & la considération que j'aurai toute ma vie pour vous : c'est avec ces sentiments que je suis, & serai éternellement,

CHATILLON DE S. JORY.

Je vous supplie de n'être point en peine de Monsieur votre fils : j'en ai bien du soin, & ne lui serai point inhumaine.

Autre, du 19 Décembre 1711.

MONSIEUR,

Pour cette fois & contre ma coutume, ma crainte a prévalu sur mon plaisir (a); & je me prive de celui que j'aurois eu à retenir encore Monsieur votre fils ici. Mais l'appréhension de vous déplaire, en prolongeant son absence, me fait consentir à son départ. Tenez-m'en compte, je vous supplie,

(a) Mademoiselle de Châtillon fait ici céder son plaisir à son devoir : mais elle avoue de bonne foi, que les sacrifices de cette espece ne lui sont pas familiers. C'est ce qu'elle n'a que trop vérifié depuis.

puisque j'y ai beaucoup de mérite. Il est juste que vous soyez instruit de la conduite que nous avons eu tous deux. Premièrement, nous nous sommes toujours trouvés d'accord, & il ne m'a pas été possible de rien refuser. Ainsi, Monsieur votre fils doit être très-content de moi. Je ne le suis pas moins de lui, puisqu'il m'a appris des choses que je ne savois point, qui sont fort utiles : il vous les dira, s'il le juge à propos. Pour moi, je ne veux plus vous marquer que le profond respect avec lequel je suis,

CHATILLON DE S. JORY.

Je trouvai ma famille dans des dispositions favorables à mon établissement. Il est vrai que mon pere me parut fort alarmé de la démarche hardie que Mademoiselle de Châtillon faisoit auprès de lui. Il lui sembloit qu'on devoit tout craindre d'une fille qui, à l'âge de vingt-cinq ans, ignoroit encore les devoirs de la pudicité. Je fis encore tous mes efforts pour excuser cette imprudence ; mais il ne me fut pas possible de rassurer mon pere. Il inféra de la conduite présente de Mademoiselle de Châtillon, qu'elle en auroit une plus irrégulière à l'avenir.

La vérité dans toute cette affaire n'est point vraisemblable ; car qui pourroit s'imaginer que, dans la situation où Mademoiselle de Châtillon & moi nous étions, elle songeât à se choisir un autre époux ? C'est

pourtant ce qui est arrivé. J'appris que le Sieur du R** étoit à Villers - Cotterets ; qu'elle renouoit avec lui les anciennes habitudes, & qu'elle ne ménageoit aucune des bienféances que ses engagements avec moi lui prescrivoient. Je lui en écrivis, mais avec beaucoup de circonspection : elle me répondit en ces termes :

Le 5 Janvier 1712.

*A l'égard des reproches que tu me fais sur M. du R**, je ne suis pas dans le cas de les mériter, puisque je ne l'ai point mandé. Peut-être a-t-il entendu parler de mes nouvelles amours, & qu'il vient lui-même en apprendre la vérité. Il est à plaindre de n'être pas venu plutôt recevoir les assurances de ma tendresse : je ne puis m'empêcher d'en avoir pour un Amant aussi constant qu'aimable. Adieu ; car je sens déjà ton dépit de ce petit aveu. Je suis à toi, ta femme,*

CHATILLON DE S. JORY.

Quoique cette Lettre ne fût que trop significative, je feignis de l'avoir trouvée équivoque, afin de lui ménager une rétractation plus facile, & moins honteuse. Mais au lieu de se justifier, & de colorer son inconstance de quelques prétextes, elle ajouta l'insulte à la perfidie ; elle m'écrivit les deux Lettres suivantes.

Le 25 Février 1712.

En grace, reprenez votre colere : elle me plaît, & me convient mille fois mieux que les assurances que vous me faites de n'être jamais qu'à moi ; elle a un certain vif que j'aime à la fureur. S'il ne tient, pour vous y mettre, qu'à vous en fournir les sujets, vous n'en manquerez pas ; je ferois plutôt l'impossible. Je vous remercie, Monsieur, de ce que vous voulez bien faire pour me plaire ; mais je vous en quitte : je ne veux plus vous voir désormais, ni complaisant, ni amoureux ; je ne vous souhaite plus qu'en colere. Adieu, j'apporterai tous mes soins à vous en procurer tous les jours de nouveaux sujets. Je n'en suis pas moins pour cela, Monsieur, votre très-humble servante,

CHATILLON.

Autre, qu'elle n'a ni datée, ni signée.

Je vous ai aimé un jour & demi à la fureur, mais pas un moment de plus. Monsieur....., que je prie de vous le marquer, ne veut pas s'en charger : je vous en instruits moi-même. Adieu.

*Je n'écrivis plus à Mademoiselle de Chatillon, pour ne me pas exposer davantage à ses ridicules emportements. Mais ayant appris qu'elle étoit sur le point d'épouser le Sieur du R. **, je déconcertai leurs mesu-*

res par des oppositions que je formai à leur mariage.

Mademoiselle de Châtillon, pour me faire départir de mon opposition, me fit assigner à l'Officialité, où elle obtint une Sentence, qui la condamna en 15 livres d'aumône, & aux dépens, déclara nulle la promesse de mariage, & renvoya les Parties pardevant le Juge Séculier, pour les dommages & intérêts.

J'interjettai appel de ce Jugement au Primat, non que je ne sentisse que le premier Juge avoit déferé aux maximes canoniques, en annulant la promesse de mariage : mais je voulus, par les délais de l'appel à la Primatie, donner le temps à Mademoiselle de Châtillon de réfléchir sur l'importance de mes droits sur sa fortune; persuadé qu'elle me proposeroit un accommodement raisonnable pour mes dommages & intérêts.

Les femmes les plus coquettes prennent quelque soin de sauver le scandale de leurs aventures; mais Mademoiselle de Châtillon n'a pas voulu soumettre ses plaisirs à la tyrannie de sa réputation. Elle me fit assigner de nouveau à l'Officialité, & déclara par un Acte authentique, qu'elle étoit grosse des œuvres d'un autre, d'environ cinq mois; & demanda que, faute par moi de l'épouser dans la huitaine, dans ce glorieux état, je fusse condamné à lui donner main-levée de mon Opposition. Le procédé furieux de Mlle. de Châtillon, qui se deshonoroit gratuitement, fit horreur à tout le monde.

*Fortem animum præstant rebus quas turpiter
audent.*

Elles vont hardiment au sein de l'infamie.

Je ne jugeai pas à propos de défendre contradictoirement à l'Officialité : je laissai prendre défaut ; & interjettai Appel au Primat, de cette seconde Sentence.

Mademoiselle de Châtillon, impatiente de conclure son mariage, suspendu par mon Appel, m'a traduit au Châtelet : ses Conclusions portent, que je serai condamné à donner main-levée de mon Opposition, & à lui payer trente mille livres de dommages & intérêts.

Le Conseil de Mademoiselle de Châtillon a-t-il dû ignorer, que le Juge Séculier ne peut donner main-levée de mon Opposition, puisque ce point est de la compétence du Juge Ecclésiastique ; que l'Official a déjà prononcé sur cela, & que le Primat en est saisi en conséquence de mon Appel ?

Le Juge Séculier ne peut statuer que sur les dommages & intérêts : quand ils me seront adjugés tels que je les espère, je n'hésiterai point à me départir volontairement de mon Appel au Primat.

Il n'est donc question entre nous au Châtelet, que de l'exécution du dédit de trente mille livres énoncé dans la promesse de mariage.

Tous les Tribunaux adjugent les dommages & intérêts à celui qui prouve, que

sa Partie n'a pas exécuté la promesse de mariage, qui est en bonne forme. Et si les Cours Supérieures ont quelquefois jugé arbitrairement contre le droit stipulé par écrit, c'est dans les deux cas que voici.

Le premier, quand celui qui exige les dommages & intérêts, produit un Écrit qu'il a signé en état de minorité : alors on a moins d'égard à son droit, quoique sa Partie eût signé l'Acte en majorité. La raison de cela est, que le péril des dommages & intérêts stipulés par écrit, doit être égal entre les contractants ; ce qui ne se rencontre pas dans cette espece.

L'autre cas, auquel les Tribunaux restreignent les dommages & intérêts stipulés par écrit, c'est quand ils excèdent la fortune des contractants : alors, par considération, on mitige les peines.

Je ne suis ni dans l'une, ni dans l'autre de ces especes. Mademoiselle de Châtillon & moi, nous étions majeurs, lorsque nous fîmes la promesse de mariage, avec le dédit de trente mille livres.

Notre fortune est égale : mon pere est Conseiller au Parlement de Metz, Intendant-Général des Maisons & Finances de Monseigneur le Duc d'Orléans, Grand-Maître des Eaux & Forêts : j'ai l'honneur d'être l'un des Gentilshommes ordinaires de S. A. R. Le pere de la Demoiselle jouit de biens considérables ; il est revêtu des Charges de Secrétaire du Roi, & de Contrôleur du Trésor Royal.

Il est vrai qu'elle n'a actuellement rien d'acquis : mais j'attendrai patiemment qu'elle jouisse du riche établissement que son père lui destine.

Il est à remarquer que, quand même je ne serois pas fondé sur une promesse respectueuse & déterminée, la Cour auroit égard à ce que, dans l'espérance d'épouser, j'ai perdu par abdication un Bénéfice de 2400 livres de rente ; & que le scandaleux éclat de notre Convention m'écarte de toutes sortes de vues pour l'état ecclésiastique.

La Demoiselle alléguera peut-être qu'elle m'a fait offre à l'Officialité, de m'épouser dans la huitaine : mais, en bonne foi, n'étoit-ce pas me faire l'insulte la plus marquée ? Elle me somme de l'épouser dans huit jours, & déclare qu'elle est grosse des œuvres d'autrui. N'est-ce pas déferer une option, & mettre en même temps un obstacle invincible à l'un des partis offerts ?

Épouser Mademoiselle de Châtillon sans flétrissure, c'est tout ce que peut faire de plus hardi un galant homme : mais épouser Mademoiselle de Châtillon déshonorée par l'aveu public de son infamie, c'est tout ce que peut faire un malheureux, né pour la honte & pour l'opprobre.

Je n'envie point au Sieur du R** sa conquête ; je ne plaide point pour la lui disputer : que la Demoiselle me satisfasse sur mes dommages & intérêts, je me départirai avec joie de mon Appel à la Primatie.

Le Sr. du R** m'a fait dire plusieurs fois

Tome IV.

Z

qu'il me conseilloit en ami de me déporter :
je veux lui rendre conseil pour conseil.

Ecclesiastiq. c. 42, v. 11.

Super filiam luxuriosam confirma custodiam tuam, ne quando faciat te in opprobrium venire inimicis. Redoublez votre vigilance sur une fille d'une complexion amoureuse, de peur qu'elle ne donne à vos ennemis sujet de vous couvrir d'opprobre.

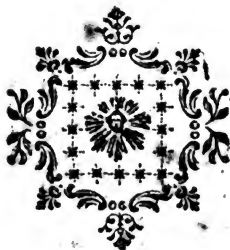
La Cause ne fut point plaidée. Mademoiselle de Châtillon entra en composition sur les dommages & intérêts avec le Chevalier de Saint-Jory, qui lui donna main-levée de son Opposition. Elle mourut peu de temps après.

P O R T R A I T

DE M^{LLE}. DE CHATILLON.

M^{LLE}. de Châtillon étoit une grande fille, bise & sèche, d'une physionomie ambiguë, d'un maintien équivoque : elle se présentoit de bonne grace, s'asseyoit de mauvaise ; dançoit noblement, marchoit mal. Elle avoit ordinairement de l'esprit, rarement du bon sens, jamais de la raison. Elle étoit vive dans ses reparties, turbulente dans ses manieres, froide dans le courroux, évaporée dans la joie. Ses gestes, ses paroles, son action, tout avoit l'activité d'un éclair : tout annonçoit l'orage, la grêle, le tonnerre. Elle avoit du penchant à l'amour, de l'a-

version pour la belle galanterie. Délicatesse, inquiétude, discrétion, mystère, ménagement, petits soins, chansonnettes, & billets tendres, toutes les graces riantes & légères qui accompagnent le véritable amour lui déplaisoient mortellement. Elle vouloit du brusque, de l'éclat, du bruyant. Elle étoit coquette, mais par imitation, après les modeles les plus vils & les plus décriés.





F I L L E
R É P U T É E F A U S S E M E N T
H E R M A P H R O D I T E.

A U R O I.

S I R E,

Requête
de Mar-
guerite
Malaure.

MARGUERITE MALAURE remontre très-humblement à VOTRE MAJESTÉ, que par une infortune qui n'a point d'exemple, après avoir vécu jusqu'ici sans savoir qui étoient ses parents, elle est réduite aujourd'hui à la nécessité de faire déclarer quel est son sexe.

Le sceau qui distingue le sexe, s'est dérobé aux Experts; ils ont cru que, parce qu'ils ne le voyoient point, il n'avoit point été imprimé.

La Suppliante vit à peine le jour, qu'elle perdit ses pere & mere : ayant été baptisée par le Curé de Pourdiac, il eut la charité de la faire élever. Soit par la négligence de sa nourrice, soit par la foiblesse de son tempérament, soit par quelque effort extraordinaire, ce qui caractérise son sexe s'est tellement déplacé, qu'il a été méconnoissable. La cause de cet effet est une maladie que les Médecins appellent *Prolapsus uteri*.

La Suppliante ne se souvient pas d'avoir été dans un autre état ; elle s'y étoit accoutumée : & personne n'y ayant pris garde pour la faire guérir dans son bas âge, elle avoit cru que toutes les femmes étoient de même ; ce qui prouve qu'elle avoit assez de pudeur pour n'être jamais vue que dans un état décent, même par les personnes de son sexe.

En 1686, âgée de vingt-un ans, elle tomba malade à Toulouse, chez une Dame qu'elle servoit : on la porta à l'Hôtel-Dieu, où son état ayant été apperçu, le Médecin, qui n'en avoit jamais vu de pareil, y fut trompé. Il prit la Suppliante pour un *Hermaphrodite*, qui lui parut même participer beaucoup plus du garçon que de la fille. Il fit un grand éclat de cette découverte. Vainement la curiosité du Public s'excitait-elle, elle ne voulut jamais la satisfaire aux dépens de sa pudeur. Bien éloignée de se donner en spectacle, comme les personnes qui courent le monde, & qu'on appelle *Hermaphrodites*, elle ne se présenta qu'à ceux qui furent nommés par les Magistrats. C'est cette pudeur qui est plus naturelle à son sexe qu'à celui où on la plaçoit, qui lui apprenoit par un instinct secret, qu'elle étoit fille. Les Vicaires-Généraux furent consultés, & l'on fit prendre l'habit d'homme à la Suppliante.

Elle porta cet habit avec une extrême répugnance, déférant plus aux avis secrets & obscurs de la nature, qu'aux décisions

formelles des Médecins; ne soupçonnant point la première d'erreur, & accusant les derniers d'ignorance dans son cœur, sans savoir aucune raison pour les convaincre.

Elle alla à Bourdeaux, où elle reprit l'habillement de fille : il lui sembla avec joie qu'elle recouvrait son état naturel, qu'on lui avoit ravi. Car, loin d'être de l'humeur de bien des personnes de son sexe, qui n'auroient pas voulu y être si elles avoient été appelées au conseil de leur naissance, & qui voudroient le changer contre l'autre, sur-tout dans le déclin de leurs appas; elle est attachée à son état par goût & par inclination, & ne le changeroit point, quand même on lui donneroit bien du retour. Elle se soumet volontiers à l'épouser avec toutes ses charges humiliantes, & les privilèges qui peuvent un peu l'en dédommager.

Elle entra au service d'une Dame jusqu'en l'année 1691, qu'un particulier, l'ayant reconnue pour celle que les Vicaires-Généraux avoient fait habiller en homme, la fit congédier, & la contraignit de retourner à Toulouse, où ayant été mise en prison pour avoir repris un habit de fille, les Capitouls rendirent contre elle, le 21 Juillet de la même année 1691, une Ordonnance, qui portoit *qu'elle se nommeroit Arnaud de Malaure, & seroit habillée en homme; avec défenses de prendre l'habit de femme, à peine du fouet.* Cette Ordonnance lui fut signifiée, sans qu'elle fût instruite de son état, que par des sentiments confus & indistincts de la nature.

Elle étoit hors d'état de gagner sa vie, elle ne savoit aucun métier; l'horreur qu'on avoit de l'état d'*Hermaphrodite* qu'on lui attribuoit, l'éloignoit de la condition de domestique. Elle a été obligée d'errer de Ville en Ville; mais elle a toujours eu son sexe présent à l'esprit, & a été persuadée que la pudeur en étoit le plus bel ornement. Elle s'est toujours comportée avec une sage retenue, qui a inspiré pour sa vertu du respect aux personnes qui s'en croient dispensées avec des *Hermaphrodites* errants. Elle vouloit cacher l'opinion qu'on avoit eue d'elle à Toulouse: la renommée avoit porté son aventure dans toutes les Villes où elle passoit, avant qu'elle y arrivât, & les signalements qui la pouvoient faire connoître.

Quelques grâces de son sexe que la nature lui a données, ouvroient sur elle les yeux du Public, & donnoient du relief à son aventure; & l'imagination qui trouvoit du plaisir à être séduite, afin de rendre l'histoire plus merveilleuse, lui prêtoit même des agréments qu'elle n'avoit pas. Ainsi on la regardoit avec une espece d'horreur, mêlée de curiosité, comme un *Hermaphrodite*; & avec plaisir, comme une personne qui avoit de quoi attirer les regards.

Elle apporte des Attestations des Magistrats, pour justifier la régularité & la décence de sa conduite dans la vie errante qu'elle a menée. Elle est d'autant plus vigilante, que le vase fragile où les filles conservent leur honneur, est bien plus sujet à

être brisé par des attaques continuelles dans le genre de vie qu'elle embrassoit. Elle ne subsistoit que de charités : on est dans cette situation plus occupé de sa misère, que des bienfaisances ; on ne peut guères les observer lorsqu'on n'a pas l'esprit tranquille, & qu'on est pressé par des besoins qui nous travaillent sans cesse.

La condition de la Suppliante étoit déplorable : forcée d'obéir aux Loix que la nature condamnoit dans son cœur, elle étoit regardée par plusieurs Philosophes comme une de ces chimères, à qui les fables ont donné le nom d'*Hermaphrodite* ; & par le Public crédule, comme un véritable monstre.

C'est une grande question, s'il y a de véritables *Hermaphrodites* ; mais elle est plus curieuse, qu'elle n'est ici nécessaire à traiter. L'opinion la plus sûre est que si la nature paroît s'égarer quelquefois dans la production de l'homme, elle ne va pas jusqu'à faire des métamorphoses ou des assemblages parfaits des deux sexes, ou des confusions des deux qui puissent toujours subsister ; d'où il s'ensuit que le sexe qu'elle a donné à la naissance, & même à remonter jusqu'à la conception, ne se change jamais ; qu'il n'y a personne en qui les deux sexes soient parfaits, qui puisse engendrer en eux comme les femmes, & hors d'eux comme les hommes ; & que la nature ne confond jamais pour toujours, ni ses véritables marques, ni ses véritables sceaux,

qu'elle donne toujours le caractère qui distingue le sexe; que si elle le voile quelquefois dans l'enfance, il se produit dans un âge plus avancé.

Il faut pourtant demeurer d'accord qu'il a paru quelquefois des sujets d'une conformation extérieure si bizarre, que ceux qui n'ont pu en développer le véritable genre, sont en quelque façon excusables.

Mais il n'y a rien d'approchant dans la Suppliante; & s'il y a du prodige dans ce qui lui est arrivé, on ose dire que ce n'est que l'erreur des Médecins & des Chirurgiens de diverses Universités du Royaume, qui l'ont vue, & qui, par l'examen qu'ils en ont fait, n'ont démontré d'autre vérité, que celle de leur ignorance.

La Suppliante a la forme de la taille d'une fille, & l'air ordinaire de douceur, qui est répandu sur le visage d'une personne du sexe: elle en a les inclinations, le goût & les manières; elle a les maladies mêmes des femmes. La Providence, libérale, l'a partagée de deux sources, destinées à nourrir les fruits de la fécondité. Peut-on, après cela, douter de son état? Quoiqu'elle ait été défigurée par le déplacement qui lui est survenu, elle peut dire, que dès qu'elle se présente, les premières idées qu'elle donne, sont celles de son véritable état; elle s'offre à tous les regards comme une fille; & ce n'est que par la réflexion que suggère une fable autorisée, qu'on change d'opinion.

Rien n'est si triste que les sentiments aux-

quels elle étoit en proie. Elle sentoît au fond du cœur qu'elle étoit fille, elle se voyoit dans cet état avec complaisance : pendant de certains instans elle se croyoit homme ; & cette idée la faisoit souffrir , parce que la nature y résistoit , & elle obéissoit avec répugnance à la loi qu'on lui avoit imposée : enfin, elle venoit à se regarder comme *Hermaphrodite* , c'est-à-dire , comme une espèce de monstre très-rare, qu'on ne range point dans l'espèce humaine, & qui avoit à part une classe solitaire, regardée avec horreur. Elle s'imaginoit même, que les bêtes avoient de pareils sentimens pour elle. Elle croyoit voir, que, par un mépris marqué, on la ravaloit au-dessous des animaux raisonnables, & que les bêtes mêmes lui reprochoient de n'avoir point d'espèce désignée. Elle venoit enfin à se plonger dans une affreuse incertitude sur son état , jusqu'à se demander, sans pouvoir se répondre : Suis-je fille, suis-je garçon , suis-je *Hermaphrodite* ? Il n'est point de peine d'esprit plus cruelle que cette incertitude d'état, rien de plus triste que l'état de n'en avoir point. On ne peut pas se figurer toutes les réflexions accablantes auxquelles son imagination, ingénieuse à la tourmenter, la livroit, dont chacune lui causoit une nouvelle douleur, & , se succédant les unes aux autres, s'entre-prêtoient de la force & de la vivacité. Enfin, elle s'arrêtoit à la première idée de son état de fille, qu'elle souhaitoit d'avoir ; & par un sentiment intérieur de la natu-

re, elle trouvoit plus de certitude de cet état-là, que des autres.

Enfin, étant venue à Paris comme au centre des sciences, pour y consulter des gens habiles, elle n'a pas plutôt été vue par le Sieur Helvetius *, Docteur en Médecine, qu'il l'a reconnue sans peine pour ce qu'elle étoit; & le Sr. Saviard, Chirurgien-Juré de l'Hôtel-Dieu, entre les mains de qui il l'a mise, a si bien rétabli ce qui étoit déplacé, que l'énigme, causée par ce dérangement, s'est dévoilée. On ne peut même la soupçonner à présent de n'être pas fille, après les certificats authentiques qu'elle apporte de son véritable état.

* Feu M.
Helvetius.

Ainsi il ne s'agit plus que de rendre à la Suppliante le sexe que la nature lui a donné, le nom qu'on lui a imposé au Baptême, & l'habit que les Loix civiles & canoniques l'obligent de porter. Elle réclame son état, & les caractères qui le font connaître : état & caractères que les Capitouls lui ont ôté, en démentant la nature.

Il seroit des regles d'appeller de leur Ordonnance, & de relever l'Appel au Parlement de Toulouse; mais la pauvreté de la Suppliante ne lui permet pas de refaire ce long voyage, sans s'exposer à de nouvelles disgraces. Sa pudeur y forme encore un obstacle invincible : si elle revenoit à Toulouse, elle seroit obligée d'y paroître en habit d'homme, parce que les Ordonnances des Capitouls s'exécutent nonobstant l'Appel; & elle ne peut plus reprendre l'habit

d'homme, sans choquer la bienfiance, sans contrevenir aux ordres de la Police, & sans encourir les censures de l'Eglise.

Sa modestie souffriroit encore beaucoup par une nouvelle visite, un nouvel examen de sa personne, à quoi on l'assujettiroit infailliblement. On se figurera facilement que des Médecins & Chirurgiens, convaincus d'ignorance, jaloux de leur réputation, chercheroient à se venger sur celle qui est la cause du mépris qu'on a lieu d'avoir pour eux. Leur amour-propre humilié, confondu, quelle vengeance ne peut-il pas leur conseiller ?

L'erreur de fait, qui seule a donné lieu à l'Ordonnance des Capitouls, étant entièrement dissipée ; la Suppliante étant sans parents, sans domicile, & dans l'indigence ; tous Juges du lieu où elle se trouve sont censés être ses Juges. Il n'y a d'ailleurs ni Partie publique, ni particuliere, qui ait intérêt d'empêcher qu'on n'anéantisse l'Ordonnance dont elle est appellante. Elle a donc lieu d'espérer de la Justice Souveraine de VOTRE MAJESTÉ, que par la plénitude de sa puissance, elle l'affranchira des procédures superflues, & lui accordera un Arrêt qui assurera son état.

A ces CAUSES, SIRE, attendu la singularité de l'espece, qui ne peut être tirée à conséquence, plaise à VOTRE MAJESTÉ casser, révoquer, & annuler l'Ordonnance des Capitouls de Toulouse, du 21 Juillet

1691, comme rendue sur une erreur de fait à l'égard de l'état personnel de la Suppliante; ce faisant, ordonner qu'elle reprendra sa qualité, son nom, & son habit de fille: si mieux n'aime VOTRE MAJESTÉ, pour satisfaire aux formes judiciaires, en évoquant à soi & à son Conseil l'Appel que la Suppliante interjette, entant que de besoin, de la même Ordonnance, & qu'il lui seroit impossible d'aller relever au Parlement de Toulouse, par les considérations ci-devant observées, renvoyer la Suppliante pardevant tels autres Juges qu'il plaira à VOTRE MAJESTÉ, députer & commettre à Paris pour juger la Cause d'Appel dont il s'agit, leur attribuant toute Cour & Jurisdiction. Et la Suppliante continuera ses prieres pour la santé & prospérité de VOTRE MAJESTÉ.

MARGUERITE MALAURE.

Le Roi nomma des Commissaires, auxquels il attribua le pouvoir de juger souverainement la question. Après qu'ils eurent nommé deux Médecins & deux Chirurgiens pour visiter Marguerite Malaure, & pour faire ensuite leur rapport; conformément à ce rapport, ils adjugerent à Marguerite Malaure ses conclusions.

La passion qu'elle eut pour reconvrer son état de fille, paroîtra étrange à bien des personnes. Combien de filles à sa place seroient demeurées dans l'état de garçon! La Bruyere dit, que dans une compagnie, il a

vu des hommes qui souhaitoient d'être filles, & belles filles, jusqu'à vingt-deux ans, & après cela de redevenir garçons.

Quand on a vu les Auteurs qui traitent des *Hermaphrodites*, on voit qu'ils pensent presque tous qu'il n'y en a point de parfaits, c'est-à-dire, qu'il n'y en a point, où l'un des deux sexes ne domine. On cite pourtant deux *Hermaphrodites* mariés, qui eurent des enfants l'un de l'autre, chacun comme homme & comme femme. Voyez la Dissertation de M. Loffhagon, dans les *Nouvelles Littéraires de la Mer Baltique*, 1704, p. 105. Mais je juge cela fabuleux. On doit dire sur les *Hermaphrodites*, qu'avec le sexe dominant, ils ont de foibles apparences, & des marques imparfaites de l'autre. Ainsi il les faut ranger dans la classe des hommes, & leur en faire porter l'habit, si le sexe masculin prévaut sur la mauvaise conformation de l'autre ; & dans la classe des femmes, si le sexe féminin a l'avantage sur les marques confuses du masculin, & les habiller en femmes. Delà il s'ensuit, que je ne distinguerois que deux especes d'*Hermaphrodites*, & que je penserois qu'il n'y en a point qui ait l'usage des deux sexes.

Il y a eu des personnes dans qui le sexe masculin étoit caché : ils étoient véritablement hommes, mais on ne les connoissoit pas pour tels : leur sexe renfermé ne se produisoit point.

Saint Augustin nous rapporte, que du temps de Constantin-le-Grand, une fille

Italienne devint homme, c'est-à-dire, que, par quelque mouvement violent qu'elle fit, elle découvrit le mystère. Ambroise Paré parle de Marie Germain, qui, ayant fait un grand effort en sautant un fossé, devint homme à la même heure. On comprend bien que cette Italienne, & Marie Germain, avoient toujours été hommes; mais le sexe étoit enseveli, il sortit de son tombeau. Il y a bien des femmes qui danseroient souvent, & feroient d'autres mouvements violents, si elles espéroient de devenir hommes.

Il y a des femmes qui passent pour *Hermaphrodites*, quoiqu'elles soient spécialement femmes, parce qu'elles ont avec cela des caractères d'hommes équivoques, dont elles peuvent abuser.

Il y a des femmes qui ont de la barbe, la voix, le visage, la taille, les inclinations d'un homme. On se dit à l'oreille qu'elles sont *Hermaphrodites*; cependant elles sont uniquement femmes.

Paul Zacchias, Médecin Romain, qui a fait un Traité de Questions mêlées de Droit & de Médecine, qu'il appelle *Quæstiones Medico-Legales*, range parmi les *Hermaphrodites* ceux qui sont neutres naturellement, c'est-à-dire, qui ne sont d'aucun sexe; c'est ce qu'on appelle des Eunuques, des Ambigus.

Il cite des exemples des hommes cachés qu'on croyoit femmes, & qui se sont enfin annoncés pour ce qu'ils étoient, lorsque

leur sexe s'est produit par quelque révolution subite. Il dit qu'il est impossible qu'il y ait des femmes qui puissent devenir hommes. Il ne range point les *Hermaphrodites* dans la classe des monstres; parce que, dit-il, un monstre est un dérangement énorme, qu'il appelle *læsio enormis*. Mais un monstre étant un prodige contre l'ordre de la nature, on peut bien dire que cette définition convient à un *Hermaphrodite*, & à un Eunuque naturel. (a)

Il réfute l'opinion de ceux qui croyoient qu'Adam étoit né *Hermaphrodite*. C'est une hérésie qui prit naissance sous Innocent III, à la fin du douzième siècle. Ils se fondoient sur ce passage du premier Chapitre de la Genèse, v. 27. *Et creavit Deus hominem ad imaginem suam, ad imaginem Dei creavit illum, masculum & foeminam creavit eos.* „ Et Dieu créa l'homme à son image, & il les fit mâle & femelle. „ Ils disoient qu'il s'ensuivoit de là, que Dieu avoit créé Adam *Hermaphrodite*; en le créant ainsi, il l'avoit créé à son image, parce qu'il produit tout sans l'aide d'aucun être. Quand il produisit Eve dans la suite, il la tira d'Adam; ce qui prouve que le sexe d'Eve étoit dans Adam. D'ailleurs, Dieu ayant créé tous les animaux avec un individu mâle & un individu femelle, il ne créa Adam seul, que parce qu'il réunissoit dans lui les deux sexes.

Mais

(a) *Sunt enim Eunuchi qui de matris utero sic nati sunt.*
Matth. c. XIX. v. 12.

Mais on répond, que ce passage ne faisoit illusion à ces Hérétiques, que parce qu'ils le vouloient bien; que la réfutation de leur hérésie y étoit renfermée formellement. Dès que Moïse dit, qu'il les créa mâle & femelle, il est évident qu'il parle de deux personnes, qui sont Adam & Eve. Il ajoute, que Dieu les bénit, & leur dit : *Croissez & multipliez, remplissez la terre, & soumettez-la, dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel, & tous les animaux qui sont sur la terre : Benedixitque illis Deus; & ait : Crescite, & multiplicamini, & replete terram, & subjicite eam, & dominabimini piscibus maris & volatilibus cœli, & universis animantibus quæ moventur super terram.* Genes. cap. i. v. 20.

Dieu parle au pluriel, & par conséquent il parle à Adam & à Eve. Si le divin Historien rapporte cela avant qu'il ait parlé de la formation d'Eve, c'est un renversement d'ordre qui est familier, où l'on est entraîné dans l'Histoire à propos de la matière dont on parle.

C'est une erreur grossière, de prétendre fonder sur le caractère d'*Hermaphrodite*, le sujet de la ressemblance à l'image de Dieu; puisque Dieu étant incorporel, l'homme ne ressemble point à Dieu par le corps. Cette ressemblance est fondée sur l'âme de l'homme, qui, étant spirituelle & immortelle, a les caractères de l'image de la Divinité.

Parce que Dieu ne créa pas Eve en même temps qu'Adam, il ne s'ensuit pas qu'il ait

créé celui-ci *Hermaphrodite* ; puisque, devant créer Eve pour Adam, il n'auroit pas donné à Adam un sexe inutile ; & qu'un intervalle aussi court que celui qu'il mit entre la création d'Adam & la formation d'Eve, détruit le fondement de cette hérésie absurde.

Dieu ne tira pas le sexe féminin d'Adam ; mais il en tira une côte, dont il forma une femme : *Et ædificavit Dominus Deus costam quam tulerat de Adam in mulierem.* Genes. ch. 2. v. 72.

Quand on assigne, par l'ordre de la Justice, un sexe à un *Hermaphrodite*, & qu'il abuse des apparences de l'autre sexe avec des personnes qui en sont, on le punit du supplice du feu, ainsi qu'il arriva à une Écossaise, que cite Paul Zacchias : il qualifie ce crime-là de Sodomie. On rapporte un Arrêt du Parlement de Paris, qui a condamné un *Hermaphrodite* pour un pareil crime.

Suivant Aristote, un *Hermaphrodite* est une erreur de la nature. Dans cette idée, ne diroit-on pas qu'elle n'a pas employé assez de matière pour exécuter son dessein, ainsi que dans les Eunuques naturels ; ou qu'elle en a eu trop, qu'elle n'a pas voulu laisser perdre, comme dans les *Hermaphrodites* ?

Un Canoniste, un Jurisconsulte, doivent être versés dans cette matière, puisqu'elle donne lieu à diverses questions, qui sont de leur ressort.

On demande si un Prêtre peut marier un *Hermaphrodite*, ou une personne qui est accusée de l'être ?

Si un *Hermaphrodite* peut se faire Moine ou Religieuse, suivant le sexe qui domine ?

On répond, que si l'*Hermaphrodite* a les sceaux que la nature imprime à chaque sexe, & qu'ils soient sans mélange, sans confusion, suivant le rapport des personnes capables de décider de cette matière ; il peut se marier comme homme, ou comme femme, suivant la distinction que la nature aura établie. Le Juge ordonne le rapport, & permet d'épouser.

A l'égard de l'état Religieux pour homme, ou pour femme, on peut le permettre pour homme à l'*Hermaphrodite*, qui est placé dans la classe des hommes : mais il ne faut pas le permettre pour femme à celle qui est rangée dans la classe de ce sexe, si elle a des apparences de l'autre sexe, dont elle puisse abuser.

On me rendra la justice, de penser que j'ai été fort réservé dans mes expressions sur cette matière : je ne pouvois pas en éclaircir les décisions avec plus de retenue, & je ne pouvois pas me dispenser de les rapporter, dès qu'elles sont du ressort du Jurisconsulte, & que le Procès de Marguerite Maistre m'a conduit à cette matière. Il n'y a, dit Paul Zacchias, qui a été bien éloigné d'observer ma retenue, nulle indécence, nulle honte dans des paroles qui ont été mises en œuvre pour une fin louable, & pour

faire connoître la vérité (a) : j'ajouterois, une vérité nécessaire à savoir.

A Athenes, & à Rome, on précipitoit les *Hermaphrodites* dans la mer, ou on les jettoit dans des Isles désertes. Le Sieur de Rennefort, dans la Relation de ses Voyages, dit qu'à Surate il y a beaucoup d'*Hermaphrodites* qui, avec un habit de femme, portent le turban de l'homme pour se distinguer, & annoncer qu'ils ont les deux sexes. Les Grecs appellent un *Hermaphrodite*, ἀνδρόγυνος, Androgyne. (b)

J'ai été le défenseur d'une personne habillée en homme, & soupçonnée d'être fille, & qui pouvoit être *Hermaphrodite*; c'est ce qui n'a point été éclairci. Il avoit été arrêté : le Juge avoit ordonné qu'il fût visité; il se rendit appelant de l'Ordonnance. Voici le Mémoire que je fis pour sa défense; on attaquoit ses mœurs.

Mémoire
pour une
personne
habillée
en hom-
me, soup-
çonnée
d'être fil-
le.

Quand on a toujours mesuré ses actions au niveau de la plus exacte probité, & qu'on a sur l'honneur une délicatesse excessive, il est bien triste d'être obligé de se justifier. L'innocence, fut-elle aidée de l'éloquence

(a) *Sciat Lector nullam esse in verbis indecentiam aut ignominiam, quæ ad laudabilem finem & propagandam rerum veritatem proferuntur.*

(b) Androgyne étoit dans la Fable une espece de personne; qui avoit deux visages, l'un tourné vers l'autre, quatre bras, quatre jambes; c'étoient proprement deux personnes unies ensemble : ils étoient si forts, qu'ils osèrent faire la guerre à Jupiter, qui les sépara en deux; ils furent vaincus. Il resta à ces deux moitiés l'envie de s'unir l'une à l'autre. Voilà, selon Platon, l'origine de l'amour.

elle-même , ne peut jamais effacer toutes les impressions de la calomnie. Se défendre , c'est mettre pendant quelque temps son honneur en compromis , & le laisser dans le doute : le besoin qu'on a d'une apologie , suppose notre honneur blessé : si l'estime , dont nous jouissons , est cette vie précieuse dont nous vivons dans l'imagination des hommes , c'est reconnoître que cette vie est en danger ; & que nous sommes menacés de la perdre. Que cette reconnoissance est humiliante ! Voilà où sont réduites , grace à la malignité humaine , les personnes les plus irréprochables , dès qu'il plaît à la calomnie de les attaquer.

La ressource de l'innocence , dans cette triste conjoncture , est dans l'esprit de la saine partie du monde , dans ces ames fortes , qui résistent au torrent , qui ne donnent point entrée dans leur esprit à des discours injurieux qui sont dénués de preuves , & qui n'ont point d'autre appui que la malignité même.

Ainsi , le Sieur D*** ne prétend plaider qu'au Tribunal des ames de ce caractère , gardant un souverain mépris pour les opinions du vulgaire , si inconstant dans ses jugements.

On a attaqué son état & ses mœurs. La censure qu'on a faite de ses mœurs , n'est fondée que sur le doute qu'on a voulu jeter sur son état : mais quand il fera connoître ce qu'il est , il confondra la calomnie.

La nature s'écarte quelquefois de ses

regles ordinaires, elle ne rend pas toujours sensibles extérieurement les distinctions qu'elle fait des deux sexes. Il y a des hommes dont le sexe est caché; enveloppé quelquefois, il ne se produit que dans de certains temps. L'homme est recelé & caché sous les dehors d'une fille; mais ces dehors, cette écorce extérieure, ne donnent pas l'état d'une fille. Un diamant couvert de sable, est toujours un diamant (a). Le Sieur D*** a le caractère & le sceau d'un homme. Si ce caractère & ce sceau sont voilés, ils ne laissent pas de lui assurer son état, & de le mettre à l'abri de la haine de ses ennemis, qui le lui disputent.

D'ailleurs, son cœur, dès qu'il l'a senti, a eu toutes les inclinations d'un homme. Le mépris des dangers, la force de la complexion, l'amour du travail, la facilité à s'exposer aux fatigues des voyages les plus pénibles, & à toutes celles qui se présentent dans le cours de la vie, le distinguent du sexe. Il pense, il agit, il se comporte comme un homme qui a toutes les qualités de son sexe. Il est constant que le cœur & l'esprit d'un homme, (on parle d'un homme qui fait honneur à son sexe,) sont différents du cœur & de l'esprit d'une femme qui fait honneur au sien. Leurs principes, leurs sentiments, ne sont pas les mêmes. Il

(a) La terre, où viennent les diamants, est sablonneuse. Il y a plusieurs roches d'où les Mineurs, avec des fers crochus, tirent le sable, parmi lequel se trouve le diamant, quand on l'a bien lavé.

n'est pas jusqu'aux regles d'honneur qui conduisent les deux sexes, qui ne soient la plupart opposées entre elles.

La vie dure & laborieuse est le partage de l'homme : la vie douce & tranquille est le sort de la femme. La timidité qui déshonore l'homme, ne déshonore point la femme. Les plus petits détails, les plus légères minuties de l'économie, sont faits pour la sphere de l'esprit de la femme : cette occupation aviliroit l'homme. En deux mots, l'Écriture-Sainte fait leur caractère, en mettant l'épée entre les mains de l'homme, & le fuseau entre les mains de la femme. *Accingere gladio tuo super femur tuum, Psal. 44. potentissime. Digiti ejus apprehenderunt fusum. Ces deux armes, l'une de la guerre, l'autre du ménage, fussent pour marquer leurs génies opposés, sans qu'il soit nécessaire de les suivre davantage dans leurs passions & leur conduite, où ils pensent & agissent si diversement.* v. 4. Proverb. 6. 31. v. 19.

Le Sieur D*** a toujours eu en horreur le fuseau, & a toujours eu de grands attraites pour l'épée. Il convient que, pendant qu'il ignoroit son véritable sexe, qui, étant enseveli, l'étoit encore davantage pendant l'enfance, on lui faisoit porter un habit de fille : mais suivant le sentiment des personnes les plus éclairées, & les plus pieuses, dès qu'il est parvenu à un âge mûr, & que son état, arrivé à sa perfection, s'est fait sentir, il a pris l'habit d'un homme.

Mais, dira-t-on, il laisse douter qu'il est

A a iv

homme, puisqu'il se dérobe à la visite que le Juge a ordonnée de sa personne. Il répond, qu'il n'a pas cru qu'en violant la pudeur, il dût se donner en spectacle à la Justice.

Quoique l'état qu'il prend soit certain, comme il est voilé sous des dehors qui sont trompeurs du premier coup d'œil, il ne peut le vérifier que par une épreuve qui altérerait sa constitution, parce qu'on seroit obligé de le faire souffrir, en allant chercher ce que la nature a caché, & en voulant sonder le trésor que la nature a enfoui. Il seroit exposé à devenir la fable du Public, & il auroit servi de matière à l'entretien de tout le monde. C'est ce qui ne lui a pas permis de subir la visite de sa personne.

Soit l'indécence d'une pareille visite, soit son état extraordinaire, qui le feroit envisager comme un homme d'une espèce singulière, quoiqu'il soit réellement homme; voilà les principaux motifs qui l'ont retenu, & qui l'ont empêché de s'offrir aux Médecins & aux Chirurgiens, qui le vouloient visiter.

Au fond, la nature lui a donné la réalité d'un homme, il en a le sceau essentiel : si elle le dérobe extérieurement, ce voile ne rend point son état douteux, & n'empêche point qu'il ne soit marqué au coin de l'homme.

La visite de la Personne étoit le point dé-

cisif, que l'on ne pouvoit pas éluder, malgré tout ce que je dis alors ; mais il falloit bien que je satisfisse ma Partie. Comme elle étoit *Hermaphrodite*, selon toutes les apparences, elle ne vouloit pas découvrir son état : on avoit même lieu de croire que l'état de fille dominoit dans cet *Hermaphrodite*. Tout cela ne fut point éclairci, parce qu'elle trouva le secret de s'évader de la prison. C'est ce qui m'a fait juger depuis, qu'elle étoit fille, ou un *Hermaphrodite*, dans qui le sexe dominoit ; & qu'accoutumée à l'état de garçon, elle ne vouloit point paroître sous celui d'une fille.



VOICI une Cause par elle-même nullement singuliere & intéressante. Le Chevalier de Saint-Jory, par sa raillerie délicate & son style fin, lui prête ces deux caracteres. Les traits qui y sont semés, excitent & piquent le Lecteur. On ne conçoit pas comment, dans une matiere aussi ingrate, il a pu trouver des agréments.



M É M O I R E

D U S I E U R

S A I N T - J O R Y ,

*Procureur du Roi, au Bailliage
de Meudon ;*

*Pour servir de Replique aux Défenses du
Sieur LAMET, Avocat aux Conseils du
Roi, Baillif du même Siege.*

SI je suis engagé, par ma Commission de Procureur du Roi, à soutenir & défendre les Droits de Sa Majesté, à faire exécuter les Loix, à prendre en main la défense de l'Eglise, des veuves, des orphelins, & des pauvres, à m'intéresser dans tout ce qui concerne l'ordre & le bien public ; je demande, que tout ce qui a rapport à ces différents objets si respectables, se traite en ce Tribunal dans les formes prescrites par les Ordonnances, par les Arrêts & Réglemens de la Cour.

C'est pour y parvenir, qu'après avoir inutilement pris avec le Sieur Baillif toutes les voies de politesse & de douceur, je me suis vu enfin forcé de présenter Requête au Parlement.

Cette Requête, que le Sieur Baillif re-

garde comme un attentat contre son mérite personnel, ne contient cependant pas un mot qui ait dû choquer sa prodigieuse délicatesse. Je n'ai pas prétendu m'opposer à la petite satisfaction qu'il se donne, de se croire à tous égards infiniment supérieur à moi. Je ne cherche point à me mesurer avec un homme si puissant * : je ne veux que faire mon devoir, & l'engager, s'il est possible, à n'y plus mettre d'obstacle.

* C'est le plus gros & le plus puissant homme de Paris.

Je dis simplement dans cette Requête, qu'il s'est glissé, depuis quelques années, au Bailliage de Meudon, différents abus. Le terme d'*abus* choque le Sieur Baillif; je lui marche sur le pied dans la foule, & sans le vouloir : il s'empporte, il me querelle, il écrit, il parle avec une rudesse, avec je ne sais quel air de hauteur, que je ne saurois mettre au nombre des prérogatives de sa Commission de Baillif : il crie de toutes ses forces, que si j'avois été plus capable de réflexion, je n'aurois pas eu la témérité de risquer le mot d'*abus*.

Il y a trente ans que les abus, dont je me plains, subsistent : il n'y en a que cinq qu'il est Baillif de Meudon ; il n'y a donc rien là de personnel pour lui : tout autre en sa place eût fait honneur de l'apostrophe à ses prédécesseurs. Quoi qu'il en soit, il ne s'inscrit que contre le terme, & il convient tacitement de l'*abus*. Mais, en revanche, il attaque vigoureusement mes chefs de conclusions, & soutient qu'il n'y en a pas un de raisonnable. Les voici.

Je demande premièrement, que le Sieur Baillif soit tenu de donner audience une fois chaque semaine, à jour & heure marqués.

Il répond, que la disette des affaires, qui se portent à son Tribunal, n'exige pas qu'il tienne si fréquemment les Audiences ; & que, sur ma propre réquisition, il a été décidé, que ce ne seroit que de quinzaine en quinzaine.

Je ne me souviens point de cette prétendue réquisition : mais quand elle seroit véritable, empêcheroit-elle que, pour un plus grand bien, on ne décidât aujourd'hui d'une autre manière ? Or, je soutiens que le Public a un intérêt sensible à ce que la Jurisdiction se tienne tous les huit jours ; car, supposant qu'il n'y eût point assez d'affaires pour remplir une Audience de deux heures, ou, si l'on veut, d'une heure : disons plus, en supposant qu'il n'y eût qu'une seule Cause, faudroit-il en différer l'expédition jusqu'à ce qu'il y en eût un plus grand nombre ? Que deviendroient l'exactitude & la diligence, si formellement ordonnées par les Loix divines & humaines ? Sied-il au Sieur Baillif de nous refuser une assiduité, dont les Juges doivent se faire un devoir indispensable ? Si la disette des affaires étoit aussi grande que le suppose le Sieur Baillif, tant mieux, le Public & lui en seroient moins fatigués. Mais, loin que nous ayons cette disette, dont il parle d'un ton si plaintif, notre terroir est aussi bon qu'il y en ait

au Pays du Maine, puisqu'un Greffier, quatre Procureurs, quatre Huissiers, y subsistent avec leurs familles, & s'y engraisent.

Je soutiens donc, qu'il y a suffisamment d'affaires, & que le long intervalle d'une Audience à l'autre, cause un dommage considérable aux Parties; à quoi il faut ajouter, que le Roi donne 1500 livres par an au Sieur Baillif; & que l'objet des libéralités de Sa Majesté est de faire administrer exactement la Justice.

L'affectation du Sieur Baillif à nous refuser audience chaque semaine, est d'autant moins excusable, que nous ne prétendons pas exiger qu'il s'assujettisse à la donner lui-même; mais seulement, qu'en cas d'absence, on lui substitue, pour la tenir, un Juge, suivant les usages & les regles; afin que les Causes sommaires, qui demandent à être expédiées sur le champ, ne languissent pas d'une quinzaine à l'autre, & souvent d'un mois à l'autre: ce qui arrive, & dont tout le monde se plaint.

Je demande secondement, qu'à l'issue de l'Audience, ou dans le même jour, le Sieur Baillif voie ce que le Greffier aura rédigé, qu'il signe le Plumitif, & paraphe chaque Sentence.

Il répond que, pour l'accuser de négligence sur ce sujet, il faudroit en avoir des preuves en main. En voici. Je fus contraint, au mois de Mars dernier, de faire trois sommations de me délivrer l'expédition d'un Jugement dont j'avois besoin. Le

382 DIFFÉREND ENTRE UN BAILLIF,
Greffier ne fut en état de me donner cette expédition, que le jour de l'Audience suivante, c'est-à-dire, la quinzaine expirée, parce que le Sieur Baillif ne signa que ce jour-là les Sentences de l'Audience précédente.

Que l'on entende le Greffier & les Praticiens du Bailliage, ils déposeront, que souvent on a apporté le Plumitif à Paris au Sieur Baillif, qui ne l'a signé & paraphé que long-temps après les Audiences, souvent même d'une quinzaine à l'autre; ce qui a donné lieu à la licence que l'on a prise d'insérer dans les marges du Plumitif, des additions qui altéroient l'espece du jugement: abus très-repréhensible, & contre lequel je reclame avec justice l'Autorité souveraine.

Je demande troisièmement, qu'il ne donne aucun jugement, ni permission, dans les affaires qui concernent la Religion, le Roi, la Police, les Mineurs, & le Public, que l'on n'en ait auparavant communiqué avec moi, & sur mes Conclusions.

Il répond, que cette demande ne mérite pas plus d'attention que les précédentes; qu'il se conformera à la regle, & ne refusera jamais d'ordonner que l'on me communique les affaires dont je requerrai la communication à l'Audience. Le Sieur Baillif ne voit-il pas, que ce seroit injustement prolonger les affaires, que de ne m'en donner communication qu'après l'avoir requise à l'Audience, puisque les Parties seroient obligées de comparoître à deux Audiences au-lieu

d'une? S'il se pique de savoir la regle, & de s'y conformer, qu'il convienne donc, sans biaiser comme il fait, que la regle est, qu'aux matieres qui regardent, non-seulement le Criminel, mais encore les Ordonnances, les Édits, les Églises, les Oeuvres pieuses, les Communautés, les Pupilles, on donne communication des Procès de cette nature aux Gens du Roi, ainsi que de toutes les Causes qui se plaident aux Audiences publiques, principalement dans les cas portés par l'Ordonnance; & que l'on doit les leur communiquer quelques jours avant l'Audience, afin qu'ils puissent se préparer à choisir leurs Conclusions. Voilà la regle, voilà l'usage, universellement suivis dans tous les Tribunaux du Royaume, & que le Sieur Baillif ne voudroit pas admettre, dans l'appréhension que le despotisme, qu'il affecte ici, n'en reçût à l'avenir quelque atteinte.

Il ajoute, qu'une seule chose seroit à souhaiter, c'est que je voulusse bien réduire mes Réquisitoires & mes Conclusions aux seules affaires qui intéressent le ministère public : Il en reste là tout court, & ne daigne pas s'expliquer davantage. Il doit y avoir là-dessous quelque chose de très-fin, très-spirituel, mais dont l'intelligence est apparemment réservée aux futurs Commentateurs de ses Oeuvres. Que n'articule-t-il, comme moi, des faits, s'il aspire à l'honneur d'être cru?

Il soutient ne m'avoir jamais soustrait la

384 DIFFÉREND ENTRE UN BAILLIF,
connoissance d'aucune affaire sujette à mes
Conclusions : voici des exemples du con-
traire, voici des faits articulés & prouvés.

Il a permis sur Requête à Roussel, Bou-
cher à Clamard, & depuis Boucher à Meu-
don, de vendre de la viande le Carême pas-
sé, sans aucune communication, ni conclu-
sions. Ne faut-il pas que, pour l'intérêt de
la Religion, des Pauvres, & du Public, ces
sortes de permissions me soient communi-
quées, qu'elles soient revêtues de toutes les
formalités requises, afin que je puisse veil-
ler à l'observation des Réglements de Po-
lice ; que je puisse prévenir par ma vigilan-
ce, ou faire réprimer par mes réquisitoires,
les abus dont la Religion & les Loix peu-
vent souffrir, quand le ministère de la Par-
tie publique est négligé ?

Il permit l'année dernière, par une Or-
donnance sur Requête, qui ne me fut
point communiquée, à Roussel, Boucher
à Clamard, de mener au pâturage quarante
moutons : quoique tous les Réglements de
Police de ce Bailliage, confirmés par des
Jugemens que lui-même a rendus en con-
séquence, ne permettent aux Bouchers d'en
faire paître que dix-huit ; & quoique, l'an-
née précédente, il eût condamné à l'a-
mende ce même Roussel, pour en avoir
conduit un plus grand nombre.

Je demande quatrièmement, que, faute,
par le Sieur Baillif, de se trouver à jour &
heure accoutumés aux Audiences, je sois
autorisé à les tenir, & à faire en son absence
les

les fonctions de Judicature, par préférence à tous Praticiens, dans les Causes seulement qui ne sont point sujettes à mes Conclusions.

Il répond, qu'au pis-aller, je ne dois aspirer à le substituer que dans le seul cas de maladie, & non d'absence; parce que, dit-il, encore qu'il demeure à Paris, on suppose mal-à-propos qu'il ne réside point à Meudon, puisqu'il est toujours à portée de s'y rendre; & parce qu'enfin il ne demande point à être réputé absent.

Comme il n'ignore pas que la qualité de Baillif, & la pension que lui fait Sa Majesté, exigent sa présence, & l'exercice actuel de ses fonctions, dans le lieu où elles sont dues, il a tout d'un coup levé la difficulté, en soutenant qu'il est par-tout. Je lui accorde s'il veut, à cause de sa taille avantageuse, qu'il occupe trois ou quatre fois plus de terrain qu'un autre homme, qu'il répand six fois plus d'ombre que moi: mais je ne lui passerai point son existence actuelle en différents lieux; je ne croirai pas, quand il est à Paris, qu'il soit à Meudon.

Que ne répond-il naïvement, sans détour, sans obscurité, à une Proposition aussi simple que l'est celle que je lui fais? Je dis, que les Procureurs du Roi des Jurisdictions policées du Royaume, & du ressort du Parlement de Paris, dans toutes les Causes & toutes les Affaires qui n'exigent point leurs Conclusions, font, en l'absence des Baillifs, des Lieutenants-Généraux & Particuliers, toutes fonctions de Judicature, par

386 DIFFÉREND ENTRE UN BAILLIF ,
préférence , non-seulement aux Procureurs ordinaires & Praticiens , mais aussi à tous autres Gradués , & non Gradués. A Versailles , cet usage est incontestablement suivi.

Quel est mon objet , en demandant de substituer le Sr. Baillif ? Son intérêt même , & le bien des Parties. Nous sommes , lui & moi , les seuls Officiers du Siege , les seuls Gradués : il lui seroit donc honorable , & avantageux aux Parties , que je le substituasse par préférence aux Procureurs de la Jurisdiction , soit qu'il considere l'insuffisance de quelques-uns , soit qu'il réfléchisse sur ce que l'étude , l'éducation , met de différence entr'eux & moi. D'où procede son acharnement à me dénier une préférence si légitimement acquise ? N'entreroit-il point un peu de jalousie dans son procédé ? Il n'y a pas grande vanité à moi de le croire : mes petits talents peuvent lui faire ombrage , sans qu'il en revienne beaucoup à mon amour-propre.

Je répète encore , que la préférence sur les Praticiens du Bailliage m'est incontestablement acquise par les droits de ma charge & l'usage reçu dans toutes les Jurisdctions.

Je me croyois hors d'insulte derriere de si bons retranchements ; mais il y a des braves qui attaquent tout indistinctement , qui ne connoissent point de péril ; tel est mon redoutable Adversaire. Il me reproche de n'avoir point été examiné à la Cour , & soutient conséquemment , que je ne dois point aspirer à l'honneur de le représenter.

Le représenter ! Je n'y pense point : ce ne fut là jamais ma folie. Lui être substitué pour cause d'absence, de maladie, ou de récusation ; voilà mon droit & mon objet. Les Ambassadeurs représentent leur Souverain : quand le Sieur Baillif m'aura dépêché dans quelque Cour de l'Europe, je le représenterai.

Je reviens à l'examen, qu'il me reproche de n'avoir pas subi. Lui-même fut-il examiné, lorsqu'il se fit recevoir à la Cour ? L'Arrêt porte, que la Cour l'en a dispensé, sans tirer à conséquence. Hé, pourquoi sollicita-t-il cette grace avec des empressements qui furent remarqués de tout le monde ? Pourquoi eut-il recours à mes amis, à des personnes considérables dont je lui ménageai les bons offices, si ce n'est qu'au fond il ne présuinoit pas de ses forces, & de sa suffisance, ce qu'il en présume aujourd'hui si légèrement ? Il voudroit que l'on crût, que la réputation de son savoir & de ses talents opéra cette dispense : mais il a beau dire, il y a des esprits malins, qui ne la regardent point comme une distinction, & qui mettent cette grace au nombre des choses qu'il n'est pas honorable de solliciter, & qu'il est honteux d'obtenir.

Il est vrai néanmoins, comme il me l'objecte, que je n'ai point été examiné au Parlement : la raison en est singulière, & me fait honneur ; & c'est pour cela qu'il la supprime, & que je dois la dire.

Il n'y avoit jamais eu au Bailliage de

388 DIFFÉREND ENTRE UN BAILLIF,
Meudon, tout Royal qu'il est, de Procureur du Roi ; mais seulement un Praticien, que l'on qualifioit de Substitut du Procureur du Roi.

Je m'étois retiré à Meudon par goût pour la beauté du Pays, ou comme le pense le Sieur Baillif, car rien n'échappe à sa pénétration, parce que la décadence de ma fortune me condamnoit à une vie champêtre.

Il se présenta au Siege une inscription de faux, que l'on ne pouvoit instruire ni juger, sans Conclusions d'un Gradué : on me pria d'en donner ; & Monsieur le Procureur - Général m'envoya, avec une Lettre très-obligeante, une Commission en bonne forme, qui me donnoit pouvoir de faire au Bailliage toutes les fonctions de Procureur du Roi, *ad interim*, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'il plût à Sa Majesté d'en pourvoir quelqu'un.

Or, les Substituts, qu'en semblables circonstances Monsieur le Procureur - Général choisit, ne sont point tenus de se représenter à la Cour : elle les présume examinés, & capables.

La Cour, par des Arrêts, m'a donné depuis commission d'instruire en qualité de Procureur du Roi, de poursuivre, & de faire juger, au Bailliage, plusieurs affaires criminelles. J'ai donc été admis aux fonctions de Procureur du Roi, par M. le Procureur - Général, & par la Cour même, sans examen : cela est vrai ; mais, sans en avoir

desiré, ni sollicité la dispense : cela n'est pas douteux.

Le Sieur Baillif hazarde encore d'autres choses, que je ne saurois recevoir pour vraies, sans passer moi-même pour un menteur ; comme quand il avance, que je ne suis point Avocat, que je n'ai point prêté de serment en cette qualité, & que je ne suis point pourvu par le Roi.

C'est le Sieur Baillif qui m'a installé au Bailliage en qualité de Procureur du Roi ; & par sa Sentence d'installation du 2 Mai 1720, il visa toutes les Pieces originales, qui justifient que j'ai été reçu Avocat au Parlement de Metz, & que j'ai prêté serment. Or, avoir visé des Pieces qu'il n'auroit point vues, ce seroit une prévarication horrible, dont assurément il n'étoit point capable. Mais s'il a vu les Pieces visées dans sa Sentence, le voilà convaincu d'une imposture odieuse, autant que grossiere, lorsqu'il soutient aujourd'hui, que je ne suis point Avocat. Comment concilier tout cela avec sa probité fastueuse ? Il dira peut-être, qu'il a manqué de mémoire : je le croirois bien ; car il a réellement oublié qu'il tient son Bailliage des bons offices que je lui rendis près de feue Madame la Duchesse de Berry, qui, à ma seule priere, le lui accorda. Son défaut de mémoire est bien propre à exténuer toutes les offenses, tous les péchés qu'il pourra faire. Moi, qui n'ai pas d'excuse si légitime pour être ingrat & menteur, j'avouerai, que lui-même

a sollicité les Provisions que j'ai obtenues du Roi ; que lui-même me les apporta de Versailles : & si c'est par grandeur d'ame qu'il ne se souvient pas de m'avoir rendu ce service, c'est aussi par un vif sentiment de reconnoissance que je soutiens lui avoir cette obligation, & que je lui donne un démenti imprimé, pour avoir avancé, comme il a fait, que je ne suis point pourvu par le Roi.

On vient de voir le précis des conclusions que j'ai prises dans ma Requête : examinons ce qu'il emploie dans les défenses qu'il m'a fait signifier.

Il se plaint d'abord de ce que je l'ai traduit en Jugement, moi qui devrois plutôt, dit-il, faire l'éloge de sa conduite ; & de ce que, m'opposant à l'exécution de ses ordres, je le trouble dans les fonctions de sa charge.

L'exécution de ses ordres ! Est-ce un Prince, un Ministre, un Général d'Armée, un Gouverneur de Province qui parle ? Voilà une prodigieuse enflure dans un Baillif ! Si je suis obligé de faire l'éloge de sa conduite, au moins ne peut-il exiger en conscience que je loue sa modestie. Mais, enfin, qu'il cite donc, quand, & comment je me suis opposé à l'exécution de ses ordres ; car il n'articule aucun fait : c'est peut-être encore, qu'il manque de mémoire.

Il conclut premièrement, à ce que défenses me soient faites de recevoir des plaintes en matiere criminelle & de police.

J'ai reçu des dénonciations : cela est de droit ; & comme la paix est l'objet de la Justice, je prévins, autant qu'il m'est possible, la suite ruineuse des querelles qui arrivent. J'écoute les Parties, je les accommode lorsqu'elles ont recours à moi. C'est ainsi que je trouble le Sieur Baillif dans ses fonctions : la conscience timorée d'un Juge doit-elle souffrir de ce prétendu trouble ? Mais, il est faux, comme il voudroit l'insinuer, que je réponde juridiquement aucune plainte.

Il demande secondement, que défenses me soient faites de faire élargir aucun prisonnier, ni de faire arrêter personne, si ce n'est en flagrant délit. Il ne veut pas s'expliquer clairement : je vais le faire pour lui.

Il est arrivé une ou deux fois, que M. le Gouverneur de Meudon a fait emprisonner des gens qui lui sont subordonnés, pour avoir manqué à leur devoir, ou d'autres pour quelques désordres qu'ils avoient commis dans le Parc. Le Sr. Baillif s'est trouvé offensé de ce qu'on ne lui déféroit pas la connoissance de ces sortes d'affaires ; & il vouloit, qu'à ma requête, ces prisonniers fussent écroués, afin de s'en saisir, en conséquence, & de juger ; car, c'est là son fort & son foible. Je lui ai refusé mon ministère ; parfaitement instruit que les Gouverneurs des Maisons Royales ont l'administration d'une Police indépendante des Tribunaux ; qu'ils ont incontestablement droit de faire emprisonner ceux qui, sou-

mis à leurs ordres , négligent le service ; & tout particulier, qui auroit fait quelque chose contre la majesté des lieux où ils commandent.

Le Sieur Baillif, pour se venger de mon refus, dont il a eu le malheur de s'offenser, voudroit mettre sur mon compte les emprisonnements dont il est question. Mais comme il ne prouve rien de tout ce qu'il dit, il auroit mieux fait, ce me semble, de ne rien dire, à moins qu'il ne prétende démontrer qu'il a l'imagination très-abondante ; ce que je lui cede volontiers, avec tout ce qui appartient à un talent qui fait de si grands hommes pour la musique & pour la peinture. Me voilà insensiblement sur ses louanges : il va se radoucir ; je ne doute presque plus de la réconciliation.

Il demande, & c'est par où il finit, que défenses me soient faites de m'opposer à l'exécution de ses ordres.

Que le Sieur Baillif rende des Jugements ; que je lui présente des conclusions, ou des réquisitoires : voilà, si je ne me trompe, à quoi se réduisent nos véritables fonctions. Pour des ordres, ce terme pris dans son sens naturel, ne me paroît pas nous convenir. Il aura agréable de s'en expliquer avec nos Supérieurs, à l'autorité desquels ce terme est consacré.

Il ne me reste plus qu'une petite observation à faire. Le Sieur Baillif, qui, comme je l'ai dit plus haut, m'a installé au Siege de Meudon en qualité de Procureur du Roi,

refuse aujourd'hui, que nous plaillons ensemble, de me reconnoître en cette même qualité. Voici comme il parle à la tête des défenses qu'il m'a fait signifier.

NICOLAS-LEONARD DE LAMET,
Avocat au Conseil, &c. Baillif de Meudon;

C O N T R E

M. LOUIS RUSTAING DE S. JORY,
Faisant les fonctions de Procureur du Roi.

Voici ma Réponse :

LOUIS RUSTAING DE SAINT-JORY,
Faisant les fonctions de Procureur du Roi;

C O N T R E

Mre. NICOLAS-LEONARD
DE LAMET,

*Baillif de Meudon, ne faisant point les
fonctions.*

Il se plaint de ce que je l'ai traduit en Jugement : il me traite de séditieux ; il dit, que je suis un brouillon, un homme inquiet, un tracassier, & mille autres gentilles. Je vais lui fermer la bouche : il ne faut que lire le cinquieme Article de l'Ordonnance de Moulins, que voici mot pour mot :

Nos Juges, Procureurs & Officiers es Sieges inférieurs de nos Cours, à peine de privation de leurs états, feront, par chacun an, Recueil de nos Ordonnances, mal observées en leurs Sieges, & les enverront en nos Cours de Parlement de leur Ressort, & aux Procureurs-Généraux en icelles, avec Mémoires des occasions d'où telles fautes procéderont, afin d'y être par Nous, ou nosdites Cours, pourvu.

Or, puisque véritablement il s'est introduit en ce Bailliage des abus contre l'ordre judiciaire, puisque j'y ai reconnu des contraventions formelles aux Ordonnances & aux Réglements, je n'ai fait, en me plaignant à la Cour, que ce qui m'est expressément enjoint. Personne ne blâmera ma conduite : l'usage de l'autorité, le ministère de la puissance, ont été établis de Dieu, pour y avoir recours contre l'injustice.

Voici l'Arrêt qui fut rendu.

NOTRE DITE COUR ordonne, que l'ap-pointement sera reçu, & suivant icelui ayant autrement égard aux demandes respectives des Parties, ordonne que les Audiences du Bailliage de Meudon se tiendront tous les Lundis, de quinzaine en quinzaine, depuis la Saint-Martin jusqu'à Pâques, & de huitaine en huitaine depuis Pâques jusqu'à la Saint-Martin, à huit heures précises du matin, même plus souvent s'il est nécessaire; &

au cas que le Lundi soit jour de Fête, que l'Audience sera remise au lendemain Mardi; & au cas qu'il fût aussi Fête le Mardi, l'Audience sera remise au Mercredi, ou autre jour suivant non fêté : que le Baillif de Meudon, ou celui qui tiendra l'Audience en son absence, ou autre légitime empêchement, sera tenu, conformément à l'Art. V du Titre XXVI, de l'Ordonnance de 1667, de voir, à l'issue de l'Audience, ou au plus tard dans le même jour, ce que le Greffier aura rédigé, de signer le Plumitif, & de parapher chaque Sentence, Jugement ou Arrêt : qu'il ne sera porté à l'Audience aucunes affaires concernant la Religion, le Roi, la Police, les Communautés, ou les Mineurs, non assistés de leurs Tuteurs ou Curateurs, qu'elles n'aient été préalablement communiquées au Substitut du Procureur-Général du Roi, ou en son absence, ou autre légitime empêchement, au Substitut dudit Substitut; & en cas qu'aucune y fût portée, ledit Substitut, ou en son absence, ou autre légitime empêchement, son dit Substitut sera tenu d'y porter la parole, si l'affaire est de nature à y pouvoir prendre des conclusions sur le champ, & sans avoir eu communication des sacs des Parties, sinon, sur la remontrance dudit Substitut, ou de son Substitut, la Cause sera remise à la prochaine Audience, pour en être communiqué audit Substitut, ou en son absence, ou autre légitime empêchement, à son Substitut : que toutes les Requêtes de pareille nature ne seront point répondues par

le Baillif, ou autres faisant ses fonctions en son absence, ou autre légitime empêchement, qu'elles n'aient été préalablement communiquées audit Substitut, ou en son absence, ou autre légitime empêchement, à son Substitut : qu'en cas d'absence, maladie, récusation, ou autre légitime empêchement dudit Baillif, le Substitut du Procureur-Général du Roi tiendra l'Audience, & fera toutes les fonctions dudit Baillif, à l'exclusion de tous les autres Officiers & Praticiens; & ce dans toutes les Causes & Matières où la Religion, le Roi, la Police, les Communautés, & les Mineurs, non assistés de leurs Tuteurs ou Curateurs, ne seront point intéressés, & dans lesquelles il n'écherra de donner des Conclusions : seront à cet effet tenus les Procureurs dudit Bailliage de présenter leurs Requêtes audit Substitut faisant les fonctions dudit Baillif, & non à d'autres : que ledit Baillif néanmoins ne sera réputé absent qu'après trois jours, si ce n'est dans les Causes qui requierent célérité, dans lesquelles ledit Substitut ni autres ne pourront faire les fonctions dudit Baillif, à moins qu'il n'y eut péril évident dans le retardement ; ce qui sera pareillement observé à l'égard dudit Substitut du Procureur-Général du Roi, qui ne pourra être réputé absent qu'après trois jours, ou vingt-quatre heures si l'affaire requéroit célérité, à moins qu'il n'y eût péril évident dans la demeure : que le Greffier sera tenu de communiquer audit Substitut son Plumitif & ses

Minutes, sans déplacer toutefois, & quand il en sera par lui requis; ensemble de lui délivrer toutes les expéditions dont il aura besoin concernant le ministère public, ou les affaires dont l'exécution lui sera confiée: que ledit Substitut ne pourra recevoir aucune plainte en matière criminelle ou de police, ni connoître comme Juge d'aucune matière où il écherra de donner des Conclusions, sans préjudice à lui de recevoir les dénonciations qui pourront lui être faites sur son Registre, conformément à l'Article IV du Titre III de l'Ordonnance de 1670, dont il ne sera obligé de donner communication, qu'au cas qu'après le Jugement de l'accusation, il n'en soit ainsi par Justice ordonné: que ledit Substitut ne pourra faire arrêter, ni emprisonner aucun accusé, qu'en vertu d'un Décret de prise-de-corps, si ce n'est en flagrant délit, ou à la clameur publique, conformément à l'Article IX, Titre X de ladite Ordonnance de 1670, sans préjudice néanmoins de l'exécution des Ordonnances concernant les mendiants & les vagabonds, & notamment de celles des 25 Juillet 1700, & 27 Août 1701: qu'il ne pourra pareillement élargir aucuns prisonniers, sans Jugement rendu par le Baillif, ou autre faisant ses fonctions, en cas d'absence ou autre légitime empêchement, lequel Jugement ne pourra être rendu, qu'il ne lui en ait été auparavant communiqué: que ledit Substitut ne pourra aussi faire défenses d'exécuter les Ordonnances ou Jugements dudit Bail-

398 DIFFÉREND ENTRE UN BAILLIF,
lif, sauf à lui à se pourvoir contre iceux
par les voies de Droit, comme aussi qu'il ne
pourra faire aucunes Ordonnances concer-
nant l'ordre public, ni en ordonner ni faire
la publication; sauf à lui à requérir à ce
sujet ce qu'il croira convenable: qu'en cas
d'absence, maladie, récusation, ou autre lé-
gitime empêchement dudit Substitut du Pro-
cureur-Général du Roi, le Substitut dudit
Substitut sera tenu de donner des Conclu-
sions dans les Affaires qui le requerront,
soit à l'Audience, ou dans les Procès par
écrit; & ne sera réputé absent qu'après trois
jours, ou après vingt-quatre heures, comme
il a été ci-dessus ordonné, si ce n'est qu'il
y eût péril évident dans la demeure: qu'à
cet effet, les trois Substituts dudit Substitut
seront tenus de se trouver à tour de rôle à
l'Audience les jours d'icelle, pour y faire
les fonctions dudit Substitut en son absence,
ou autre légitime empêchement. Sur le sur-
plus des Requêtes & Demandes des Par-
ties, les a mis & met hors de Cour, dépens
compensés. Ordonne que le présent Arrêt sera
lu & publié à l'Audience dudit Bailliage,
& enregistré dans les Registres du Greffe
d'icelui. SI TE MANDONS mettre le pré-
sent Arrêt à exécution; de faire te don-
nons pouvoir. DONNÉ en Parlement le dix
Janvier mil sept cent vingt-quatre, & de
notre Regne le neuvieme. Collationné. Si-
gné BARON. Par la Chambre. YSABEAU.
Et scellé.

J'ai jugé que , puisqu'on avoit goûté le Mémoire précédent , où l'on parle de la Justice de Meudon , on pourroit agréer deux petits Discours que le même Auteur a prononcés dans le même Tribunal. Ils auroient été dignes d'un Siege supérieur , & on a entendu , dans des Jurisdiccions plus relevées , des Discours d'une moindre éloquence. On y donne , dans l'un d'eux , de la Magistrature à un Baillif de Village ; ce titre pouvoit l'enfler outre mesure : heureusement , c'est un galant homme , à qui l'encens ne donne point dans la tête.

Mercuriale prononcée en l'Audience par le Sieur de Saint-Jory, Procureur du Roi au Bailliage de Meudon.

LA Justice, destinée à rendre les hommes heureux, devient le fléau le plus redoutable de la Société, lorsqu'on l'administre mal.

Les tempêtes, qui désolent quelquefois nos campagnes, y causent des désordres moins affreux que ne fait la Justice, exercée par des mains avares & corrompues. En effet, l'inclemence des saisons, la fureur des orages ne ruinent que la récolte ; au-lieu que la chicane dévore souvent la moisson, & l'héritage même.

Procureurs & Huissiers, telle est la suite déplorable de vos fonctions, quand l'exacte probité ne conduit pas vos travaux.

Je fais , & je dois ce témoignage public à la vérité , qu'aucun de vous n'est coupable des excès & des violences que je viens de dépeindre : mais j'ai reconnu que plusieurs exigent des salaires immodérés , & surchargent , à la foule des Parties , leurs écritures d'inutilités & de répétitions prohibées ; que vous avez tous trop de feu & d'activité pour vos intérêts personnels , & trop peu pour les affaires dont vous n'attendez pas un profit considérable. J'ai reconnu , enfin , & il ne m'est plus permis de le dissimuler , que quelques-uns entièrement livrés à l'indocilité & à la présomption , sources du dérèglement de l'esprit , & de la corruption du cœur , méprisent nos avertissements , toujours salutaires & toujours tendres.

Revenez de votre aveuglement , ménagez l'estime du Public , qui vous fait vivre , & méritez la protection de vos Supérieurs , qui vous est nécessaire.

*Compliment fait par le Sieur de Saint-Jory ,
l'Audience tenant , à M. Drouët.*

M O N S I E U R ,

LE jour que vous prîtes possession de ce Bailliage , jour heureux , qui répandit ici tant d'allégresse & de consolation , je vous témoignai combien je me tenois honoré d'exercer le ministère public sous votre Magistrature ,

gistrature, sous les yeux d'un homme habile, & que tous les Tribunaux de Paris reconnoissent pour incorruptible. (a) Aujourd'hui, Monsieur, que j'ai remis au Roi ma Commission de son Procureur, il est bien juste que je vous marque la douleur que je ressens de me séparer de vous.

Ce que je vous témoignai d'estime, lorsque nous vous installâmes en ce Siege, n'étoit qu'un tribut que je payois à votre réputation : je ne vous connoissois pas encore. Mais à présent, que l'habitude de vous voir, de vous entretenir, de partager vos travaux, m'a fait démêler par moi-même les qualités respectables de votre cœur, je sens tout le prix de ce que je possédois, & de ce que je vais perdre.

Une seule chose auroit pu adoucir mon chagrin, c'eût été d'avoir un Successeur d'un mérite si médiocre, que vous fussiez contraint de me regretter ; mais le choix du Roi est tombé sur un Sujet illustre par sa probité, par la vaste étendue de ses connoissances littéraires, par ses travaux académiques, par une étude consommée du Droit, & qui, joignant dans une mesure égale le zèle & la prudence, trouvera ce juste milieu, ce point si difficile à rencontrer, entre la sévérité & la complaisance, sur quoi roule la bonne administration de la Justice.

(a) M. Drouët fait avec un applaudissement général la Charge de Greffier du Criminel au Parlement de Paris.

Tome IV.

C c

Ainsi, Monsieur, tout ce que je peux raisonnablement prétendre, est que mon Successeur, qui va jouir désormais de toute votre estime, ne m'enleve pas toute votre amitié.

Fin du Tome quatrieme.

C4C092



T A B L E

D E S M A T I E R E S

D U T O M E Q U A T R I E M E .

M ADAME TIQUET, <i>condamnée pour avoir entrepris de faire assassiner son mari</i> , Page 1	
Histoire de Madame Tiquet,	2
<u>Arrêt qui condamne à mort Madame Tiquet,</u>	<u>14</u>
<u>Discours de Mr. Tiquet au Roi,</u>	<u>17</u>
<u>Discours du Lieutenant-Criminel à Madame Ti-</u>	
<u>quet,</u>	<u>19</u>
<u>Réponse de Madame Tiquet,</u>	<u>20</u>
<u>Discours du Curé de Saint-Sulpice à Madame</u>	
<u>Tiquet,</u>	<u>21 & 22</u>
<u>Oraison funebre de Madame Tiquet,</u>	<u>25</u>
<u>Le complot de l'assassinat, qui a un commen-</u>	
<u>cement d'exécution, est puni par les Ordon-</u>	
<u>nances,</u>	<u>39</u>

*Legs d'un Testateur marié, fait à une Demoiselle,
cassé & annullé, à cause de l'indignité présu-*
mée de la Légataire,

Histoire du Procès, 47

Testament olographe du Marquis de Béon, 51

Son Codicile, 53

Plaidoyer pour Madame de Beaumont, 57

La Jurisprudence reproche les avantages faits
aux Concubines, 64 & suiv.

La preuve du concubinage est recevable, pour

C c ij

donner atteinte à un Aîte qui ne peut subsister s'il y a concubinage ,	76
Réponse à ce Plaidoyer ,	80
Les avantages faits à une fille qui a cessé d'être concubine, sont valides ,	82
Arrêt définitif ,	101
Requête de Mademoiselle Gardel en cassation d'Arrêt ,	102
Suivant les Ordonnances, elle devoit avoir des dommages ,	109
Autre Requête en cassation ,	113
Les Juges ne doivent pas interpréter les Ordonnances ,	115
Caractère du troisieme Ouvrage pour la Demoiselle Gardel ,	118
Lettre d'une Dame sur ce Procès ,	119
Déclaration du Roi concernant le Rapt de Séduction ,	125
Juges prévaricateurs punis ,	131
Histoire de ce Procès ,	132
Origine du Procès ,	134
Lettre du Procureur-Général au Grand-Conseil , au Procureur du Roi de Mantes ,	142
Jugement de la Maréchaussée de Mantes, qui condamne le Sieur des Ferrieres ,	144
Comment les Juges de Mantes comparurent devant M. le Chancelier ,	148
Lettres de Révision du Procès jugé par la Maréchaussée de Mantes ,	151
Moyens de la Demoiselle des Ferrieres contre le Jugement de la Maréchaussée de Mantes ,	152
Défense des Officiers de la Maréchaussée de Mantes ,	163
Arrêt qui entérine les Lettres de Révision ,	177
Défense du Président de Nesmond ,	179
Défense des deux Avocats ,	187

Addition de Défense du Procureur du Roi, 191Défense du Prévôt, *ibid.*Effraction de mur, grand crime suivant les Loix civiles, *ibid. & suiv.*Moyens de la Dame des Ferrieres, 194Replique de la Demoiselle des Ferrieres, 198Arrêt définitif, qui condamne les Officiers de laMaréchaussée de Mantes, 203Observations sur l'Arrêt, 207Autre Exemple d'un Jugement Prévôtal cassé, 211Déclaration du Roi sur les Cas Prévôtaux, ou Présidiaux, 212Cause de Dieu, ou Société qu'un Marchand con-
traîte avec Dieu, exécutée, 228Histoire de la Cause de Dieu, 229Plaidoyer de Mre. Blaru. Avocat des Directeurs
de l'Hôpital-Général, 238Divers Exemples qui prouvent que Dieu con-
traîte avec les Hommes, 239La Société contractée par Duhalde avec Dieu,
peut être regardée comme un vœu, 240Plaidoyer de Mre. Pillon, Avocat du Tuteur de
la veuve & du fils, 248La Société dont il s'agit n'est pas valable, 249Elle ne peut pas être regardée comme un vœu
qui oblige, *ibid.*Cette Disposition ne peut pas valoir comme un
legs, 251Comment, suivant les Jurisconsultes, la con-
firmation d'un Acte le valide, lorsqu'il est
nul, 252Le mari, quoique le maître de la communauté,
ne peut pas par Testament disposer de la part
de sa femme, 254Tout ce qui déroge au Contrat de Mariage est
une Contre-Lettre nulle, 256

<u>Ou ne peut pas, suivant la Loi divine, contre-</u>	
<u>venir aux Loix humaines,</u>	256
<u>Plaidoyer de Monsieur l'Avocat-Général,</u>	259
<u>La Disposition de Duhalde est licite quant à la</u>	
<u>personne qui dispose; & quant à l'objet, <i>ibid.</i></u>	
<u>Elle ne peut valoir, ni comme Société, ni</u>	
<u>comme Donation entre-vifs,</u>	264
<u>Elle vaut comme <i>Pollicitation</i> : ce que c'est que</u>	
<u>la <i>Pollicitation</i>, <i>ibid.</i> & <i>suiv.</i></u>	
<u>La Disposition du Testament de Duhalde est</u>	
<u>une Confirmation de la <i>Pollicitation</i> : une</u>	
<u>Dette naturelle reconnue par Testament, pro-</u>	
<u>duit une action civile,</u>	269
<u>Arrêt qui a jugé la Question,</u>	273
<u>Observation sur l'Arrêt,</u>	274

<u><i>Outrages faits à une Dame. Si des Outrages faits</i></u>	
<u><i>à la pudeur d'une Dame, dans un Lieu public,</i></u>	
<u><i>par des voies de fait, quoiqu'on n'en vienne</i></u>	
<u><i>pas aux derniers excès, sont punissables d'une</i></u>	
<u><i>peine afflictive & corporelle, ou du moins sim-</i></u>	
<u><i>plement infamante ?</i></u>	276
<u>Histoire de la Dame de Liancour, & du Diffé-</u>	
<u>rend qu'elle eut avec la Marquise de Trefnel,</u>	
<u>& de l'insulte qu'elle en essuya,</u>	277
<u>Requête de la Dame de Liancour,</u>	287
<u>Réponse de la Marquise de Trefnel,</u>	289
<u>Le crime qu'elle a commis n'est pas un crime</u>	
<u>public,</u>	293
<u>Arrêt définitif,</u>	296
<u>Observations sur l'Arrêt,</u>	300
<u>Le crime de la Marquise de Trefnel est un crime</u>	
<u>public,</u>	302
<u>Action d'une Justice sévère,</u>	305
<u>Insolence d'un Laquais punie,</u>	309
<u>Insulte faite à la pudeur d'une Dame, punie,</u>	310
<u>Arrêt de Condamnation,</u>	311

<i>Mémoire pour Dame Anne-Christine Comès, contre</i>	
<i>Messire Romain de Kinglin, son mari, Prési-</i>	
<i>dent au Conseil Souverain d'Alsace,</i>	314
<i>Son Histoire,</i>	316

<i>Mémoire pour le Sieur Louis Rustaing de Saint-</i>	
<i>Jory, Gentilhomme ordinaire de M. le Duc</i>	
<i>d'Orléans, Demandeur & Défendeur; contre</i>	
<i>Demoiselle Jeanne-Genevieve Aubert de Châ-</i>	
<i>taillon, Fille majeure, Demanderesse & Dé-</i>	
<i>fenderesse,</i>	340

<i>Promesse de Mariage du Chevalier de Saint-</i>	
<i>Jory, & de la Demoiselle de Châtaillon,</i>	344

<i>Deux Cas où l'on juge arbitrairement les dom-</i>	
<i>mages, quoiqu'ils soient stipulés dans un Dé-</i>	
<i>dit de Mariage,</i>	352

<i>Portrait de la Demoiselle de Châtaillon,</i>	354
---	-----

<i>Fille réputée faussement Hermaphrodite,</i>	356
<i>Requête de Marguerite Malaure,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Observations historiques sur les Hermaphrodi-</i>	
<i>tes,</i>	366

<i>St. Augustin & Ambroise Paré rapportent des His-</i>	
<i>toires de Filles devenues Hommes,</i>	366 & 367

<i>Opinion de Paul Zacchias sur les Hermaphro-</i>	
<i>dites,</i>	<i>ibid.</i>

<i>On réfute les Hérétiques, qui croyoient Adam</i>	
<i>Hermaphrodite,</i>	368

<i>Ce que pense Aristote des Hermaphrodites,</i>	370
--	-----

<i>Questions au sujet des Hermaphrodites,</i>	<i>ibid.</i>
---	--------------

<i>Quel nom les Grecs donnent à un Hermaphro-</i>	
<i>dite : ce que c'est qu'Androgyne,</i>	372, & dans
<i>la Note au bas de la page.</i>	

<i>Mémoire pour une Personne babillée en Homme,</i>	
<i>soupçonnée d'être Fille,</i>	<i>ibid.</i>

<i>La Visite étoit le point décisif,</i>	376
--	-----

<i>Mémoire du Sieur de Saint-Jory, Procureur du Roi au Bailliage de Meudon, pour servir de Replique aux Défenses du Sieur Lamet, Avocat aux Conseils du Roi, Baillif du même Siege,</i>	378
<i>Arrêt de Règlement,</i>	394
<i>Mercuriale prononcée en l'Audience par le Sieur de Saint-Jory, Procureur du Roi au Bailliage de Meudon,</i>	399
<i>Compliment fait par le Sieur de Saint-Jory, l'Audience tenant, à M. Drouët,</i>	400

Fin de la Table du quatrieme Tome.

646092

